

EN BELGIQUE

Elections anticipées
le 8 novembre

LIRE PAGE 8

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Toubert

3 F

Algérie, 2 DA : Maroc, 2,50 DH : Tunisie, 250 m.
Allemagne, 1,40 DM : Belgique, 14 sch. : Espagne,
20 fr. : Canada, 5,10 : Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ;
Danemark, 6,50 kr : Égypte, 70 ps. : É.-U., 40 c.
Grèce, 40 dr. : Iran, 125 rs. : Irlande, 70 p.
Italie, 900 L. : Liban, 325 P. : Luxembourg, 20 f.
Norvège, 4,50 kr : Pays-Bas, 1,75 fl. : Portugal,
40 esc. : Suède, 250 F SFA : Suisse, 4,20 fr.
Suisse, 1,30 F. : E.-U., 95 cents : Yougoslavie, 35 d.

Tarif des abonnements page 42

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 19
C.C.P. 8237 - 53 PARIS
Tél. Paris 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

M. Mitterrand
et le Proche-Orient

M. Mitterrand a tout lieu d'être satisfait des résultats de sa visite en Arabie Saoudite. Certes, aucun « miracle » n'a eu lieu, mais il n'en espérait pas tant. En revanche, il a réussi à entamer un processus positif sans rien rendre, bien au contraire, de ses convictions.

Le but du voyage du président de la République était de renforcer l'autorité de l'Arabie Saoudite dans la région et d'apporter sa caution à l'esprit du plan proposé au mois d'août dernier par le prince Fahd comme base d'un règlement du conflit israélo-arabe. La conférence de presse donnée lundi 28 septembre, à Taïf, par M. Mitterrand et le vice-premier ministre saoudien, tend à prouver que ce but a été atteint. Après que M. Mitterrand eût clairement indiqué qu'il ne pouvait pas approuver tous les points du plan Fahd, le prince a en effet reconnu que des modifications étaient possibles et qu'il ne s'agissait pas d'une proposition à prendre ou à laisser. Le prince a ajouté que l'Arabie Saoudite allait maintenant s'efforcer de convaincre les autres pays arabes à en prévoir la prochaine session du conseil des ministres. M. Mitterrand a dit qu'il se tenait au Maroc au début du mois de novembre.

Comme on pouvait le prévoir, la principale divergence entre Paris et Riyad concerne l'annexion de la bande de Gaza, dont le prince voudrait faire la capitale d'un futur Etat palestinien. Une telle demande est clairement inacceptable pour Israël. M. Mitterrand le sait fort bien et c'est pourquoi il a refusé de se laisser lier les mains. Et pour que les choses soient claires, il n'a pas hésité à le dire. La Mesopotamie, à faire publiquement état de son amitié pour Israël, expliquant que « depuis la dernière guerre mondiale », il ne pouvait « rester insensible au destin d'un peuple sacrifié ».

Fidèle à ce qu'il a toujours dit sur ce sujet, il n'a pas caché que le gouvernement israélien violait le droit international en niant le droit du peuple palestinien à une patrie et à doter cette patrie des « structures de son choix ».

Ce n'est qu'au fil des semaines, voire des mois, qu'on saura si l'initiative de M. Mitterrand a de sérieuses chances de succès. Il est encourageant qu'aucune réaction par trop tranchée n'ait encore été enregistrée. Cette prudence des parties au conflit israélo-arabe indique au moins que le temps de la réflexion est peut-être arrivé. Un rejet catégorique des positions de M. Mitterrand par l'O.L.P. — organisation que le président juge seulement « très représentative » — mettrait en effet un point final à la démarche franco-saoudienne. Il en irait de même d'un refus du sommet arabe d'entériner le plan Fahd.

La tâche la plus ardue qui attend M. Mitterrand est maintenant de convaincre Israël d'entrer dans le processus de la négociation. Ce ne sera pas facile, mais le chef de l'Etat bénéficie dorénavant d'un atout dont n'a jamais disposé son prédécesseur : la crédibilité. Personne de bonne foi ne peut le soupçonner en effet de se faire à l'idée d'une disparition de l'Etat juif. Or c'est une crainte dont M. Begin n'hésitait pas à jouer pour convaincre ses compatriotes de soutenir sa politique jusqu'au-boutiste. La seconde partie du courageux pari de M. Mitterrand se jouera sans doute au mois de janvier prochain, lorsque le président de la République effectuera son voyage en Israël.

(Lire nos informations page 3.)

La préparation du débat sur la politique énergétique

- Le gouvernement engagera sa responsabilité devant les députés
- De plus larges déductions fiscales seront autorisées au titre des économies d'énergie

Le gouvernement met la dernière main aux dispositions fiscales qui seront contenues dans le projet de loi de finances pour 1982. Ce projet sera rendu public mercredi 30 septembre, à l'issue du conseil des ministres. Aux mesures que nous avons déjà annoncées, s'en ajoutent d'autres, dont certaines vont dans le sens d'un allègement, notamment une autorisation des déductions au titre des économies d'énergie beaucoup plus large qu'aujourd'hui et un relèvement des limites d'exonération de l'impôt sur le revenu. A l'inverse, il est prévu de taxer les appareils de jeux électroniques.

Le budget de 1982 sera évidemment capital dans la définition de la politique économique du gouvernement. Il commandera en partie les travaux du Plan intermédiaire que préparent les services de M. Michel Rocard.

Ce mardi 29 septembre, dans la matinée, M. Pierre Mauroy a assisté, au commissariat général du Plan, à la réunion de la grande commission chargée de préciser les objectifs du Plan intermédiaire. La présence du premier ministre rue de Marignan souligne l'importance qu'il reconnaît au travail en cours.

Le conseil des ministres du 14 octobre sera saisi du projet de loi relatif à ce Plan. L'Assemblée nationale devrait en débattre au début de décembre, après que le Conseil économique et social aura fait connaître son avis au début de novembre.

Le conseil des ministres du 30 septembre devrait aussi adopter une politique énergétique, sur laquelle M. Mauroy engagera la responsabilité du gouvernement lors du débat devant l'Assemblée nationale prévu du 6 au 8 octobre. Un comité

interministériel, réuni le 28 septembre à Matignon, pour rendre les derniers arbitrages, a eu quelques difficultés à définir le mode de financement d'un programme d'économies d'énergie, principal objectif du pouvoir qui entend consacrer 45 milliards de francs par an.

A la veille du débat sur l'énergie, le Conseil économique et social vient de se prononcer en faveur du surrégénérateur. La C.F.D.T., quant à elle, réclame qu'aucune décision ne soit prise par le gouvernement en matière de retraitement des combustibles irradiés.

Nous commençons dans ce numéro la publication d'une étude de Bruno Dethomas sur la préparation du débat sur l'énergie, auquel notre page « Idées » est consacrée. Nous publierons dans notre prochain numéro un supplément sur les énergies nouvelles et renouvelables.

Les limites d'exonération de l'impôt sur le revenu seront relevées de plus de 13 %

Les contribuables dont le revenu net « de frais professionnels » (c'est-à-dire après déduction des 10 %) n'excède pas 24 000 F seront l'année prochaine exonérés du paiement de l'impôt sur le revenu. S'ils ont plus de soixante-cinq ans, cette limite d'exonération sera de 26 200 F (1). En fixant ces deux chiffres dans le budget de 1982, le gouvernement a relevé respectivement de + 13,7 % et de + 13,9 % les limites d'exonération valables pour cette année et applicables aux revenus de 1981.

D'autre part, les déductions spéciales que peuvent effectuer sur leur revenu imposable les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et les invalides seront relevées l'année prochaine d'environ 13,5 % comme les tranches du barème général de l'impôt, qu'on lira en page 48. Ces déductions passent de 4 630 F à 5 280 F pour les personnes dont le revenu net global (2) est inférieur à

33 500 F (au lieu de 28 600 F cette année). Elles passent de 3 200 F à 3 630 F pour les contribuables dont le revenu global net est compris entre 32 500 F et 33 600 F. Ces dispositions fiscales sont contenues dans le projet de loi

de finances pour 1982, qui sera publié mercredi 30 septembre à l'issue du conseil des ministres. Aux mesures que nous avons annoncées dans nos éditions du 29 septembre s'ajoutent certaines décisions qui vont les unes

dans le sens d'allègements fiscaux, d'autres dans le sens d'alourdissement des impôts et taxes.

AL. V.
(Lire la suite page 43.)

La poursuite d'un programme nucléaire

I. — Le désirable et le possible

par BRUNO DETHOMAS

Il existe un lien étroit entre énergie et société. Les socialistes le rappelaient dans leur programme : « L'énergie, l'autre politique ». « Il n'est pas indifférent de savoir et de vivre et d'être maître de son destin ou des énergies nouvelles. » Le gouvernement — qui doit arrêter au prochain conseil des ministres sa politique en la matière avant de soumettre du 6 au 8 octobre à l'Assemblée — aura pu se poser la question. Il y a eu en effet deux votes pour les socialistes : se demander dans quelle société l'on veut vivre au siècle prochain, en déduire les vecteurs énergé-

tiques les mieux aptes à faciliter le passage vers ce type de société et justifier l'indéfinissable sarcord d'une telle maîtrise de l'avenir par le choix qualitatif.

L'autre méthode consiste — particulièrement dans un pays comme la France qui dépend pour plus des deux tiers de l'étranger dans son approvisionnement — à rechercher le moyen de fournir à l'industrie comme aux particuliers l'énergie la meilleure marché possible, quitte à transformer la société par d'autres voies.

Tout se passe comme si le premier langage était celui du socialisme d'opposition et le second celui du pouvoir : et comme si le grand débat démocratique promis n'avait d'autre objet — dans une espèce de sociodrame — que de faire passer la majorité d'un langage à l'autre, du désirable au réel. Le court temps de préparation, le programme déjà engagé, les contraintes extérieures (la facture), la volonté aussi d'une plus forte croissance permettaient-ils qu'il en fût autrement ? En faisant du programme nucléaire le fleuron de son septennat, M. Giscard d'Estaing avait obligé le P.S. à s'y opposer systématiquement. Le prochain débat devrait avoir le mérite de ramener les choix énergétiques hors de toute passion.

La nouvelle politique, telle qu'elle transparaît des rapports préparatoires, n'en connaît pas moins de réels inflexions par rapport à la précédente. Et même si les dernières réunions interministérielles en sont certaines insuffisances — pour répondre à diverses critiques des parlements notamment des énergies nouvelles — et montrent les incertitudes en élargissant les fourchettes à l'horizon 1990 « les grands équilibres n'en seront pas affectés », affirme-t-on dans le gouvernement.

(Lire la suite page 44.)

AU JOUR LE JOUR

Solidarité

L'impôt sur les grandes fortunes rendra les riches un peu plus solidaires des pauvres.

L'impôt chômage organisera la solidarité de ceux qui ont un emploi avec ceux qui n'en ont pas.

Et l'augmentation de la signette auto sera un gage de la solidarité de ceux qui ont une petite auto avec ceux qui n'ont qu'une grosse moto.

BRUNO FRAPPAT.

EN AFGHANISTAN

Imposteurs et héros de la résistance

Deux équipes de journalistes français, parties du Pakistan, ont parcouru plus de 1 000 kilomètres en Afghanistan avant de faire leur jonction dans une zone contrôlée par la résistance.

Après avoir été trompée par un chef nomade cherchant à monnayer ses services, l'équipe dirigée par Jean Bertolino a rencontré d'authentiques combattants et a assisté à leurs combats. Celle d'Olivier Warin est parvenue à atteindre, avec les maquisards, les faubourgs de Kaboul. Leur reportage sera diffusé le 30 septembre, sur TF1, dans l'émission « Les mercredis de l'information ». Jean Bertolino raconte son expérience dans une série de deux articles dont nous commençons la publication page 3.

UNE POLITIQUE DES ARTS PLASTIQUES

La création
reprend ses droits

Début septembre, à l'occasion du départ de M. Pontus Hultén de la direction du Musée national d'art moderne et de la venue de M. Dominique Bozo pour lui succéder, M. Jack Lang, ministre de la culture, avait annoncé une très substantielle augmentation du budget du centre Georges-Pompidou afin de permettre à celui-ci de se refaire une santé physique et certainement aussi morale (le Monde du 5 septembre). Il avait aussi formulé pour l'avenir du centre plusieurs souhaits dont nous ne retiendrons, pour le moment, que celui de voir le grand vaisseau mieux associé à la création artistique contemporaine, plus ouvert aux jeunes artistes.

M. Jack Lang en avait profité pour annoncer la mise en œuvre d'une nouvelle politique des arts plastiques à travers des mesures qui, pour cer-

tains, se traduiraient par des crédits de 1982, tandis que d'autres seraient étudiées par les « sages » de la mission de réflexion conduite par M. Michel Troche, désigné pour cela fin juillet. Une mission plutôt vaste, puisqu'il s'agit « de concevoir de nouvelles dispositions pour la commande publique et l'information, pour l'enseignement, les métiers d'art, les circuits de diffusion, qu'ils soient publics ou commerciaux ; et de redéfinir la place de l'artiste dans notre société ainsi que le droit auquel il peut prétendre de disposer d'un lieu de travail ». Mission qui révèle l'ampleur, la complexité du terrain à couvrir, et aussi le flou de ses limites (publique, privée, art-métiers d'art notamment).

GENEVIÈVE GREERETTE.

(Lire la suite page 24.)

HISTOIRE GENERALE DU SOCIALISME

Sous la direction de Jacques Drey et divers auteurs



Tome 1 : Des origines à 1875.
Tome 2 : De 1875 à 1918.
Tome 3 : De 1918 à 1945.
Tome 4 : De 1945 à nos jours.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

idées

ÉNERGIE

Le vaste débat public sur l'énergie, va maintenant s'engager. André Tiano dresse la liste des questions qui se posent réellement. Claude Allègre rappelle que chaque source d'énergie a ses nuisances et qu'il nous faut apprendre à gérer la planète.

Quant à Michel Guillot, il pense qu'il appartient maintenant à la gauche de réconcilier les Français avec leur industrie.

Réconcilier les Français avec leur industrie

par MICHEL GUILLOT (*)

LES socialistes se trouvent devant un problème semblable à celui que le général de Gaulle eut à résoudre au lendemain du 13 mai 1958, quand, porté par une vague de fond ingénieur colonialiste, il se proposait de mettre en œuvre la décolonisation.

Aujourd'hui la gauche a à expliquer un apparemment reniement concernant le programme énergétique. Sur le fond, aucun doute : s'il est conduit avec un respect démocratique nouveau quant au choix des sites, le programme nucléaire est, au même titre que les nationalisations, incontestablement, un programme industriel de gauche : condition de l'indépendance énergétique et contrôle de la transmission d'une dynamique industrielle incomparable. Pourquoi ne pas l'avoir dit pendant la campagne ? Pas uniquement parce que le précédent gouvernement s'en enorgueillissait.

Si les responsables socialistes n'ont pas démenté les discours incantatoires des « anti-industriels » (plutôt qu'anti-nucléaires), c'est parce qu'ils avaient compris qu'une partie de l'opinion, incompétente en matière d'économie et d'industrie, y croirait « dur comme fer » et qu'elle, pour changer la France, il fallait d'abord gagner les élections.

Affirmer qu'une partie de l'opinion est incompétente en matière d'économie et d'industrie n'a aucun rapport avec un méprisant diagnostic sur la « bêtise du peuple ». Si le peuple n'est pas compétent en matière industrielle, c'est que ni ses maîtres (d'école) ni ses maîtres à penser (de la presse) ne lui ont jamais appris quoi que ce soit sur ce sujet.

C'est la conséquence d'une regrettable collusion entre deux simplismes contraires :

— L'un « de droite » : la croyance à l'impérabilité du marché. Pourquoi enseigner au peuple l'économie ? L'économie ne s'enseigne pas, elle se constate.

— L'autre, gauchiste-angélique : dès qu'une activité présente une quelconque utilité, elle devient suspecte et dotée d'énigmatiques infamies telles que « justifiée par la logique interne du productivisme » ou « instrument d'un odieux chantage à l'emploi ».

Ces caricatures symétriques, auxquelles je ne fais pas le procès d'être consciemment complices, ont fait de la France un des pays les plus sous-développés qui soient en matière de culture économique et industrielle.

Paradoxalement, la polémique nucléaire, malgré toutes ses tournures, représente peut-être le truchement par lequel l'indifférence industrielle française pourrait être vaincue. En effet, la lutte contre les risques radioactifs a été le fer de lance symbolique de la lutte contre toutes les nuisances modernes et a ouvert au respect des équilibres naturels des domaines jusqu'à-là intouchables. La contestation de la « logique économique du programme » permettra sans doute aujourd'hui l'accès à un véritable intérêt public pour les mécanismes économiques modernes. Quand on commence à vouloir faire les comptes, on s'intéresse à apprendre à compter.

Contrairement aux apparences, c'est la gauche qui a les meilleures armes pour réconcilier les Français avec leur industrie, car un gouvernement de droite est inmanquablement accusé de confondre les intérêts des grands groupes et l'intérêt national. Les nationalisations et un programme énergétique cohérent, mais épuré des dangereuses rêveries, sont donc les deux faces d'une même médaille.

(*) Ingénieur E.C.P.

Apprendre à gérer la planète

par CLAUDE ALLEGRE (*)

Les ressources nationales, bien que non prouvées, ne sont peut-être pas négligeables, mais leur utilisation pose des problèmes considérables à l'échelle planétaire. Tout d'abord celui du CO₂ rejeté dans l'atmosphère lors de la combustion du charbon et du pétrole. La teneur en CO₂ augmente inexorablement dans l'atmosphère. On sait de plus que la répartition n'est pas uniforme, et qu'il se dessine des nappes de CO₂. Cette augmentation peut provoquer des modifications climatiques aux conséquences désastreuses. Si l'on veut utiliser les combustibles fossiles, une possibilité consisterait à piéger ce

gaz carbonique. L'exploitation des charbons et des schistes pose un problème grave de radioactivité. Le charbon contient des traceurs importants en uranium (10-100 ppm). Cet uranium est en équilibre séculaire avec l'un de ses descendants, le radon, lui aussi radioactif, mais gazeux. De ce fait, dès que l'on brûle du charbon, on dégage dans l'atmosphère un gaz radioactif qui crée à son tour des radionucléides à vie courte, que l'on pourra inhaler ou qui se seront déposés dans tout l'environnement.

Comme on le voit, les combustibles fossiles ont des effets secondaires tout aussi préoccupants que les centrales nucléaires, même si nous avons mis des décennies pour nous en apercevoir.

L'eau et le feu

L'eau des rivières et des mers, la géothermie, le solaire, ne peuvent, à moyen terme, résoudre à eux seuls nos problèmes. Ils peuvent préparer l'avenir. Mais ils soulèvent aussi quelques questions.

L'énergie solaire est peut-être la solution de demain. Pour l'heure, son utilisation est réduite à des besoins domestiques. Comme beaucoup de géologues, nous aurions aimé voir dans la géothermie la solution de tous nos maux. Une action vigoureuse a été engagée en France depuis dix ans, et il faut que chacun en connaisse le résultat principal : si l'on récupère la totalité du flux de chaleur qui se dégage à la surface du territoire national métropolitain, entreprise illusoire, on pourrait obtenir à peu près 15 % de notre consommation énergétique actuelle. Cela étant, il paraît souhaitable d'accroître l'utilisation des ressources locales existant en métropole, tant en basse énergie dans les bassins sédimentaires qu'en énergie moyenne dans le Massif Central. Dans les départements d'outre-mer, il serait possible de satisfaire plus de 80 % des consommations d'énergie (hors véhicules).

Reste l'eau des rivières, notre vieille houlle blanche, dont la réputation d'énergie douce a été ternie par le désastre de Fribourg. Si l'on pense en termes d'énergie distribuée localement, il est possible d'augmenter considérablement notre potentiel.

Que conclure ? Le débat qui va

s'ouvrir ne peut se terminer dans quelques semaines. Il doit mobiliser les forces vives de la nation pendant plusieurs années au niveau politique et au niveau scientifique. Il n'existe pas d'expert souverain, il existe des approches multiples qui doivent se compléter. Il est donc nécessaire de mettre fin à la politique des clans, aux mentalités d'assagés qui règnent dans les technocraties occupant l'énergie.

Il faut se préoccuper des nuisances avec la même vigueur qu'on se préoccupe des sources d'énergie. Aucune solution énergétique n'est acceptable si elle n'est accompagnée de solutions pour les nuisances correspondantes. Cela nécessite que l'on mette en place un organisme chargé d'effectuer les contrôles de radioactivité de teneur en CO₂ de polluants divers.

Enfin, il faut tracer profit au maximum de la décentralisation et du Plan. Grâce au Plan, il sera possible de tenir à jour un inventaire des ressources du territoire français. Cet inventaire devrait être publié, critiqué et corrigé régulièrement.

Toute notre politique énergétique dépend en fin de compte de notre capacité à connaître les ressources de notre sous-sol, les équilibres naturels de notre planète, les constantes de temps de phénomènes naturels. Après les époques florissantes de la technologie et de la physique, il est maintenant temps de se préoccuper de l'homme et de sa planète.

Le nucléaire

Un consensus semble aujourd'hui se dégager sur le fait que, pour des raisons historiques et techniques, nous ne pouvons échapper à l'électricité nucléaire : la discussion porte davantage sur les modalités. Trois problèmes liés aux sciences de la Terre sont en jeu : ressources en uranium, protection des sites, élimination des déchets. Les ressources en uranium ne sont pas inépuisables. Les réserves mondiales se situent aux environs de 15 millions de tonnes-métal. La France possède des réserves non négligeables et non encore totalement estimées (200 000 tonnes-métal). Si l'ensemble des pays industrialisés seules s'équipent de centrales nucléaires du type classique, les réserves mondiales d'uranium seront épuisées avant cent ans. Si la France maintient sa politique actuelle, même dans l'hypothèse C.F.D.T. dite basse, elle brûlera ses réserves propres en trente ans !

En ce qui concerne les sites, il faut savoir qu'ils utilisent près de 60 % de l'énergie libérée par l'uranium, alors que les techniques classiques n'en utilisent que 0,7 %. La France et le monde possèdent dans ce schéma une réserve énergétique multiple par cent, c'est-à-dire pour plusieurs milliers d'années.

La sécurité mécanique des centrales nucléaires est sans nul doute

très étudiée, et la vigilance des mouvements écologistes nous assure qu'elle continuera de l'être. Mais un accident peut arriver, un sabotage peut se produire. Il faut prévoir comment le milieu naturel en sera affecté. Une expérience nous est fournie par le réacteur naturel d'Oklo, au Gabon, qui a fonctionné il y a deux milliards d'années et a été soumis depuis lors aux intempéries géologiques. On a pu étudier la dispersion des produits de fission de l'uranium dans les couches sédimentaires où le processus a eu lieu. Sans s'étendre sur les résultats, on peut dire que certains terrains retiennent très bien les produits fissiles.

On peut donc concevoir que les sites des centrales soient aménagés géologiquement pour éviter toute catastrophe. Mais comment faire ces études et travaux pour une centaine de centrales ? Les risques naturels, surtout sismiques, ne sont pas nuls.

Il est certain que la multiplicité des centrales augmente les risques. Les impératifs de sécurité des sites incitent donc à diminuer le nombre de centrales. Les surrégénérateurs offrent cette possibilité. L'élimination des déchets radioactifs constitue un problème grave sur lequel le débat est mal engagé. Sur le plan technique, les solutions adoptées sont peu satisfaisantes, et plus ou moins secrètes. Les cri-

tiques sont ponctuelles et, la plupart du temps, plus sentimentales que fondées. Surtout, par exemple, que la radioactivité ambiante du granite de Ploumanach est dix fois supérieure à celle des plages dans l'environnement immédiat de La Hague ?

On stocke les déchets dans des verres. Or, le verre est un matériau géologiquement fragile : ces verres étant, de surcroît, radioactifs, les dégâts d'irradiation vont accélérer le processus de « fragilisation ». En quelques centaines d'années, de tels verres ne retiendront plus leurs produits radioactifs, qui passeront alors dans les nappes phréatiques. Les verres ne sont donc au mieux que des solutions provisoires. On enterrera ces déchets : or, on sait que les premiers kilomètres de la croûte terrestre sont traversés par des circulations d'eaux extrêmement corrosives.

Pourquoi ne pas se souvenir que les pyramides des pharaons conservent depuis plus de quatre mille ans les vestiges les plus délicats sans les détruire ? Pourquoi alors ne pas envisager de stocker les déchets dans des « meusolites », à la surface du globe, dans les déserts ?

Le charbon a connu ses heures de gloire : il a été la solution des années d'après-guerre. Depuis, le potentiel charbonnier français s'est, petit à petit, dégradé. Dans le domaine crucial de la prospection charbonnière, les moyens géologiques français ont décliné en vingt ans d'un facteur vingt. Beaucoup de géologues français pensent que les réserves françaises seraient, disons, intéressantes, en particulier si l'on y inclut le charbon profond qui existe sous divers bassins français, et que les techniques de gazéification in situ rendent peut-être exploitable.

Les schistes bitumineux, source d'espoir de l'Amérique avec la fameuse formation géologique de la Green River, existent en France.

Le pétrole n'est pas français, c'est bien connu. Il y a quelques mois dans ces colonnes, un spécialiste français du pétrole notait que l'on avait multiplié les efforts de prospection aux quatre coins du monde, mais que le territoire français avait

(*) Professeur à l'université de Paris-VI - Directeur de l'Institut de physique du globe de Paris.

Questions d'un non-spécialiste non engagé

par ANDRÉ TIANO (*)

bon. Par quel coefficient peut-on multiplier la production actuelle de ce dernier (3 milliards de tonnes) si on tient compte du temps et de l'investissement nécessaires pour ouvrir ou rouvrir des puits, former des mineurs et réunir les moyens de transport ? Est-il incertain de prétendre qu'on ne pourra pas dépasser une production charbonnière de 5 milliards de tonnes en 2000 et de 15 en 2020 ?

Cela laisserait subsister un besoin de plus de 1500 centrales

nucléaires en 2000 et de 5 000 en 2020. Si l'on tient compte d'un délai de conception et de construction de huit ans pour une centrale et d'un besoin annuel de 65 centrales d'ici à 2000 et de 175 entre 2000 et 2020, peut-on accepter un moratoire ? Ce qui est vrai à l'échelle mondiale l'est-il à celle de la France ? Les réserves d'uranium pourraient-elles alimenter 5 000 centrales rendant inutilisées les surrégénérateurs (2) ? Dans le cas contraire, aura-t-on besoin de surrégénérateurs en production avant 2010, c'est-à-dire : aura-t-on besoin de les mettre en œuvre avant 1995 ?

Coût, indépendance et sécurité

Le coût. — Si l'on élimine les artifices des esprits partisans des deux camps (compter le prix du nucléaire en kilowatts-heures pour les partisans de l'énergie nucléaire et en thermies pour ses adversaires) et les sous-estimations de coûts inhérentes à toute activité nouvelle, le coût du nucléaire n'est-il pas bellement supérieur à celui du charbon et inférieur à celui des hydrocarbures ? Cela ne signifie-t-il pas qu'on doit, de ce point de vue, stimuler au maximum la production charbonnière ? Le supplément de coût du charbon français par rapport au charbon importé (rapport de 3,6 à 1 en 1979 dans le cas extrême) ne rend-il pas le surcoût de l'énergie fondée sur ce charbon inacceptable pour les Français ? Les coûts de l'énergie obtenue par surrégénérateurs ne risquent-ils pas d'être beaucoup plus élevés ? L'avance technique française dans ce domaine permet-elle d'en tirer un profit suffisamment compensateur au niveau mondial ?

Ne faut-il pas adjoindre à une comptabilité en monnaie une comptabilité en énergie et comparer de ce point de vue les coûts des différentes formes

d'énergie et celui des économies d'énergie.

L'indépendance. — Le contrôle des réserves d'uranium par les Etats-Unis rend-il le surrégénérateur indispensable pour l'Europe ? Est-ce vrai également pour la France, qui contrôle proportionnellement plus de mines d'uranium ?

Le contrôle du charbon à bas prix par les superpuissances ne rend-il pas nécessaire le nucléaire, ou bien n'est-ce qu'un problème de surcoût évené ?

La sécurité. — Hors accident, la pathologie du cycle nucléaire n'est-elle pas égale, voire très inférieure, à celle du charbon ? Quelle peut être l'ampleur maximale d'un accident nucléaire ? Le chiffre de trois mille trois cents morts dans un rayon de 25 kilomètres autour d'une centrale (rapport Rasmussen) est-il fiable ? Doit-on l'accroître de près de 50 % ? La probabilité pour deux cents centrales, d'un accident chaque millier d'années (rapport Rasmussen) est-elle vraisemblable ? Si on révisé ces problèmes pour tenir compte des causes inconnues, des causes qui peuvent affecter en même temps plusieurs barrières supposées indépendantes, et d'ac-

teurs dans le choix des sites, déplace-t-on une probabilité d'un accident par siècle ? L'accident de Three Mile Island n'a-t-il pas montré, en même temps que la possibilité de nombreuses défaillances, leur faible gravité ? Une fois les leçons tirées des erreurs passées dans le stockage des déchets radioactifs, est-il possible de se prémunir pratiquement contre les dangers éventuels des déchets radioactifs à longue durée de radioactivité ?

Problèmes politiques. — Sont pour les pays sous-développés les moins avancés, la seule source d'un armement nucléaire résident-elle dans la technologie et le combustible engendré par les centrales nucléaires ? Le combustible mis au point par le C.R.E.A. ne permet-il pas de les rendre indépendants ?

Le choix des sites nucléaires. — La procédure actuelle n'est-elle pas totalement trompeuse dans la mesure où les assemblées régionales ne disposent pas d'études d'impact sur l'environnement, que les enquêtes publiques sont formelles et que le processus de demandes d'utilité publique est entamé trop tôt ?

Ne faudrait-il pas négocier des avantages importants au profit de ceux qui accepteraient les inconvénients écologiques du voisinage des centrales (rejet d'eau chaude, troubles atmosphériques et esthétiques), sans compter la peur instinctive du nucléaire ? Arrivé à ce point, nous ne posons plus de questions mais affirmons hautement la nécessité d'un débat national et populaire et l'insuffisance du débat parlementaire qui a été prévu. Il faut que dans le moindre canton on discute de l'énergie nucléaire. C'est un moyen de réformer les peurs instinctives et c'est aussi un moyen de redonner au peuple la parole dont il est privé depuis longtemps.

(1) Tonne équivalente pétrole (tep) = 1,5 tonne de charbon = 10 000 thermies = 450 kW/h.
(2) Le surrégénérateur engendre plus de matières fissiles qu'il n'en consomme.

(*) Professeur à l'université de Montpellier.

الشرق الأوسط

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

APRÈS UN NOUVEL ENTRETIEN DE CINQ HEURES

MM. Haig et Gromyko pourraient se rencontrer à Genève au début de l'an prochain

Rendant compte du second entretien que M. Gromyko a eu, lundi 28 septembre, avec le secrétaire d'Etat américain, l'Agence Tass indique, ce mardi 29 septembre, que le ministre des affaires étrangères de l'U.R.S.S. a formulé, devant son interlocuteur, « un jugement de principe sur la politique étrangère américaine et montré le caractère stérile de toute tentative d'acquiescer la supériorité militaire ». M. Gromyko en a appelé à « observer strictement le principe de parité et de sécurité égale des parties, dans les pourparlers à venir, sur la limitation des armements, à la fois sur les armements stratégiques et sur les armes nucléaires correspondantes en Europe ».

De notre correspondante

Ces conversations avaient été précédées du discours de M. Haig à Berlin, dans lequel le secrétaire d'Etat avait notamment accusé l'Union soviétique de fournir des armes chimiques à ses alliés dans le tiers-monde. Le discours de M. Gromyko aux Nations unies, qui rappelait certains des moments les plus durs de la guerre froide, avait été la réponse du berger à la bergerie. Et ce n'est pas la lettre envoyée la veille à M. Brejnev par M. Reagan, suggérant des relations « plus solides et plus durables que par le passé » entre les deux pays, mais assortie d'une sévère mise en garde sur la Pologne, qui a pu défendre l'atmosphère.

New-York. — Le second entretien Haig-Gromyko n'a guère apporté de précision concernant les négociations sur la réduction des armes nucléaires en Europe qui doivent s'ouvrir le 30 novembre. Lundi soir 28 septembre, le porte-parole du département d'Etat, M. Fiske, s'est contenté d'indiquer que les entretiens avaient duré cinq heures — « il n'y a pas eu de discussion sur la question d'acquiescer la supériorité militaire », il n'a pas précisé ce que signifiait ce dernier point si ce n'est qu'il s'agissait d'une question « bilatérale », ce qui porte à penser qu'il a pu s'agir du sort des missiles tridentaires. Comme le 23 septembre, l'entretien a été qualifié de « franc, direct et sérieux », mais aucun communiqué ne sera, cette fois, publié. M. Fiske a cependant annoncé que les discussions de New-York se poursuivront « au début de l'année prochaine, peut-être à Garmisch ».

Les autorités de Beyrouth sont embarrassées par les déclarations de M. Mitterrand sur le renforcement du pouvoir central libanais

De notre correspondant

Beyrouth. — Les offres d'une contribution, encore plus active de la France à la solution du problème libanais faites par M. Mitterrand en Arabie Saoudite, ont suscité autant d'embarras que de satisfaction chez les autorités libanaises, soucieuses avant tout de ne pas indisposer Dams. Le chef de l'Etat français a touché, en effet, à deux points particulièrement sensibles de la crise libanaise sur lesquels les Syriens sont très choqués. En proposant « les bons offices de la France pour la réconciliation entre les groupes qui se déchirent » et sa contribution à un renforcement du pouvoir central

libanais, M. Mitterrand a en effet, par tous les moyens qui lui seraient demandés, soit par les Nations unies, soit par le gouvernement libanais, le président Mitterrand est certes inattaquable. Mais, dans les faits, Damas est allergique à toute intervention étrangère qui ne soit pas sous le contrôle de la Syrie. Les libanais, en revanche, sont étonnés de la réconciliation nationale se fasse sous son égide exclusive et à ses conditions. Damas a déjà signifié à la France à plusieurs occasions et de différentes manières de ne pas trop se mêler de ce qui ne la regarde pas, notamment lors des bombardements de Zénah en décembre 1980 et en avril-mai 1981, ainsi que lors de la visite de M. Chéysson à Beyrouth et de sa rencontre avec M. Arafat en août.

NICOLE BERNHEIM.

PROCHE-ORIENT

Iran

- Cent cinquante-quatre exécutions en vingt-quatre heures
- La levée du siège d'Abadan est confirmée par Bagdad

L'Irak a implicitement confirmé, lundi 28 septembre, la levée du siège d'Abadan. Un porte-parole de l'armée a déclaré dans le soir : « Les forces irakiennes qui se trouvaient sur la rive orientale du fleuve Karoun se sont retirées sur la rive occidentale, conformément à une décision du commandement général ». Un certain nombre de nos ponts sur le Karoun ayant été endommagés par l'ennemi, « Cette voie d'eau, qui seule à la hauteur de Khondabahr (ex-Ehromahabahr), est située à une dizaine de kilomètres au nord-ouest d'Abadan, Bagdad a autorisé les forces irakiennes à passer au-dessus de la région d'Abadan, tandis que ses forces terrestres à poursuivent leurs actions » dans le secteur.

En Iran, les exécutions continuent, tandis que le mouvement des Moudjahidin Khali intensifie ses actions sur l'ensemble du territoire. L'agence Pars a annoncé que le chef du parti de la République islamique de la ville sainte de Mécque, le docteur Ayatollah Abolmoumenen Abadani, a été tué, ce mardi 29 septembre, par un membre des Moudjahidin Khali.

Alors que la campagne pour l'élection présidentielle a commencé samedi, l'opposition Ali Khamenei, secrétaire général du parti de la République islamique, a déclaré que, après l'attentat auquel il avait échappé le 27 juin, il avait écrit que Dieu l'avait épargné et conservé pour des responsabilités plus lourdes. Bahji, les forces irakiennes ont lancé, la semaine dernière, une opération de nettoyage en territoire irakien pour détruire une base de nationalistes kurdes, annonce l'agence Pars. Les gardiens de la révolution auraient mis au chef de guerre du nom de Jahangir Yousefi qui commandait une force de huit cents hommes. L'agence a renouvelé ses accusations contre Bagdad auquel elle reproche de soutenir les rebelles kurdes. — (A.F.P., Reuters).

Liban

LA SÉRIE D'EXPLOSIONS DE VOITURES PIÉGÉES A FAIT UNE CINQUANTAINE DE MORTS

(De notre correspondant.) Beyrouth. — Le secteur palestinien progressiste du Liban, plus ou moins sous contrôle syrien, a subi une vague de terrorisme sous la forme de voitures piégées. La dernière en date, la huitième en douze jours, a fait, lundi 28 septembre, deux morts et deux cent cinquante blessés à un carrefour routier du Liban-Sud, portant à près de cinquante morts et deux cent cinquante blessés le bilan global de ces attentats. Une autre voiture a explosé dans un quartier de Beyrouth-Ouest sans faire de victimes. La secte chrétienne risque, à son tour, d'être atteinte, puisque quatre voitures piégées y ont été découvertes et démontées dans les heures vingt-quatre heures. — L.O.

AMÉRIQUES

Canada

La Cour suprême ne parvient pas à trancher le débat constitutionnel entre Ottawa et les provinces

De notre correspondant

Montréal. — Dans un jugement rendu le lundi 28 septembre, la Cour suprême du Canada a réussi un tour de force peu commun : la plus haute instance judiciaire du pays a donné raison à la fois au plaignant et aux défendeurs — aux huit provinces et au gouvernement fédéral — en affirmant que le « rapatriement » de la Constitution. Les neuf juges ont reconnu que la démarche du premier ministre canadien, M. Trudeau, était acceptable sur le plan strictement juridique. Ils ont ajouté aussitôt qu'elle n'était pas conforme à une tradition bien ancrée. Cela revient à dire à M. Trudeau : « Vous ne devriez pas poursuivre dans cette direction même si vous avez le droit de le faire ». C'est toute la différence entre la légalité et la légitimité.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les deux parties aient cru bon de crier victoire. Pour M. Trudeau, en voyage officiel en Corée du Sud, et qui a donné une conférence de presse retransmise par satellite, « ce jugement dit essentiellement ce que nous avons toujours soutenu, à savoir que l'action du gouvernement fédéral est légale ». Il a toutefois reconnu qu'« une convention, une coutume politique exigeant normalement l'accord des provinces », pour réviser la Constitution, n'a jamais existé. M. Trudeau a dit que le jugement de la Cour suprême n'indiquait pas combien de provinces devaient donner leur accord. Il a rappelé que le gouvernement fédéral avait essayé sans succès d'obtenir « l'assentiment des provinces » pour mettre fin à un curieux anachronisme, le fait que la Constitution canadienne ne puisse être modifiée sans l'accord du Parlement britannique. « La réponse des provinces a toujours été la même », a-t-il dit. « Les provinces ont refusé de donner leur assentiment ».

Sur le terrain juridique, il ne fait aucun doute qu'Ottawa a marqué des points. Mais il s'agit d'une victoire à la Pyrrhus puisque, comme l'a toujours affirmé M. Trudeau, tout se décidera sur le terrain politique où les provinces viennent de prendre l'avantage. Grâce à la décision de la Cour suprême, celles-ci vont pouvoir contester plus facilement la légitimité du projet d'Ottawa en montrant qu'il n'est pas conforme à l'esprit du fédéralisme. Il est probable que le Parlement britannique, très attaché au respect des traditions, sera sensible à cet argument et tiendra compte des doléances des provinces lorsque le Canada demandera à Londres de rompre le dernier lien colonial en abandonnant tout droit de regard sur l'acte de l'Amérique du Nord britannique.

BERTRAND DE LA GRANGE.

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique

En 1987, le Parlement britannique adoptait une loi qui créait un nouveau domaine, le Canada, à la demande des représentants des quatre provinces déjà constituées (le Haut-Canada, le Bas-Canada, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick). Six autres provinces et deux territoires allaient se joindre par la suite à la nouvelle Confédération.

L'A.A.N.B. étant un texte assez sommaire, plusieurs lois ont été ajoutées à la Constitution. L'article 91 énumère les trente et un domaines pour lesquels le Parlement fédéral détient une compétence exclusive (défense, commerce, monnaie, affaires criminelles, etc.). L'article 92 attribue aux provinces les pouvoirs d'« intérêts régionaux ou locaux ». Des changements existaient cependant, ce qui a provoqué d'innombrables conflits entre les deux niveaux de gouvernement.

Depuis 1927, seize conférences ont été réunies pour tenter de trouver un mode d'amendement qui satisfasse toutes les provinces et qui permette de rompre le « dernier lien colonial » avec l'ancienne métropole. La règle de l'unanimité des provinces a bloqué le processus jusqu'à présent.

Venezuela

Mort de l'ancien président Romulo Betancourt

Un combattant de la démocratie

L'ancien président vénézuélien, M. Romulo Betancourt, est mort, lundi 28 septembre, dans un hôpital de New-York, à l'âge de soixante-trois ans. M. Betancourt était considéré comme le père de la démocratie, dans un pays largement féodal, traditionnellement dirigé par des familles d'origine militaire. Sa disparition renforce le poids, au sein du parti d'opposition Action démocratique (social-démocrate), de l'ancien président, le général Andrés Bello, trois jours de deuil national ont été décrétés à Caracas.

Tenace, opiniâtre, courageux jusqu'à la témérité, animé par le rêve de faire triompher ses idées, homme de passion capable d'écarts, de colères et même de rancœurs, intrinsèque et solitaire, M. Betancourt, fondateur du parti d'Action démocratique (de tendance social-démocrate) et président du Venezuela de 1958 à 1964, laissera d'abord le souvenir d'un combattant infatigable de la démocratie.

Adversaire résolu de tous les totalitarismes, il a frappé toute sa vie et sans relâche à l'extrême droite et à l'extrême gauche. Il a donné et reçu bien des coups. Il portait dans sa chair les traces visibles des attentats dirigés contre lui, et, d'abord, de celui qui avait été, en 1960, organisé par Trujillo, le dictateur de la République dominicaine.

Mais rien n'empêchait M. Betancourt d'être un homme d'ordre, de discipline, de rigueur. Il a été élu président de la République en 1958, le temps de la « révolution » parvenue à la dictature militaire de Pérez Jiménez. M. Betancourt, fondateur du parti d'Action démocratique (de tendance social-démocrate) et président du Venezuela de 1958 à 1964, laissera d'abord le souvenir d'un combattant infatigable de la démocratie.

Adversaire résolu de tous les totalitarismes, il a frappé toute sa vie et sans relâche à l'extrême droite et à l'extrême gauche. Il a donné et reçu bien des coups. Il portait dans sa chair les traces visibles des attentats dirigés contre lui, et, d'abord, de celui qui avait été, en 1960, organisé par Trujillo, le dictateur de la République dominicaine.

Mais rien n'empêchait M. Betancourt d'être un homme d'ordre, de discipline, de rigueur. Il a été élu président de la République en 1958, le temps de la « révolution » parvenue à la dictature militaire de Pérez Jiménez. M. Betancourt, fondateur du parti d'Action démocratique (de tendance social-démocrate) et président du Venezuela de 1958 à 1964, laissera d'abord le souvenir d'un combattant infatigable de la démocratie.

Un président « à poigne »

Ce petit homme d'apparence fragile, une pipe éternellement vissée au coin des lèvres minces, l'air ironique et aigu derrière les grosses lunettes à monture d'écaille, était en action. Il a été élu, en 1958, à la présidence de la République. Il a aussi suscité des haines solides, et pas seulement du côté des tyranniques galonnés. Il se sentait lui-même très proche des libéraux nord-américains (ce qui l'incitait à négliger les rapports de dépendance et de domination entre le Venezuela et l'Amérique du Nord). C'est au Costa-Rica, lors de son premier exil, qu'il s'était rapproché du parti communiste. Bref, pour pas qu'il eût pu, peut-être, la virulence ultérieure de son anticomunisme, à la tête de l'Action démocratique.

En 1958, après la chute de Pérez Jiménez, Betancourt va se révéler homme à poigne dans la lutte sanglante contre le parti communiste et le Mouvement de la gauche révolutionnaire, qui se réclamait de Cuba. Période violente, troublée, mais marquée aussi par la progressive prise en main par l'Etat de l'industrie pétrolière, par la poursuite d'un développement basé sur les ressources de la nouvelle patrie. Au fil des ans, la silhouette mince s'est encore amincie. Mais la voix, haut perchée, avait encore sa force. C'est ainsi qu'il a été élu président, Carlos Andrés Pérez, son ancien secrétaire devenu son rival au sein de l'Action démocratique. L'unité symboliquement et solennellement associée à la cérémonie de la nationalisation de l'industrie pétrolière en 1974. Car par là-même, et surtout, sur un point : il a profondément marqué chaque année d'histoire du Venezuela.

MARCEL NIEDERGAU.

Le président Duarte a séduit, mais non convaincu les Américains

de 100 à 200 millions trois mille personnes ont péri, en 1980, de faits de violence politique au Guatemala.

● Deux responsables de mouvements cathodiques ont été enlevés, le samedi 26 septembre, dans la capitale du Guatemala, Arriaza, prend-on de sources chrétiennes bien informées à Arriaza. Il s'agit de Mme Dorcas Apellatiz, responsable de la Jeunesse catholique et du mouvement international des étudiants catholiques Pax Romana, disparue en même temps que son père, lui-même responsable d'un réseau de mouvement de combat armés catholiques. Un frère de Mme Apellatiz, également disparu. La veuve, âgée de vingt-trois ans, est enceinte de trois mois.

Le président du Salvador n'a pas l'intention d'abdiquer: il veut organiser des élections et non une négociation avec la guérilla. En d'autres termes, le général doit d'abord déposer les armes, commencer par déposer les armes.

Washington déclare appuyer à fond ce processus électoral, qui devrait aboutir à la convocation d'une assemblée constituante. D'où la fureur américaine: le 28 août dernier, lors de la publication du communiqué franco-mexicain sur la situation des *guerrilleros* à la Fronte démocratique révolutionnaire et le Front Farabundo Martí de libération nationale: ce texte ne pas se brouiller avec le mouvement, en effet, tout le scénario.

manière de présenter les choses qui a changé. On ne fait plus Salvador le centre du monde ; on ne réduit plus la gauche à ce qu'on appelle le « tiers monde » ; on insiste sur l'effet de la violence d'immixtion de Moscou. On insiste sur l'aspect économique de l'aide américaine soulignant que celle-ci est trois fois plus importante que l'assistance militaire. On préconise une « solution positive » consistant à la junte par aidée par M. Duarte comme seule alternative démocratique entre une subversion d'extrême gauche et une subversion d'extrême droite. Cette « solution positive » est présentée comme la seule issue, par exemple, pour les élections de 1982. Les conseillers militaires américains sont quasiment présents, maintenant, comme des gardiens des urnes.

AFRIQUE

Rabat. — L'opinion du royaume algérien des nouveaux contrôles plus rigoureux l'ont fait modifier dans l'ordre on dispose de nos voyageurs marocains se présentant aux frontières françaises. Dans un article intitulé : « De l'illusion de la France et de l'indocilité » et sous-titré : « Immigrants indésirables » et « Visites à un compte-gouttes », le journal *Al Maghrib*, organe du Rassemblement démocratique et progressiste, fait des dispositions sur un ton assez vil, parlant même de « xénophobie ».

Les nouvelles mesures compromettent l'obligation pour les touristes de présenter des documents relatifs à l'organisation leur séjour en France. Elles entraînent l'obligation de justifier l'existence de leur profession de fournir des précisions sur les établissements qu'ils comptent visiter en France.

Le refus de présenter une attestation d'inscription dans un établissement d'enseignement français et pour les Marocains visitant leur famille ou ceux qui ne sont pas émigrés.

Les regroupements familiaux seraient également soumis à de nouvelles mesures de contrôle.

Après avoir fait ces mesures, le journal *Al Maghrib* dit :

des cafés marmala, tout témoignage d'une vie normale. Aucun dispositif policier particulier n'était visible et la grande cour de la caserne de la ville, où se regroupent les forces d'intervention en cas de tension, était vide. Le régime de la loi d'urgence prévalait dans les agglomérations avoisinantes, et, notamment, bon an long de la route qui conduit à la capitale, à 100 kilomètres, par Larba-Saïb-Irathen (ex Fort National), dans une région considérée comme « à haut risque ». On y trouve la « Dra-Ben-Shehadi », l'usine de textile de la SONITEX, qui emploie quelque mille ouvriers, et une école d'enseignement ordinaire. Les cohortes d'élèves se rendant à l'école ont été revêtues attestations que la gravité de la situation n'est pas un prétexte pour un tel comportement. Un tel comportement n'est pas un prétexte pour un tel comportement. Un tel comportement n'est pas un prétexte pour un tel comportement.

expliquer le peu d'écho rencontré par les organisateurs d'un mouvement de protestation. D'abord, les ennemis du mouvement culturel berçonné étaient disposés sur l'opportunité d'une telle action et les éléments modérés soucieux de rester sur le terrain culturel. Ensuite, par le fait que les militants du mouvement culturel, bien que nombreux, n'ont pas de la grève ont été pris en contrepied par la décision du gouvernement de créer, de toutes les grandes universités de France, des centres de langue populaire, faisant ainsi une large place à l'étude berbère. (Le Monde daté 28 septembre). Le climat, tous ces éléments, ont fait que le dialogue qui s'exprimait entre l'«Abîme culturel» a fait long feu. L'estime-t-on, dans certains milieux favorables au pouvoir, l'on souligne que le mouvement culturel n'a fait que le mouvement d'audience des instigateurs du mouvement de grève, et la volonté de semer par tous moyens le désordre. On en a conclu que le mouvement culturel publié à Paris par le «Comité de défense des droits culturels» annonçant que les militants du collectif (mouvement culturel) ont été arrêtés, au mois de mai dernier (Le Monde 4 juin), et non encore jugés ce jour, avaient entamé, sans une grève de la film d'été, semblaient, à la prise d'informations, s'être démentie par les autorités.

DANIEL JINOU

- DANIEL PINOUD

● **Rencontre FLN-P.C.F.** — Une délégation du FLN algérien dirigée par M. Sliman Hoffmann, membre du comité central et responsable des relations extérieures du parti, a été reçue au siège du parti communiste français, avenue d'Alsace-Lorraine, à Paris, le 27 septembre. Les deux délégations ont eu une conférence de presse au cours de laquelle les deux partis ont réaffirmé leur volonté de renforcer leur coopération sur toutes les questions d'intérêt mutuel, ce qui tend à indiquer que la polémique entre le FLN et le P.A.G. algérien est terminée.

Intendance. — Du 27-28 septembre, les n°s affectés aux relations.

M. Jean-Pierre Cot a déclaré, au cours d'un mandat 28 septembre, le gouvernement américain que la France se retirera du « groupe de contact occidental sur la Namibie » si les États-Unis ne forcent pas l'Afrique du Sud à renoncer à sa politique de séparation rapide de ce territoire à l'indépendance. « Il y a encore un certain écart », a déclaré, à Washington, le ministre français des Affaires étrangères, Jacques Foccart, opposément à propos des travaux du groupe des Cinq (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Canada) à « Main, a-t-il ajouté, la France ne pourra continuer à travailler avec eux, puisqu'ils ne nous ont pas donné les pressions suffisantes ni sont pas exercées sur l'Afrique du Sud. » Le Groupe de contact a-t-il affirmé, se dissoudra à lui-même s'il n'est qu'une coquille vide. « Ce n'est pas le fait que est celle de l'Afrique du Sud », a-t-il conclu.

M. Paulo Jorge, ministre angolais des Affaires étrangères, s'est montré, pour sa part, plus optimiste en qualifiant, la veille à New-York, de « pas en court-métrage », les déclarations de Foccart, tout en affirmant que les Américains arrivés la semaine dernière par le « groupe contact » à « Nous avons des raisons d'espérer qu'il y aura de très bonnes réunions des Cinq seront de mesure d'accélérer le processus conduisant à la mise en place d'un régime démocratique dans l'indépendance de la Namibie » a-t-il conclu. — (A.F.P., Reuters)

fruit, le lundi 28 septembre, l'immense abritant les bureaux du conseil municipal d'Arequipa. Une bombe avait été placée. Elle a explosé, la police. La responsabilité de l'attentat est attribuée à un mouvement d'extrême gauche. Sentencieusement, tenu pour l'auteur d'une série d'attaques, la bombe perpétrées contre le palais du pays, le vieux monde explosé avait endommagé l'immuable du Parlement. Lima. L'ambassade des Etats-Unis et la résidence de l'ambassadeur américain ont aussi été l'objet d'attentats.

teurs auront à choisir vingt douze députés parmi les candidats du parti national-pouvoir, du parti travailliste ou encore du parti du cré social. — (Reuter.)

UN BOEING 737 d'Indien Airlines, détourné dans la mer Arabe, a été ramené à terre le mardi 29 septembre. Les passagers ont été libérés et les pilotes ont été relâchés. Les forces de sécurité pakistaises ont investi l'appareil et le ministre pakistanais des affaires étrangères a pris contact avec l'ambassade de l'Inde à Islamabad. Plus de cent passagers se trouvaient dans l'avion au moment de son détournement. (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

● UN ATTENTAT À ENDO-
MAGE LE SIEGE DU PAR-
LIAMENT A LA FOUSSEE
dimanche 27 septembre.
Bogota Il a été revendiqué
par l'Armée de libération
nationale (E.L.N., voir page
gauche). D'après une officie-
cier a été tué et quatre soldats
blessés. Lors d'un accroche-
ment dans les forces armées et de
guerrilleros des FARC (Forces
armées révolutionnaires)
Columbiano, près de
qui a eu lieu le 25 septembre
à 12 heures, à 750 kilo-
mètres au sud-est de la ca-
pitale. La veille, déjà, quatre
soldats avaient été tués et
d'une embuscade, dans le
même secteur. Le ministre
de la défense a indiqué,
dimanche 27 septembre, que
quatrevingts guerrilleros
avaient été tués et cent
soixante et un faits pris en
compte au cours des trois dé-
niers mois, dans les provin-
ces de Cundinamarca (central),
Santander, de Boyacá,
Chocó et de Tolima (région
nord) que dans les provinces
de Huila et de Caquetá, au sud-
est. — (A.F.P. Reuter).

● **CONDAMNATION D'UN AGENT LIBYEN A ATHE- NES.** — Le tribunal d'Athènes vient de condamner à la prison à vie M. Mohamed Saar, cinquante ans, agent libyen accusé d'avoir assassiné, le 20 mai 1980, le sergent Rahman El Kimles, vingt-quatre ans, qui avait déserté et refusait de regagner son pays. — (U.P.I.)

● UN POLICIER A ETE TUE et un autre blessé par un tir de roquette à Belfast, le lundi 23 septembre. Plusieurs attaques à l'aide de lance-roquettes soviétiques R.P.G.-7 ont déjà eu lieu en plein Belfast au cours des derniers mois. D'autre part, l'IRA a revendiqué le meurtre d'un jeune homme, dimanche, à Belfast, qui était, selon elle, un informateur de la police. — (A.F.P.)

● LA LIBYE accuse la chasse italienne d'avoir intercepté un de ses avions. L'agence Jana, dans une dépêche de Tripoli, annonce ce mardi 29 septembre qu'un chasseur italien a « intercepté » un appareil de la Libyan Arab Airlines en provenance de Zurich à bord duquel « aurait pu se trouver »

UN SUCCÈS ÉCONOMIQUE.

LE GRAND CHINOIS
6, Av. de New-York 16°
723.98.21. ferme lundi

**"LE MEILLEUR
CHINOIS
DE PARIS"**

AFR-FRANCE / ATLAS

PRIX CRUSTACE DE VERMEIL



سكزا من الالجل

ASIE

Afghanistan : imposteurs et héros de la résistance

1. - L'ogre du Zourmatt

par JEAN BERTOLINO

Le guide afghan qui nous a été donné par le Djabbah-e-Nedjat-e-Milli (Front national de libération de l'Afghanistan) est un colosse de 120 kilos à l'allure redoutable. D'emblée, nous l'avons surnommé l'ogre du Zourmatt, en référence à la vallée dont il est originaire. C'est chez lui qu'il nous emmène, dans un premier temps, sur le terrain de ses exploits. Achmatallah Modjadidi, l'un des hauts responsables du Djabbah, qui lui a confié la mission de nous protéger tout au long de notre itinéraire, nous l'a présenté comme le premier tireur au lance-roquettes de sa province. Il a, paraît-il, démoli à lui seul plusieurs dizaines de blindés soviétiques. Peut-on espérer être en de meilleures mains ?

Le Waziristan, contrée frontalière, déploie sur ses hauteurs des cônes centennaires que des bûcherons affaiblis coupent sans discernement. Des caravanes de chameaux chargées de billes de bois encombrant la piste. C'est ici le principal commerce avec le Pakistan. Déjà, des forêts entières ont été mutilées et les versants caloteux, piquetés de troncs, coupés à un mètre du sol, ressemblent à des cimetières.

Contrairement à la loi générale qui prévaut d'ordinaire en Afghanistan, les habitants du Waziristan, les Waziri, ne sont guère hospitaliers. De hauts murs, ornés de moulures et truffés de barbelés, protègent leurs beaux villages d'allure biblique. Les regards des habitants sont hostiles et fuyants, leurs réponses à nos salutations à peine marmonnées. Nous évitons de camper près de chez eux, gîtions la nuit sur des aires désertes, loin des habitations et des cultures. Le deuxième soir, près d'un torrent, où nous sommes isolés pour nous laver, nous essayons des coups de feu et nous essayons de rejoindre Sado Khan.

Il ne faut pas me quitter d'une semelle », grande certitude.

Dans une suberge près de la frontière, il a réupéré son cheval. Maintenant, sa prestance en impose vraiment, et nous, avec nos jambes douloureuses et nos pieds en sang, nous l'envions.

Les dix hommes de son groupe, armés de kalachnikov, de lance-roquettes et de fusils, et quatre cha-

meaux, cheminent comme nous, péniblement, derrière la monture de l'ogre. Trois des quatre bêtes sont chargées d'armes et de munitions que Djabbah-e-Nedjat lui a confiées pour les combattants du Zourmatt. La quatrième porte notre matériel. Il nous a tout facturé, la totalité de la caravane, plus sa protection.

Fantôme de pouvoir l'ogre des mules ou des ânes, nous voici contraints de franchir à pied des cols s'élevant à 4 000 mètres par des pistes qui suivent le lit des torrents. Une demi-journée de repos sur le dos d'un chameau coûte 5 000 afghanis en plus de ce que nous avons déjà payé. C'est du racket. Nous sommes sûrs que le Djabbah a assuré les frais de déplacement de cette mission et que Sado Khan le trompe, comme il nous trompe. Les poches de son gilet sont bourrées de billets. Au cours des pauses, il se plait à les exhiber et la lueur de cupidité que nous lisons dans son regard nous inquiète. Durant les repas, notre menu se compose invariablement de pain et de thé. Mais l'ogre et ses acolytes, s'ils avaient un brouet de bergers, ne manqueraient pas l'occasion de faire ripaille, nous laissant poursuivre le chemin seuls avec le chamelier.

Voici qu'un large fossé antichars coupe la route. C'est la fin de la zone de sécurité. Nous bifurquons vers les montagnes. Encore des cols à escalader, et toujours pas l'ombre d'une présence russe. On ne croise même plus d'Afghans. Nous révoins à la maison de Sado Khan, aux festins qu'il nous a promis, guetons, dans les lointains défilés de la steppe, l'apparition d'un château, d'un fort, d'un village du maître. Pourquoi cette halte dans un campement de nomades, alors que nous sommes si près du but ? Oui, pourquoi nous arrêter ? Nous voulons arriver au plus vite chez notre hôte, prendre un bain, nous restaurer, laver nos vêtements nauséabonds, enrochés de sueur séchée. Surprise ! Le château de Sado Khan, le château de l'ogre du Zourmatt, c'est cela. Quelques tentes misérables dans un décor de rocaille sans eau et sans arbres.

Reste maintenant à voir à l'ouvrage notre lanceur de roquettes face aux chars russes. Garder est à trois heures de marche seulement de l'endroit où nous sommes, et, de là-bas, des échos sonores de bataille parviennent jusqu'à nous. Les moudjahidin du Hesi Yunis Rallis, dirigés par un mollah de choc, le mollah Djellalodin, mènent la vie dure à la garnison soviétique, stationnée dans la ville, osent même l'attaquer en plein jour, défiant les Mig qui zèbrent le ciel du Zourmatt, avant de lâcher leur bombes. Nous insistons pour aller sur les lieux des combats, mais Sado Khan ne semble pas pressé de nous y conduire.

Chaque nuit - c'est l'époque du ramadan - l'ogre préside des agapes, d'où il nous a été déniché, et nous, à l'écart sous nos tentes, tels des pestiférés, attendons. Le sixième jour, Sado Khan bouge enfin et nous emmène à Zermal, une grosse bourgade du Zourmatt, située entre Gardez, Mota-Khan et Ghazni.

Un convoi soviétique anéanti

« La plus sûre manière pour jouer d'une province, c'est de la mettre en ruine », a écrit Machiavel. C'est exactement ce qu'ont fait les Soviétiques, ici, dans cette localité presque entièrement vidée de ses habitants, qui ont fui au Pakistan par vagues successives. Après leur départ, les nomades Kuchi de la région se sont installés à leur place, parmi les débris des maisons, laissant leurs troupeaux achever la destruction des vergers et des plantations.

L'ogre n'est pas venu à Zermal pour faire la guerre : nous découvrons qu'il ne distribue pas gratuitement les armes que son organisation lui a confiées pour les combattants, mais qu'il les vend à des comparses d'allure peu recommandable. Cette fois, nous avons la certitude que cet homme se sert de la résistance pour s'enrichir, profite d'une réputation usurpée et que, avec lui, nous sommes complètement coupés de la réalité.

Le nom d'Amin Wardak nous revient à l'esprit. Amin est un résistant connu et honoré qui vit à Djeratu, dans la province du Wardak, sa province. Lui seul peut nous libérer de l'ogre, mais encore faut-il que l'ogre accepte de nous mener jusqu'à lui. Les poches bourrées d'argent, c'est hélas vers son campement qu'il nous reconduit une fois ses affaires faites.

Le dixième jour, à 10 heures du matin, deux hélicoptères soviétiques passent au-dessus de nos tentes. A midi, après avoir exigé 50 000 af-

ghanis pour nous conduire où nous voulons aller, Sado Khan et sa troupe lèvent enfin le camp. Au coucher du soleil, nous passons près de la ville de Gardez.

Un char apparaît brusquement au-dessus des avoines folles. Puis un autre, puis des camions, des automitrailleuses, par dizaines, à la queue leu leu, immobiles. Nous marquons un temps d'arrêt. Sado Khan s'esclaffe, force vers l'ennemi, qui ne bronche pas, en poussant un grand cri de guerre. Nous le rejoignons et comprenons les raisons de sa bravade. Tous ces véhicules sont sans vie. Ferrailles calcinées, ils ont été comme pétrifiés en plein mouvement par l'embuscade qui les a surpris et encombré le milieu de la route Gardez-Zermal. Ni les Russes, qui jusqu'alors s'étaient montrés si soucieux d'effacer les traces de leur vulnérabilité, ni les gouvernementaux ne sont encore venus les enlever.

L'aventure que nous vivons dans le village de Sado Khan n'est pas unique en son genre. L'Afghanistan a toujours eu la réputation d'être un pays peu sûr, difficilement gouvernable. Son relief tourmenté, bérissé de sommets qui culminent à 6 000 mètres, son foisonnement de gorges profondes, seules voies de communication utilisées naguère, ont de tout temps été les alliés des pillards de grand chemin qui rançonnaient les caravanes.

Un aspect positif compensait cet inconvénient. Depuis la plus haute Antiquité, les paysages chaotiques de l'Hindou-Kouch ont également fait office de remparts naturels face aux envahisseurs qui surgissent des steppes de l'Asie centrale. Aujourd'hui encore, ils jouent ce double rôle, mais s'ils veulent être totalement crédibles, les combattants afghans authentiques devront se débarrasser des malfaiteurs qui opèrent sur leur territoire, car ceux-ci constituent l'embryon de vérité sur lequel la propagande soviétique se fonde pour traiter les résistants dans leur ensemble de canailles et de bandits.

L'an dernier, au crépuscule, une bande de nomades Kuchi arrêtée sur la route Kaboul-Chaman un autobus bondé de civils et une voiture occupée par un médecin, son épouse et sa

filles. Tous les voyageurs furent détroussés et dix-sept d'entre eux impitoyablement abattus, dont le médecin et sa famille. N'ayant pas la possibilité de trop s'attarder en ce lieu, très surveillé par les Soviétiques, les pillards mutilèrent plusieurs femmes pour s'emparer prestement de leurs bracelets et de leurs boucles d'oreilles. Ce crime horrible est resté impuni.

Pour se déplacer librement à l'intérieur du pays, les malandrins s'affilient à l'une des six organisations de résistance officielles, ce qui leur donne une sorte d'immunité. Ils peuvent, s'ils sont contrôlés par de vrais moudjahidin, se réclamer d'une association reconnue, exciper d'une carte d'adhérent et, pis encore, ils trouvent par ce biais, en se targuant de mener la vie dure aux Russes, le moyen de se faire livrer des armes.

Laxisme dans le recrutement

A Peshawar, au Pakistan, où l'ensemble de l'opposition afghane a établi ses quartiers généraux depuis le début de l'intervention soviétique, les responsables de certaines organisations, dominés par un esprit de rivalité, une volonté de pouvoir, font preuve d'un laxisme insensé dans leur recrutement. Seul compte pour eux le nombre de partisans qu'ils peuvent aligner face à la concurrence locale.

Ce n'est pas en restant morcelée que la résistance pourra faire sérieusement la police chez elle, ne plus tolérer dans ses rangs de brebis galeuses et devenir irréprochable. Son unification, plus que jamais nécessaire, pourra-t-elle se réaliser avec les hommes qui la dirigent actuellement ?

Prochain article :

LE ROBIN DES BOIS DU DJERATU

(1) Nommé chef de l'Etat le 30 avril 1978, après le coup d'Etat qui renversa le président Daoud, Nur Mohammed Taraki fut tué lors du coup de force de son premier ministre Hafizullah Amin, qui s'empara du pouvoir en septembre 1979.

Du 12 au 15 mars prochain, s'ouvre à Paris le 1^{er} Salon International de la Franchise. Faire des affaires dans les années 80.

Le climat économique n'a jamais été aussi propice au développement d'une forme nouvelle de commerce : la Franchise. La Franchise dynamise l'économie : elle stimule la recherche et la novation, la diffusion et le renouvellement. Le système de Franchise est le seul qui permette d'être audacieux en réduisant les risques en période de crise.

Franchisiez les frontières

Un stand au Salon de la Franchise pour valoriser vos efforts.

Vous avez dit Franchise !

Depuis une vingtaine d'années, le commerce a subi deux mutations profondes. Il y a d'abord eu le phénomène des grandes surfaces et l'arrivée en France de la Franchise. En quelques années, la Franchise a conquis des marchés parmi les plus dynamiques, représentant des milliers de points de vente de produits et services très divers. A titre d'exemples, on peut citer : Rodier, Descamps, Pronuptia, Christoffe, Truffaut, Novotel, etc.

La Franchise est une formule souple qui s'adapte aux exigences économiques actuelles et à tous les secteurs d'activité :

- Franchise de distribution.
- Franchise de production.
- Franchise de service.
- Franchise industrielle.

La Franchise est définie comme une forme originale et moderne de distribution dans laquelle une société-mère (le Franchiseur) accorde à une autre entreprise ou à

- Respecter l'exclusivité des produits vendus, l'agencement des installations et éventuellement la qualité de la fabrication.
- Verser au Franchiseur des droits sous diverses formes : droit d'entrée dans la Franchise, royalties sur le chiffre d'affaires réalisé, au besoin, achat de certaines matières premières auprès du Franchiseur.
- Il n'a pas à se préoccuper du choix du fournisseur, de l'agencement du magasin, du niveau du stock.
- Il peut emprunter plus facilement auprès des banques, cautionné par une chaîne de franchise connue.
- Il peut mieux lutter avec les grandes surfaces : le Franchiseur lui offrant une aide publicitaire et un prix d'achat des produits comparable.

Des avantages qui équilibrent les rapports Franchiseurs / Franchisés

Le Franchiseur peut se constituer un réseau de distribution à peu de frais et consacrer davantage d'argent au marketing, à la publicité, aux innovations. Ce réseau peut se mettre en place très rapidement et "verrouiller" ainsi un marché à court terme en écartant les risques de concurrence ou d'exploitation pirate du même concept.

Le Franchisé, quant à lui, peut trouver dans cette formule des avantages particulièrement attrayants :

- Il investit moins de capitaux que s'il se mettait à son compte, économise sur la publicité, sur la promotion, sur la formation.
- Il bénéficie de la réputation des produits vendus, de l'agencement des installations et éventuellement la qualité de la fabrication.
- Il bénéficie de la réputation des produits vendus, de l'agencement des installations et éventuellement la qualité de la fabrication.

Forgez le futur

Un stand au Salon de la Franchise pour construire l'avenir de votre entreprise.

1^{er} SALON INTERNATIONAL DE LA FRANCHISE

Pour réserver votre stand, téléphonez à SERETE AMENAGEMENT - 225.71.56

Le 1^{er} Salon International de la Franchise va permettre aux Franchiseurs et Franchisés de débattre, voire de résoudre des problèmes très importants de mise au point et de déclinaison des concepts. Ce Salon va permettre aux Franchiseurs de prospecter des Franchisés potentiels pour se développer.

Un stand au salon : une option pour votre avenir

Du 12 au 15 mars 1982, les Franchiseurs et Franchisés vont avoir sous les yeux des exemples concrets, spectaculaires et valorisants de réussites commerciales grâce à la Franchise, et cela dans tous les domaines.

En prenant en charge l'information et la commercialisation de l'ensemble du Salon, Serete Aménagement met au service des Franchiseurs et Franchisés, l'expérience acquise dans des réalisations telles que le Forum des Halles, les Quatre Temps à la Défense, la Galerie du Claridge et la Galerie Ellysées Rond-Point, les 3 Fontaines de Cergy-Pontoise, la Place des Halles à Strasbourg.

En appelant Serete Aménagement, chaque chef d'entreprise aura la possibilité de retenir dès maintenant un stand au Salon.

Tous ceux qui ont mis au point un concept original, se doivent d'y être présents. Ils seront ceux qui feront des affaires dans les années 80.

Photo Campbell Smith

EUROPE

Tchécoslovaquie

UN PRÊTRE EST CONDAMNÉ
POUR AVOIR CÉLÉBRÉ
« ILLÉGALEMENT » LA MESSE

Prague (A.F.P.). — Le Père Joseph Kordik, un prêtre catholique, a été condamné à Louny, en Bohême, lundi 28 septembre, à un an de prison avec sursis pour avoir célébré des messes de façon « illégale ». Il risquait une peine maximum de deux ans de prison, le cardinal archevêque de Prague, Mgr Frantisek Tomasek, avait fait une intervention écrite en sa faveur. Il était accusé d'« infraction à la réglementation des activités religieuses », pour avoir célébré quatre messes, alors que l'exercice de son sacerdoce lui avait été interdit par les autorités civiles. Selon ses amis, le prêtre a déclaré que cette décision ne lui avait pas été signifiée par l'archevêque, comme le prévoit la loi.

Le même jour s'est ouvert, à Olomouc, le procès d'un groupe de catholiques accusés de « complot illégal » de livres religieux en 1979. Les six accusés sont les Pères Frantisek Lima et Rudolf Smahel, et MM. Jan Krumpal, Josef Vitek, Jan Odstrcil et Josef Adamek. Deux observateurs français, dont une représentante de la commission Justice et paix, étaient à Olomouc, mais, comme les amis des accusés, ils n'ont pas été admis dans la salle d'audience, où seuls certains parents ont pu pénétrer. Il s'agit, en fait, d'un procès pour exercice de la liberté de conscience et pour la fabrication de publications non officielles de caractère religieux. Enfin, les autorités culturelles de Prague ont décidé de ne plus autoriser les concerts de trentise groupes de musique pop dans toute la Bohême centrale à partir de cette semaine.

R.F.A.

La libération de Gunter Guillaume ferait partie
d'un complexe marchandage entre plusieurs pays

De notre correspondant

Bonn. — La libération de l'espion Gunter Guillaume dans le cadre d'un échange de prisonniers entre la R.F.A. et la R.D.A. n'est pas encore réalisée. Dans les milieux politiques, on croit savoir que le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, a refusé de signer le décret de libération de Guillaume, car ce dernier n'est pas un prisonnier de guerre, mais un espion. Le décret de libération de Guillaume, qui date de 1974, n'a pas été signé par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, car ce dernier n'est pas un prisonnier de guerre, mais un espion.

Au départ de l'affaire, il s'agit pour la R.D.A. de récupérer Guillaume, qui en 1975, avait été condamné à treize ans de prison par le tribunal de Düsseldorf. L'agent, venu en République fédérale en 1956, avait si bien réussi à s'insérer dans le S.D.P. qu'il était finalement devenu conseiller personnel du chancelier Brandt. Son arrestation, en 1974, avait entraîné la démission du chef du gouvernement.

Selon les rumeurs qui circulent à Bonn, la R.F.A. serait prête à libérer plusieurs autres espions de la R.D.A. Parmi eux se trouverait Renate Lutz, qui grâce à son poste de secrétaire au ministère de la Défense, avait mis la main sur de nombreux documents secrets.

Il serait question que la R.D.A. renvoie à l'Ouest, en retour, une trentaine de « prisonniers politiques », dont certains sont détenus depuis plus de dix ans et parmi lesquels se trouveraient plusieurs agents de renseignements des services occidentaux.

Selon les mêmes bruits, la R.D.A. voudrait obtenir aussi la libération du général Heinz Bernhard Zorn, arrêté l'an dernier en France en possession de documents confidentiels touchant la défense nationale. Il y a quelques temps déjà, le gouvernement français avait, semble-t-il, donné son accord. Aujourd'hui, cependant, la Frankfurter Allgemeine Zeitung affirme que M. Mitterrand hésiterait à entériner le « marché » conclu par son prédécesseur.

Des agents soviétiques emprisonnés dans d'autres pays, notamment au Danemark et en Afrique du Sud, feraient également partie de l'échange. Là aussi, on fait état de quelques difficultés. Pour libérer le major Alexei Kozlov, les autorités de Pretoria exigeraient que le dissident soviétique Anatoly Tchicharanski puisse quitter le camp de travail où il est détenu.

Enfin, l'échange d'espions serait associé à une opération encore plus spectaculaire : la R.D.A. permettrait à trois mille de « ressortissants » des femmes et des enfants pour la plupart d'aller retrouver en R.F.A. les parents dont ils sont séparés. Zorn devrait, dans chaque cas, verser la « rançon » habituelle, et la note à payer pourrait atteindre une centaine de millions de marks.

La complexité d'un tel marchandage, auquel plusieurs gouvernements sont intéressés, explique sans doute que sa réalisation soit lente. Tous les partis du Bundestag sont en tout cas d'accord pour libérer Guillaume.

JEAN WETZ.

Pologne

AU CONGRÈS DE SOLIDARITÉ

Un vieux militant fait l'éloge du socialisme dans la liberté

De notre correspondant

Varsovie. — Sereinement, le congrès des délégués de Solidarité s'ouvre. Une discussion sur la procédure qui commandera l'élection de la direction a interrompu, lundi 28 septembre, le débat sur le compromis dans l'affaire de l'autogestion. Son résultat ne fait pas de doute : lorsqu'on passera au vote, le compromis, avec plus ou moins de réserves, sera entériné.

Rien à signaler alors ? Rien d'autre qu'un très vieux monsieur, tout petit, tout plissé, et un jeune homme qui aurait pu être son arrière-petit-fils. L'un et l'autre ont gauloisé la salle.

Ce vieux monsieur de quatre-vingt-trois ans, le professeur Lipinski, ouvre la journée de lundi. Il lit la déclaration d'autodissolution du K.O.R., dont il a été cofondateur. Un long historique fait revivre les années ouvrières de 1976. La répression qui les suivit, la réunion de quelques intellectuels décidés à organiser la défense des ouvriers, l'amnistie arrachée de haute lutte, puis le développement, foudroyant, de l'espace de liberté créé par le K.O.R. Il y eut d'abord le Bulletin d'information, puis les feuilles ouvrières, évidemment lues à Gdansk. Nous, la mai son d'édition clandestine, les revues pour écrivains interdits, la contagion

du courage. Maintenant qu'existe Solidarité, conclut la déclaration, le K.O.R. s'avantouit, flambeau passé à la société tout entière.

Le vieux monsieur, lecture faite, reprend son souffle et, soudain, un tribun est au micro, prodigieux, qui va faire acclamer le socialisme, aujourd'hui, dans cette salle, dans ce pays. Il évoque « les menaces de Kania » sur le sang qui pourrait couler et les allusions du général Jaruzelski à une mobilisation de l'armée pour défendre le socialisme. « Comment l'armée, demande-t-il, pourrait-elle défendre le socialisme ? L'armée peut défendre le socialisme en tirant sur les gens. (...) Mais la défense du socialisme est une question de principe, de théorie, d'opinion politique ! (...) Où le socialisme est-il menacé en Pologne ? Que s'il n'y a pas de forces antisocialistes », « forces contre-révolutionnaires » ?

« Le socialisme, ajoute-t-il, doit être une meilleure économie que celle du capitalisme, ce doit être une liberté plus grande que dans le capitalisme, ce doit être la libération de la classe ouvrière, ce doit être la création de conditions dans lesquelles chaque homme puisse se développer pleinement et avoir libre accès aux trésors de la culture et de la civilisation. On a créé pourtant un socialisme d'économie inefficace, de gaspillage, un système qui n'a pas conduit à la crise, mais à la catastrophe économique — à une catastrophe sans égale dans les cent ou deux cents dernières années. Faut-il penser au Cambodge, où le régime socialiste a fusillé trois millions et demi d'hommes pour défendre ce socialisme-là ? Ce socialisme des prisons, de la censure et de la police, ce socialisme-là nous a détruit, plus de trente années comme il détruit d'autres nations ! »

Les applaudissements couvrent la voix du professeur Lipinski, s'estompant pour une phrase seulement (« Moi-même je suis un socialiste depuis 1906 ») et ils reprennent aussitôt. Le dix-neuvième siècle, celui des utopies socialistes si présentes en Pologne, est en train de parler à Gdansk. « Pour moi, déclare le professeur, le socialisme, c'est la lutte pour une économie démocratique, pour la propriété collective des moyens de production — non pas la propriété étatique avec un groupe de nouveaux propriétaires privés des moyens de production, mais la propriété sociale des moyens de production. Pour moi, le socialisme, c'est la lutte pour la gestion démocratique des usines, pour les libertés politiques, qui sont le but de tout socialisme, pour l'abolition de la censure, pour la possibilité de développer pleinement la nation polonaise. Et ce serait cela, les forces antisocialistes et contre-révolutionnaires ! Non, c'est leur socialisme qui est contre-révolutionnaire et antisocialiste. »

La salle est en délire quand le professeur s'adresse aux jeunes dans lesquels s'expriment les ultras du régime et au quotidien de l'armée qu'il qualifie de « journal communiste-fasciste » en soulignant qu'il est placé sous la responsabilité du général Jaruzelski. « Dans l'un des derniers numéros, dit-il, on attaque ces voyous de Solidarité et du K.O.R. qui continuent d'affirmer que

Katyn était un crime russe. Non, ce sont les Allemands qui ont commis ce crime, disent-ils en osant prôner un mensonge d'une portée folle en 1981 ! »

La conclusion est qu'absolument personne en Pologne ne songe à recéder à un secteur privé de la grande industrie et qu'il n'y a donc pas de forces contre-révolutionnaires, mais des forces qui « exigent la liberté, qui exigent des conditions de vie normales pour la nation polonaise et ne sont pas antisocialistes ».

Si l'on n'avait craint de le briser, on l'aurait porté en triomphe. La salle chante à tue-tête : « Cent ans, qu'il vive cent ans. » M. Walesa lui donne l'accolade — gardant toutefois en poche le compliment qu'il devait lire : « communiste-fasciste » n'est pas exactement un bon prétexte aux futures discussions avec le premier ministre.

Un policier à la tribune

Tout rentre dans l'ordre d'un sage congrès. La journée s'écoule. Il est environ 18 heures lorsque entre en scène un tout jeune homme, M. Zygnew Zmudzki, de son état l'officier au commissariat numéro 4 de Lublin et présentement membre du présidium du comité fondateur du syndicat de la milice, venu demander appui pour la légalisation de son mouvement.

La police avec nous — toute révolution connaît ce fantasme, — et l'accueil est aussi fou que l'espoir. L'enthousiasme baisse quand M. Zmudzki commence, franc comme l'or, à expliquer que le ministère de l'Intérieur n'a pas défendu la milice quand elle était accusée, à tort affirmé-t-il, de bénéficier de privilèges. On ne sait plus très bien sur quel pied danser en entendant : « Nous nous sommes décidés à nous défendre et à défendre l'unité. » Tout rentre dans l'ordre avec une seule phrase : « Nous demandons que la milice ne soit pas utilisée à étouffer les revendications ouvrières. » Mille bravos et M. Zmudzki se retrouve avec trois de ses amis du présidium du syndicat de la police à la conférence de presse quotidienne du porte-parole du congrès. Il est soumis à la question par les journalistes des presses syndicales, officielles et internationales. Les quatre miliciens ont été révoqués « dans l'intérêt du service » par le ministère de l'Intérieur mais touchent néanmoins, suivant les règlements, leur salaire pour un an encore. Trois heures durant, ils vont jouer à cache-cache avec leurs interlocuteurs, interrompt les habiles à répondre à tout, sans encourir l'accusation de violer un quelconque secret d'Etat. Ce n'est pas une hallucination. Cela se passe bien en plein cœur du territoire du pacte de Varsovie et ce n'est pas non plus un bluff.

BERNARD GUETTA.

Espagne

Les conjurés du 23 février affirment
qu'ils croyaient agir sur ordre du roi

De notre correspondant

Madrid. — Les conjurés du 23 février croyaient agir sur l'ordre du roi et ne voulaient pas renverser la démocratie mais seulement former un gouvernement de salut national : telle est la ligne de défense adoptée par les avocats de plusieurs officiers inculpés de rébellion militaire à la suite du coup d'Etat manqué.

Les avocats ont remis, le lundi 28 septembre, leurs conclusions provisoires au Conseil supérieur de justice militaire leurs conclusions provisoires. Ils affirment, dans un préambule : « Avec la ferme conviction et l'entière certitude d'obtenir fidèlement l'ordre de Sa Majesté le roi, commandant suprême des forces armées (...), une certaine fraction de celles-ci, y compris des prestigieuses généraux connus pour leur soutien à l'institution monarchique (...), sous la direction du général Alfonso Armada Comyn, qui faisait état d'une mission reçue du roi, a entrepris, le 23 février, une opération militaire qui ne devait pas faire couler le sang et ne l'a pas fait. »

Les défenseurs assurent — entre autres détails — que le lieutenant-colonel Antonio Tejero Molina a conduit ses troupes à l'assaut des Cortes au cri de « Vive le roi ! », bien que le radio on n'ait guère entendu que « Tout le monde à terre ! »

Les auteurs de l'opération espéraient avoir l'appui de toutes les armées armées. Ils possèdent être fidèles à la monarchie royale, intervenant non pas pour renverser le régime, mais pour lui donner « un coup de barre ». Leur projet en apparence que le généralissimo effréné, mettre fin au terrorisme qui frappait particulièrement les forces armées.

Madrid. — Cinq cents à Malaga et à Séville, trois cents à Carabanchel, près de Madrid, presque autant à Valence. Ils étaient, le lundi 28 septembre, deux mille à jeter dans une dizaine de prisons espagnoles. Ils espéraient soutenir les deux mille détenus de Barcelone qui ont entamé, samedi, une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention.

Les grévistes de Barcelone demandent que soient accélérées la réforme du code pénal et l'insurrection de leur affaire. Ils menacent de continuer leur mouvement si on ne promet pas de satisfaire leurs exigences dans un délai de trois mois.

L'agitation couvait depuis longtemps dans les soixante-quinze prisons espagnoles. La montée du terrorisme et de la criminalité, qui a accompagné la transition vers la démocratie a provoqué une saturation extrême des établissements. De moins de 10 000 en 1977, le nombre de détenus est passé à 21 000 pour une capacité maximum de 17 000. Il n'y a que 4 650 gardiens, alors qu'il en faudrait 8 000. En raison de l'engorgement des tribunaux, plus de

la moitié des prisonniers sont en détention préventive alors que la moyenne européenne oscille autour de 20 %.

La tension a monté depuis le début de l'année : 15 détenus au moins se sont donné la mort. Au problème du surpeuplement s'ajoute celui des conditions de détention des membres de l'ETA, le mouvement séparatiste basque, et de l'organisation terroriste des GRAPO (1). Les uns et les autres ont fait à plusieurs reprises des grèves de la faim pour protester contre des mauvais traitements. Les détenus de l'ETA demandent, en outre, leur transfert au Pays basque. En juin dernier, un membre des GRAPO, José Crespo Galende, qui purgeait une peine de trente-sept ans de prison, est mort des suites d'une grève de la faim de quatre-vingt jours, bien qu'il ait été alimenté de force par sérum. — (Interim.)

ment les forces armées, rétablir le principe d'autorité, lequel était en fait totale, remettre, dans la mesure du possible, à la crise économique (...), avant qu'il ne soit trop tard.

Les avocats, fidèles à leur pacte d'implication le souverain — dont on connaît le rôle capital dans l'échec de la tentative de putsch — demandent que le roi Juan Carlos et la reine Sophie renouent à leur privilège constitutionnel et acceptent de témoigner par écrit lors du procès, qui devrait avoir lieu au début de l'année prochaine.

L'avocat du lieutenant-colonel Tejero affirme que l'opération a trouvé son origine en janvier, lors d'un dîner au cours duquel le général Armada, chef d'état-major adjoint de l'armée de terre, aurait fait part au général Molas del Bosch, capitaine général de Valence, de conversations qu'il aurait eues avec le roi, aux prises d'hiver, dans les Pyrénées. Selon le général Armada, le roi cherchait vainement un successeur au premier ministre, M. Alfonso Suarez, qui n'avait pas encore démissionné. A l'en croire, la scène se déroula dans un environnement civil, alors que le roi penchait pour un gouvernement militaire.

Toujours selon l'avocat, le général Armada aurait dit au lieutenant-colonel Tejero, lors de l'occupation du Parlement, qu'il allait prendre la tête d'un gouvernement comprenant plusieurs députés socialistes, dont le secrétaire général du P.S.O.E., M. Felipe Gonzalez. Mais le lieutenant-colonel se serait opposé à un tel projet en affirmant que le général Molas del Bosch n'aurait pas de portefeuille. — (Interim.)

Pour protester contre les conditions de détention

Des milliers de détenus font la grève de la faim

De notre correspondant

Madrid. — Cinq cents à Malaga et à Séville, trois cents à Carabanchel, près de Madrid, presque autant à Valence. Ils étaient, le lundi 28 septembre, deux mille à jeter dans une dizaine de prisons espagnoles. Ils espéraient soutenir les deux mille détenus de Barcelone qui ont entamé, samedi, une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention.

Les grévistes de Barcelone demandent que soient accélérées la réforme du code pénal et l'insurrection de leur affaire. Ils menacent de continuer leur mouvement si on ne promet pas de satisfaire leurs exigences dans un délai de trois mois.

L'agitation couvait depuis longtemps dans les soixante-quinze prisons espagnoles. La montée du terrorisme et de la criminalité, qui a accompagné la transition vers la démocratie a provoqué une saturation extrême des établissements. De moins de 10 000 en 1977, le nombre de détenus est passé à 21 000 pour une capacité maximum de 17 000. Il n'y a que 4 650 gardiens, alors qu'il en faudrait 8 000. En raison de l'engorgement des tribunaux, plus de

la moitié des prisonniers sont en détention préventive alors que la moyenne européenne oscille autour de 20 %.

La tension a monté depuis le début de l'année : 15 détenus au moins se sont donné la mort. Au problème du surpeuplement s'ajoute celui des conditions de détention des membres de l'ETA, le mouvement séparatiste basque, et de l'organisation terroriste des GRAPO (1). Les uns et les autres ont fait à plusieurs reprises des grèves de la faim pour protester contre des mauvais traitements. Les détenus de l'ETA demandent, en outre, leur transfert au Pays basque. En juin dernier, un membre des GRAPO, José Crespo Galende, qui purgeait une peine de trente-sept ans de prison, est mort des suites d'une grève de la faim de quatre-vingt jours, bien qu'il ait été alimenté de force par sérum. — (Interim.)

(1) Groupes révolutionnaires du 1^{er} octobre.

Belgique

LES ÉLECTIONS ANTICIPÉES
SONT FIXÉES AU 8 NOVEMBRE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Les élections générales auront lieu le 8 novembre, plus d'un an avant la date prévue. Et les Belges voteront à partir de dix-huit ans, bien que les Belges électoraux n'aient pas encore été modifiés en ce sens. Le premier ministre, M. Eyskens, a annoncé la nouvelle le lundi 28 septembre à l'issue d'une réunion du cabinet d'exception.

Le matin, l'informateur désigné par le roi, M. Claes, avait été déchargé de sa mission.

Un premier sondage publié par le Libre Belgique reflète le mécontentement des Belges en face de la nouvelle crise. Le vote est obligatoire, mais il y aurait de 20 % à 25 % de votes blancs. Les partis de la majorité sortante sont sanctionnés. Les socialistes reculent de 6,5 % en Wallonie, les sociaux-chrétiens francophones de 4,1 % en Flandre, les sociaux-chrétiens régressent de 2,5 %. Les libéraux progresseraient, ainsi que les indépendants et surtout les écologistes.

P. de V.

Grande-Bretagne

LES TRAVAILLISTES MODÉRÉS
REPRENNENT LE CONTRÔLE
DU CONSEIL EXÉCUTIF DU PARTI

Brighton (A.F.P.). — L'unité modérée du parti travailliste a repris, le mardi 28 septembre, le contrôle du conseil exécutif national du parti, déchu depuis dix ans par l'aile gauche. Les modérés y disposent désormais de 11 sièges (contre 11 dans le précédent conseil exécutif) et la gauche 14 (contre 13). M. Healey consolide ainsi sa mince victoire de dimanche aux élections qui l'ont confirmé au poste de leader adjoint du parti.

LISEZ EUROPEEN

L'Europe a 30 ans. Et l'Europe a son magazine : 30 jours d'Europe. Chaque mois, les plus grands événements, les plus importants dossiers, les plus grandes personnalités se retrouvent dans 30 jours d'Europe.

Pour faire connaissance gratuitement pendant 3 mois avec le magazine européen d'information, remplissez, découpez et renvoyez le bon ci-joint à : 30 jours d'Europe - 61, rue des Belles-Feuilles, 75782 Paris Cedex 16.

Sommaire
du numéro de septembre 1981 :

- Réponse au déficit du dollar
- Radioscopie des Européens

Bon pour un abonnement
gratuit de 3 mois

Je désire recevoir gratuitement un abonnement de 3 mois à 30 jours d'Europe

Nom : _____ Prénom : _____
N° : _____ Rue : _____
Code postal : _____ Ville : _____

Envoyez ce bon à : 30 jours d'Europe
61, rue des Belles-Feuilles, 75782 Paris Cedex 16.

"30 jours d'Europe"
le magazine du nouvel Européen

L'Alternative

Pour les droits et les libertés démocratiques en Europe de l'Est

« Cette revue est devenue l'indispensable instrument d'information pour le lecteur français qui veut en savoir davantage qu'il ne peut en lire dans son quotidien... »

Amber Botsogon, « Le Monde »

Dans le numéro 12, septembre-octobre

Dossier : URSS, un psychiatre en prison

Nouveaux procès à Prague : Qui ? Pourquoi ?

Moscou, Leningrad : nouveaux sanicidats

Pologne : Pan II de Solidarité

Les textes de Solidarité sur l'autogestion

Solidarité rurale

Abonnements, 1 an : France 120 F - Europe 130 F

Ce numéro 64 pages, 20 F

L'Alternative
François Maspéro
1, Place Paul-Painlevé, 75005 Paris

montenay s.a.
Négociateur de carburants et ingénierie climatique.
CHATELIERAULT. (3000 personnes).
Equippée d'un NCR CRITERION 6565 - 2000 K MC.
Importateur réseau TP, recherche

CORRESPONDANT INFORMATIQUE

Sous la responsabilité du chef d'exploitation, il sera le correspondant du centre de production auprès des utilisateurs.

A ce titre, il sera chargé :

- du contrôle et de la réception des informations à traiter en ordinateur et du dispatching des états aux services concernés.
- du suivi du planning pour le respect des délais d'entrée et de sortie des documents d'information.
- de la surveillance du réseau TP pour intervenir en cas d'incident auprès des services techniques de maintenance (constructeurs, PTT, équipe système).

Le candidat recherché, 30/35 ans, devra avoir une bonne connaissance générale de l'informatique de gestion, une grande rigueur d'organisation et des facilités de contact à haut niveau.

Envoyer pour examen confidentiel votre C.V. avec photo et prétentions sous référence L/MO/CI à :

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

L'un des grands de la restauration d'entreprises (2500 personnes) recherche son

RESPONSABLE INFORMATIQUE

- La forte expansion de l'entreprise, l'importance des projets de développement de l'informatique conduisent la direction générale à décider l'implantation de systèmes de gestion nouveaux et adaptés : Temps réel - Base de données.
- Les priorités de démarrage portent sur la mise en place d'un système de prévision et de simulation, de la comptabilité analytique et de la comptabilité générale en temps réel.
- Le candidat retenu participera au niveau le plus haut à l'étude des besoins et des priorités et définira les solutions les mieux adaptées aux impératifs techniques, budgétaires et humains dont il aura la responsabilité.

Ce poste convient à un informaticien d'expérience (chef de projet ou chef de service), de formation supérieure, capable de dépasser l'aspect technique du poste.

Connaissances CII-HB 64 DPS appréciées.

Poste à pourvoir : proche banlieue Ouest.

Adresser votre C.V. avec photo et prétentions sous référence D/RE/CS à :

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

DIVERS CLUB INTERNATIONAL 140000 porteurs de cartes et 16000 établissements affiliés en France, est équipé actuellement d'une informatique centrale (2 x 4331 sous DOS/VSE, 50 terminaux sous CICS) support d'une activité exclusivement orientée vers le service : carte d'assurance, agence de voyages...

Afin d'offrir à sa clientèle les services futurs de la télématique grand public, la société recherche un

INGENIEUR TELEMATIQUE

qui, rattaché au directeur informatique aura pour mission :

- dans un premier temps, d'étudier les techniques, produits et services existants ou en développement
- dans un deuxième temps, d'élaborer en liaison avec sa hiérarchie, un schéma directeur proposant plusieurs hypothèses
- enfin, de mettre en œuvre la solution retenue par la direction générale.

Ingénieur issu d'une grande école, le candidat recherché doit avoir une première expérience des techniques de téléinformatique (CICS, TRANSPAC, SNA...) et les qualités permettant d'envisager une évolution vers la responsabilité de l'ensemble des applications TELECOM.

L'appartenance à un groupe international rend nécessaire la pratique de l'anglais. Le lieu de travail est proche des Champs-Élysées.

Envoyez, pour examen confidentiel, votre C.V. avec photo et prétentions sous référence R/DC/IT, à :

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

COMPAGNIE D'ASSURANCES - QUARTIER ST-LAZARE,
équipée de deux IBM 43 XX et d'un réseau TP en extension recherche un

ANALYSTE FONCTIONNEL

- Les études sont organisées par équipes responsables depuis l'organisation et la conception des applications jusqu'à leur mise en exploitation.
- Le candidat recherché participera au développement des applications concernant les projets I.A.R.D. et VIE.

Une solide expérience préalable dans ce domaine, au niveau de l'organisation et de l'analyse, ainsi qu'une formation supérieure en informatique (DUT, MIAGE...) sont nécessaires.

Adresser pour examen confidentiel votre C.V. avec photo et prétentions sous réf. R/PE3 à :

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

GRACE : UNE MULTINATIONALE A LA CAMPAGNE...

W.R. GRACE est un groupe américain de tout premier plan, notamment dans la chimie. En Europe, avec un effectif de 8300 personnes travaillant dans 15 unités opérationnelles, le groupe a réalisé en 1980 un C.A. de 759 millions de S. C'est dans sa filiale française d'Epemont près de Rambouillet (40' de Montparnasse) que GRACE a installé son CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE EUROPE.

Equippé de 2 IBM 4341 et de terminaux lourds PDP 11/40 et IBM 8100, ce centre joue un rôle de bureau d'études (développement des logiciels standards) et de support technique (mise en place et maintenance des systèmes dans les différentes unités d'Europe). Pour se donner les moyens d'atteindre les objectifs fixés pour les années à venir, le groupe recherche :

INGENIEURS SYSTEMES

Compte tenu du rôle central d'Epemont dans l'organisation informatique GRACE en Europe, ces ingénieurs auront une responsabilité locale (support technique à l'exploitation) et internationale (implémentation sur les sites). Ce sont des techniciens qui ont des qualités d'écoute et de dialogue.

Leur activité sera essentiellement orientée vers le développement : mise en place des modèles 2 pour les unités centrales (4341 sous DOS/VSE avec CICS, DLI, VTAM, etc...), génération de MVS. Ils participeront à l'optimisation des ressources de traitement.

Pour ces postes évolutifs, il est nécessaire d'avoir une formation supérieure d'ingénieur ou d'universitaire et une bonne maîtrise de l'anglais. L'expérience des matériels, techniques et applications cités facilitera une intégration rapide. Une certaine disponibilité s'impose.

Adresser pour examen confidentiel votre C.V. avec photo et prétentions sous référence R/G/SY à :

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

LA BANQUE NATIONALE DE PARIS
recherche pour Paris

INGENIEUR SYSTEME

Il sera chargé du développement du projet TIME SHARING et de son intégration dans la nouvelle architecture du réseau BNP.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grandes écoles (ESE - ENSIMAG - INSA...) dont la solide expérience en système (5 à 7 ans) comporte un certain nombre de réalisations dans le domaine du TIME SHARING. Connaissances VM/CMS appréciées.

Adresser pour examen confidentiel votre C.V. avec photo et prétentions sous référence R/B/TS.

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

IMPORTANT GROUPE DE CAISSES DE RETRAITE
(Paris 8^e)

équipé d'un IBM 4341 DOS - VSE, recherche

ANALYSTE EXPERIMENTE

En liaison directe avec le responsable des applications il participera à la conception et à l'organisation des traitements : choix des solutions techniques les mieux adaptées aux possibilités du système en place.

Responsable de l'application de la méthodologie employée dans la réalisation, il jouera auprès des analystes-programmeurs, un rôle de monitorat pour l'optimisation et la qualité des développements.

Outre les connaissances techniques indispensables (CICS - DLI - COBOL), des qualités personnelles d'organisation, d'autorité de compétence, de diplomatie sont des atouts sérieux pour la réussite dans ce poste.

Connaissance du secteur d'activité appréciée.

Adresser votre C.V. avec photo et prétentions, sous référence M/43 AX à :

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

MCB SIC SAFCO

Groupe français (1600 personnes, 3 sociétés), spécialisé dans la fabrication de composants électroniques passifs, recherche pour son service informatique central, équipé d'un UNIVAC 90/30, un

HOMME SYSTEME

qui aura la responsabilité technique de l'exploitation :

- organisation de la production dans un contexte base de données et temps réel
- gestion des ressources (unité centrale, supports, bibliothèque)
- maintenance technique du site (nouvelles versions, étude de logiciels...).

Ce poste conviendrait à un technicien de bon niveau (BTS), possédant 3 ans d'expérience minimum dans une fonction exploitation ou système, sur matériel UNIVAC ou IBM. Ce poste lui permettra de perfectionner ses connaissances (formation prévue) et d'élargir ses responsabilités.

Le lieu de travail (Courbevoie) est proche de la gare S.N.C.F.

Adresser pour examen confidentiel votre C.V. avec photo et prétentions sous référence R/SI/HS.

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

Bureau VERITAS

Le bureau VERITAS crée en 1828 pour vérifier la qualité des navires à la demande des assureurs maritimes est aujourd'hui l'une des plus importantes sociétés internationales d'expertise.

Il emploie 3600 ingénieurs et techniciens répartis dans 13 pays et réalise 50 % de son C.A. (6 millions de francs) hors de France ce qui lui a valu en 1978 l'Oscar de l'exportation.

Il recherche pour son service traitement de l'information, situé au siège social parisien, un

RESPONSABLE SYSTEME ET EXPLOITATION
IBM 4331 et 4341 - VM/CMS (DOS/VSE)

Une formation d'ingénieur, une expérience de plusieurs années et la connaissance des techniques citées sont nécessaires. Cependant le candidat retenu devra se distinguer par sa disponibilité d'esprit, ses dons pédagogiques et sa maturité.

L'informatique est en effet volontairement décentralisée : les utilisateurs prennent en charge eux-mêmes la réalisation et l'exploitation d'applications scientifiques et de gestion complexes dans un environnement base de données et temps réel. Le responsable système joue donc entre autres, un rôle de support technique pour l'optimisation des développements et de la production.

La connaissance de l'anglais sera utile. Lieu de travail : Paris 17^e

Adresser pour examen confidentiel votre C.V. avec photo et prétentions sous référence R/BV/SE à :

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

BANQUE DU SUD DE LA FRANCE

Recherche pour son Département Informatique équipé d'un 4341 sous DOS/VSE (POWER VSE), gérant un réseau de 100 terminaux sous CICS/VSAM,

PROGRAMMEUR SYSTEME

Sous la responsabilité d'un Ingénieur Système, il pourra valoriser une première expérience système sur une telle configuration.

Le poste exige une antériorité informatique de 3 à 4 ans, la maîtrise du PLI, la connaissance du téléprocéssing et des techniques de programmation structurée.

Anglais technique souhaité.

Adresser pour examen confidentiel votre C.V. avec photo et prétentions sous référence R/PS2 à :

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

SCHLUMBERGER
MESURE ET REGULATION

recherche pour les services centraux du siège à Montreuil, un

RESPONSABLE IBM 34

Les utilisateurs (comptabilité, service du personnel, service achats...) ont accès, grâce à un réseau local (5 écrans, 2 imprimantes), directement aux informations les concernant.

Le candidat recherché sera responsable de l'exploitation complète : il veillera au bon fonctionnement du matériel, devra assister les utilisateurs en cas d'incident et sera chargé des relations avec les différents prestataires (constructeur, SSC).

Il aura en outre, à améliorer les chaînes existantes, développer de nouvelles applications et adapter des logiciels fournis par d'autres unités du groupe.

Ce poste conviendrait à un programmeur de bon niveau, maîtrisant GAP-II et connaissant si possible le COBOL. Possédant déjà une expérience de 4 ans environ en réalisation, il trouvera dans ce poste l'occasion d'élargir ses responsabilités.

Adresser, pour examen confidentiel, votre C.V. avec photo et prétentions, sous référence L/CC/34, à :

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

Cette société renommée de produits cosmétiques filiale d'un important groupe français en expansion rapide est actuellement équipée d'une configuration IBM de série 3, la mise en œuvre prochaine d'un 4331 et l'évolution vers CICS/DLI nécessite le recrutement de :

2 ANALYSTES

Au sein d'une équipe de 6 techniciens d'études directement rattachés au chef de service informatique, ils participeront à la consolidation des applications existantes et au développement de nouvelles chaînes réalisées en Cobol. Le plan informatique prévoit en effet, plusieurs projets : gestion de production, gestion commerciale France et Export.

Pour réussir cette mutation ambitieuse, la société retiendra la candidature d'informaticiens de gestion efficaces qui pourront mettre à profit une première expérience réussie et une formation de type DUT. Une disponibilité rapide serait appréciée ainsi que la connaissance du GAP. Le lieu de travail est proche de la Défense.

Adresser, pour examen confidentiel, votre C.V. avec photo et prétentions, sous référence R/43 AN à :

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

Tension en Nouvelle-Calédonie

II. — Le dernier contre-feu

De notre envoyé spécial ALAIN ROLLAT

Dans la région de Canala, sur la côte est de la Nouvelle-Calédonie, principal foyer du mouvement de contestation organisé par les partis indépendantistes (« le Monde » du 29 septembre), la gendarmerie poursuit ses interpellations. A Nouméa, l'assassinat du secrétaire général de l'Union calédonienne, Pierre Declercq, survenu le 19 septembre, suscite encore de nombreuses interrogations sur l'avenir du territoire.

Nouméa. — Une modeste maison de broussard près de Gélina, sur la côte est. Le propriétaire, un « Caldoche » de la deuxième génération qui tient un bar, n'a guère envie de bavarder : « Sur-tout, ne citez pas mon nom ! » Il craint pour sa sécurité et celle de sa famille. Le plus ancien de ses propos, mais rapporté mal interprété, pourrait aggraver ses ennemis avec les indépendantistes, majoritaires dans cette région. Il nous raconte les incidents de ces « vintaines » qui « ornent » le mur de son salon, au-dessus du poste de télévision. « Quand le tireur a fait feu deux fois à travers la porte vitrée, l'autre, mais il n'a pas été tué, c'est sûr, mais trois plombs ont traversé la cloison à vingt centimètres de la tête au-dessus du canapé où une femme et moi regardions la télévision ».

Si la gendarmerie n'intervient pas pour rétablir l'ordre, il est prêt à quitter les lieux. D'ailleurs, la situation lui paraît « trop pourrie pour qu'on puisse espérer que tout redevienne comme avant ». « Vote ou pas, les Caldoches prendront leur indépendance par la force s'il le faut, dit-il, le processus est maintenant trop engagé, il se battra jusqu'à la mort ».

Son voisin, tout bonnement acquiesce en silence. Lui est fermier. Il est né sur cette terre il y a cinquante-deux ans et vit jusqu'à présent en bonne intelligence avec les tribus du territoire de laquelle est situé son élevage de deux cent dix-neuf hectares. Il n'a rien d'un mélanésien-farouche. Quand on l'a que deux cents têtes de bétail, on reste un éleveur modeste en Nouvelle-Calédonie. Il ne comprend pas pourquoi les indépendantistes ont tiré sur sa voiture et veulent le chasser. « Nous sommes prêts à tout vendre, on ne va pas se faire tuer pour un morceau de terre, dit sa femme, qui parle volontiers à sa place, mais à condition d'être payés. » Accepterait-elle de continuer à vivre ici dans un Etat canaque indépendant ? « A des conditions garanties ? Comme en Rhodésie ? Vous avez vu le résultat ? Nous sommes trop fatigués pour faire une nouvelle expérience ».

Un peu plus loin, un autre broussard se déclare prêt, s'il le faut, à tenter l'avenir d'une indépendance, « sans violence », d'autant qu'il s'est bien adapté au milieu mélanésien, dont il

partage les coutumes : « Beaucoup de Mélanésiens, même parmi les volontiers avec les Européens, car ils savent que c'est la seule solution, mais ils sont maintenus à l'écart par certains groupes », déclare-t-il. Ces derniers jours, on lui a volé plusieurs porcs : « Sincèrement, je ne vois pas le mal que j'ai pu faire autour de moi. Si cela continue, cette région sera la première de la Nouvelle-Calédonie, où il n'y aura plus un seul Européen ».

Solitaires, durs à la tâche, ces pionniers discrets ne font pas partie des « cow-boys » des grands domaines de la côte ouest, qui, eux, se déclarent prêts à « casser du Canaque » et dont le caractère belliqueux s'exprime d'autant plus vivement que le rapport des forces est localement plus favorable aux Européens. Ce sont eux pourtant les premières victimes de la revendication foncière, revendication récente et devenue essentielle du mouvement indépendantiste.

La question foncière est incontestablement la plus grave des litiges qui caractérisent l'organisation sociale du territoire. Moins de deux mille cinq cents propriétaires européens disposent de plus de 340 000 hectares, alors que plus de vingt-quatre mille Mélanésiens vivent sur 183 000 hectares de réserve.

L'objectif fondamental du Front indépendantiste, la répartition intégrale des terres, provoque avant tout d'une motivation religieuse. Ainsi que l'a écrit un haut fonctionnaire : « Pour le Mélanésien, la terre est bien plus que son cadre de vie et le sol qui le nourrit : elle est la terre des ancêtres, un prolongement de lui-même auquel s'attachent des liens affectifs symboliques et mystiques extrêmement forts. Elle est une partie de lui-même. Or c'est de son bien le plus précieux, de cet élément vital de son organisation sociale et psychologique, que la colonisation l'a privé, le mélanésien n'ont pas oublié ce qu'ils ressentent comme un vol et une blessure ».

Choc de deux civilisations, impossible dialogue : d'un côté, la valeur primordiale de l'effort personnel et le culte de la propriété privée, de l'autre, la primauté de la « vie tribale » et le culte de la terre ancestrale indivisible. Impasse politique où se trouvent confrontés deux légitimités : la légitimité originelle des Mélanésiens et la légitimité morale d'une population européenne née de l'enfer du bagne, de la déportation de la Commune, d'une colonisation souvent plus misérable que conquérante. Le manichéisme ne s'agit pas à la Nouvelle-Calédonie.

On peut dès lors se demander si le caractère apparemment irréconciliable de ces positions ne condamne pas tout espoir de réconciliation en Nouvelle-Calédonie une « bonne » décolonisation.

pendantistes. M. Emmanuel, lui, n'a pas de véritable relais politique local. Il a pourtant déjà tapé du poing sur la table : si l'assemblée territoriale n'adopte pas les réformes nécessaires, avant la fin de 1982, le gouvernement imposera celles-ci.

Le volontarisme du secrétaire d'Etat risque toutefois de se heurter à un colosse inerte. C'est la raison pour laquelle l'objectif politique prioritaire du parti socialiste est de se doter en

Nouvelle-Calédonie d'une structure de soutien. M. Laurent Cathala, député national du parti aux DOM-TOM, qui s'était rendu à Nouméa pour assister aux obèques du secrétaire général de l'Union calédonienne, a pris différents contacts qui doivent aboutir, à la fin d'octobre, à la création d'un parti socialiste de Nouvelle-Calédonie distinct du P.S.C. (parti socialiste calédonien) qui fait parti du Front indépendantiste.

Vers une situation « libanaise » ?

L'opération est montée autour de deux hommes : M. Max Chivot, trente-quatre ans, membre d'une vieille famille « caldoche », ancien animateur de l'Union des Jeunes Calédoniennes, qui fut l'un des premiers, en 1976, à évoquer la thèse d'une indépendance multiraciale, et M. Guy Ménesson, secrétaire général de l'Union syndicale des ouvriers et employés de la Nouvelle-Calédonie (U.S.O.E.M.C.), principal syndicat du secteur privé. « Nous aurons un rôle difficile, mais nous pouvons attirer à nous les gens qui prennent conscience qu'il y a actuellement deux impasses : celle du statu quo et celle de l'indépendance telle que la conçoit le Front indépendantiste », déclare M. Chivot. « Le Front indépendantiste a fait la preuve, notamment à Canala, qu'il peut être efficace, dominer sur certains territoires, mais pas sur l'ensemble du territoire ».

On se prépare ainsi une situation « libanaise » avec des enclaves

des indépendantistes là où le Front est très majoritaire et ailleurs, des zones contrôlées par les anti-indépendantistes. Car, à la différence des autres territoires du Pacifique, les indépendantistes mélanésiens, compte tenu du rapport de forces, ne parviennent pas à faire partir les Blancs de Nouvelle-Calédonie. On va vers une situation de blocage qui peut durer très longtemps, car le gouvernement n'est pas en mesure de résoudre les problèmes en envoyant les gendarmes si nécessaires, à la fois contre les Blancs et les Canaques ».

Le nouveau parti se consacra dans un premier temps à la préparation et à la mise en œuvre des réformes de structures prévues par le gouvernement. Mais à terme, son objectif sera aussi de préparer l'indépendance du territoire, qui paraît inéluctable à beaucoup de Néo-Calédoniens. M. Chivot, le secrétaire général d'indépendantisme de tout un peuple doit se faire par rapport à la condition sociale

tures, nous avons un rôle historique à jouer : faire admettre l'idée d'indépendance aux Calédoniens blancs. C'est d'ailleurs l'intérêt des Canaques, car si les Calédoniens blancs n'admettent pas l'indépendance, les Canaques ne l'auront pas, ou bien ils l'auront dans un bain de sang. Dans notre petite équipe, même les plus modérés admettent que l'indépendance viendra un jour et qu'il faut s'y préparer. Cette stratégie de « troisième voie » tend à préparer une indépendance préservant les droits de chaque communauté ».

De son côté, M. Cathala s'est efforcé de clarifier la position du P.S. métropolitain. « Si le gouvernement français considère aujourd'hui qu'il n'y a pas une majorité pour l'indépendance, cela ne signifie pas qu'un jour il ne puisse pas y avoir une évolution du statut en fonction d'une majorité qui pourrait se dégager dans ce territoire, à-t-il expliqué : les choses ne sont pas figées. Personne ne peut configurer l'avenir d'un peuple à cinq ans, dix ans, vingt ans. Qui peut aujourd'hui dire quel sera le devenir du peuple calédonien ? Personne ne peut savoir la voie qu'il choisira dans quelques années ».

Le député national du P.S. aux DOM-TOM a demandé à l'Union calédonienne, principale formation indépendantiste, de préciser sa position sur son concept de l'indépendance canaque « qui semble exclure une partie importante de la population calédonienne ». « Pour nous, socialistes, à-t-il précisé, le mouvement d'émancipation de tout un peuple doit se faire par rapport à la condition sociale

des hommes et des femmes qui vivent dans ce territoire et non en fonction de l'ethnie ou de la religion ».

Le débat sur le contenu d'une éventuelle indépendance est donc ouvert. La difficulté pour les socialistes sera de le faire accepter au Front indépendantiste : celui-ci exige pour le moment une indépendance sans condition, quitte à en négocier ensuite le calendrier. Même si les socialistes ne le disent pas ouvertement, il s'agit en vérité de tendre une perche au Front indépendantiste. Cela revient à proposer à celui-ci une stratégie de rupture graduelle avec le fait colonial, stratégie qui pourrait à moyen terme rassembler une majorité favorable à une indépendance multi-raciale, notamment au sein de l'Assemblée territoriale renouvelable en 1984.

Si le nouveau parti socialiste de Nouvelle-Calédonie parvient à obtenir la confiance d'une partie de la population d'origine européenne, il pourra devenir un allié électoral précieux pour le Front indépendantiste. Pour l'instant le dialogue reste difficile. Le bureau politique du L.E.S. (Libération kanak socialiste), dont le leader est M. Nidouche Nisse, l'ancien conseiller territorial et chef coutumier, s'est déclaré « stupéfait » des déclarations de M. Cathala dans lesquelles il voit « une négation du fait colonial ».

Mais toutes les considérations prospectives se révéleront vaines si, dans l'immédiat, le gouvernement socialiste, en dépit de son isolement, ne parvient pas à briser la résistance des élus de la majorité locale pour faire adopter ces réformes radicales sans lesquelles serait illusoire toute tentative visant à opposer un ultime contre-feu aux passions en présence.

FIN

TERRAND

Le poing sur la table

Visitant pour la première fois le territoire, M. Henri Emmanuel a eu un haut-le-cœur : « J'ai vu des choses insupportables au profit du pouvoir blanc (...). Le statut d'autonomie a joué en faveur du conservatisme économique et social (...). Il est temps de renverser la situation, la réalité économique et sociale ».

Parmi les « choses inacceptables », le nouveau secrétaire d'Etat aux DOM-TOM relève non seulement la situation financière, mais aussi l'implication d'une poignée de riches familles, dont celle du chef de file de la majorité « nationale », M. Jacques Lafleur, député R.P.R. de la deuxième circonscription, sur toutes les commandes de la vie économique, ainsi que l'existence d'un système fiscal reposant presque exclusivement sur la perception d'impôts indirects. Ce qui, en langage plus imagé, pourrait se traduire de cette façon : « En Nouvelle-Calédonie, nous sommes égaux pour partager la pénurie, mais jamais le gâteau », comme le note l'hebdomadaire *Corail*, proche du R.P.R.

Sans parler de la législation locale du travail régi par un code

de 1952, en vertu duquel, par exemple, le droit de grève n'est légalement reconnu qu'au terme d'une procédure en sept étapes qui dure au minimum près de deux mois.

Il est évident que toute entreprise de transformation de la société néo-calédonienne implique une action globale, à la fois politique, économique, sociale et culturelle. Le gouvernement en exprime l'ambition. M. Valéry Giscard d'Estaing l'avait déjà exprimée au cours de son voyage dans le Pacifique, en juillet 1979 : « L'image de la France ne doit plus être ternie nulle part, par l'absence d'un développement social, politique, économique et culturel. L'Union française doit être une terre de fraternité, de justice et de progrès ». Premier pas en ce sens, l'entrée en vigueur de la réforme foncière préparée par M. Paul Dijoud et visant à restituer certaines terres aux Mélanésiens en est encore à ses balbutiements.

Le gouvernement socialiste est-il en mesure de réussir là où M. Giscard d'Estaing a échoué ? L'ancien chef de l'Etat disposait sur place d'appuis politiques majoritaires au sein de l'assemblée territoriale où les deux formations « nationales » (le Rassemblement pour la Calédonie dans la République et la Fédération pour une nouvelle société calédonienne) disposent de 22 sièges contre 14 aux indé-

APPRENEZ A LIRE LES ARMOIRIES DANS LE CHEF-D'ŒUVRE DE L'ART HÉRALDIQUE DU 16^e SIÈCLE

De France, les trois lions
D'Orléans, le lion d'argent
De Savoie, le lion d'or
De Bretagne, le lion d'azur
De Castille, le lion d'or
De France, les trois lions
D'Orléans, le lion d'argent
De Savoie, le lion d'or
De Bretagne, le lion d'azur
De Castille, le lion d'or

Le Blason des Armoiries

de Hierosme de Bara

imprimé à Lyon
par Barthélémy Vincent (1581)

Ce livre âgé de quatre siècles est si précis, si précieux et si rare que je n'ai pas eu l'audace d'en modifier tant soit peu l'aspect. Tous mes soins ont donc porté sur trois points essentiels : 1 - L'exactitude infiniment scrupuleuse de la reproduction qui restitue le texte dans toute sa fraîcheur originale, respectant même les « pures », les irrégularités et les fantaisies de la typographie et de la mise en page qui caractérisent les belles éditions artisanales du temps et en font le charme. Cette minutie se révèle particulièrement utile et étonnante dans la reproduction des 569 bois gravés représentant les armoiries des souverains et des grandes familles. En effet, ces bois très fouillés méritent une telle perfection...

CADEAU

En envoyant votre Bulletin dans la semaine, vous recevrez un fascicule d'un grand nombre de bois originaux représentant des paysans. Cette carte 14 x 21 cm est une pièce de collection numérotée et signée par l'auteur. Elle restera votre propriété quelle que soit votre décision.

CHARTRE de l'Éditeur

GARANTIE PERMANENTE DE RACHAT

Cet ouvrage étant sans signature à l'usage de toutes les bibliothèques (peu importe le lieu de sa provenance) : reliure pleine cuir de mouton fauché d'une seule pièce ; plats et dos ornés de fers originaux exécutés à la main et à chaud ; titres et cartouches de la même main ; papier vergé bibliophile de bonne main fabriqué à la forme ronde et filigrané à nos armes dans la masse ; composition et charme de la composition manuelle ancienne fidèlement reproduite ; finitions raffinées : des galles, des marqués, gardes de style, signet et tranchefiles tressés, cahiers cousus au fil robuste, etc.).

Il vous reste à acheter des livres, mais les choisir vous en sera facilité. Les beaux livres ne peuvent être vendus à vil prix, mais ils donnent à l'acheteur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année.

C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

(Jean de Bonnot)

JEAN DE BONNOT
Livres de Collection

BULLETIN de RESERVATION

à envoyer à **JEAN DE BONNOT**,
7, Fbg. St-Honoré, 75392 Paris
Cedex 08

Je vous envoie « Le Blason des Armoiries » de Hierosme de Bara en un seul volume et joindre à ce livre la gravure originale offerte. Je choisis de vous régler selon la solution que je coche d'une croix :

☐ règlement à réception, au facteur : 165,00 F (+ 26,50 F de frais d'envoi), soit 191,50 F TTC.

☐ règlement par chèque de 165,00 F joint à ce bulletin (les frais d'envoi dans ce cas restent à la charge de Jean de Bonnot).

Si ce livre ne me convient pas, je le renverrai et je serai intégralement remboursé (y compris les frais d'envoi si j'ai réglé à réception). Quelle que soit ma décision, je garderai ma gravure.

NOM _____
PRENOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____
Signature : _____

NOUS VOUS OFFRONS le plus cherant comptant pour votre

175 F

PAR 3 CERNES

une occasion unique de vous débarrasser de vos pièces d'or ou d'argent - platine et vieux argent - diamants

ORFÈVRE 90 CHAMPS ÉLYSÉES
TEL. 562 32 02 - PARIS

VOIR HALOGENE

Toute une pièce éclairée par un seul lampadaire

READY MADE

SPECIALISTE DE RÉCLAMAGE
28 av. de la République - 75009
PARIS. TEL. 562.32.25

POLITIQUE

AU SÉNAT

Peine de mort : la tradition républicaine invoquée contre l'abolition

Le Sénat a commencé, lundi 28 septembre, la discussion du projet d'abolition de la peine de mort qu'il devait poursuivre le lendemain. Le débat (trente orateurs inscrits) a pu s'engager sans obstacles. En effet, M. Edgar Faure (non inscrit, Doubs) a retiré l'exception d'irrecevabilité qu'il comptait présenter, et M. Max Lejeune (Gauche dém., Somme) a décidé d'attendre la fin de la discussion générale pour défendre sa « question préalable ».

Le garde des sceaux est le premier à monter à la tribune. Sur un ton qui vise à dépassionner le débat, M. Badinter reprend la démonstration qu'il avait présentée le 18 septembre devant l'Assemblée nationale. L'absence de corrélation entre l'évolution de la criminalité sanglante et l'existence d'une peine capitale résulte, indique-t-il, « de toutes les études faites à ce jour, celle du Conseil de l'Europe comme celle pour la prévention du crime créée par l'ONU. (...) Il existe là une expérience européenne constante et éclairée ».

Le fait que la France soit le seul pays d'Europe occidentale à pratiquer « une justice de mort » aboutit d'autre part, estime le ministre, à paralyser en Europe la lutte contre « la grande criminalité organisée ».

Les abolitionnistes comprennent d'autant mieux les parents ou les proches de la victime du crime de sang que l'abolition est refusée de toute violence. Mais la douleur des victimes commande une compassion et une aide, non pas la mort du coupable. M. Badinter constate que le respect des valeurs fondamentales a conduit toutes les instances religieuses à se prononcer contre la peine de mort. La prudence le commande aussi car la justice humaine est faillible. Quant au verdict des jurés, il est variable pour un même cas ; et que dire du verdict des experts psychiatres, qui décident que tel peut mériter la guillotine et que tel autre ne saurait être jugé !

Le garde des sceaux estime aussi qu'il ne peut pas exister un « privilège pénal » au profit d'un corps ou d'une profession : la sécurité des policiers ou du personnel pénitentiaire doit être assurée par d'autres moyens que par la guillotine. Au sujet des

peines de remplacement qui ont été réclamées, le gouvernement s'engage, dit-il, à présenter une réforme du code pénal « au plus tard à l'automne 1982 ». Enfin, le ministre repousse le recours au référendum comme « un artifice destiné à esquiver l'avis et à en tirer un profit politique vis-à-vis de l'opinion publique ».

Le rapporteur de la commission des lois, M. Paul Girod (Gauche dém., Aisne), ne peut que constater la division des sénateurs puisque aucun projet n'a pu être adopté par sa commission (le Monde du 25 septembre). Il indique sa position personnelle : peut-on accepter l'idée de la mort « comme la dernière punition dans une guerre, et la refus, comme la marque de la lâcheté » ?

Comme M. Girod, M. Henri Caillaud (non inscrit, Lot-et-Garonne) est contre l'abolition.

M. BONNEFOUS : trop de précipitation

Pour M. Edouard Bonnefous (Gauche dém., Yvelines), le projet du gouvernement est « imprévoyable, précipité et inopportuniste ». Selon cet orateur, on pense trop aux criminels « malades, impulsifs, irresponsables », et pas assez à ceux « qui agissent tout simplement par intérêt ». Le président de la commission des finances pense que ce projet portera un coup à ceux qui comptent sur l'Etat pour leur avenir. Pour lui, conclut-il, « la tradition républicaine a toujours été de défendre les faibles, les persécutés. Ma position sur le principe de la peine de mort n'est ni absolue ni systématique, mais ce qui m'effraie, dans la démarche qui vous anime, c'est la précipitation, l'oubli des victimes. En fait, l'oubli des Français ».

M. Michel Caidagras (R.P.R., Paris) reproche au gouvernement de « caricaturer le sentiment populaire, de le ramener à la peur. N'y a-t-il pas autre chose ? Le refus d'admettre qu'un homme qui s'est conduit avec une cruauté d'animal puisse, un jour, être considéré comme redevenu l'un de nos semblables : en un mot, ne s'agit-il pas d'une conception exagérée de la dignité humaine ? ».

Cet orateur estime d'autre part illogique l'attitude d'un gouver-

nement qui accepte « l'éventualité du feu nucléaire » comme défense contre des agressions collectives et refuse la peine de mort en cas d'agression individuelle.

M. Michel Dreyfus-Schmidt (F.S., Terr. de Belfort) s'adresse à ceux qui hésitent. Oui, il faut penser aux victimes, dit-il, les entourer, les aider. Mais les criminels sont des hommes ; ils ont aussi des victimes innocentes. La peine de mort, souligne l'orateur, est injuste car la condamnation dépend de jurés dont la sévérité est variable et parce que la plupart des criminels ne sont pas pris. L'erreur judiciaire existe : le commissaire de police Roussellet a été exécuté en 1947 alors qu'il a été prouvé ensuite (en 1952) qu'il était innocent et avait été victime d'un faux témoignage. Si la peine de mort vaut par son exemplarité, il faut téléviser l'exécution. En réalité, estime M. Dreyfus-Schmidt, il ne doit pas y avoir de peines incompressibles : il faut laisser au condamné la possibilité de s'amender. Pour répondre au vœu de l'opinion, il faut que ce soit des juridictions publiques qui décident des libérations anticipées. « Mais, poursuit-il, je ne vois pas d'inconvé-

nient à ce qu'un criminel, s'il reste dangereux, reste enfermé ».

M. Félix Cicolini (P.S., Bouches-du-Rhône) pense « à la loterie des procès, aux possibilités d'amendement, de rédemption » des condamnés, et demande que l'on abolisse la peine capitale, « cette loi maudite ».

Haussant le ton, le ministre réplique : « Ce n'est pas M. Badinter qui parle dans ce débat. Il l'a écrit tout au long et avec plus de passion. C'est un membre du gouvernement qui défend un projet gouvernemental ».

« Comment, déclare M. Pierre Carous (R.P.R., Nord), ne pas tenir compte du sentiment d'indignité qui règne dans la public ? (...) N'acceptez pas que la justice qui tue les coupables soit demain une justice qui laissera tuer les innocents ! »

Dans une intervention liminaire, M. Filloux, ministre de la communication, a souligné les points de divergence : accès à la publicité, radios municipales, condition d'attribution des dérogations. « Le gouvernement », a notamment déclaré M. Filloux, s'est prononcé pour l'interdiction du recours aux recettes publicitaires. Il ne l'a fait qu'au terme d'une longue réflexion qui a tenu compte des débats dans les deux assemblées. »

« Ce texte, affirme le rapporteur M. Pasqua (R.P.R., Hauts-de-Seine), est en réalité un blanc-seing accordé à l'exécutif.

Le projet de loi prévoit l'existence légale de radios locales privées par dérogation au monopole et votée par l'Assemblée nationale le 24 septembre, continue de susciter de nombreuses réactions. Plusieurs associations de radios libres se réunissent et prévoient d'opposer au gouvernement un front commun de résistances : la F.N.R.L. seule à être satisfaite de l'interdiction de publicité, tente, à son tour, de s'organiser en s'adjoignant l'appui de plusieurs associations.

De son côté, la C.F.D.T. déplore, dans un communiqué, que la loi concernant les radios libres soit examinée indépendamment de la discussion sur la réforme de l'audiovisuel prévue pour le mois de

janvier 1982, apparaissant ainsi « déconnectée » de la réflexion menée par la commission loi-média. « Les attributions de dérogations au monopole radio décidées (...) par le seul pouvoir politique sont inadéquates pour l'avenir », écrit la centrale syndicale, qui déplore aussi « l'absence de mention sur les statuts et conventions qui régissent le personnel ».

Quant aux modalités de financement retenues, elles sont loin de satisfaire la C.F.D.T. : « Si le but est louable, s'interroge-t-elle, faut-il pour autant limiter les moyens et ressources de ces radios qui peuvent jouer un rôle important dans l'amélioration de la communication, notamment au niveau local ? »

« Ce texte, affirme le rapporteur M. Pasqua (R.P.R., Hauts-de-Seine), est en réalité un blanc-seing accordé à l'exécutif.

La C.F.D.T. s'interroge sur les moyens de financement

Le projet de loi prévoit l'existence légale de radios locales privées par dérogation au monopole et votée par l'Assemblée nationale le 24 septembre, continue de susciter de nombreuses réactions. Plusieurs associations de radios libres se réunissent et prévoient d'opposer au gouvernement un front commun de résistances : la F.N.R.L. seule à être satisfaite de l'interdiction de publicité, tente, à son tour, de s'organiser en s'adjoignant l'appui de plusieurs associations.

De son côté, la C.F.D.T. déplore, dans un communiqué, que la loi concernant les radios libres soit examinée indépendamment de la discussion sur la réforme de l'audiovisuel prévue pour le mois de

Dernier orateur de la journée, M. Louis Sogret (app. R.P.R., Doubs) cite saint Augustin à l'appui de sa propre conviction : la peine capitale est indispensable. « N'y a-t-il pas un non-sens, affirme-t-il, à considérer que seule la vie des soldats peut être sacrifiée ? » — A. C.

Radios libres : profondes divergences

Il comporte à peu de chose près les mêmes lacunes et les mêmes dangers que le projet initial du gouvernement ».

Sur proposition de leur rapporteur, les sénateurs reprennent donc successivement les principales dispositions votées par eux en première lecture (le Monde du 18 septembre).

Avant le vote sur l'ensemble (à main levée), le ministre de la communication s'adresse en particulier à M. Pasqua : « Vous m'avez fait à l'heure, vous reconnaissez la courtoisie du Sénat. Je le fais volontiers ; mais la Haute Assemblée comprendra que ses marques extérieures d'indépendance ne dissimulent pas son opposition profonde. (...) Le Sénat doit maintenant se prononcer pour la publicité à la radio, comme il semble le souhaiter en pour la liberté radiophonique, comme le gouvernement lui demande ».

A. G.

une grande première médicale

L'ANALYSE INSTANTANÉE DU SANG

SCIENCE & VIE

de découvrir dans le nouveau numéro de

(Publicité)

LE DROIT DES IMMIGRÉS EN FRANCE : QUE VONT DÉCIDER LES DÉPUTÉS ?

Mardi 29 septembre, les députés vont discuter du projet de loi n° 16.497 relatif aux « conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ».

Or, ce projet reprend, voire aggrave, plusieurs dispositions de la « Loi Bonnet » qu'ont combattues, avec d'autres, les militants du Parti Socialiste :

- Reprise des conditions d'entrée imposées par la Loi Bonnet, telles que garanties de rapatriement et justifications du séjour (article 1 du projet) ;
- Risque d'une systématisation de l'emprisonnement pour les étrangers en situation irrégulière (art. 2 du projet — art. 19 de l'Ordonnance de 1945). Peines d'amendes augmentées.
- Expulsion prononçable pour un étranger condamné seulement à un an de prison ferme (art. 3 du projet — art. 23 de l'Ord. de 1945).

Le Sénat, dans la nuit du 22 au 23 septembre, a demandé l'expulsion pour six mois de prison !

— Possibilité d'expulsion, du seul fait du Ministre de l'Intérieur, pour tous les étrangers dont on jugerait que la présence constitue une « menace grave pour l'ordre public » (art. 3 du projet — art. 26 de l'Ord. de 1945). Le Ministre de l'Intérieur se garde le pouvoir d'expulser qui bon lui semble, y compris pour des motifs d'ordre politique. Les jeunes de la « Deuxième Génération » sont également menacés, malgré une première affirmation contraire du projet (modification de l'art. 25 de l'Ord. de 1945), et malgré les engagements du Président de la République et du Gouvernement voici quelques mois.

— Composition à peu près identique des commissions administratives d'expulsion, un fonctionnaire de la D.D.A.S.S. remplaçant le fonctionnaire du service des étrangers (art. 3 du projet).

— Maintien, et même extension, de l'internement administratif, introduit dans la loi française par la Loi Bonnet, pour les étrangers en instance d'expulsion ou de refoulement (art. 4 du projet) ;

— Survivance de la Loi Bonnet dans les départements d'Outre-Mer (art. 6 du projet).

CE PROJET RÉDIGÉ ET PROPOSÉ TROP HATIVEMENT NE GARANTIT PAS DE VÉRITABLES DROITS AUX IMMIGRÉS. IL NE LEUR RECONNAÎT PAS LA PLACE QUI LEUR REVIENT DANS NOTRE SOCIÉTÉ. NOUS VOULONS DONC ESPÉRER QUE LES DÉPUTÉS NE BRISERONT PAS LA CONFIANCE QUE NOUS LEUR AVONS FAITE ET NOUS LEUR DEMANDONS DE NE PAS VOTER CE TEXTE TEL QU'IL SE PRÉSENTE AUJOURD'HUI.

« C'est une atteinte aux Droits de l'Homme que de séparer de leurs familles et d'expulser vers un pays dont, bien souvent, ils ne parlent même pas la langue, des jeunes gens nés en France ou qui y ont passé une partie de leur jeunesse. Ces pratiques sont inacceptables. Si je suis élu président de la République, je demanderai au gouvernement d'y mettre immédiatement fin et de présenter les dispositions législatives nécessaires pour que nul désormais ne puisse y avoir recours. »

FRANÇOIS MITTERRAND (Télégramme de soutien aux grévistes de la faim de Lyon, le 17 avril 1981).

Texte publié à l'initiative des groupes lyonnais qui ont soutenu le mouvement de grève de la faim d'avril pour l'arrêt des expulsions des jeunes immigrés. Pour le soutien financier : C.C.P. M.A.N. LYON 166 192 S LYON - M.A.N., 39, rue Georges-Courtelain - 69100 VILLEURBANNE

Iran: m
sur ph

سنة ١٤٠١ هـ

DOSSIER

LA PEINE DE MORT DANS LE MONDE

AUX ÉTATS-UNIS : beaucoup de condamnations, mais peu d'exécutions

Entre sept cents et huit cents condamnations à mort — il n'y a pas de statistiques officielles — attendent sur les bancs de la prison aux États-Unis qu'il soit statué sur leur sort. Leur « chance » d'être exécutés est minime. En 1980, aucune exécution n'a eu lieu. Plusieurs avaient été annoncées comme imminentes cette année, mais, à ce jour, il ne fut procédé qu'à une seule. Une vague de compassion, récurrente, la main des bourreaux ? Pourtant les jurys ne sont pas portés à l'indulgence. On a calculé qu'ils prononcèrent en moyenne deux condamnations à mort par semaine. Ce qui correspond à la montée de la répression générale dans les prisons. Depuis 1975, la population pénitentiaire a augmenté de 50 %. Les prisons américaines renferment à l'heure actuelle plus de trois cent mille détenus.

Comment s'explique alors le retard des exécutions par rapport aux verdicts ? En France, tant que la peine de mort existait, deux moyens, et deux seulement, aussi aléatoires l'un que l'autre, pouvaient échapper à son application : le pourvoi en cassation et le recours en grâce adressé au président de la République. Le Cour suprême pratiquait en dernière instance. Aux États-Unis, où les crimes de sang relèvent presque toujours de la juridiction des États, les appels et les moyens d'opposition sont multiples. Telle instance refuse-t-elle de recevoir le dossier, les avocats en saisissent une autre. On peut remonter ainsi jusqu'à la Cour suprême des États-Unis (et n'oublions pas que chaque État possède sa propre cour suprême), voire à un seul de ses membres, qui a pouvoir, dans la silence de son cabinet, d'ordonner un sursis.

Reculer l'échéance

L'affaire peut ainsi traîner plusieurs années. C'est pour alléger ce calvaire que deux ou trois des exécutés de ces dernières années, Gary Gilmore et Jesse Bishop, ont passé de vie à

trépas à leur demande expresse. L'un et l'autre se refusant de subir une « exécution » à petit feu dans ce qui est devenu la jungle carcérale. Cependant, il faut chercher ailleurs que dans l'élasticité de la procédure les raisons du petit nombre d'exécutions. Car, avec des variantes, elle a toujours existé, ce qui n'a pas empêché qu'en 1980, par exemple, cent quatre-vingt-dix-neuf condamnés à mort aient été exécutés. L'élement nouveau qui est intervenu à partir des années 80 est une sorte d'assentiment tacite de la part des autorités aux moyens de reculer indéfiniment l'échéance fatale. Si les gouverneurs des États qui disposent du droit de grâce n'ont usé qu'avec une extrême parcimonie, sans doute pour ne pas se mettre à dos une opinion publique très largement favorable à la peine capitale, ils ne font pas non plus obstacle aux différents délais et renvois accordés par leurs subordonnés ou par les pouvoirs judiciaires de leur ressort.

Tout se passe désormais comme si, devant la peine de mort, on éprouvait une gêne, une mauvaise conscience, qui maintiennent en droit le châtiment suprême à condition de ne pas passer aux actes. Il faut toute la carrure du gouverneur de l'État de New-York, M. Hugh Carey, pour rejeter cette hypocrisie et opposer quatre fois de suite son veto à une nouvelle loi sur la peine de mort. Mais d'autre part, après l'exécution de John Spink, en mai 1979, quarante autres condamnés à mort ayant, comme lui, épuisé toutes les ressources de la procédure, auraient dû voir arriver leur dernière heure. Il n'en a rien été (seul Jesse Bishop a été exécuté), si bien que le « monstre de fait » observé jusqu'à l'exécution de Gary Gilmore en 1977 paraît reconstruit à la petite semaine.

A entendre les condamnés à la chaise électrique ou à la chambre à gaz — en attendant qu'on inaugure la mort par intraveineuse — l'expectative dans laquelle cette demi-mesure tient des centaines de détenus ne leur inflige pas une torture intolérable. Ils en parlent avec le détachement d'experts. Certains se font photographier sans complexe devant la chaise électrique sur laquelle ils s'assoient peut-être un jour. Cela fait sans doute partie de la mise en scène — ou à distance — qu'exige le stoïcisme inhérent à l'american way of life.

Refus de dramatiser

Ce refus de dramatiser contribue sans aucun doute à reléguer le débat sur la peine de mort au second rang des grandes causes nationales. De nombreuses associations, ainsi que des organisations confessionnelles, se manifestent chaque fois qu'une vie est en jeu. Mais, nous l'avons vu, les occasions de se mobiliser publiquement sont plutôt rares, ce qui n'exclut pas l'assistance judiciaire bénévole à des cas intéressants. Et puis, à qui s'en prendre ? La peine de mort est en vigueur dans trente-six des cinquante États d'Amérique — il en fait le siège d'un à un ? De toute façon, les

législatures, hypersensibles à la voix populaire, resteraient inébranlables. Et le mouvement des idées ne marche pas dans le sens de l'abolition.

La commission judiciaire du Sénat vient, par treize voix contre cinq, de recommander la réintroduction de la peine de mort pour les crimes fédéraux d'espionnage, haute trahison, kidnapping, attentat contre la personne du président et détournement d'avion avec mort d'homme. Non que la peine de mort ait été rayée du code pénal fédéral, en cours de révision, mais parce que, sauf pour le dernier crime, les dispositions prévues n'étaient pas conformes aux derniers arrêtés de la Cour suprême.

C'est à elle qu'il faut toujours revenir. En matière pénale, la Maison Blanche et le Congrès n'ont aucune influence sur les États. Ces derniers, en revanche, doivent obéissance à la Cour. Ils se sont soumis à ses décrets quand, en 1972, elle déclara que la peine de mort était prononcée à tort et à travers et indiqua par quelle méthode il était licite de la soustraire à son caprice et à

« Statu quo »

Faut-il en déduire que les États-Unis vont encore conserver longtemps dans leur arsenal répressif un châtiment qu'ils n'ont ni proscrire ni appliquer avec la rigueur de sa rigueur ? C'est fort possible. Le statu quo donne satisfaction à la fois aux partisans de la peine de mort, puisqu'on n'hésite pas à la proposer pour l'exemple — il est évident que des exécutions en série bouleverseraient l'opinion, et d'ailleurs personne ne les réclame — aux abolitionnistes pragmatiques, qui considèrent qu'une exécution de temps en temps, par son caractère exceptionnel, achève de déconsidérer la chose. Situation difficilement tenable mais que seuls les étrangers peuvent regarder comme scandaleuse.

ALAIN CLÉMENT.

CORRESPONDANCE

La peine capitale en Espagne

Nous avons reçu de M. Francisco José Mayans, conseiller pour l'information de l'ambassade d'Espagne, la lettre suivante : Dans l'édition du 18 septembre Le Monde publie un tableau comparatif de l'existence ou de la suppression de la peine de mort dans la législation des principaux pays. Dans la deuxième colonne du tableau, l'Espagne figure dans le groupe des dix pays d'Europe occidentale qui « n'ont aboli que partiellement la peine de mort », et pour qui, « le plus souvent, la peine capitale a été supprimée pour les crimes de droit commun (...), mais conservée pour des crimes relevant de la justice militaire ou des crimes politiques ». Les quatre derniers mots ne peuvent pas s'appliquer à l'Espagne car l'article 15 (deuxième phrase) de la Constitution de 1978 dit : « La peine de mort est abolie, exception faite des dispositions qui pourront prévoir les lois pénales militaires en temps de guerre. » Ce que dit M. Mayans est exact. C'est un sonnet de classement qui nous avait conduit à grouper dans la même rubrique les pays ayant conservé la peine de mort en temps de guerre et pour les crimes politiques.

Les exécutions par piqûres
UNE PROTESTATION
D'AMNESTY INTERNATIONAL

Prévue pour le 9 septembre, finalement reportée d'un mois, la première exécution capitale par injection intraveineuse décidée aux États-Unis dans l'État de l'Oklahoma a suscité, le 23 septembre, une protestation d'Amnesty International et de médecins de différents pays. Ces personnalités et Amnesty International déclarent notamment, dans un télégramme adressé à l'ordre des médecins de l'Oklahoma, qu'« une participation des médecins à cette exécution constituerait une violation de l'éthique médicale » car celle-ci « exige des médecins qu'ils exercent leur profession pour le bien de leurs patients et sans jamais leur nuire ».

La législation adoptée en Oklahoma à propos des exécutions prévoit, rappelle Amnesty, qu'« un médecin doit s'assurer de la pénétration du poison dans la veine du prisonnier et constater le décès afin de faire cesser l'exécution ». Un porte-parole de l'organisation a déclaré que « l'on risque de voir présenter à tort l'exécution par injection comme « humaine » et ainsi ne plus tenir compte de la souffrance du prisonnier et de celle de sa famille ».

Amnesty, qui « s'oppose à la peine de mort en toutes circonstances », propose que les États-Unis « créent une commission chargée d'étudier les effets de la peine de mort », dont « l'efficacité comme moyen de dissuasion du crime n'a pas été prouvée ».

Outre Thomas Sonny Hays, le condamné de l'Oklahoma, auteur d'un meurtre commis en 1977, cent quatre-vingt condamnés à mort risquent, dans les quatre États qui ont adopté la procédure (Oklahoma, Texas, Idaho et Nouveau-Mexique), de connaître le même sort.

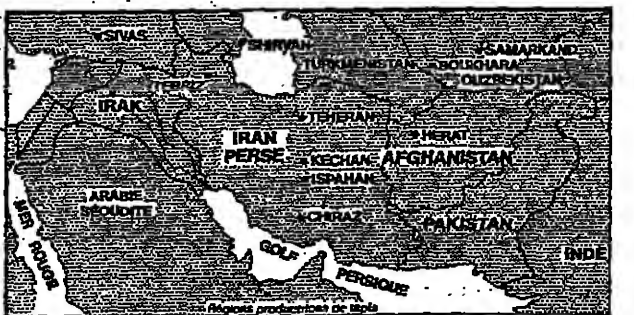
FRANCO
PUTÉS

EXCLUSIF TAPIS D'ORIENT

Iran: notre expert est allé sur place.

En véritable professionnel, notre expert a voulu encore une fois se rendre sur place, en Iran, au cœur même du pays des tapis persans : Koum, Isfahan, Chiraz, Téhéran... D'ailleurs, il était le seul spécialiste français à faire le voyage en mai dernier.

Un long voyage, parfois difficile, mais cela valait la peine. Jugez plutôt : il a ramené une collection fabuleuse d'authentiques tapis persans : des tapis de prière, des tapis de mariage, khourdjins (sacs de cavaliers), des tapis poschti, des tapis signés ou dédiés, des tapis de tente, des tapis mafraich (berceaux), une multitude de tapis kilim,



des tapis confectionnés par les tribus Belouchi, Kurdi, Turkmènes... Des tapis fins, précieux, aux décors les plus rares avec des dimensions allant de 0,30 m jusqu'à près de 25 m.



Zandjan, tapis Persan du nord ouest de la Perse à décor géométrique 175 x 105 cm 10900 F 8720 F

-20% sur tous les tapis d'orient du 28 sept. au 14 nov.

AU BON MARCHÉ

Métro : Sevres-Babylone. Parking.

II. — Le meilleur et le pire

par NICOLAS BEAU

29 septembre 1981]

Le régime de Vichy fut le premier à jeter les bases d'une politique de l'enfance inadaptée – un concept officialisé en 1943 – aux techniques et techniques morales de l'éducation de l'enfance déficiente et du handicapé moral». Avant la guerre, le seul thème important adopté dans le domaine de l'enfance, en 1925, la loi sur la dépendance du ragabondage : le mineur fumeur n'était plus un délinquant, mais une question de s'accommoder à la loi, et de l'intégrer généralement aux hôpitaux, des « maisons de correction » de l'administration pénitentiaire, de la préservation et de relèvement des jeunes filles » gérées par des religieuses.

Sous le régime de Vichy, sont créées, dès 1942, les premières « écoles de rééducateurs », des « écoles de méthodes » des « écoles de la vie », et de celles du scoutisme. Le docteur Grasset, secrétaire d'Etat à la famille, qui sera élevé au rang de ministre de l'Enfance en 1944, favorise le développement

Chambres d'

Or toutes ces associations ont été, depuis trente ans, à peine contrôlées par des D.D.A.S. (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales) et effectués squelettiques. La seule obligation scolaire d'un directeur d'internat privé est aujourd'hui d'avoir le baccalauréat : la loi ne lui impose rien d'autre. Il ne foye, supprime les trois ans pour une affaire de meurtre avec un mineur, a pu reprendre, à sa sortie de prison, la direction de l'établissement, pour un an. Seule la pression de quelques élus a fait réagir la D.D.A.S.

Les conseils d'administration, dont les membres ont été recrutés sans sélection, ont fait des blâmes lui-même, sont au mieux des chambres d'enregistrement, dans un établissement pour jeunes filles de région parisienne. Les règles de gestion ont même été confiées par le président du conseil d'administration. Propriétaire de l'établissement, il a versé à cet effet 30 000 francs de loyers en trop. Il a fait, au nom de l'association, un emprunt de 250 000 francs pour la réparation des locaux, à verser à la S.A. charbon. De plus, la société

des Associations régionales de la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ARSEA) qui, sans statut juridique précis, bénéficient d'un statut moral très délégué. Animées par des magistrats et des médecins, privilégiés dans la composition de ces associations, elles ont pour objet de l'état les œuvres pour le bien-être de tous les maux, ces associations, réparties par la loi de 1960 en quatre régions, ont pour tâche de faire connaître au public et de recueillir les contributions (1).

De nombreux responsables du M.R.P. qui occupent à la libération les conseils d'administration des ARSEA maintenus après 1945 continuent d'être impliqués dans ces actions : leur inspiration est claire ; le secteur privé, les commissions ou comités de l'ARSEA ne doit pas être lucratif, - doit prendre en charge l'enfance inadaptee.

L'après même du service social

Le M.R.P. présente la proposition de loi du 1960 prévoyant que « l'Etat pugne à la subordination a fortiori à la départementalisation et à l'établissement ».

Ces établissements s'est adaptés psychologues et éducateurs... mais ce secteur est resté maître de son destin institutionnel, mis en place par Vichy.

Bon. Ces associations ont même prospéré dans les années 1980 grâce aux prix de journée qui

regrettement

d'H.L.M. qu'il dirige est sous administration provisoire depuis septembre 1980. Personne ne s'en est inquiété.

Les conditions, le meilleur et le pire se sont côtoyés parmi ces établissements. Le meilleur, c'est, par exemple, Verchery, un petit village planté d'arbres, où les enfants ont été dès 1943. Robert Ardouin, un homme taillé dans le roc, au regard pur, s'y installe à dix-huit ans avec quelques jeunes des années 30. C'est une belle forêt, particulièrement éprouvée après la guerre. « Le sous-prolétariat d'alors », explique-t-il. C'est le début des Anis des enfants de Verchery.

Cette référence constante aux enfants est assez rare dans les services de l'enfance pour être citée. « Ce sont les enfants, explique le fondateur, qui nous ont enseigné notre façon de vivre. » A Verchery, ni éducation, ni psychopédagogie, ni « on l'aime, on le respecte, on l'aide, on le guide, on le fait grandir une conscience... » Juste huit jolies maisons, sept couples mariés et une femme qui accueillait des enfants, des enfants, des enfants... une dizaine de jeunes. Les « mères de maison » sont

bergers, médecins ou mécaniciens, et elles sont mères de famille. *« Plus que le raccommodage, disent-elles, ce sont les soucis d'une famille très nombreuse qui sont absorbants. »* Simplement, la famille naturelle est alors un peu délaissée, même pour les grandes têtes.

Les « réunions de synthèse », ailleurs très institutionnelles, se passent à évoquer le soir, au coin du feu, la vie du village, le mur à construire, le dernier chahut à l'école, les vendanges auxquelles toute la communauté participe. A Vercheny, on se mêle de la parole pour la parole.

Crise et

Pour suivre des enfants après dix-huit ans, des amicaux ont été répartis en Grenoble à Montreuil et, plus près, à Romans. Les jeunes, malgré tout, sont de plus en plus nombreux à s'installer après dix-huit ans dans cette région d'Alsace, où ils trouvent une formation éducative, notamment parmi les immigrés, dont les grands-parents étaient, pour la plupart, paysans... dans les pays du Maghreb. La crise économique a rendu l'insertion dans les villes de plus en plus dure.

La nuit de dimanche 26. Ver-

doizaine d'enfants pour 400 F par mois, nous vivons certes très bien, mais comme un apôtre. » Pour avoir un travail créatif, dit M. A., il faut y mettre sa vie. « L'éducation d'enfants ne saurait être à leurs yeux un métier comme tout autre, où l'on dit : « les trois huit » et où l'on récupère les dimanches. Mais, à ce prix, la réussite est évidente pour ces enfants, qui tous acquièrent un métier. Tous, certains préparent même concours et grandes écoles et qui, pour Noël, se retrouvent à quarante ou cinquante avec les anciens de leur maison : « Ne pas croire en l'avenir des enfants, dit-il, c'est comme vouloir transformer sa propre incompétence en un vice rédhibitoire. »

insertion

familles naturelles étaient conquises ensemble dans une seule commune... heures fixes, pour voir leurs enfants confiés à des nourrices.»

Dans ces conditions, les enfants ont été souvent maltraités ou ont changé dix ou douze fois de famille. Les familles maintiennent encore, on la garde de cinq ou six enfants, négligemment négligés. Enfin le choix de nourrices trop âgées, souvent éloignées des centres urbains, souvent visitées par les travailleurs sociaux, explique les rap-

l'adolescence. « *Quand ma mère est morte, il y a cinq ans, raconte Philippe (seize ans), mon père, routier, ne pouvait me garder. Le mari de ma nourrice, deux mètres dix de haut, me frappait et m'obligeait à faire le ménage et d'arroser les plantes, quatre-vingt dix plantes !* » Il ne pas vu une seule fois son père en cinq ans : « *Il m'a laissé tomber* », lui disaient ses gardiens. En fait, venu plusieurs fois, son père, qu'il revoit souvent depuis, avait été à chaque visite éconduit. « *L'assistante sociale t'en dit-il jamais, n'importe* ».

Le statut des nourrices a été nettement amélioré par une loi de 1977 qui soumet les « assistantes maternelles » à un agrément de l'administration. La DDASS manque pourtant souvent des moyens de cette politique de contrôle : une assistante sociale seulement pour cent vingt enfants dans la Drôme ou la Haute-Savoie, deux assistantes sociales formées et rémunérées comme les plus modestes des agents de bureau de l'administration dans certains secteurs du Pas-de-Calais sans compter la police. Les

Jusqu'en 1978, les choses étaient relativement simples au « *Sauvetaille de l'enfance* », un service privé d'origine protestante qui plaçait, depuis 1887, les enfants de la région parisienne dans des familles d'accueil essentiellement rurales des Landes ou de Normandie. L'enfant était rarement rendu à la famille les éduca-

teurs contrôlaient très formellement quatre-vingt-dix familles chacun. « Les enfants revenaient paumés », affirme M. Pierre Lassus, directeur depuis quatre ans.

Le rapprochement des placements du domicile des familles naturelles, entrepris depuis deux ans par cette association, a fait chuter considérablement le taux d'occupation des services provinciaux aujourd'hui inoccupés de la plupart du travail. Les membres du conseil d'administration, déconçus, ont démissionné à la suite de ces modifications qui ont été adoptées, après une concertation très active, par le reste du conseil. « On est là pour les posées, déclare pourtant M. Lassus, et non pour attendre l'activité. La fonction est dans l'homme, elle ne se pose pas. »

Seule une augmentation des effectifs de 50 % depuis 1976 a rendu possible l'évolution de ce service dont le prix de journée, pendant la même période, a triplé. Les restitutions demeurent pourtant rares : trois ou quatre par an dans chaque secteur de trente-cinq enfants (3).

Des efforts réels sont tentés au « sauvetage » ou ailleurs pour ces enfants en miettes, déracinés à plusieurs reprises dès le plus jeune âge. Jusqu'à quel point l'administration nouvelle est-elle aujourd'hui prête à encourager un travail social de qualité, nécessairement coûteux ?

Prochain article :

PRODUCTIVITÉ...

Cacher sa grossesse

Mlle de Saint-Aubert, une ancienne assistante sociale, qui dirige depuis neuf ans la maison maternelle du département de Bapume (Pas-de-Calais), chargée d'accueillir les mères célibataires en difficulté, n'a rien, avec sa jupe plissée, son visage décaillé, ses cheveux raides, d'une passionaria. Mais son arrivée, en 1971, fut une espèce de révolution.

Avant elle, ces « mauvaises mères », ne pouvaient dormir dans leurs chambres avec leur propre enfant. Les familles étaient reçues le jeudi après-midi pendant deux heures dans un parloir, où une vitrine les séparait des enfants de leurs enfants. On payait même où l'on ne payait pas, mais on parlait encore du doigt les « filles mères », ne voulant pas voir ces pensionnaires qui faisaient leurs courses dans un magasin situé à l'intérieur de l'établissement — on venait « cacher sa grossesse ».

Cette volonté nouvelle « d'arranger la maison et de déculpabiliser les mères », déjà rejetées par leurs familles, quand elles en ont une (1), explique en partie la diminution du nombre des « abandons », qu'on appelle plus, à Bépaume, qu'à adoptions ». Une quinzaine de mères par an, sur quatre-vingts, ne gardaient pas leurs enfants il y a dix ans. Elles sont cinq fois moins aujourd'hui.

La principale raison, de cette diminution tient pourtant, d'après la directrice, à la création, en 1977, de l'allocation de parent isolé (API) : les mères seules touchent 2.200 francs par mois pendant trois (ou quatre) ans. Les mères renoncent, pour cette raison, à faire adopter leurs enfants : qu'elles placeront souvent pourtant à la D.D.A.S.S. lorsque le versement de l'allocation prendra fin. « L'enfant nourrit la mère », commente la directrice.

L'insertion future de ces mères isolées n'est guère favorisée par le passage dans une « maison maternelle ». Les offices d'H.L.M., qui ne considèrent pas les allocations comme des garanties, ne veulent pas intervenir à leur des logements. A cela s'ajoutent les difficultés d'embarque de ces femmes sans diplômes, condamnées, quand elles sortent, à éprouver « au soir » la dureté de la vie de 8 h de l'heure. Les prix de journée (150 F) ne peuvent être utilisés pour faciliter la réinsertion : c'est pendant ses heures libres que la mère se doit d'occuper sa vie, de faire sa cuisine, de faire le ménage, de faire les courses de la maison maternelle. C'est grâce à une association de bénévoles, qui accuse un déficit de 8 000 F, que quelques maisons ont pu, dans l'indifférence de l'administration, être louées à la campagne.

L'avent se présente donc pour elle par cette fille de mineur, chassée à dix-neuf ans de chez elle pour cause de grossesse, alors même que son père, le directeur d'un lycée, malgré l'obligation scolaire, ne l'accueille exclusivement de ses quinze frères et sœurs. Les lendemains ne changent guère pour cette femme âgée de vingt-neuf ans, qui a déjà eu deux enfants placés en nourrice à 150 kilomètres de là et vient d'en avoir un cinquième. « Mon mari, raconte-t-elle, l'ai placée... Il ne travaillait pas, il vivait... Les voisines se moquaient... »

Elle ajoute : « J'attends qu'il me devienne... Le petit apparemment que la directrice a emmené pour « les familles qui viennent le week-end » est-il ? la maîtresse de la classe de ce jour est elle-même abasourdie de tous ?... C. N. B.

(1). La moitié des pensionnaires viennent des foyers de l'Aide sociale à l'enfance. Ce qui laisse songeur sur l'information pratiquée en matière de contraception dans les établissements des services de l'enfance pour la plupart désormais mixtes.

[illegible]

La situation des familles d'accueil vers lesquelles sont orientés désormais de préférence les enfants placés (56 % du total des placements) n'est pas plus brillante que celle des familles d'origine. Elle suit, certes, améliorée depuis le dix-neuvième siècle, lorsque les nourrices, venues du Berry ou de Normandie, abandonnaient leurs enfants à la garde d'une famille pour faire la fête, les enfants que venaient de leur confier « le Grand Bureau » (2). Le contrôle est resté pourtant peu rigoureux : les nourrices, qui vivaient dans des maisons, encore récemment dans le Pas-de-Calais, sur dossier, et chaque assistante sociale du département devait visiter ces nourrices, encore, deux cents familles nourricières. « Il y en a un an, dans le Nord », affirme Mlle Michèle Labarde, juge des

(1) *Enfance inadaptee: l'héritage de l'Yolande*, Michel Chausserie, économie et humanisme, Editions ouvrières (1980).

(2) *Les nourrices à Paris au dix-neuvième siècle*, par Fanny Selols, Payot, 284 pages (1980).

(3) *L'accueil d'un « enfant provisoire », qui risque à tout moment d'être rendu à sa famille naturelle* représente, en tout état de cause, pour la famille d'accueil une tâche passionnante mais fort ardue, comme le montre l'ouvrage de Mme France Eriducq: « L'Accueil... ».

VOS vacances à l'abri.



CLUBHOTEL
745.17.66

Tignes Grande Motte, Tignes La Lacs, Chamrossais, Les Deux Alpes, Camas Marina, Courchevel 1850, St-Tropez, Courchevel 1550, Hyères Port, Val Thorens 1, Meribel Collioure, La Clusaz, Courchevel 1550, Les Deux Alpes Jaudri, Megève Rochebrune, Megève Residence, Serre Chevalier 1 et 11, Bandol, Tenoriffe 1, Bandol port, Val Thorens 1, Cap d'Aude, St-Tropez Edon Port, Tenoriffe 1, Mont-d'Arbois, Port la Gavina.

En vacances, l'idéal c'est de payer une bonne fois pour toutes au lieu de continuer à déboursier des sommes de plus en plus lourdes tous les ans. L'idéal c'est de mettre ses vacances à l'abri pour en profiter encore mieux, l'esprit plus serein et le portefeuille moins menacé.

La solution est simple, peu onéreuse, pratique et très agréable. Vous devenez propriétaire de votre période de vacances, pour toujours, dans un appartement Club-hotel pour une semaine, quinze jours ou plus. Votre période vous coûte entre 5.500 F* et 103.400 F** selon la station, la saison, la taille de votre appartement et la durée de votre séjour. En quelques années, vos vacances sont amorcées. Vous les avez mises à l'abri des dépenses à fonds perdus et des

augmentations.
Vous ne supportez
que les charges correspondant à votre
période. Vous retrouvez chaque année un
appartement que vous connaissez bien,
toujours entretenu, entièrement équipé.

Grâce au service Echange de Clubhotel, vos vacances sont à l'abri de la routine. C'est la porte ouverte à toutes les résidences Clubhotel. Il y en a 26 réparties dans les stations les plus prestigieuses. Ainsi chaque saison, vous avez la possibilité d'échanger votre période à la mer contre une à la montagne, aller passer vos vacances dans les Alpes ou sur la Méditerranée.

Votre période est bien à vous. Vous pouvez toujours la prêter, la louer ou la revendre.

Clubhotel, 30, rue d'Orléans, 92200 Neuilly. Tél.: 743.17.66.

Envoyez-moi gratuitement et sans engagement de ma part,
la brochure propriétaire saisonnière Clubhotel avec tous les
renseignements sur les 24 résidences mer/montagne.

Nom _____
 Adresse _____

 Tel. bureau _____ Tel. domicile _____

ÉDUCATION

« FICHAGE » D'ENSEIGNANTS. DÉLATION. SOUPÇONS...

La peste de Reims

De notre envoyé spécial

Reims. — Un matin de printemps, le coup vous frappe en pleine figure. Vous êtes arrivés comme à l'accoutumée à votre travail. Vous découvrez soudain dans quelle mesure vous êtes pris, enserré, fait comme un rat. Votre chef, qui vous sourit à l'occasion, et vous serre la main, vous dit : « Non, non, non, plus que ça. Non seulement, il vous note et règle ainsi votre carrière : cela vous le savez. Mais vous apprenez qu'il a scruté vos opinions sur le gouvernement en place, sur la société, sur vos collègues, et qu'il a transcrit de sa main le fruit vénérable de ses investigations. » M. X... sait entretenir toute agitation sournoise et provoquer des réactions collectives à caractère prétendu syndical. (...) M. Y... militant communiste encombrant, prosélyte. (...) M. Z... gauchiste ? « Capable de provoquer des incidents. » Un autre, enfin : « Éternel malade, digne compagnon du pré-cédent. »

Impossible de vous réjouir dans l'espoir d'avoir échappé à l'affabulation. Ces stéréotypes appréciés sont là, sous vos yeux, attachés par un im- prévisible en mal de vengeance, et qui n'a cure de se dissimuler.

Cette scène se passe en mars dernier, au collège des Châtillons, à Reims, le plus gros collège de l'académie. M. Henri Baetche, professeur d'éducation physique, vient de pla- carder dans la salle des professeurs l'original. Le nom des enseignants a été masqué, mais chacun se recon- naît à l'écriture de Mme Bazile, la prin- cipale du collège. C'est le début d'une affaire qui n'est, présentement, dire son nom, bien qu'elle ait connu récemment de nouveaux épisodes.

Une affaire ? « Quelle affaire ? », fait-on mine de s'étonner au rectorat de Reims. C'est que l'embarras est évident. Encore que, aujourd'hui, la majorité politique ayant changé de camp, les événements ne baignent plus dans les mêmes vapeurs. Quand, en mars, l'incident éclate, les ensei- gnants du collège des Châtillons, et singulièrement le SNES (Syndicat national des enseignants du second degré) et le SNI-P.E.G.C. (Syn- dical national des instituteurs et pro- fesseurs d'enseignement général de collège), qui, ensemble, recueillent les deux tiers des voix aux élections pour le conseil d'établissement, s'émouvent. Ils somment la prin- cipale, Mme Huguette Bazile, de s'expliquer : « Oui, admet-elle, j'ai rédigé ces appréciations. Pour un usage privé, à l'intention d'un ami. » Convoquée qu'il s'agit d'une cir- constance atténuante, elle n'apporte pas l'assurance qu'elle n'a été dérobée.

Une première question : pourquoi n'a-t-elle pas porté plainte pour vol de documents ? Mme Bazile répond aujourd'hui : « Pour que tout cela reste à l'intérieur de l'éducation et ne s'étale pas sur la voie publique. » M. Henri Baetche n'a pas de ces délicatesses. Sa réponse n'est pas du même tonneau : « C'est Mme Ba- zile qui m'a donné son rapport. » Car il lui était utile ce document

à M. Baetche. Bien avant de l'utiliser pour confondre sa directrice. Bien avant qu'il ne se mette à dégrader tout dans les mêmes eaux politiques, des eaux teintées de R.P.R. Si les sympathies politiques de Mme Bazile étaient sans discrètes, l'engagement de M. Baetche était notoire. Il arbore sans réserve la photo où, en 1979, il chemine dans les rues de Reims à la droite de M. Chirac, plus près du leader gau- chiste que M. Jean Falaix, député R.P.R. de la Marne. Et puis, il a des responsabilités. M. Baetche, il est secrétaire régional de l'Union nationale interuniversitaire (UNI). L'UNI est une association qui se dé- finit elle-même comme destinée à lutter contre le totalitarisme marxiste.

À la tête des six cents adhérents qu'il revendique pour la région, M. Baetche se dévoue pour « rendre des services », faire nommer un maître auxiliaire ici, faire inscrire un étudiant étranger là, trouver du tra- vail ailleurs à un jeune chômeur. « Il faut aider les gens, pour que, ensuite, recevant nos prospectus, ils nous soient acquis. Les communistes ont compris ça avant nous », confesse-t-il. Il avoue que la liste des enseignants qu'il pouvait espérer recruter lui était utile : « J'avais besoin du document de Mme Bazile pour notre pénétration. Elle me l'a donné. » Il précisera plus tard : « D'autres chefs d'établissement se sont bornés à souligner de rouge le nom des professeurs suspects, sans porter d'appréciations. »

Le grand jeu

Mais alors, pourquoi, un matin de mars, M. Baetche s'est-il décidé de rompre les lances avec la prin- cipale du collège, quelques jours après avoir prévenu les professeurs qu'il allait déclencher les hostilités en annonçant le « Grand jeu du who's who » ? C'est la deuxième question, résolue par deux réponses qui s'embrouillent. Les deux plus récentes ne se supportent plus. La plus récente est la principale n'hésite plus à admettre le professeur d'éducation physique pour des raisons de « type syndical ». — à tel point qu'elle lui fit retirer une journée de traitement pour fait de grève (à lui, paradoxe !).

Les explications de M. Baetche ne concordent pas exactement. Elles sonnent en tonalité de rupture poli- tique sur fond de moralisation. Aux élections cantonales de 1979, le R.P.R. s'était, à ses yeux, trompé de candidat en distribuant les in- vestitures. L'année suivante, lors d'une élection cantonale partielle, M. Baetche consommait la rupture en se présentant lui-même, candidat « indépendant » contre un rival R.P.R. Quant à l'« assainissement », il lui-même, M. Baetche part en croisade, une fois contre l'indulgence de Mme Bazile à l'égard d'un agent accusé d'escapade avec une élève, une autre fois contre la répartition des rations obtenues pour l'achat de maillots, ou contre des impunités en matière de drogue.

Curieusement, l'émol des ensei- gnants du collège des Châtillons ne paraît pas étonné. Ils sont, en un mot comme en cent, « fichés » par leur supérieur hiérarchique ne paraît pas gagner les échelons supé- rieurs. Inconscience, ou crainte du scandale à l'approche de la cam- pagne présidentielle ? Dans ce rectorat où, aujourd'hui encore, le seul hebdomadaire offert à la lecture des visiteurs est « Valeurs actuelles », où le titulaire six mois auparavant (1), M. Jean-Louis Bourin, successeur en 1976 de Mme Alice Saunier-Sellé, avait naguère professé à l'école des cadres de l'U.D.R., la consigne fut à l'apaisement. « Ce n'était pas de notre compétence d'ordonner une en- quête », déclare Mme Ariette Lunay, secrétaire générale du rectorat d'aca- démie. L'inspection générale de l'éducation nationale fut saisie. L'en- quête eut lieu, sans que M. Baetche fût entendu. Personne au collège ne connut les résultats. Et l'on parvint, non sans mal, à convaincre les deux protagonistes de changer d'établis- sement.

L'apaisement ou l'étouffement ? Trop de personnes étaient-elles compromises ? Il est avéré, aujour- d'hui, qu'un lettre à entête du R.P.R. avait circulé dans le dépar- tement, sinon dans l'académie, en- joignant aux chefs d'établissements d'établir sur les personnels un fichier comme celui de Mme Bazile. L'affaire parut cependant se dis- soudre aux portes du rectorat. Elle vint de renaitre brutalement à la veille de la rentrée scolaire. Mme Bazile a donc été, non pas

muette car ce serait une sanction, mais « nommée » au collège François-Legros, près de la ZUP Croix-Rouge, à Reims. M. Baetche a rejoint le lycée Libergier à titre provisoire, par délégation rectorale, pour un an. Jusqu'au bout, il a traîné les pieds : le matin de la rentrée, le 22 sep- tembre, il s'est présenté au collège des Châtillons, dans les enseignants avaient mené d'appeler à la grève si l'un seulement des deux com- plices restait affecté à l'éta- blissement cette année. Or le pré- avis de grève n'est jamais officielle- ment parvenu au rectorat, tandis que M. Baetche en a trouvé, lui, une copie dans la boîte postale de l'UNI. Mystère.

Comité populaire

Il y a plus grave. Sur les murs proches du collège François-Legros, où Mme Bazile a pris son poste, des affichettes fluorescentes rouges ou vertes ont fleuri, une nuit de la semaine précédente la rentrée. Texte proposé à l'édification des parents : « Parents, enseignants, attention ! (...) Un nouveau chef d'établissement vient d'être nommé par mesure dis- ciplinaire dans votre C.E.S. (...) D'où vient-il ? Du C.E.S. Châtillons, où nul ne peut oublier les séqueles de sa gestion. » Suit un chapitre d'accusations. Signé « Comité popu- laire de défense du collège François-Legros. »

Rien moins. Les accusations rap- pellent étrangement celles formulées par M. Baetche. Qui se défend bec et ongles d'être malé. Lui, voit dans le placet la main de parents soupçonnés de prévenir ceux du col- lège François-Legros. Qui pourrait manipuler ce prétexte « comité popu- laire » dont le but paraît au moins autant de discréditer l'éducation nationale que la personne de Mme Bazile ? L'UNI ? Chacun admet, y compris au ministère, qu'un tel affichage exige, par son aspect mas-

sif, de sérieux moyens et... de la compétence. Quant au S.A.C. dont il faut, bien finir par prononcer le sigle, à son évocation, tout le monde médite et se tait. Seul, M. Baetche s'écrit : « Je connais des gens au S.A.C. ce ne sont pas des gens sérieux, ils jouent les gros bras. Pour ma part, je n'y ai jamais appartenu. »

En dépit de la malignité du texte de l'affichette, les parents du col- lège François-Legros gardent leur sang-froid. « C'est peut-être des ragots... », On n'a pas été voir... « Tant qu'on n'a pas à se plaindre du collège... »

Cette fois pourtant, les autorités semblent décidées à réagir. L'inspec- teur d'académie, non seulement se dispose à autoriser Mme Bazile à porter plainte pour diffamation, mais il a l'intention de déposer lui-même une plainte si le ministère ne s'y oppose pas. Estimant l'éducation nationale baloutée à travers les ac- cusations dont Mme Bazile est l'objet, il est venu presider, lundi 28 sep- tembre, la première réunion du conseil d'établissement au collège François-Legros. La direction des collèges au ministère de l'éducation nationale s'apprête à diligenter une seconde enquête de l'inspection gé- nérale. A quoi servira-t-elle ?

Beaucoup de bouches se ferment. A l'exception de M. Baetche, qui brasse papiers, photocopies, bandes magnétiques, les autres, des ensei- gnants à l'inspecteur d'académie, repugnent aux confidences et repar- tent autour d'eux avant de parler. « Je ne suis pas sûr que la tranchée désormais retrouvée droit de cité », dit l'un d'eux. Du haut en bas de l'administration, de mauvaises habi- tudes fétides survivent. La peste, celle du mensonge, de la délation, des pièges et du soupçon, règne toujours dans l'académie de Reims.

CHARLES VIAL

(1) M. Bourin a été remplacé en décembre 1980 par Mme Roland Gadille, qui vient de démissionner (le Monde du 24 septembre).

LES CURIEUSES « MISES A DISPOSITION DE PERSONNELS »

Recherche « agrégé sachant écrire »

La possibilité dont disposaient les ministres de l'éducation de mettre rapidement des personnels au service de qui bon leur semblait a vécu. M. Alain Savary, qui a constaté des abus dans les choix de ses prédécesseurs, a, en effet, décidé de mettre fin à ce système, traditionnellement toléré bien qu'il ne soit pas très orthodoxe. La mise à disposition d'enseignants ou de personnels administratifs payés sur le budget de l'éducation nationale est, en effet, à la discrétion quasi totale du ministre. En bénéficiaient, en outre, la périphérie du secteur scolaire, des mutualités, des œuvres à la périphérie du secteur scolaire, des mutualités, des syndicats, des associations culturelles ou non, des organismes publics ou privés, des individus même. La plupart de ces emplois sont d'utilité publique, d'autres d'utilité... très particulière et notamment politique. C'est pourquoi le ministre a décidé de traiter différemment chaque catégorie de « mises à disposition ».

Sur le papier, rien ne permet de distinguer de l'ensemble des personnels de l'éducation nationale affectés « pour ordre » dans un établissement scolaire, ceux pour cet emploi, les tra- vaillent, en fait, ailleurs. La ma- jorité d'entre eux — quelque mille deux cents enseignants — sont à la disposition des œuvres « post et péri-scolaires » qui organisent des activités de loisirs et de va- cances pour les jeunes (1). Il n'est, bien entendu, pas question de mettre fin à leurs activités mais d'essayer une situation que le ministre estime « dangereuse ». Les « mises à disposition » ont donc, dans le cas des œuvres et associations culturelles, été recom- mander à la réforme verra le jour dans le courant de l'année. Les « mises à disposition » ont donc, dans le cas des œuvres et associations culturelles, été recom- mander à la réforme verra le jour dans le courant de l'année. Les « mises à disposition » ont donc, dans le cas des œuvres et associations culturelles, été recom- mander à la réforme verra le jour dans le courant de l'année.

Beaucoup de bouches se ferment. A l'exception de M. Baetche, qui brasse papiers, photocopies, bandes magnétiques, les autres, des ensei- gnants à l'inspecteur d'académie, repugnent aux confidences et repar- tent autour d'eux avant de parler. « Je ne suis pas sûr que la tranchée désormais retrouvée droit de cité », dit l'un d'eux. Du haut en bas de l'administration, de mauvaises habi- tudes fétides survivent. La peste, celle du mensonge, de la délation, des pièges et du soupçon, règne toujours dans l'académie de Reims.

CHARLES VIAL

(1) M. Bourin a été remplacé en décembre 1980 par Mme Roland Gadille, qui vient de démissionner (le Monde du 24 septembre).

ACTION SOCIALE

PERSONNES AGÉES

Une alternative à l'hospitalisation : 2500 emplois de soins infirmiers à domicile seront créés avant 1984

M. Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées, a annoncé, lundi 28 sep- tembre, la généralisation des services de soins infirmiers à domicile. Sur les 7,5 millions de personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, a-t-il rappelé, un demi-million sont, en perma- nence, hospitalisés, généralement pour un long séjour ou jusqu'à leur mort. Un tiers au moins de ces hospitalisations, estime le secrétaire d'Etat, ne répondent à aucune nécessité médicale, et n'ont été décidées que faute d'une véritable alternative, notamment pour de nombreux vieillards admis dans des services psychiatriques.

Pour remédier à cette situation, une politique tendant à générali- ser les soins infirmiers à domicile est mise en œuvre, s'appuyant sur la loi du 3 janvier 1978. Il existe quelques centaines d'équipes de soins infirmiers de ce type qui permettent le maintien à domicile d'environ trois mille personnes âgées. Une circulaire d'applica- tion, en date du 28 septembre 1981, vise à augmenter ces chiffres. « Mon objectif », a précisé M. Franceschi, « est de porter à vingt mille, pour la fin de 1983, le nombre des bénéficiaires de ces soins infirmiers à domicile, ce qui correspond à environ deux cents postes par département. Au total, deux mille cinq cents emplois seront créés. Des crédits seront réservés à la mise en place de ces services ainsi qu'à la formation et au recrutement du personnel. » Créé à l'initiative, soit d'un bu- reau d'aide sociale, soit d'un cen-

tre de santé ou de soins infirmiers ordinaires, le nouveau service de soins infirmiers à domicile se compose d'un responsable à temps plein, caduc, et la santé de la personne âgée, le service de soins infirmiers à domicile, de trois infirmiers ou infirmières et d'aides-soignantes. La prise en charge des soins est assurée à 100 % par l'assurance-maladie. C'est d'abord un service de voisinage, destiné à la prise en charge de quelques dizaines de personnes âgées dans un quartier de grande ville, un cam- pion rural ou une ville de petite ou moyenne importance.

D'autre part, M. Franceschi, a confirmé que le minimum vieillesse actuellement à 1 700 F, serait de nouveau augmenté et porté à 2 000 F le 1^{er} janvier 1982. Il a également souligné qu'il s'atta- quait à la disparition des hospices. S'agissant de celui de Nanterre (le Monde des 6 et 7 août), un groupe de travail sera mis sur pied dès la semaine prochaine pour proposer « une restructu- ration de l'établissement en plus- ieurs unités à usage humain et moins séparé ». Ce groupe devra rendre ses conclusions le 15 décembre.

POLICE

M. DEFERRE VEUT DES POLICIERS DÉFENSEURS DES HONNÊTES GENS

« La police aura désormais une formation qui lui apprendra à être une police non pas détestée, non pas redoutée par les étrangers qui viennent sur notre ter- ritoire, mais, au contraire, une police considérée comme le dé- fenseur des honnêtes gens et de ceux qui travaillent... » a déclaré M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, le lundi 28 septembre, au micro de R.M.G.

« Dans le passé, les policiers étaient surtout tournés vers une activité anti-criminelle, contre les trafiquants et contre les trau- piliers », a dit encore le ministre de l'Intérieur, avant d'ajouter que « dans les quartiers de certaines villes, étant donnée la politique du gouvernement, de droite, c'était le racisme, l'antisémitisme, les razzias qui dominaient. »

DROIT Sciences Eco.
Documentation sur demande
Octobre à Juin
Soutien annuel
IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Jacques, Paris 6
Téléphone : 323.81.21/22/23/24/25/26

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible au soir
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BCCM
8, rue de Belfort - 75008 Paris

ISTH depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
EXPERIENCE PÉDAGOGIQUE CONFIRMÉE DEPUIS 1953
préparation au diplôme d'état de
L'EXPERTISE COMPTABLE
Epreuves du Certificat
Préparation aux Études Comptables et Financières
DECS : trois certificats (Novembre à Juin)
CENTRE TOLBIAC
81, rue de Tolbiac, 75013 Paris - Tél. 565.93.35

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (I.E.R.I.)
Stabilisation prioritaire d'enseignement supérieur
12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS
Tél. : 296-51-48
Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique et économique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux
CARRIÈRES INTERNATIONALES
L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université. Le diplôme est accordé en dispensant de la dernière partie de l'examen de quatrième année de droit (arrêté ministériel du 16 février 1967) et donne accès aux doctorats.
Recrutement sur titres - Baccalauréat exigé - Statut étudiant.
Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures.

MATH PHYS FRA
COURS PAKY-ET-ANNE-SARI. Tél. 720-36-80 et 720-44-38

Le Monde

MEDECINE

Les Entretiens de Bichat

par le docteur
ESCOFFIER-LAMBIOTTE

Depuis trente-cinq ans, des milliers de médecins se retrouvent chaque année au grand forum de l'enseignement post-universitaire que sont les Entretiens de Bichat. S'il s'agit manifestement du public, ou les orateurs promus à une célébrité éphémère, l'écho donné par les médias à une manifestation qui se déroule en réalité à la Pitié-Salpêtrière embarrasse de nombreux praticiens, qui ne se cachent pas de désapprouver ce qu'ils baptisent crûment la « foire aux pascouilles ».

Il est vrai qu'aucune révélation médico-scientifique d'une réelle importance n'est, contrairement aux apparences, jamais dévoilée aux fameux Entretiens. Il est vrai également que le retentissement ainsi donné à de simples mises au point de pratique quotidienne relève de la psychologie des foules et des techniques du sensationnalisme plutôt que d'une quelconque hiérarchie des valeurs.

Il est exact enfin, et nombre de praticiens s'en plaignent, que ceux qui n'ont pu se rendre, « parce qu'ils travaillent, eux », au cérémonial de Bichat sont parfois, et très injustement, considérés avec suspicion, voire avec mépris, par leurs patients.

Il n'en reste pas moins que ce grand rassemblement annuel constitue, pour nombre de généralistes isolés, l'occasion privilégiée de rencontres et d'échanges, voire de consultations, à propos de cas difficiles dont ils apportent les dossiers aux spécialistes présents.

Il est parfois plus important qu'un généraliste connaisse (et puisse prévenir) les risques énormes encourus par la descendance d'une femme enceinte alcoolique, ou atteinte de rubéole, que les méandres ou les merveilles des manipulations génétiques.

Il est essentiel qu'il soit mis en garde contre la « médecine » à laquelle le poussent tant ses clients que la publicité pharmaceutique, et il est sain que les plus illustres spécialistes universitaires viennent lui rappeler les vertus irremplaçables du bon sens et de l'hygiène de vie.

Il est, de même, indispensable que les généralistes — parfois trop pressés et souvent mal formés — comprennent l'importance des facteurs psychologiques dans la relation qu'ils nouent avec leurs patients, et sachent, comme le rappelle le professeur Portes (Créteil), qu'un même médicament — voire un placebo — peut

avoir des effets thérapeutiques variant du simple au double selon le service hospitalier, ou le praticien, qui l'a prescrit.

Il est fondamental, enfin, qu'en un temps où la médecine est devenue une mosaïque de disciplines parcellaires et pointillistes, chacun, généraliste ou spécialiste, puisse mesurer l'étendue de son ignorance pour en tirer l'une des règles majeures et trop souvent oubliées du comportement médical : l'humilité.

Considérés sous l'angle strict du progrès scientifique, les Entretiens de Bichat font certes « beaucoup de bruit pour rien », et les praticiens restés fidèles à leurs postes en savent probablement autant que leurs confrères « bichatistes ».

Mais la médecine ne se résume pas au progrès scientifique, et si Bichat survit à toutes les tempêtes, et ne cesse de se développer depuis trente-cinq ans, c'est parce qu'il reste le lieu privilégié où ceux qui exercent un métier entre tous solitaire, entre tous chargé de responsabilités, peuvent échanger leurs doutes et leurs expériences, partager leurs anxiétés, ou conforter les certitudes qu'ils détiennent, en réalité, si rarement.

Peut-on prévenir, peut-on guérir l'athérosclérose ?

PRÈS de deux millions de Français souffrent d'affections cardio-vasculaires dues à la sclérose de leurs vaisseaux (ou athérosclérose), et deux cent mille en meurent chaque année. Ces accidents sont liés à la constitution progressive d'altérations des parois artérielles conduisant à l'obstruction des vaisseaux et à la réduction de l'irrigation des tissus du cerveau (hémiplégie, troubles des fonctions cérébrales chez les vieillards), du cœur (infarctus du myocarde, angine de poitrine), de l'œil, du rein ou des artères

périphériques (impotence, artérite des jambes).

Grâce aux multiples enquêtes conduites dans le monde, on sait aujourd'hui que ces atteintes vasculaires — dont le nombre ne cesse de progresser dans tous les pays industrialisés — sont dues à l'imbrication d'un certain nombre de facteurs, au premier rang desquels une fragilité héréditaire, l'hypertension, certains troubles du métabolisme des graisses (dont un taux élevé de cholestérol est le reflet), le diabète et le tabagisme.

Pour nombre d'entre eux, a souligné le professeur G. Lagrue (Hôpital Henri-Mondor, Créteil), ces facteurs de risque sont des éléments acquis, liés à des modes de vie (sédentarité, tabagisme) ou à des habitudes alimentaires nocives.

Un régime de vie protecteur

Peut-on, en les modifiant, éviter l'apparition des lésions artérielles, en ralentir la progression, voire même en obtenir la disparition ?

Les expériences entreprises à très grande échelle, dans les pays scandinaves d'abord, puis aux États-Unis, grâce à des campagnes d'information et à une modification des habitudes alimentaires (restriction calorique globale, réduction des graisses animales), indiquent que la réponse est positive, et les données expérimentales confirment ce fait essentiel : « La guérison des plaques d'athérosclérose est possible si le facteur causal est supprimé ». Encore faut-il ne pas attendre l'apparition de dommages organiques définitifs, et mettre en œuvre précocement, chez les sujets dits à « haut risque vasculaire » un régime de vie protecteur.

(Lire la suite page 16.)

Treize millions d'alcooliques

LA France détient toujours, avec 23 litres d'alcool pur par an et par adulte de plus de vingt ans, le record mondial de la consommation d'alcool. Cinq millions de Français consomment plus du double de cette moyenne impressionnante, 2,5 millions plus du triple et 1,2 million plus du quadruple, c'est-à-dire l'équivalent de 2 litres de vin ou 5 litres de bière par jour. En somme, 5 millions de Français sont exposés à ces conséquences très graves de l'alcoolisme que sont la folie (psychose) alcoolique, la cirrhose, les cancers de l'œsophage et du cancer du larynx ou les destructions du pancréas.

A ces données, tragiques sur le plan humain, rappelés par le professeur Bernard Mété (Strasbourg), président de l'Association française d'étude et d'information sur l'alcoolisme, s'en ajoutent d'autres, d'ordre économique, cette fois, et qu'a détaillées le docteur Cattani (Villeneuve-Saint-Georges).

Le poids économique

La Société nationale française de gastro-entérologie a conduit, en effet, une première enquête dans 225 services hospitaliers du pays, puis, grâce à 24 thèses écrites selon le même modèle, une deuxième enquête portant sur 24 centres hospitaliers, universitaires ou non, pour y mesu-

rer le poids économique de la cirrhose alcoolique du foie.

Un lit hautement spécialisé de gastro-entérologie sur cinq est occupé par un alcoolique atteint de cirrhose, dont la durée moyenne de séjour est de 25 jours. On sur cinq de ces cirrhotiques meurt dans l'année (un sur trois dans les hôpitaux généraux), non sans avoir « consommé » auparavant, aux frais de la collectivité, le tiers de tout le sang transfusé dans les hôpitaux considérés, le cinquième des analyses de laboratoire, 13 % des actes de radio-

logie et 11 % des endoscopies, sans compter les interventions chirurgicales.

L'âge moyen du décès de ces malades est de 55 ans (70,5 ans pour les autres malades hospitalisés). En une année, ils ont « bénéficié » de 38 594 séjours dans les hôpitaux généraux, sans compter les hospices ou les hôpitaux psychiatriques, dont ils peuplent massivement les lits en raison de leurs troubles mentaux.

(Lire la suite page 16.)

Contre l'hypertension : sport régime et maîtrise psychique

Le développement des examens systématiques a permis de comprendre que l'hypertension artérielle était, en réalité, une maladie des sujets jeunes, et non l'accompagnement inéluctable du vieillissement.

C'est vers vingt ou vingt-cinq ans qu'elle apparaît, parfois même dès l'enfance et son aggravation est lente et progressive. Il est donc essentiel de repérer et de traiter très vite

cette affection qui est l'un des facteurs majeurs d'accidents vasculaires graves.

Des études américaines récentes, portant sur des populations très importantes suivies durant de nombreuses années, montrent qu'il importe de traiter (par des moyens non médicamenteux à ce stade), dès lors que le minimum (ou pression diastolique) atteint, au repos, entre 90 et 105, et cela lors de trois consultations successives.

Une légende

Un tel traitement diminue considérablement la fréquence des incidents ou accidents vasculaires ultérieurs dont les hypertendus courent le risque. Il consiste avant tout en un équilibre du régime et notamment une diminution nette du sel, dont notre alimentation est beaucoup trop riche, et cela par la diffusion d'une information sur la teneur élevée en « sel » caché de certaines préparations alimentaires, telles que les charcuteries, les fromages, les conserves, les boissons alcoolisées, et même le pain, dont il serait utile de réduire l'apport (comme en Belgique) la teneur en sel.

La légende de l'« alcool protecteur des vaisseaux » doit être combattue ; l'équipe de

Créteil rappelle que s'il a un effet favorable à petite dose (un tiers de litre de vin au maximum par jour pour un adulte de poids normal), ce n'est pas la synthèse de cette fraction du cholestérol — dite H.D.L. — protectrice des vaisseaux, il devient triplement nuisible au-delà. En effet, l'alcool augmente le tonus nerveux sympathique, provoque une élévation des triglycérides et accroît l'apport calorique.

Le second axe de la lutte contre l'hypertension relève de l'exercice physique : pratiqué régulièrement (trois ou quatre fois par semaine), l'entraînement en endurance conduit à un abaissement de la tension artérielle et de la fréquence cardiaque.

Maîtrise personnelle

Enfin, les équipes anglo-saxonnes développent des méthodes dites « comportementales », de maîtrise personnelle de la tension artérielle obtenue par une modification des réponses du système nerveux central aux agressions extérieures. Il s'agit soit d'un entraînement spécial, ou « auto-contrôle biologique », soit de techniques de diminution du tonus sympathique comme celles qui réalisent le yoga ou la méditation transcendantale.

L'abandon du tabagisme joue aussi un rôle essentiel, avec la diminution des sucres à absor-

tion rapide, dans le traitement de l'hypertension et cet ensemble de mesures hygiéno-diététiques permettent souvent, et à elles seules, rappelle l'équipe de Créteil (professeur Lagrue) de normaliser les hypertension modérées et d'éviter une prévention efficace sur les accidents vasculaires.

Les médicaments — dont aucun n'est totalement dénué d'effets secondaires — ne seront donc utilisés qu'en cas d'échec de ces « prises en charge » personnelles, infiniment plus sûres et plus bénéfiques.

L'inégalité devant le vin

La notion, séculaire et encore si répandue, de « seuil de sécurité » au-dessous duquel la consommation habituelle d'alcool serait sans risque est, à la lumière des découvertes récentes sur les inégalités génétiques devant la dégradation organique des produits alcoolisés, totalement périmée, estime le professeur B. Hillemand (Hôtel-Dieu, Rouen). Les termes de « sobriété », de « consommation normale » ou « modérée » perdent, dès lors, la signification qui leur est accordée depuis le début de ce siècle.

C'est en 1916, en effet, et pour la première fois en France, que l'Académie nationale de médecine a dénoncé à la fois le danger des consommations excessives de boissons fermentées et les contre-vérités ou les mythes en vigueur durant tout le dix-neuvième siècle et selon lesquels le vin était tenu pour une « boisson hygiénique », voire « médicinale », qui « réchauffe et donne des forces ».

L'académie établissait des « normes raisonnables » : « Un litre de vin par jour pour le soldat en campagne et uniquement en mangeant ». Une « doctrine de la sobriété », encore en vigueur aujourd'hui, se trouvait ainsi dégelée, selon laquelle une consommation de vin à 10°

était raisonnable à raison d'un litre par jour pour un travailleur de force, de deux tiers de litre pour l'ouvrier et d'un demi-litre pour l'employé sédentaire.

Or les travaux de ces dernières années ont prouvé la réalité de phénomènes pathologiques (lésions hépatiques, pancréatiques, accidents vasculaires graves) chez des individus consommant des quantités d'alcool très inférieures à ces normes.

Les travaux récents sur les modes de dégradation de l'alcool montrent que sa destruction dans l'organisme, par oxydation, se fait de manière très inégale et diversement selon les individus. Les hommes sont plus vulnérables que les femmes ; les Orientaux que les Occidentaux. Dans une même ethnologie, et chez des sujets de même sexe, les descendants de parents alcooliques ont un trouble évident, statistiquement non contestable, de métabolisme de l'alcool. Il semble que des facteurs génétiques expliquent ces inégalités qui paraissent liées à la présence chez les sujets vulnérables d'une « forme atypique » d'enzyme hépatique génétiquement commandée, et que l'on retrouve chez 85 % des Japonais, par exemple, dont elle expliquerait la plus grande sensibilité à l'alcool.

Une dépendance rapide

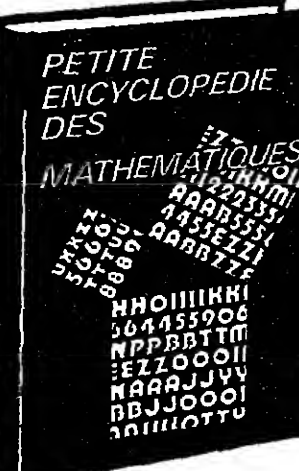
De semblables anomalies ont été constatées pour les neuromédiateurs, qui régissent le fonctionnement cérébral, et des « lésions » peuvent s'exercer entre l'acétyldéhyde, produit de l'oxydation de l'alcool que l'on trouve en excès chez ces ethnies ou ces familles vulnérables, et certains neuromédiateurs, pour donner naissance à des alcoolides semblables à ceux de la morphine. L'alcool se comporterait, dès lors, et dans cette situation, comme une véritable drogue entraînant une dépendance rapide.

Les motifs pour lesquels certains individus se sentent euphoriques sous l'effet de l'alcool, alors que d'autres sont malades ou en état d'ébriété, s'expliquent aussi par la connaissance de différences individuelles, génétiquement commandées, du méta-

bolisme de l'un des neuromédiateurs les plus importants pour le fonctionnement cérébral : la dopamine.

Le professeur Hillemand souligne qu'il n'existe — dans l'état actuel de nos connaissances — aucun moyen pratique permettant de tester l'inégalité des individus devant l'alcool, pas plus en ce qui concerne les risques toxicomaniaques que ceux liés à la toxicité organique (tubé digestif, cerveau ou système cardio-vasculaire).

La notion de « seuil de sécurité » n'a donc plus de signification, conclut-il, et une information s'impose auprès du public afin que chacun puisse connaître les risques encourus par la consommation de boissons alcooliques, même en petite quantité.



15,5 x 23 94 pages 650 illustrations, schémas et photographies en couleur et en noir et blanc.

Pour la première fois en Français

Publiée sous la direction du Prof. J. L. Lions du Collège de France, Paris.

A déjà paru dans les langues suivantes : Allemand, Grec, Anglais.

EDITIONS Pagoulatos

BON DE COMMANDE

Veuillez m'envoyer ☐ volume(s) de la PETITE ENCYCLOPÉDIE DES MATHÉMATIQUES, au prix de 250F le volume. Je régle à réception, en espèces, le somme deF + TVA + Frais de port.

NOM.....PRENOM.....
ADRESSE.....
VILLE.....CODE POSTAL.....TEL.....
DATE.....SIGNATURE.....

A renvoyer sous enveloppe aux EDITIONS PAGOULATOS 7, Rue Ambroise Thomas 75002 PARIS 2ème Cadet TEL 770 43 94 C.C.P. 1683-15 PARIS

LES ENTRETIENS DE BICHAT

Les caprices du temps ou la météo-sensibilité

La montée de la lune, le signe du cornouiller, qui marque l'avènement du printemps, la violence du vent ou celle des équinoxes, la pluie, la neige ou le soleil ont, depuis des temps immémoriaux, été associés par la sagesse populaire aux maux du corps et à ceux de l'esprit. Mais aucune des démonstrations, si troublantes soient-elles, apportées à ce sujet depuis qu'aux siècles des baromètres plus précis ne s'étaient avérées comme réellement convaincantes ou suffisamment précises pour que des conclusions soient qu'intuitives puissent en être tirées.

Une équipe de l'Hôtel-Dieu (professeur Besançon) a eu l'idée de confronter, à une échelle à la fois considérable et précise, les relevés météorologiques informatisés de la station du Bourget aux observations d'infarctus du

myocarde (1988), d'accidents vasculaires cérébraux (701) et de tentatives de suicide (2885), relevés de 1975 à 1977 par le Service d'aide médicale urgente (SAMU) des Hauts-de-Seine qui surveille en permanence un million et demi d'habitants.

Une confrontation météo-pathologique a été programmée par les ingénieurs de la Météorologie nationale, qui ont sélectionné onze caractéristiques météorologiques : température, indice de sécheresse de l'air, humidité relative, brouillards, orages, insolation, aux diverses heures de la journée, pression atmosphérique, point de rosée moyen (indice de passage de fronts froids ou chauds), etc. Toutes ces données, classées selon une échelle de variations, ont été confrontées aux accidents cliniques correspondants.

val favorise l'apoplexie, l'infarctus du myocarde survient plutôt par temps humide, comme les tentatives de suicide.

Contrairement à ce qui avait été affirmé jusqu'à présent, ce ne sont pas les variations météorologiques rapides qui entraînent des récurrences pathologiques, et les infarctus sont plus fréquents lorsque la pression atmosphérique ou la température varie peu et lentement.

On ne possède, à l'heure actuelle, que des indications rares et parcellaires sur les mécanismes par lesquels pourraient

s'exercer ces influences climatiques. Les processus de coagulation du sang (ce qui expliquerait l'apoplexie et l'infarctus) paraissent accablés avant les passages des fronts froids, et cela pendant quelques heures.

Il est clair que la mise en place du dispositif SAMU-Météorologie nationale se prête à présent à l'étude de bien d'autres maladies, à l'examen des facteurs climatiques perceptibles au sein même des habitations, ou de ceux qui précèdent ou qui suivent de plusieurs jours les faits cliniques observés.

En cas de déprime

Mais à quoi peuvent servir de telles indications ? Certainement pas au SAMU puisque les variations météorologiques ont des effets opposés selon les urgences observées. Peut-être aux services de réanimation cardiovasculaire, qui pourraient, par temps humide et froid, prévoir des lits vacants et des renforts en personnel.

Quant au public concerné, on pourrait imaginer, suggère le professeur Besançon, de l'avertir, par la radio ou la télévision, que le risque d'infarctus incite, selon la météo, à prendre des précautions, à éviter le froid, les éner-

vements, les efforts physiques inhabituels ou les repas trop copieux. L'hygiène personnelle continue est cependant, pour une telle prévention, plus importante que ces avertissements ponctuels. Pour ceux que frappe la déprime, l'annonce d'un front humide ou d'une température anormale pour la saison pourrait les inciter à joindre sans retard un médecin, ou S.O.S. Amitié.

Mais de tels messages ne risquent-ils pas d'entretenir dans le public un climat d'anxiété infiniment plus dangereux que les facteurs météorologiques en cause ?

Ne touchons pas aux amygdales

L'ABLATION des amygdales était, jusqu'à il y a quelques années, le pain quotidien — de la chirurgie courante. Or ce rite quasi systématique fait l'objet, aujourd'hui, des plus grandes réticences.

Ce sont, expliquent le docteur A. Baculard et son équipe (hôpital Trousseau, Paris), les découvertes de l'immunologie

compréhension du rôle que jouent les amygdales, non plus comme foyer d'infection à répétition, mais comme acteur à part entière du système des défenses naturelles.

Les amygdales contiennent

abondamment des anticorps en

teresse activité immunitaire. Elles

semblent avoir une « mémoire

immunologique » et sont en

quelque sorte les gardiens du

rhino-pharynx. La teneur des anti-

corps locaux s'effondre chez les enfants auquel on a enlevé les végétations ou les amygdales.

Les indications de cette intervention — qui subsistent dans certains cas précis — doivent donc être posées avec discernement. Très petites à la naissance, les amygdales augmentent de volume entre trois et cinq ans et régressent ensuite progressivement pour n'être plus à l'âge adulte, chez la plupart des individus, que de petits moignons atrophiques.

Certains enfants ont cependant de très grosses amygdales, dites obstructives, qui gênent leur respiration. Après un examen clinique attentif, un tel syndrome — exceptionnel — peut conduire à l'ablation des amygdales, parfois même en urgence, car cette obstruction respiratoire peut être source de complications cardiaques ou cérébrales sévères.

La « Journée du K »

De même, les grosses amygdales entraînant des angines à répétition, notamment s'il s'agit d'angines à streptocoques, doivent être enlevées ; des précautions particulières s'imposent chez les allergiques, car cette intervention a été classiquement accusée de provoquer ou d'aggraver l'asthme.

Modèle même du geste thérapeutique irréfléchi, l'ablation des amygdales, qui a lassé des souvenirs déchirants à plusieurs générations d'enfants, se voit

déjà enfin reléguée à la place — exceptionnelle — qui doit être la sienne. Tout au moins lorsque les données la concernant connaissent dans les milieux médicaux une diffusion suffisante, ce qui est loin d'être le cas, si l'on en juge par l'enquête dite « Journée du K » conduite par la caisse d'assurance-maladie et qui montre la très grande fréquence de ces interventions, pour lesquelles la région de Marseille est championne de France.

Les températures paradoxales

Cet énorme travail, le premier du genre, sera publié dans les Annales de l'Institut d'hydrologie et de climatologie, et selon les grandes lignes indiquées aux Entretiens de Bichat, il confirme pour certaines affections des augmentations de fréquence liées aux changements de temps. Mais ces augmentations sont modérées, parfois à la limite du significatif.

Les plus nettes concernent la température et l'humidité maximale. Les infarctus du myocarde et les accidents vasculaires cérébraux sont plus fréquents lorsqu'il fait froid ; les tentatives de suicide sont liées aux températures paradoxales : elles surviennent plus fréquemment lorsqu'il fait froid en été et chaud en hiver... Si la sécheresse esti-

Treize millions d'alcooliques

(Suite de la page 15.)

L'alcool et, secondairement, le tabac sont par ailleurs entièrement responsables de la plus criante inégalité devant la maladie et la mort que connaisse la société française : les enquêtes épidémiologiques ont montré, en effet, que la surmortalité considérable, la plus forte du monde, des hommes par rapport aux femmes leur est due essentiel-

lement. L'espérance de vie moyenne des Françaises dépasse cette année 78 ans, alors qu'elle n'est que de 68 ans chez les hommes.

On sait, en outre, et depuis peu, que l'alcool traverse la barrière placentaire et qu'il exerce, tout au long de la grossesse, des effets toxiques sur la croissance et le développement de l'embryon, puis du fœtus.

Les enfants du malheur

Le professeur David (Strasbourg) a présenté à titre d'exemple deux cas de « monstruosité », issus de mères alcooliques âgées l'une de 33 ans et l'autre de 34 ans : caryose atrophie, bec-de-lièvre, anomalies cardiaques, débilité mentale profonde et définitive pour Frédéric ; déformation faciale, malformation cardiaque, atrophie cérébrale, décès à trois mois pour Jean-Yves.

Toutes les anomalies morphologiques, viscérales ou osseuses peuvent être retrouvées et, chez tous ces enfants, le visage est profondément déformé, avec un menton à peine dessiné, des paupières rétractées, une encluse nasale marquée, des oreilles basses et décollées.

Le retard du développement cérébral (et donc mental) est majeur, ce qui condamne la plupart des survivants à l'existence carcérale des dévils profonds.

C'est durant le premier trimestre de la grossesse que se produisent ces lésions, et il semble que le risque qu'un fœtus alcoolique donne naissance à un enfant aussi gravement atteint soit de 50 %. Celle de Frédéric buvait 1 à 3 litres de vin rouge par jour.

Les expériences conduites chez l'animal ont permis d'indiquer que le fœtus ne possède qu'à des taux infimes — dix fois plus faibles que chez l'adulte — l'enzyme qui, dans le foie, dégrade

l'alcool. Elles ont montré aussi que c'est l'absorption régulière (et non occasionnelle) d'alcool pendant la première partie de la grossesse qui engendre les atteintes les plus graves.

Des tentatives de prévention par désintoxication de la mère ont été tentées ; mais ces désintoxications sont si difficiles que certains gynécologues en viennent à proposer pour ces femmes soit l'avortement thérapeutique systématique, soit une stérilisation. Solution d'autant plus navrante que dans les rares cas où l'on s'en sert, l'alcool a pu être réabsorbé par la mère, permettant l'accouchement d'enfants parfaitement normaux.

Nul ne peut plus nier, et à vrai dire nul n'ignore plus, que l'alcoolisme est, dans le domaine de la santé, le premier danger et la plus lourde charge qui pèse sur notre société. Malheureusement, souligne M. Zuber, Haenel, rapporteur général du groupe de travail présidé par le professeur Jean Bernard, et qui a proposé l'hiver dernier un programme à long terme à ce sujet, « la lutte contre l'alcoolisme se heurte à un désintérêt et à un laxisme généralisés ».

Quand verra-t-on l'application des mesures préventives, éducatives, incitatives, ou tout simplement le respect des règles existantes et constamment violées, telles que les préconisations de ce groupe ?

Peut-on prévenir, peut-on guérir l'athérosclérose ?

(Suite de la page 15.)

Un demi-siècle d'habitudes thérapeutiques ou palliatives, conduites à coups de médicaments ou de chirurgie, le très lent développement des études épidémiologiques et l'apparition tout aussi lente des concepts de prévention expliquent que cette « mise en œuvre » préventive ne soit pas encore plus largement admise et appliquée.

Elle s'impose pourtant chez tous ceux qui présentent d'élevées des « facteurs de risque défectueux » sur lesquels il n'est pas possible d'agir. Il s'agit de la prédisposition héréditaire, du sexe (les hommes sont plus atteints que les femmes) et de l'âge (avec lequel s'accroît le développement des lésions). La lutte doit être impérativement mise en œuvre, dans ces cas, sur les autres facteurs aggravants, accessibles ceux-là à des modifications de comportement.

Un trépied d'hygiène de vie

Il s'agit, pour le professeur Lagrue, d'un trépied d'hygiène de vie comportant :

● La suppression du tabagisme grâce à une éducation la plus précoce possible — dès l'école. — le sevrage des grands fumeurs s'avérant très difficile ;

● La lutte contre l'obésité et la surcharge en graisse comportant un volet sportif et un autre d'ordre diététique. L'exercice physique permet à la fois d'améliorer les conditions circulatoires et cardiaques et de faciliter l'équilibre alimentaire. Les habitudes diététiques occidentales sont, en effet, déplorables, au point que les enfants de quatre ou cinq ans ont, déjà, dans nos pays un poids et un taux de cholestérol plus élevés que ceux des générations précédentes. Les erreurs alimentaires des Français sont à la fois quantitatives (on mange trop, alors qu'on dépense peu) et qualitatives : on prend trop de sucres et de graisses animales au détriment des aliments riches en fibres végétales. On absorbe trop de sel, dont le rôle dans la genèse de l'hypertension est bien démontré.

Or l'hypertension, qu'il importe de dépister le plus précocement possible, est un facteur majeur de risque d'athérosclérose et elle peut, elle aussi, être maîtrisée par des mesures diététiques, sportives, et, le cas échéant, médicamenteuses.

Les médicaments viennent, le cas échéant, compléter ce « trépied », mais, souligne le professeur Lagrue, ils ne peuvent être envisagés qu'au stade où l'athérosclérose est constituée, bien que ne donnant pas encore de manifestations cliniques ; c'est ce que l'on nomme la « prévention secondaire ». La panoplie de ces médicaments est aussi large que les incertitudes soulevées à propos de leurs indications ou de leur efficacité.

● Les substances anti-hyper-tensives (diurétiques, bêta-bloquants ou antihypertensifs) ne seront utilisées que si le régime sans sel échoue ;

● Celles qui risent à régulariser le métabolisme des graisses ne doivent être envisagées qu'à bon escient, car certaines de ces médications

(dérivés du clofibrate) pourraient ne pas être dénuées de risque ;

● La même remarque s'applique aux médicaments visant à régulariser le métabolisme des sucres ou de l'acide urique et qui ne devraient être employés qu'en cas d'échec des mesures diététiques ;

● Il existe, enfin, de très nombreuses médications dites « anti-athérosclérose » qui sont censées agir tantôt sur les parois vasculaires (antiprolifératives et vasodilatateurs, dont l'efficacité est pour le moins discutée, bien qu'ils soient très — trop — largement prescrits), et tantôt sur le contenu (le sang circulant). L'objectif est, ici, de réduire la tendance à la formation de thromboses (ou caillots) obstruant les vaisseaux. On peut employer à cette fin des anticoagulants (héparine, vitamine K) dont l'utilité est certaine dans les suites d'accidents emboliques (infarctus du myocarde), mais discutée ensuite. D'autres substances ont pour objet d'empêcher l'aggrégation de certaines cellules du sang (ou plaquettes) qui forment le noyau des thromboses. Les plus actives sont : l'aspirine, employée, faible dose, et un produit récent, rombamidol, toléré, la ticlopidine, qui pervertit, dans certains cas, l'exercice d'une action favorable dans la prévention des accidents cérébraux et, de façon plus discutée, de l'infarctus du myocarde.

La diététique

Enfin, des essais sont en cours à propos de médicaments de découverte plus récente, agissant tantôt sur la conformation des globules rouges et tantôt (le pyridinol carboxamide) en s'opposant à la fois à la pénétration des graisses dans les parois vasculaires et à la destruction de leurs fibres élastiques.

Ces diverses méthodes ne s'appliquent que lorsque les manifestations cliniques graves de l'athérosclérose sont survenues (infarctus, artérite, etc.), et leur efficacité est naturellement beaucoup moindre que la mise en place des mesures réellement préventives, c'est-à-dire précoces. La même remarque vaut pour l'abaissement des taux trop élevés de cholestérol, affection souvent congénitale, dont le traitement, estime M. Cloarec (hôpital Tenon, Paris), « est à présent le problème des pédiatres » et dont « la diététique reste la base essentielle », les très nombreuses médications disponibles ne devant être utilisées qu'avec discernement et en cas d'échec diététique.



CONFÉRENCES EN OCTOBRE AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

Avenue Franklin D. Roosevelt - 75008 PARIS

Sam. 3 à 15 h. : Les mécanismes de l'innovation technologique, par Thierry GAUDIN.
Sam. 10 à 15 h. : De l'arbre de Leonardo da Vinci à la théorie de la dimension, par Michel MENDES-FRANCE.
Sam. 17 à 15 h. : Nouvelles tendances de l'appellation du froid et des atmosphères contrôlées aux fruits et légumes, par Pierre MARCELLIN.
Sam. 24 à 15 h. : Conférence-débat : les robots industriels, la physique en robotique, enjeux économiques et sociaux par Jean-Robert FASSERD, Jean-Paul HERMANN, Joël LE QUEMONT.

1 soir par semaine 1 samedi sur deux

CADRES, INGENIEURS, FUTURS CADRES,

sans interrompre votre emploi assurez votre PROMOTION.

Formez-vous en :
● Gestion Financière (GF)
● Gestion de Personnel (GP)
● Gestion Commerciale (GC)
Attestation de fin d'enseignement - Possibilité de prise en charge par votre employeur. Prochaines sessions à Paris à partir du 7 Novembre 1981.

Documentation détaillée : GF □ GP □ GC □
Nom
Prénom
Adresse

INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT
Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur
26, rue d'Alsace 75006 PARIS
Tél. 222.33.71

LE TEXTE DES CONFÉRENCES

Les textes des conférences prononcées aux Entretiens de Bichat sont publiés par l'Expansion scientifique (15, rue Saint-Benoît, 75278, Paris Cedex 06), qui les adresse au domicile des médecins aux tarifs suivants : Volume Médecine : 250 F ; Thérapeutique : 210 F ; Chirurgie-spécialités : 220 F ; les trois volumes ensemble : 500 F ; volume Odontologie et stomatologie : 140 F ; Journée de rééducation : 120 F.

RESTEZ JOIGNABLES !!!

DÉTOURNEURS D'APPEL

de fabrication française transposent tous vos appels immédiatement dans le monde entier

au prix exceptionnel de

1.100 F T.T.C. par port

Garantie 1 an pièces et M.O.

TELEPHONIE MODERNE

26, rue Roger Salengro

37000 Tours

phone (47) 64 24.80

rélex 750 289 code 84

Matériel non agréé par les P.T.T.

L'ACADÉMIE INTERNATIONALE DE LUTÈCE

Colloque scientifique :

« LES ORIGINES DE LA VIE »

au Collège de France

Place Marcelin-Berthelot, PARIS

le samedi 10 octobre de 9 h à 17 h.

Le Monde des PHILATÉLISTES

Retenez dès maintenant le numéro d'octobre 140 pages

XXX ANNIVERSAIRE

Édité indéfini sur la « Saine »

Interview de Pierre Sandoz

Espace rédactionnel doublé

Interview de M. Louis Michelon

ministre des P.T.T.

En vente dans les kiosques

14 F (prix exceptionnels)

Spécimen antérieur sur demande

11, Bd. de Strasbourg 75008 Paris

صحة من الالجل

SCIENCES

A Montpellier

Des structures régionales pour l'archéologie

Au début de l'été dernier, seize archéologues du Languedoc-Roussillon (chercheurs au C.N.R.S., universitaires, personnels des directions des antiquités, conservateurs de musées archéologiques des collectivités locales, chercheurs et techniciens hors statut, étudiants et archéologues amateurs) lançaient un appel public à l'archéologie, des moyens de recherche et de formation, une meilleure information du public mais aussi « une participation effective de l'ensemble des intéressés à la définition et à l'application d'une politique archéologique régionale ». Cet appel a abouti aux assises de l'archéologie en Languedoc-Roussillon, qui viennent d'avoir lieu à Montpellier au siège de l'établissement public régional.

Ces assises ont permis aux quelque cent cinquante participants d'exprimer leur volonté d'être partie prenante dans l'élaboration de la politique archéologique régionale — sans vouloir, cependant, se substituer aux organismes existants — et de souligner l'insuffisance en personnel et en matériel, ainsi que l'isolement des chercheurs. Cette initiative est, selon ses promoteurs, la première du genre en France.

Un comité archéologique régional de quarante personnes a été constitué. Il comprend un bureau de seize membres dirigé par un exécutif composé de MM. Yves Casco, conservateur du musée de Beaucourt, Claude Raynaud, étudiant en histoire, et Jean-Luc Pichès, attaché de recherche au C.N.R.S.

ROGER BÉCIAUX.

A Marseille

LES VESTIGES D'UN QUARTIER ANTIQUE DE POTIERS RETROUVÉS SOUS LA BUTTE DES CARMES

Les fouilles effectuées à l'occasion de la rénovation immobilière de la Butte des Carmes, à Marseille (située sur une hauteur au nord du quartier de la Bourse), ont permis de retrouver des vestiges de la ville antique, ont permis de mettre au jour, au nord de l'église des Carmes, un véritable quartier des potiers qui avait été édifié entre le premier siècle avant J.-C. et le premier siècle après J.-C. et où s'exerçait une activité de type industriel.

Alors que l'on pensait, jadis, que ce quartier, situé entre les seules rues Colbert et de la Répu-

blique, était « hors les murs », les fouilles de la Butte des Carmes ont permis d'établir, grâce à l'exhumation du rempart antique, que le quartier était bien inclus dans la cité. C'est pour cette raison que les archéologues de la direction des antiquités historiques de Provence et du Musée d'histoire de Marseille ont mis les Carmes — l'office public d'H.L.M. de la ville de Marseille et la Logirem — à l'œuvre pour la construction des logements sociaux — « sous surveillance » depuis avril 1981. L'Atelier du patrimoine, créé par la ville, a coordonné les travaux.

La maison a été riche d'enseignements et de surprises. « C'est sans doute la plus grande révélation non monumentale que nous ait livrée Marseille antique », affirme Mme Myrtille Morel, archéologue, conservateur adjoint du musée d'histoire de Marseille. Après avoir trouvé des traces d'occupation remontant au sixième siècle avant J.-C., les archéologues ont découvert de grands bassins, rendus étranges par du mortier, qui servaient probablement à la décoloration de l'argile. Le plus grand mesure quinze mètres de long, le plus petit trente centimètres. D'innombrables déchets de cuisson, de rebuts de fours, de paquets d'argile trop ou mal cuits, attestent d'une activité intense et continue de type industriel. Le quart d'un four qui devait mesurer cinq mètres de diamètre a été mis au jour. De grandes quantités de poterie, dont on n'a pas retrouvé d'équivalent ailleurs, attestent d'un type spécifique de céramique : gros vases à petit col, certains munis d'anses, dont les caractéristiques étaient inconnues à ce jour.

D'autres secteurs de la Butte des Carmes vont être ultérieurement fouillés. Les récits que l'on possède sur la construction de l'église des Carmes (du treizième au dix-septième siècle) mentionnent la présence légendaire d'un temple et les archéologues ne seraient pas fâchés de voir la légende rejoindre la réalité.

JEAN CONTRUCCI.

Un nouveau souffle pour la recherche éolienne

Parent pauvre des énergies renouvelables, l'énergie éolienne pourrait en France avoir prochainement l'occasion de se mettre en vedette. Le Commissariat à l'énergie solaire (Comes) vient, en effet, de décider la construction à Lannion (Côtes-du-Nord) d'un centre d'essais destiné à tester en vraie grandeur des matériels faisant appel à la force du vent pour leur fonctionnement.

Le Comes avait lancé, en 1980, l'idée d'un plan national éolien, dont les principaux objectifs tendraient, selon le président du Commissariat, M. Henry Durand, à favoriser le développement technologique et commercial des éoliennes de petite et moyenne puissance et à expérimenter une machine de grande dimension. Malgré le caractère aléatoire de l'énergie du vent, malgré une certaine mise en sommeil de ce type d'activité due à l'apparition de sources d'énergie hier très compétitives, une industrie petite mais assez vivace s'est maintenue tant en France qu'à l'étranger pour des applications ponctuelles.

L'énergie éolienne paraissant, au moins dans les lieux favorables, dès à présent compétitive, le Comes s'est interrogé sur l'avenir des éoliennes les plus porteuses, de manière à mieux cerner la stratégie qui pourrait être retenue pour aider au développement de cette industrie. Dans son projet de programme éolien, récemment remis à M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie chargé de l'énergie, le Comes recense trois marchés pour l'énergie éolienne : celui des éoliennes de petite puissance — 5 à 500 watts — destinées à des équipements professionnels en site isolé (phares, balises, etc.), pour lequel la société Aérovaat, contrôlée par le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), occupe une position enviable avec environ 20 % du marché mondial ; celui des machines de quelques kilowatts, utilisées pour le pompage de l'eau en milieu rural et dont les performances paraissent compétitives avec les systèmes à pompes ou à moteur Diesel ; celui, enfin, des éoliennes de 100 à 250-300 kilowatts, productrices d'électricité, dérivées ou non des éoliennes actuelles, qui pourraient fonctionner soit seules, soit en système d'économiseur de fuel dans des sites relativement isolés (îles du Ponant, DOM-TOM, par exemple). De ce point de vue, le marché grec paraît potentiellement intéressant.

Selon les responsables du Comes, les industriels français paraissent bien placés dans ces trois domaines. C'est la raison pour laquelle cet organisme espère avec le Centre d'essais éolien de Lannion (1) définir les conditions dans lesquelles l'outil industriel français pourrait être aidé dans ses tentatives de conquête d'un marché orienté pour l'essentiel vers l'exportation. Aussi ce centre aura-t-il pour vocation de tester en vraie grandeur des matériels de toute nature et de dresser des modèles d'évaluation du potentiel des glissements éoliens. Pour ces raisons, les modestes moyens consacrés en France à l'énergie éolienne — 4,5 millions de francs au total en 1981 — pourraient être notablement augmentés. Ainsi, l'effort du Comes dans ce domaine pourrait-il passer de 3 millions de francs en 1981 à 9 millions de francs en 1982. Dans ce budget est inclus une part des investissements nécessaires à la réalisation du centre.

De quoi donner un nouveau souffle à une industrie qui, en fournissant des éoliennes, participerait en nature à l'investissement initial de ce projet et pourrait ainsi obtenir les références et la crédibilité qui lui manquent parfois sur les marchés à l'exportation. — J.-F. A.

(1) Le site de Lannion, proposé par la mairie de la ville, le Centre national d'études des télécommunications, la météorologie nationale et un institut de technologie, a été en concurrence avec deux autres sites proposés l'un par le C.E.A. à Marcellin et l'autre par le Centre scientifique et technique du bâtiment, à Nantes.

● RECTIFICATIF. — Dans notre article sur les recherches archéologiques à Qatar (le Monde daté 23 septembre), une erreur s'est glissée à propos de la ville élevée sur un lieu-dit répondant au nom actuel de Murwab. C'est du milieu du neuvième siècle (et non du dix-neuvième) que date cette ville.

DÉFENSE

Contre les prises d'otages

Des hélicoptères qui voient et tirent la nuit

Selon des indications de sources militaires, à Paris, le raid hélicoptère contre le continent et la Corse, qui a permis il y a quelques jours à la majorité du 2^e régiment étranger de parachutistes de rallier le camp du Caylus (Lot-et-Garonne) à Gailly (« le Monde » daté 27-28 septembre), a pu être réalisé de nuit sur une large partie du trajet.

Au cours de ce raid, c'est l'Élém onté opérationnel du 2^e REP (le régiment qui est intervenu à Kolwezi, au Zaïre, en mai 1978) qui a été acheminé par hélicoptères Fuma au-dessus de la Méditerranée. Il s'est agi d'un vol dit tactique, c'est-à-dire d'une navigation à quelques mètres de la surface de l'eau, pour échapper à une éventuelle détection radar.

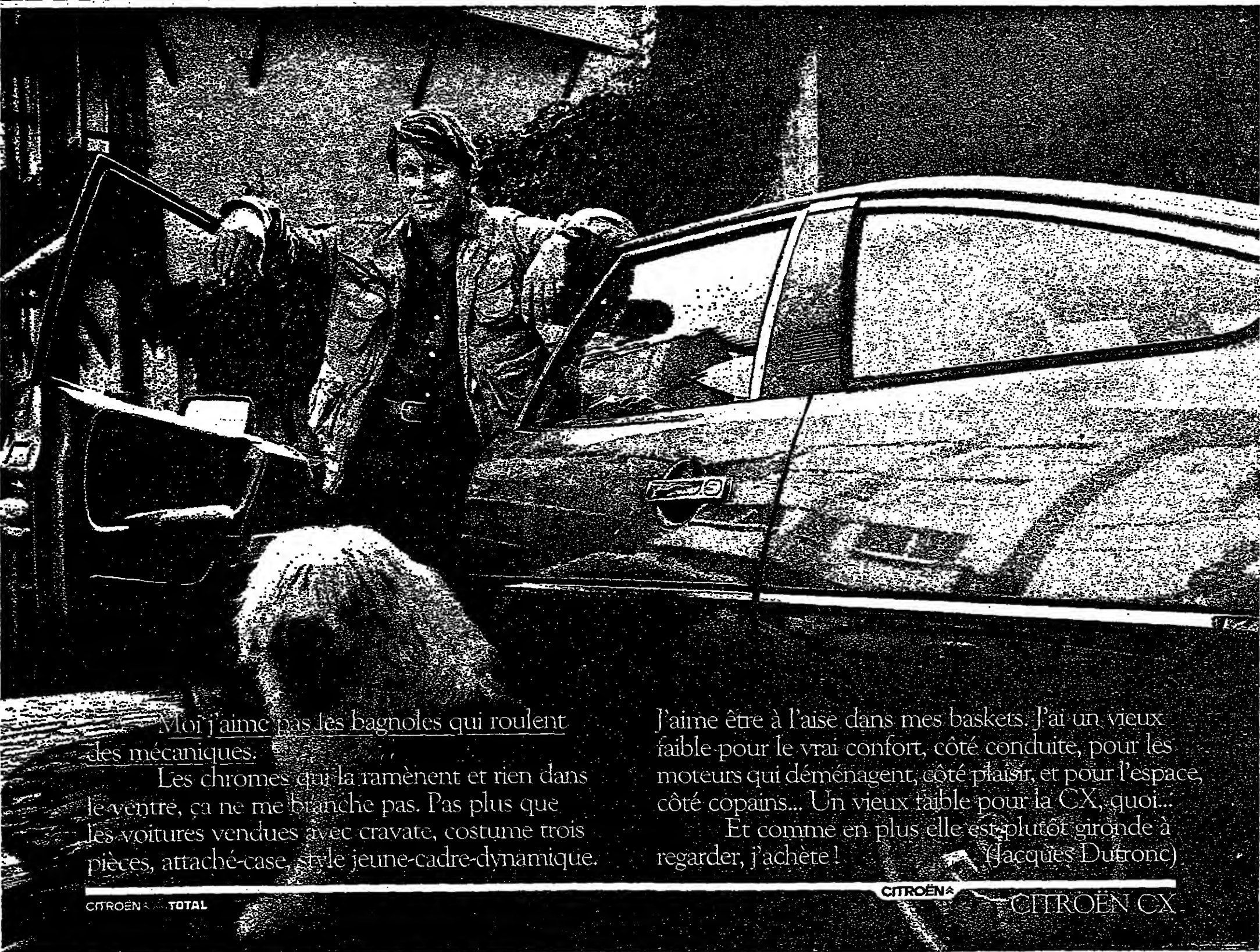
Pour cette opération, dont la dernière partie a eu lieu de nuit,

les équipages ont expérimenté, avec succès, le port de lunettes à intensificateur de lumière (IL) qui permettent l'observation, dans l'obscurité, grâce au seul éclairage produit par le rayonnement réfléchi ou luminescent. Ce dispositif est très supérieur aux équipements à infra-rouge, couramment utilisés, qui ont l'inconvénient d'être indiscrètement, donc, détectables par un adversaire. Les lunettes à intensificateur de lumière utilisent la clarté résiduelle des étoiles ou de la lune ou l'intensité, pour permettre des vols à basse altitude par des nuits sombres ou dans des conditions atmosphériques défavorables.

La généralisation de ce procédé va donner à l'hélicoptère des possibilités de déplacement et de vision de nuit qui accroîtront sensiblement ses performances opérationnelles. On sait, d'autre part, que la Société na-

tionale Industrielle Aérospatiale (S.N.I.A.) a réalisé, au début de cette année, une campagne réussie de tir de missiles antichars par hélicoptère de nuit et avec une forte pluie. Associée à un pilotage de nuit avec des jumelles à amplification de lumière, cette capacité de tir par mauvais temps devrait conférer à l'hélicoptère des possibilités insoupçonnées d'intervention et de déplacement.

Dans les milieux militaires, on se montre, pour l'instant, très prudent sur l'impact d'une telle démonstration. On peut néanmoins penser que le souci de l'État-major est aussi, par ce moyen, d'entraîner des équipages de l'aviation légère de l'armée de terre à mener à bien des opérations, à moyenne distance, de récupération discrète et rapide — en toutes circonstances — de personnes conservées en otage. — J.L.



Moi j'aime pas les bagnoles qui roulent des mécaniques.

Les chromes qui la ramènent et rien dans le ventre, ça ne me branche pas. Pas plus que les voitures vendues avec cravate, costume trois pièces, attaché-case, style jeune-cadre-dynamique.

J'aime être à l'aise dans mes baskets. J'ai un vieux faible pour le vrai confort, côté conduite, pour les moteurs qui démenagent, côté plaisir, et pour l'espace, côté copains... Un vieux faible pour la CX, quoi...

Et comme en plus elle est plutôt gronde à regarder, j'achète!

(Jacques Duronic)

CITROËN TOTAL CITROËN CX

LE SICOB

XXXII^e SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DE BUREAU

Les premiers pas de Télétel/Thomson ou le « mirage américain »

La direction générale des télécommunications (D.G.T.) achève l'équipement de quelques deux mille cinq cents ménages des Yvelines en terminaux télématiques conçus pour recevoir Télétel. Présentée comme une expérience, l'opération devrait permettre de se faire une meilleure idée des possibilités de la télématique grand-public et des problèmes qu'elle pose. Ses leçons, ainsi que celles qui seront tirées des expérimentations de l'annuaire élec-

tronique, alimenteront le débat parlementaire sur les orientations à donner aux applications des nouvelles technologies promises pour la session du printemps prochain.

L'expérience des Yvelines devra être étendue sur plusieurs plans, car le nom de Télétel recouvre aussi bien le procédé français de Vidéotext interactif (1), des matériels, un système logiciel de réseau, qu'un ensemble de « services ».

Le choix du lieu a été inspiré par la composition socio-professionnelle à revenus élevés des cinq communes où se déroule l'expérience. Dans la ville de Vélizy où sont distribués la majorité des terminaux, le nombre de cadres, moyens et supérieurs, ou membres d'une profession libérale atteint plus de 38 % des actifs contre une moyenne nationale de 18,7 %. Le nombre des employés y est aussi plus élevé : 25,5 % contre 17,60 %. Mais, surtout, la proportion d'ouvriers et d'agriculteurs, 20,10 %, y est bien inférieure à la moyenne générale de 45,3 % des actifs.

Six ans ont passé. Logabex en fait partie. On connaît les problèmes de C.I.I.-H.B. Quant à la SEMS, chacun sait dans les milieux professionnels qu'elle traverse une grave crise. Les Mitra et les Solar n'ont pas de successeurs immédiats. Ce groupe n'a jamais eu de politique informatique intégrée, chacune de ses autres divisions « bricolant » son informatique dans son coin. D'où une déperdition d'énergie. Enfin, la SEMS n'a pas misé à temps sur le nouveau créneau de la micro-informatique et ne s'est pas repliée sur celui des ordinateurs de process. La SEMS se devait de « faire quelque chose ».

Certes, les dirigeants de Thomson expliquent que cette coopération « permettrait de partager les développements en matériel et en logiciel et qu'un tel accord, pour être viable, doit conduire à une coopération équilibrée et doit nous laisser notre liberté de décision ».

Ces mêmes propos avaient été tenus presque mot pour mot il y a un peu plus de six ans lors de l'annonce de l'opération avec Honeywell. « Il n'y a rien d'étonnant », dirait-on. Par l'une de ces ironies dont l'histoire a le secret, M. Jacques Darmon, directeur délégué de Thomson-C.S.F. depuis quelques mois, initiateur de cette stratégie américaine pour l'informatique du groupe, n'est plus précisément l'homme qui avait négocié l'accord avec Honeywell, et restructuré l'informatique française comme directeur de cabinet de M. d'Ornano alors ministre de l'Industrie. Pour un peu, M. Darmon ferait penser à l'« arroseur arrosé ».

AUTOUR du téléviseur, c'est l'agitation. « Fais le numéro de secours », s'exclame Franck, quinze ans, à l'adresse de sa petite sœur. Mais Virginie, onze ans, ne veut pas s'en laisser conter : « Quand ça grésille, à quoi t'attends-tu ? » Déjà la mosaïque du « logo » de Télétel se dessine sur l'écran-couleur. « Survol », « Suite », « menu », de code ponctué de « bip » stridents, la diapositive pleut avec dextérité sur les touches du clavier à télécommande. « Nos enfants sont les consommateurs les plus assidus de Télétel à la maison, racontent les parents. Ils en ont fait leur chose ».

gouvernement préparé pour une expérience bien encadrée.

Le choix du lieu a été inspiré par la composition socio-professionnelle à revenus élevés des cinq communes où se déroule l'expérience. Dans la ville de Vélizy où sont distribués la majorité des terminaux, le nombre de cadres, moyens et supérieurs, ou membres d'une profession libérale atteint plus de 38 % des actifs contre une moyenne nationale de 18,7 %. Le nombre des employés y est aussi plus élevé : 25,5 % contre 17,60 %. Mais, surtout, la proportion d'ouvriers et d'agriculteurs, 20,10 %, y est bien inférieure à la moyenne générale de 45,3 % des actifs.

On regroupe autour de ce qui allait devenir la S.E.M.S., les lambeaux de la C.I.I. qui apportait cependant un très bon mini-ordinateur (le Mitra), et de fortes équipes de recherche, avec les activités informatiques de la Télématique et leur « mini » orienté vers les applications « process » (le Solar). L'informatique militaire restait à part avec CIMSA qui se porte, elle, toujours très bien. Le tout était généralement arrosé de crédits publics dont 270 millions de francs pour Thomson sur cinq ans.

Les dirigeants de Thomson-C.S.F. ont donc annoncé la semaine dernière plusieurs accords signés ou sur le point de l'être avec des sociétés américaines.

● Thomson-C.S.F. commercialisera et fabriquera un micro-ordinateur 15 bits qui sera développé par la société américaine Fortune, dans le capital de laquelle la firme française a pris une participation.

● Avec Convergent, un accord de coopération technique, en cours de négociation, devrait permettre à SEMS de mettre à son catalogue des produits d'informatique répartie (terminaux, traitement de textes, etc.).

● Depuis des mois des négociations sont menées avec SEL pour mettre au catalogue de SEMS le

mini-ordinateur 32 bits de cette firme américaine.

Cette batterie d'accords signés, ou sur le point de l'être, par Thomson peut se comprendre dans une certaine mesure. Si l'on raisonne en fonction des seuls intérêts commerciaux de l'entreprise, si l'on fait abstraction de l'ensemble des problèmes posés aujourd'hui à l'industrie informatique française et européenne. Mais, dans le nouvel environnement politique, cet appel du grand large auquel Thomson et ses dirigeants semblent céder a de quoi étonner. Car il y a à l'évidence d'autres solutions envisageables.

Dans cette famille dont le père est cadre commercial, dans une entreprise fabriquant du matériel de travaux publics, on se sert de Télétel au moins une fois par jour. Virginie fait des jeux, surtout les mots croisés. Franck, passionné de vélo, s'est souvent adressé aux pages-écran

de Parisien libéré pendant le Tour de France. « Ils redonnaient le classement général après chaque étape. Ce n'est pas comme à la télévision où les radios. Et puis on avait des petits historiques : les meilleurs grimpeurs, le passé des coureurs... »

Pour les parents, l'intérêt de Télétel est surtout pratique. Alors qu'ils s'apprêtaient à acheter des tringles de rideaux pour les grandes baies vitrées du double-living, ils sont tombés sur l'annonce des articles en promotion à Auchan. Moins cher qu'au centre voisin de Vélizy-2, où ils ont l'habitude de faire leurs emplettes. « Nous n'aurions jamais pris la voiture et fait 20 kilomètres aller et retour pour jeter un coup d'œil sur une étiquette ».

On regroupe autour de ce qui allait devenir la S.E.M.S., les lambeaux de la C.I.I. qui apportait cependant un très bon mini-ordinateur (le Mitra), et de fortes équipes de recherche, avec les activités informatiques de la Télématique et leur « mini » orienté vers les applications « process » (le Solar). L'informatique militaire restait à part avec CIMSA qui se porte, elle, toujours très bien. Le tout était généralement arrosé de crédits publics dont 270 millions de francs pour Thomson sur cinq ans.

Les dirigeants de Thomson-C.S.F. ont donc annoncé la semaine dernière plusieurs accords signés ou sur le point de l'être avec des sociétés américaines.

● Thomson-C.S.F. commercialisera et fabriquera un micro-ordinateur 15 bits qui sera développé par la société américaine Fortune, dans le capital de laquelle la firme française a pris une participation.

● Avec Convergent, un accord de coopération technique, en cours de négociation, devrait permettre à SEMS de mettre à son catalogue des produits d'informatique répartie (terminaux, traitement de textes, etc.).

● Depuis des mois des négociations sont menées avec SEL pour mettre au catalogue de SEMS le

mini-ordinateur 32 bits de cette firme américaine.

Cette batterie d'accords signés, ou sur le point de l'être, par Thomson peut se comprendre dans une certaine mesure. Si l'on raisonne en fonction des seuls intérêts commerciaux de l'entreprise, si l'on fait abstraction de l'ensemble des problèmes posés aujourd'hui à l'industrie informatique française et européenne. Mais, dans le nouvel environnement politique, cet appel du grand large auquel Thomson et ses dirigeants semblent céder a de quoi étonner. Car il y a à l'évidence d'autres solutions envisageables.

POINT DE VUE

L'absence du secteur associatif

DANS le débat qui s'est instauré autour du développement de la télématique et des diverses opérations lancées par la direction générale des télécommunications, seule la presse, se sentant plus que jamais menacée, avait réussi à se faire reconnaître comme partenaire grâce à la polémique qu'elle a lancée. Mais le contrepoint nécessaire de la presse ne saurait être suffisant pour garantir l'exploitation au bénéfice du grand public des possibilités offertes par ce nouveau mode de communication.

par GEORGES FESTINGER et DENIS JOXE (*)

Qu'il s'agisse de la D.G.T. ou de la presse, tous deux ne se sont intéressés qu'à la préservation ou à l'extension de leur domaine, laissant dans l'ombre les possibilités créatrices du « grand public », ravalié au simple rôle d'usager consommateur. Cette mise à l'écart provient à la fois d'une surveillance de la « professionnalisme des producteurs d'information » et également de la structure des technologies de diffusion antérieures à la télématique (régularité de la parution, fabrication d'une information à volume constant, etc.).

Or il conviendrait plutôt de s'interroger sur les modalités de cohabitation de deux modes de création de l'information, non pas concurrents mais parallèles. En effet, la télématique permet aux usagers de créer et de diffuser des informations à leur rythme. Ainsi se délimite un espace particulier : celui de la mémoire informatique, à la fois incommensurable et pourtant facilement accessible, où « les créateurs, les utilisateurs, les forces associatives ou alternatives, nées et développées par fossilisation des grands systèmes classiques d'information, ont l'occasion de faire entendre leur voix, de définir de nouveaux enjeux (1) ».

S'il est vrai, comme le déclare la D.G.T., que la télématique échappe à la dissociation classique entre émission et réception d'information en les combinant sur le même terminal (ce qui définit l'interactivité, il est paradoxal que cet aspect principal ne soit pas exploité et que l'usager ne soit pas considéré autant comme un producteur que comme un consommateur.

Expérimenter des usages collectifs

Quant au public, il demeure enfoncé dans un rapport classique à l'information, ses besoins n'étant pris en considération qu'à travers des études permanentes de marketing. La seule latitude de l'usager est actuellement de refuser la consommation. Le système permet pourtant beaucoup plus qu'un rapport négatif. Le projet Télétel de Vélizy, si on n'y remédie pas, ne remplira jamais sa fonction pourtant affirmée d'expérimentation car il laisse de côté la part la plus innovatrice de ses potentialités. C'est pourquoi il est nécessaire et urgent d'ouvrir aux associations le comité créé par le précédent gouvernement et qui ne comprend jusqu'ici que des députés et des représentants de la presse.

L'expérience de Vélizy permet de juger sur pièces : les producteurs d'information, essentiellement des administrations et des sociétés disposant de moyens importants (S.N.C.F., La Poste, etc.), utilisent le Vidéotext pour présenter le catalogue de leurs services, et l'interactivité pour réaliser une transaction commerciale immédiate

(*) Auteurs d'un projet d'atelier télématique pour le secteur associatif à Vélizy.

commerciales, d'un système informatique autonome (et non de quelques pages du catalogue général). Les exemples et les projets ne manquent pas.

L'Union locale des consommateurs, affiliée à l'U.F.C.V. Que choisir ? propose de mettre en œuvre un programme de relevés de prix qui serait accessible aux abonnés de Télétel. Si l'union ne dispose que des pages d'information du catalogue, comme la direction de Télétel le lui propose, les délais de réalisation et de mise à jour des relevés de prix seront aussi longs que pour une édition papier. En revanche, un système informatique autonome permettrait aux adhérents de communiquer de chez eux les nouveaux relevés. L'ordinateur réaliserait instantanément les classements des magasins selon le panier-type. De plus, le consommateur pourra demander un classement selon ses propres critères ! On obtient ainsi une remise à jour permanente donnant au relevé des prix une efficacité incomparable. De surcroît, on peut imaginer qu'il entraînera un vaste dialogue entre adhérents de l'association, consommateurs et commerçants. La télématique serait alors plus rapide que la valse des étiquettes.

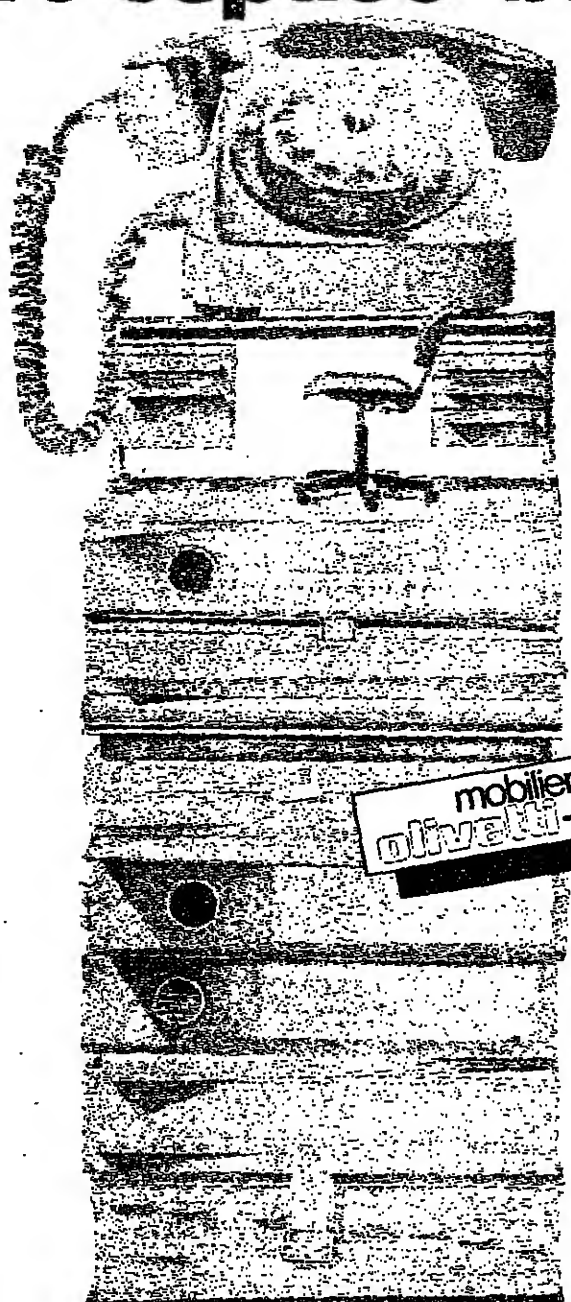
Un autre projet expérimental pourrait se dérouler en milieu scolaire. Des travaux collectifs dans des disciplines aussi diverses que le français ou le dessin donneraient lieu à des échanges inter-classes suivant le modèle préconisé par Freinet. La télématique, par ses possibilités immenses de diffusion, donnerait tout son sens à ce type d'action pédagogique. Cette possibilité de créativité collective présente en outre un double avantage : celui d'associer étroitement à la télématique l'enseignant et d'amener une dynamique dans le groupe familial favorisant ainsi le dialogue école-famille.

Des projets de ce type et bien d'autres devraient permettre de briser le carcan de la télématique « domestique ». En réintroduisant cette nouvelle technologie dans les projets d'animation globale, on pourrait alors esquisser de nouveaux espaces d'usages (associés au logement et aux équipements fixes ou mobiles) et préfigurer ainsi le rôle de ce nouveau média : du logement au quartier, du quartier à la ville.

C'est l'ensemble des usages sociaux autorisés par l'interactivité du système qui devrait être soutenu financièrement et institutionnellement, quels que soient les enjeux industriels.

(1) J.-P. Lacan, L'après télématique, totém ou tabou, Antennes 1981, n° 4.

rentabilisez votre espace-bureau.



meubler de bureau olivetti-synthesis

La gamme OLIVETTI-SYNTHESIS, c'est l'agencement d'un espace-travail rationnel, esthétique, ergonomique et réagissant.

Rationnel, en optimisant les déplacements et les gestes utiles, avec les bureaux et rangements OLIVETTI-SYNTHESIS, on a tout sous la main, à portée de la main.

Ergonomique et esthétique, en répondant aux impératifs d'une nouvelle qualité de vie au bureau, grâce aux réglages et aux positions latérales, horizontales, verticales, inclinées, OLIVETTI-SYNTHESIS, c'est le confort intelligent.

Précis, en permettant de mieux travailler, avec d'une plus parfaite maîtrise, sans perdre de temps les coûts, la gamme OLIVETTI-SYNTHESIS, robuste, modulaire, évolutive, c'est un investissement productif.

SYNTHESIS FRANCE
88, rue de Landy
93200 Aubervilliers
Tél. (1) 832.32.82

RÉSEAUX : de la difficulté d'un langage commun

DES que les ordinateurs sont sortis de l'enfance, n'ont plus été d'énormes machines à calculer mais des machines multi-services, la question s'est posée de les faire dialoguer. Dans un premier temps, seuls étaient envisageables des réseaux « en étoile » où un ordinateur central était relié à quelques terminaux. Ceux-ci n'étaient guère que des ouvertures sur le monde extérieur, des organes d'entrée-sortie pratiquement dépourvus de mémoire ou d'« intelligence » propre.

Touta la gestion des communications relevait de l'ordinateur central. Les terminaux avaient, de plus, la même origine que ce dernier, étaient conçus pour être pilotés par lui. Il y avait donc peu de problèmes de langage, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y en avait pas. Quelques programmes ont perdu les rares chemins qui leur restaient avant de découvrir que le protocole de transmission faisait une hypothèse implicite sur la structure des données.

Les choses se sont notablement compliquées par la suite, quand on est passé de l'étoile au réseau maillé. Ici, plusieurs ordinateurs sont reliés sans qu'il

y ait entre eux de hiérarchie naturelle, et doivent pouvoir communiquer tout en gardant des rythmes de travail indépendants. « Qui fait quoi ? » devient alors la question cruciale qui n'a toujours pas reçu de réponse pleinement satisfaisante. L'apparition de concentrateurs, puis d'ordinateurs frontaux, a cependant traduit une tendance : renvoyer les décisions concernant les transmissions le plus en aval possible, et en décharger les ordinateurs de traitement des données. En d'autres termes, décentraliser.

La difficulté s'est encore accrue quand il est devenu nécessaire de faire communiquer des ordinateurs de marques différentes, et non seulement des machines de même origine. Les grandes firmes informatiques avaient d'ailleurs tendance à nier le besoin de telles interconnexions, mais elles ont été imposées par la généralisation des bases et banques de données. La constitution de celles-ci est généralement un lourd investissement, qui n'est justifié que si de nombreux utilisateurs sont intéressés. Tous ne peuvent être équipés des mêmes matériels.

L'intervention des P.T.T.

lieu à de rudes batailles. Deux conceptions s'opposaient : celle des télécommunications, dont la vocation est de faire communiquer un maximum d'utilisateurs ; celle des constructeurs qui préféraient garder un contrôle aussi complet que possible sur leurs clients et ne souhaitent pas faciliter le raccordement à leurs installations des matériels d'une autre origine. Mais les constructeurs de terminaux avaient au contraire intérêt à ce que la communication soit la plus large possible et ont pesé dans le plateau « P.T.T. » de la balance. Peu à peu tous les constructeurs ont mis à leur catalogue des matériels de raccordement à la norme X-25 (1). I.B.M. l'a fait en juillet dernier. La bataille n'est pas terminée pour autant : X-25 ne règle pas tous les problèmes. Du côté des télécommunications, on aurait souhaité des normes encore plus contraignantes, mais la variété des langages informatiques est un obstacle sérieux.

D'autre part, les réseaux se dégradent de la pure transmission informatique. Un réseau comme Transpac peut trans-

mettre bien autre chose que des données d'ordinateur. Télécopie, diffusion de messages à plusieurs destinataires, vidéotex... L'évolution finale est le réseau numérique intégré, qui achèvera tous les types de communications, téléphone compris. Mais plus on veut acheminer des « messages » différents, chacun avec leurs contraintes spécifiques — temps de transit, plus ou moins grand contrôle sur le taux d'erreur, nécessité éventuelle de réponse immédiate, possibilité de « livraison » différée, — plus les difficultés s'accroissent, et plus il paraît difficile de trouver un langage commun et des protocoles acceptables par tous.

L'Organisation internationale de normalisation (ISO) a cependant élaboré un projet de « super-norme » qui indique comment réaliser l'architecture d'un système informatique pour qu'il puisse être connecté sur n'importe quel réseau.

Cela n'empêche pas le développement des réseaux, et de bonnes affaires pour ceux qui y participent. En France, la SESA, qui n'était, avec la création de Transpac, qu'une petite société de services informatiques, a fortement bénéficié de la commande qu'elle a reçue des commutateurs de ce réseau. Elle a aussi réalisé le réseau européen Euronet, destiné à faciliter la consultation de bases de données scientifiques. Et, au cours de l'année 1981, la SESA vient d'obtenir, par la collaboration avec d'autres sociétés, la réalisation de quatre réseaux étrangers : au Luxembourg, en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Brésil. Cela représente la totalité des appels d'offres internationaux pour des réseaux publics de communication de paquets. La SESA installe aussi des réseaux privés et a été retenue pour fournir la deuxième génération de Transpac.

MAURICE ARVONNY.

(1) L'avis X-25 définit l'interface entre l'équipement de terminaison de circuit de données (E.T.C.D.), qui est un appareil fourni par l'exploitant du réseau, et l'équipement terminal de traitement de données (E.T.T.D.), appelé plus simplement terminal, qui appartient au système informatique. On peut composer l'E.T.C.D. au poste téléphonique et l'E.T.T.D. à la bouche et au doigt de l'utilisateur. Dans cette norme, X-25 est l'ensemble des règles qu'il faut s'imposer (composer un certain nombre de chiffres, laisser retenir librement le cadran, parler assez près du micro pour que la liaison puisse être établie et que la communication soit de bonne qualité).

Des fibres optiques pour des messages de toutes natures

par ROBERT VEILEX (*)

Le projet pilote de réseau de distribution à fibres optiques à Biarritz est le plus connu des projets français dans les milieux professionnels américains de la télédiffusion et des télécommunications. Probablement parce que plus ou moins consciemment l'on voit l'image de ce que sera le réseau de la fin du siècle né de la rencontre d'une nouvelle technologie, les fibres optiques, et d'un besoin de l'homme de communiquer par l'image.

Depuis des siècles, en effet, la prédominance de l'écrit dans la communication à distance (distance spatiale ou temporelle) a fait oublier que le son et l'image étaient les deux moyens « naturels » de communication pour l'homme. Les tentatives, tout au long de l'histoire, de la radio, la télévision, ont redonné aujourd'hui le goût d'un contact plus concret.

Il y a quelques années déjà, les spécialistes vantaient les mérites de la fibre optique et, en particulier, sa grande capacité de véhiculer des messages de toute nature (son, écrit, images fixes et animées), mais ils hésitaient à la considérer comme une technique déjà opérationnelle ; des obstacles multiples devaient être surmontés : fragilité puis- qu'il s'agit d'un fil de verre de quelque 0,1 mm de diamètre, reproductibilité des performances, stabilité de tous les composants dans un environnement non contrôlé, micro-mécanisme sur un chantier, composants à grande durée de vie pour la transformation du signal électrique en signal optique. Les expériences réalisées ces dernières années dans de nombreux pays ont permis de vérifier que des solutions pouvaient être trouvées et donner d'excellents résultats.

Les progrès techniques, ainsi que des baisses importantes des coûts, rendent déjà la fibre optique compétitive avec le coaxial pour toutes les liaisons de quelques centaines de voies téléphoniques sur quelques kilomètres. Aussi sera-t-elle utilisée pour relier les centres de communication téléphonique entre eux. Les prix attendus permettent de prévoir qu'en cours de la prochaine décennie le fil de verre deviendra l'équivalent de ce qu'est aujourd'hui le fil de cuivre pour les réseaux de télécommunications et permettra par son coût faible une diversification spectaculaire des ser-

vices de communications offerts tant aux particuliers qu'aux entreprises.

Comment donc s'étonner que les experts recommandent non seulement à rêver de futurs réseaux à fibres optiques, mais aussi à étudier les possibilités d'une brève échéance d'amener la fibre jusque chez l'utilisateur, et regarder donc vers Biarritz. S'il existe en effet aujourd'hui plusieurs centaines de systèmes à fibres optiques dans le monde, la plupart sont utilisés pour le télé-transport, un seul système local transporte sons, données, images en optique jusque chez l'utilisateur — le système Hl-ovis au Japon — et ne dessert qu'une centaine d'abonnés.

Le projet de Biarritz préfigure les réseaux de demain. C'est une étape nécessaire d'une part à la maîtrise industrielle des technologies et de leur mise en œuvre — qui ne s'obtient pas en laboratoire — et d'autre part à l'appréhension de l'intérêt porté par le public à divers services et particulièrement au téléphone « à image ».

Mais que seront ces réseaux de demain ? D'après les experts des « Réseaux numériques à intégration de services » (R.N.I.S.), comme le réseau routier permet à l'homme de se déplacer d'un point à l'autre et de transporter les biens de la production vers le consommateur, les réseaux de communications permettront le dialogue ou l'accès aux sources d'information (banque de données, programmes éducatifs, productions audiovisuelles...).

Aux usagers de décider

En fait, le R.N.I.S. résulte de la fusion partielle au moins au niveau local de plusieurs réseaux : téléphone, radio, télévision, données... rendue possible et surtout économique par les développements technologiques : circuits intégrés numériques et fibres optiques. De cette fusion naîtront plus de souplesse et plus de richesse dans la communication. De véritables nouveaux médias compléteront sans les remplacer, les anciens : la télévision « à la carte » ne prendra pas la place de la télévision « menu » mais la complètera ; la participation de l'utilisateur sera plus importante dans la définition du menu, avec davantage de diversification et de spécialisation des productions audiovisuelles. Optimisme bête ? Non, expression d'une possibilité technique. Il appartient finalement aux usagers de décider.

Chaque abonné est relié à une station de diffusion située dans son quartier (deux cent cinquante abonnés par station dans une première étape) par une fibre optique qui lui apporte le programme ou la production qu'il a choisie dans la sélection qui lui est offerte.

Le choix peut être fait instantanément et automatiquement en utilisant le réseau téléphonique (ce qui évite l'installation d'une voie de télécommande spéciale avec toute l'électronique associée pour une utilisation épisodique et limitée de quelques secondes par jour). Il reste à étudier une tarification spéciale pour cette télécommande par téléphone.

La sélection offerte peut inclure des milliers d'œuvres, depuis les programmes nationaux de

Bien se placer

Le réseau de distribution ainsi installé permettra de préserver l'évolution ultérieure vers des services interactifs et interpersonnels (banques d'images, vidéophone), qui prendront graduellement la relève du téléphone et du vidéotex (texte-graphisme) actuels. Cette évolution, qui est attendue dans les prochaines années pour certaines applications professionnelles et institutionnelles, pourrait concerner les usagers résidentiels à la fin de la décennie.

En France, contrairement à certains pays (Canada, Belgique, États-Unis), le téléphone, la radio, la télévision, se sont développés indépendamment. De façon inattendue, notre retard dans ce domaine, qui se traduit par l'absence des investissements correspondants, renforce, en relation avec l'émergence d'une technologie nouvelle, la fibre optique, peut être un atout remarquable pour accélérer rapidement et économiquement à cette prochaine étape de la communication que représente l'audio-visuel à la demande.

Le développement des réseaux correspondants donnerait à l'industrie française la chance de

ils seront numériques, car c'est la loi inexorable du développement de l'électronique commandée par les progrès constants de la microélectronique : déjà des fabricants de composants annoncent les circuits intégrés qui permettront de conserver le signal sous forme numérique depuis la caméra de production jusqu'au terminal de l'utilisateur.

Ils seront intégrés. En effet, de même que généralement un seul chemin conduit au domicile quel que soit le moyen de déplacement, un point d'accès commun « intégrera » les différents modes de communication avec un dialogue unique et simple. Par exemple, les communications interpersonnelles : téléphone aujourd'hui, demain avec l'image ou le son haute fidélité ;

Les communications de groupe, aujourd'hui peu développées : téléconférences, téléconferénces, se développent et se diversifient, en particulier avec l'usage de l'image et les progrès de la décentralisation ;

La distribution des productions audiovisuelles : aujourd'hui la radio et la télévision, demain la télévision haute définition ou avec son haute fidélité, la distribution « à la carte » de productions enregistrées, qui apparaît à la lumière des expériences étrangères la service le plus immédiatement attrayant ;

Les services interactifs avec des banques de données, d'images, des programmes d'enseignement, des simulateurs pour l'entraînement, des jeux, avec éventuellement participation de plusieurs personnes ou intervention d'un professeur.

radio ou de télévision jusqu'à l'ensemble des films disponibles dans les vidéothèques, en passant par les archives audiovisuelles françaises et étrangères, les programmes éducatifs ou professionnels et les programmes étrangers. En fait, d'après les avis recueillis, les téléspéctateurs consacreront vraisemblablement la plus grande part de leur temps d'écoute à suivre la programmation organisée par les professionnels des chaînes nationales (que la compétition avec le « téléspéctateur » programmeur pousse à la qualité).

Mais d'autres programmes pourront être soit sélectionnés par un vote préalable, soit choisis par un groupe économique ou socio-culturel particulier : médecine, commerce, handicaps, adultes en formation... soit réservés à une ville ou à un quartier ; rencontres sportives des équipes locales, par exemple. Enfin, en payant une faible somme, le spectateur pourra réellement faire instantanément le choix dans un large éventail de services : vidéothèque, par exemple ; cette sélection à la demande indispensable aux services précédents à la fois par sa souplesse et la liberté qu'elle offre aux téléspéctateurs.

Dans un premier temps, soixante-quatre canaux pourraient être prévus pour alimenter chaque station de deux cent cinquante abonnés. D'après notre analyse, ce nombre de canaux (des maintenant prévu dans certains réseaux de télé-distribution américains) permet l'extension de chaque station jusqu'à mille abonnés, mais l'expérience devra demeurer le guide.

À l'exportation

bien se placer et donc d'exporter dans les techniques de pointe mises en jeu : fibre optique, opto-électronique, électronique rapide. La France a des atouts dans ce domaine.

Dans le développement des réseaux d'abonnés à fibres optiques, les autres pays ne restent pas inactifs : une société américaine a annoncé la commercialisation d'un système de télé-distribution communautaire ; le Canada expérimente des réseaux locaux multistériques et construit un réseau longue distance reliant les réseaux de télévision de cinquante et une villes ; la N.T.T. (1), au Japon, développe un projet de réseau de télé-distribution à fibres optiques, plus modeste au niveau des services, mais très ambitieux par la rapidité de diffusion envisagée.

Tels sont quelques aspects du problème. Un débat essentiel pour notre avenir économique, social et culturel est ouvert. Nous sommes déjà entrés dans la civilisation de la communication, les moyens techniques existent, à chacun de dire ce qu'il en attend.

(1) N.T.T. Nippon Telegraph and Telephone est la régie qui exploite le réseau téléphonique au Japon.

problèmes audiovisuels n°3

LES SATELLITES EUROPÉENS DE DIFFUSION DIRECTE

Un dossier documentaire de l'Institut National de l'Audiovisuel

septembre-octobre 1981, 32 pages
Le numéro : 20F
L'abonnement : France : 80F
Etranger : 100F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31, quai Voltaire
Paris 7^e
165, rue Garibaldi,
69003 Lyon

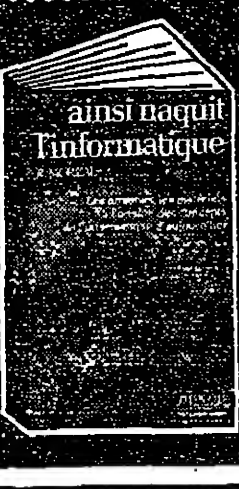
A retourner à la Documentation Française
124, rue de la République
92000 Nanterre
Boite 100
Région Île-de-France

INFOREX 9000

Un réseau local opérationnel

INFOREX FRANCE
10, RUE JEAN-JAURES
92807 - PUTEAUX
TELEPHONE : 776.00.33

en librairie début octobre



AINSI NAQUIT L'INFORMATIQUE
les hommes, les matériels à l'origine des concepts de l'informatique d'aujourd'hui
par René MOREAU
250 pages - broché

dunod

journees internationales IDATE

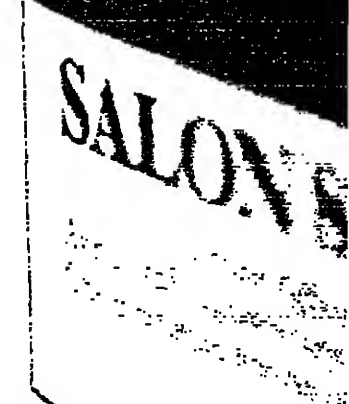
26-27-28 octobre 1981 - Montpellier

Sous le patronage de la DAI et de l'ADT

des réseaux locaux ?

• Présentation des systèmes de réseaux locaux professionnels et des systèmes large bande de télé-distribution.
• Domaines d'application et expérimentations.
• Incidences sociales, stratégies économiques et enjeux politiques.
Allocutions de M. le Ministre de la Communication, M. G. FILLIOUX, et de M. le Ministre des P.T.T., M. L. MEKANDÉAU
Plus de 60 intervenants
Programme et inscription :
Journées Internationales 1981 - IDATE,
Bureau de Polygone, rue des États du
Langues, 34000 Montpellier-France
Tél. (07) 65.48.48

(*) Délégué aux communications optiques aux P.T.T.



سكوب من الاجل

SICOB

LE MONDE — Mercredi 30 septembre 1981 — Page 21

Le rôle des satellites dans les réseaux de télécommunication

par LIONEL FLEURY (*)

DES qu'on a su lancer des satellites, leur transmission des signaux et les capter après qu'ils les eurent réfléchis, leurs propriétés sont apparues évidentes : large zone de couverture, insensibilité à la distance, bonnes qualités de transmission. La mise en place de l'organisation Intelsat à partir de 1964, organisation qui regroupe aujourd'hui plus de cent pays, a permis d'exploiter ces qualités au profit des trafics intercontinentaux les plus importants, en téléphonie et en télévision.

La technologie ayant entre-temps évolué, les satellites ont accru leurs capacités et atteint l'orbite géostationnaire, ce qui a permis de simplifier les antennes d'émission et de réception tout en accroissant leurs performances.

A ce stade, le système à satellites est invisible pour l'utilisateur, car il est intégré au réseau. En téléphonie, de France aux Etats-Unis, seul un observateur averti peut déceler si la communication subit le délai de transmission de 0,3 seconde introduit par les 72 000 kilomètres de parcours via un satellite ou si le signal transite par un câble transatlantique, sur lequel ce délai est insignifiant.

Satellite ou câble sous-marin

Sous-marin, les réseaux à satellite conservant leurs qualités de disponibilité et de reconfiguration.

En tout état de cause, il serait fort surprenant que deux conceptions aussi radicalement différentes de la communication intercontinentale que sont le câble sous-marin et le satellite aient donné des résultats économiques si voisins que les deux solutions se soient maintenues spontanément en concurrence.

L'accroissement des performances des satellites et des stations devait conduire inévitablement à une évolution vers les stations « individuelles », au moins pour les gros utilisateurs. Une première tentative a eu lieu en 1966. Quelques clients importants de la communication transocéanique comme l'Administration américaine ou la NASA ont envisagé de disposer de leurs propres stations terrestres. Celles-ci, cependant, notamment pour ne pas perturber les liaisons hertziennes, ne peuvent être implantées n'importe où. Le principal transporteur nord-américain a eu alors beau jeu de les rejeter en dehors des zones habituelles des réseaux terrestres, ce qui imposait de fait à ces clients la reconstitution de réseaux terrestres fort coûteux pour drainer le trafic vers les stations.

Malgré la décision positive, connue sous le nom d'Autho-

rized Users, de la Federal Communication Commission (F.C.C.), cette offensive n'a pas eu de suite immédiate, mais elle devait avoir des prolongements importants. D'autres éléments ont précipité l'évolution. En premier lieu, les transporteurs nord-américains A.T.T., Western Union, etc., se

sont mis à utiliser largement les satellites pour interconnecter les nœuds de leurs réseaux. Les grandes dimensions des Etats-Unis et du Canada justifiaient cette utilisation pour le téléphone, les propriétés de diffusion des satellites les justifiant pour la télévision.

Des coûts en baisse

La technologie a pu ainsi progresser rapidement tandis que les coûts des systèmes s'équilibraient. Simultanément, de nouvelles bandes de fréquences étaient explorées, qui allaient permettre aux stations terrestres, de plus en plus petites, de simplifier pratiquement n'importe où. Enfin, de nouvelles techniques d'accès aux systèmes à satellite étaient mises au point, permettant l'établissement de communications numériques de durée et de débits variables, et ouvrant ainsi la voie à tous les trafics nouveaux : téléconférence, transmission de données, courrier électronique, les réseaux terrestres habituels, par nature téléphoniques, ne pouvant assurer ces services avant plusieurs années.

Une société filiale de Fairchild, American Satellite, notamment, a profité de cette évolution pour offrir des services de liaisons numériques aux grandes sociétés américaines et connaître un développement spectaculaire. En ouvrant en 1968, par sa décision Carterfone, le marché des installations de télécommunications à toutes les sociétés, notamment aux constructeurs d'informatique, la F.C.C. a précipité l'évolution des réseaux d'entreprises vers le tout-numérique. Les autocommutateurs privés d'avant-garde ou les réseaux dits « en boucle » à grande vitesse, mis au point pour faire face à l'explosion de la « bureautique », devaient inévitablement trouver dans les systèmes à satellite les hauts débits nécessaires pour ramener leur trafic. Encore fallait-il que les stations d'émission-ré-

ception soient au plus près de l'utilisateur.

Vers 1970, deux grands projets ont vu le jour : un réseau exclusivement satellite, accessible par de petites stations d'utilisateurs (5 à 7 mètres de diamètre), imaginé par la Comsat, Lockheed et Microwave Communications Incorporated (M.C.I.) et un réseau bureaucratique intégré d'avant-garde imaginé par Rank Xerox, dans lequel le satellite n'était qu'un moyen d'interconnecter des réseaux locaux desservant des terminaux sophistiqués.

En raison de difficultés diverses, notamment financières et réglementaires, ces projets ont été remis en question : le premier en 1974, lorsque Lockheed et M.C.I. cédèrent leurs parts à I.B.M. et Aetna Life and Casualty, compagnie d'assurances américaine. Le second fut définitivement abandonné fin 1980. Xerox décidant de se consacrer aux réseaux locaux à hautes performances, quitte à s'adresser à des transporteurs pour les interconnecter.

Satellite Business Systems, société filiale d'I.B.M., Aetna et Comsat devenait donc le leader des réseaux privés multiservices par satellite et annonçait en 1978 des objectifs ambitieux : assignation à la demande, débits instantanés très élevés (jusqu'à 6 millions de bits par seconde), stations « privées » entre lesquelles la capacité louée par un

client était répartie selon ses besoins instantanés. Un premier satellite a été lancé en novembre 1980 et un second vient de l'être ces jours derniers.

La réaction à ces projets en Europe devait conduire à imaginer des systèmes comparables tels que les satellites européens de seconde génération ou le système français Telecom 1. Ce dernier doit entrer en service après le lancement d'un premier satellite en juillet 1983. Toutefois, la situation européenne est différente de celle des U.S.A. : les établissements des sociétés européennes sont plus petits, les réseaux nationaux sont en cours de numérisation, et les administrations européennes disposent d'un monopole qui leur impose en fait une étroite cohérence et le respect de normes d'interconnexion.

Bien que d'une conception technique semblable à celle de S.B.S. et même plus évolue sur certains aspects comme la signalisation ou l'interconnexion avec les réseaux terrestres, Telecom 1 devrait donc ménager l'avenir en respectant les grandes orientations des futurs réseaux numériques à intégration de services et en prévoyant une

Vers les réseaux intégrés

A long terme, il n'est pas douteux que les deux types de réseaux, spatial ou terrestre, seront intégrés. L'apparition de la fibre optique devrait en effet donner aux réseaux terrestres la capacité d'acheminer de grands débits en n'importe quel point du territoire. Les trafics sont cependant mal connus, mal localisés, et présentent des profils horaires irréguliers, de sorte que les infrastructures terrestres nécessaires seraient très certainement surdimensionnées et mal situées.

Le système à satellites du type Telecom 1 ou S.B.S. va alors jouer le rôle de configurateur du réseau terrestre en permettant, de manière opérationnelle, le développement des trafics jusqu'au seuil de rentabilité de l'investissement terrestre, qui le déchargera et lui

utilisera partagée des stations terrestres. Cette orientation, de nature à rassurer nos partenaires européens, s'est trouvée confortée par la signature d'un accord d'utilisation avec la République fédérale d'Allemagne et par une décision du conseil d'Eurelstat, organisme européen de transmission par satellite, prévoyant l'utilisation de Telecom 1 pour les trafics européens de services spécialisés. Parallèlement, S.B.S. s'est vu contraint de modifier sa conception initiale en introduisant le concept de stations partagées interconnectées avec les réseaux terrestres.

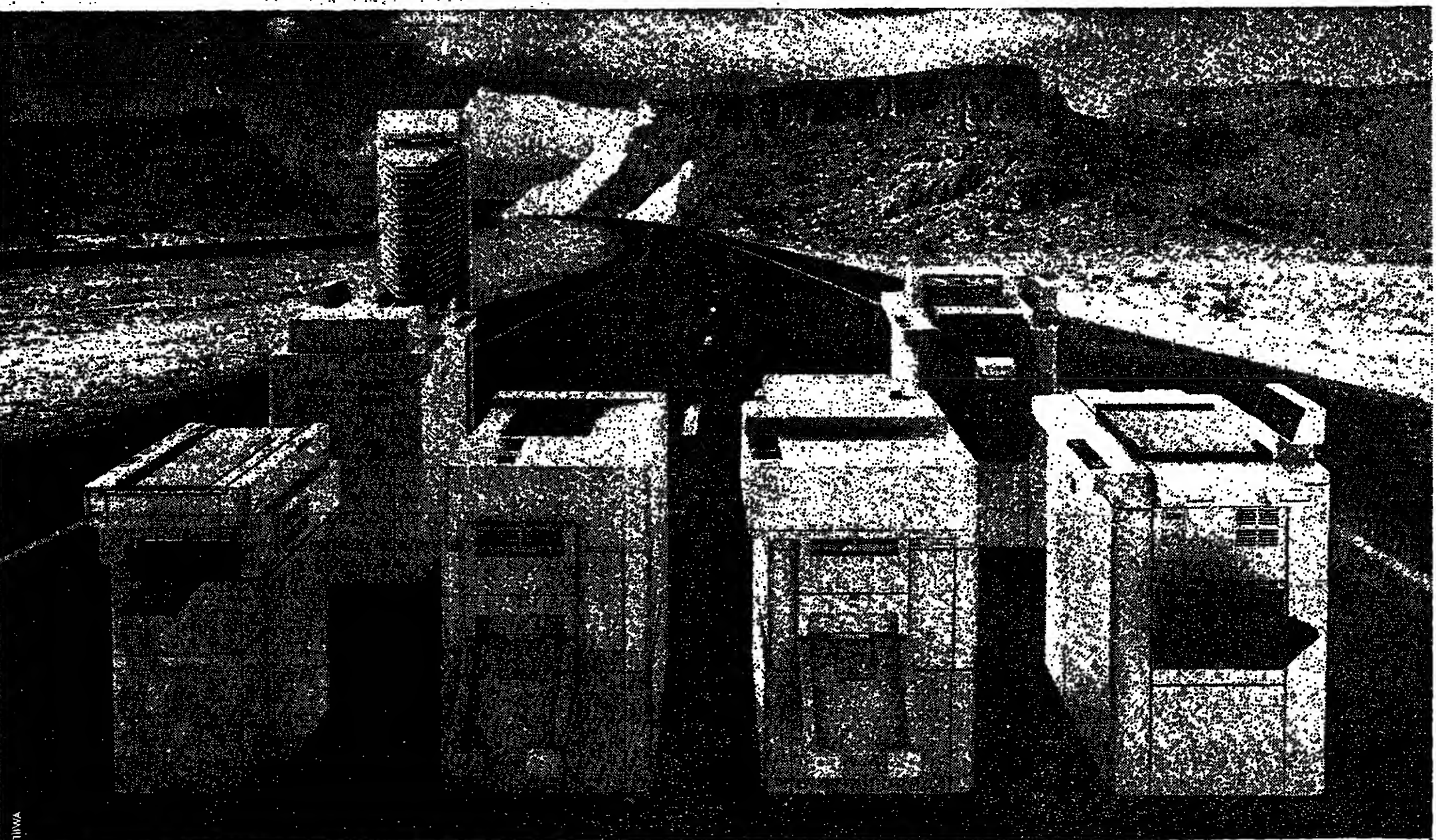
Cette attitude a été motivée, d'une part, par la nécessité de toucher de nouvelles couches de clientèle dont la taille ne justifie pas le coût d'une station exclusive et, d'autre part, par la concurrence introduite par des sociétés fabricantes de satellites qui se proposent de vendre des parts de satellite aux gros clients. Ceux-ci, les utilisant eux-mêmes pour leurs besoins propres, n'ont pas à supporter les frais de S.B.S. ni même d'alléger la réglementation de la F.C.C. car ils ne sont pas alors transporteurs publics.

permettra d'atteindre de la même manière d'autres applications et d'autres localisations jusqu'à ce que le dernier client soit satisfait. A ce stade, très probablement, la dimension du système sera européenne, et il sera d'avantage spécialisé dans les très hauts débits et la diffusion.

En tout état de cause, il n'est pas douteux que le satellite a introduit un élément de dynamisme dans les schémas traditionnels de communication, en explorant des solutions nouvelles et en s'offrant, à un moment où des facteurs externes contraignent la communication à devenir plus multiforme, plus efficace et plus rapide. Si toutes les précautions nécessaires d'harmonisation et de cohérence sont prises, il est un facteur important de progrès dont tous les réseaux profiteront en définitive.

(*) M. Kinsley : Outer Space and Inner Sanctuaries.

MAI
ordinateurs
Au SICOB
Niveau 3
Stand BC 3250



SALON 81. AGFA TOUTES CATEGORIES.

L'équipe Agfa ouvre la route à une nouvelle race de copieurs souples, puissants, agréables à utiliser et à entendre. Avec un staff d'agents répartis dans toute la France, Agfa-Gevaert tient la grande forme et pourrait bien devenir champion "toutes catégories". Cela devrait attirer tous ceux qui veulent copier vite, partout, en toute tranquillité. N° de Stand au Sicob : Niveau 4 zone F. Stands 4605 et 4606.

MON COPIEUR AGFA EST EXTRA.

Le projet de banque de données macro-économiques rencontre des difficultés

COMMENT concilier la nécessité de faire des affaires avec les exigences du service public ? Faute de pouvoir répondre à cette question, le projet d'une banque de données macro-économiques lancé par la DIELI (ministère de l'Industrie) et l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) en juillet 1980 (le Monde du 24 mai) connaît des difficultés. Il semble que l'esprit de l'accord auquel s'étaient engagés l'Institut et la société G.S.I. (groupe C.I.E.), retenue pour commercialiser la banque, ait été les pouvoirs publics, alertés par une lettre ouverte de ses syndicats.

Aux termes d'un texte jugé parfois sévèrement au sein même de la hiérarchie de l'Institut, celui-ci s'engagerait à fournir toutes les données utiles à une future société de diffusion où G.S.I. détiendrait 95 % des parts au titre d'une « concession de service public ». En échange, cette société développerait des logiciels d'interrogation et de calcul, comportant notamment des modèles de simulation sectoriels qu'elle mettrait à la disposition de l'INSEE. La filiale serait en outre chargée de recueillir les statistiques d'un certain nombre d'organismes dépendant du secteur public, ou d'organismes internationaux comme le C.E.P.I.I. ou la C.E.I. et d'en assurer une mise en forme qui les rende compatibles avec les fonds livrés par l'INSEE.

L'Institut disposerait en permanence d'un « double » de la banque qu'il s'engagerait à ne pas diffuser vers plus d'une quinzaine d'instances officielles et auprès des observatoires économiques régionaux. En dehors de ce cercle restreint, l'accès aux données serait donc soumis à une logique de marché. Certains redoutent que les orientations de la banque ne reflètent ainsi

à terme les besoins d'une seule clientèle privilégiée en mesure de s'offrir ses services et n'influencent par ailleurs la politique de l'INSEE. En dehors de ces risques, qui ne sont pas nuls, les opposants au projet font valoir que l'accès même à des informations relevant du service public, tirées par le biais d'un service « à la ligne », élaboré, ne saurait dépendre de modalités laissées à l'appréciation d'une entreprise privée.

Ceux-là admettent cependant qu'il n'appartient pas à l'INSEE de jouer le rôle d'assistant et de conseil auprès des utilisateurs ou de promouvoir la banque de données à l'étranger. Or, faute d'une présence au contact de la clientèle, faute d'une implantation à l'étranger, le marché français étant trop étroit pour être rentable, une banque de données de cette envergure n'a que peu de chances de se développer.

Le ministère de l'économie et celui de l'industrie, où l'on a repris l'examen du dossier, reconnaissent ne pas avoir de solutions particulières aux problèmes posés. A l'heure où l'on prête aux grands aménagements de l'information économique « en ligne », DIELI et Chase Econométrics, l'intention d'acquiescer rapidement leur pénétration en France et en Europe, il devient urgent d'en trouver. Chacun des intéressés espère qu'une réunion prochaine d'un comité « diffusion » institué à cette intention par le Conseil national de la statistique trouvera une issue. Réunion au cours de laquelle pourrait être évoquée l'idée de la création d'un « office » qui concilierait les exigences contradictoires du projet. Mais un office, à qui il faudrait trouver des compétences informatiques, économiques et commerciales.

E. R.

LES PREMIERS PAS DE TÉLÉTEL

(Suite de la page 19.)

Ce déséquilibre se reflète dans la répartition des terminaux entre les « cobayes ». Parmi les volontaires sélectionnés, figurent seulement deux cents ouvriers pour huit personnes occupant un emploi à haute responsabilité. Il est vrai que l'échantillon de l'administration se limite à mille cinq cents terminaux. Les mille restants ayant dû être attribués à des usagers nominalement désignés par certains prestataires soucieux d'avoir un nombre suffisant d'utilisateurs en ligne, comme quelques banques ou prestataires de la presse. Il sera donc difficile de généraliser les conclusions qui seront tirées des études sociologiques à venir sur Télétel. Les terminaux ont été distri-

bues et installées gratuitement chez les utilisateurs auprès desquels aucun abonnement particulier n'est perçu. Cependant le temps de connexion, c'est-à-dire le temps d'utilisation de la ligne téléphonique, est facturé à raison d'une taxe de base de 50 centimes toutes les cinq minutes. Quelques rares « services » sont par ailleurs payants. Ces choix s'expliquent par la volonté de tester le fonctionnement du système et la « faisabilité » des « services ». L'expérience de Vélizy doit d'abord permettre de tester la capacité du système à gérer un grand nombre d'appels simultanément et de rélier les utilisateurs à des banques de données Vidéoex existantes au Centre informatique Télétel de Vélizy (C.I.T.V.) (2).

La tournée

Sur le premier point, le système s'est montré apte à répondre en même temps à une cinquantaine d'interrogations. « Ça tourne », estime Pierre Lestrade, directeur régional des télécommunications de France, encore beaucoup moins bien que nous le voudrions, mais ça tourne. Certains usagers se plaignent de se heurter quelque fois à une sonnerie d'occupation, d'être interrompu au beau milieu d'une recherche ou de ne pas obtenir immédiatement ce qu'ils commandent. « Tous ensemble technique nous a exigé une période d'adaptation pendant et même après sa phase de lancement », commente Pierre Lestrade. Prenons l'exemple des centres téléphoniques Pentacom : les premiers unités ont été commandées en 1980, mais n'ont véritablement été en place qu'en 1981. Malgré tout, nous pensons avoir réalisé, déjà aujourd'hui, un complexe dans le degré d'élaboration des configurations

tionnelles téléinformatiques les plus élaborées. L'intérêt de cette expérience française réside cependant ailleurs. Ce qui constitue la « vocation » de Télétel, et le distingué de ses concurrents étrangers, c'est sa fonction de communication, vers des « services délégués ». Là est le pari ; là sont les problèmes.

Le pari consiste à concevoir le centre comme un lieu de transit entre l'usager et les ordinateurs des prestataires, condition d'une véritable interactivité. C'est ainsi que des particuliers pourront consulter un compte en banque, ordonner des vêtements, réserver des billets ou régler « par correspondance ». Un tel raccordement est très compliqué

en raison des nombreuses « couches » que doit traverser l'information : le réseau commun, l'unité de signalisation puis les ordinateurs du C.I.T.V., un réseau spécialisé, plusieurs « modems », un ordinateur frontal, etc. Seule une vingtaine parmi les cent-soixante-dix prestataires engagés dans Télétel seraient l'interlocuteur de se relier dans un tel schéma. Parmi eux, cinq seulement ont ouvert leurs services à la clientèle ou seraient sur le point de le faire. Les autres n'ont pas encore résolu les nombreux problèmes de compatibilité et de synchronisation entre les ordinateurs du C.I.T.V. et leurs propres machines. Ce n'est donc que lorsqu'un certain nombre de « services délégués » seront reliés dans le courant de l'année prochaine que l'on pourra esquisser un premier bilan technique.

Pour l'heure la plupart des services disponibles sur Télétel sont ceux qu'on trouve quatre-vingts prestataires, soit moins de la moitié, ont « chargé » sur les ordinateurs du C.I.T.V. Sur les soixante mille pages-écrans attendues vingt-cinq mille sont ainsi offertes pour le moment aux usagers. Et les prestataires

sont tous d'horizons très divers, certains secteurs d'activité sont présents en force. Les banques, les assurances, les grands magasins ou chaînes, à commencer par la presse et surtout l'administration qui à elle seule devrait fournir le tiers des programmes.

La D.G.T., les prestataires et les spécialistes en tous genres guettent avec impatience les réactions des utilisateurs. Globalement, le nombre des appels est de l'ordre de cinq par semaine et par terminal. C'est un taux supérieur à ceux enregistrés lors des expériences faites à l'étranger par les autres systèmes, assure Hervé Nora, chef du service de la télématique à la D.G.T.

Télétel connaît ses heures de pointe en fin de matinée, à 11 heures, vers le milieu de l'après-midi, vers 16 heures puis, évidemment, en soirée, entre 20 heures et 21 heures, c'est-à-dire à une heure de grande écoute de la télévision à laquelle on ne pensait pas que le Vidéo-Text pouvait faire concurrence. Autre temps fort : les samedis soir, entre minuit et 1 heure du matin.

Inventer des programmes

Qui consulte quoi et à quelle fréquence ? Il n'y a pas encore de réponse à ces questions. Un programme de comptage et de traitement statistique est en voie d'achèvement. Il ne sera en mesure de livrer ses premiers chiffres que vers la fin de l'année. Mais les chiffres n'indiqueront pas si les usagers sont satisfaits ou non des prestations offertes. Autant que l'on puisse en juger, la télématique à domicile a été accueillie favorablement, même si l'usage qui en est fait ne semble pas toujours justifié. Nombreux sont les utilisateurs qui se montrent sensibles à la facilité d'accéder à des renseignements très pratiques : programmes de spectacles, horaires des trains et avions, manifestations locales, etc. Par ailleurs, il est frappant de constater l'attrait qu'exercent presque unanimement les jeux, notamment ceux de culture générale.

Les usagers déplorent souvent la lenteur de certains programmes ou la surcharge des pages-écrans. « Rien d'étonnant, expliquent les techniciens de l'Agence Byllis (filiale d'Unitel), spécialisée dans la réalisation de « services », la plupart des prestataires ont voulu transposer au Vidéo-Text les modes de communication de l'écran ou même de l'audiovisuel. Il s'agit de choses très différentes. Tous qui ont suivi leur stage de stage base de nombreuses pages-écrans de présentation, or le Vidéo-Text supporte difficilement plus d'une dizaine de pages successives. Beaucoup de prestataires n'ont pas grand-chose à dire, et ceux qui ont des messages à transmettre n'ont souvent pas encore trouvé le ton. Il reste à inventer les « programmes ».

ERIC RHODES.

Suivez la route "British" pour 17 villes d'Amérique du Nord.



British Airways

Les liens étroits qui unissent l'Amérique et la Grande-Bretagne peuvent être très utiles aux Français.

Car maintenant British Airways relie directement Londres à 17 villes nord-américaines. Aucune autre compagnie ne vous en offre autant. Et pour Londres, il existe des vols très pratiques au départ de Paris-Charles-de-Gaulle.

fly the
British
way

Partir avec nous pour les USA ou le Canada, c'est vraiment plus agréable et plus commode. Parce qu'il y a de grandes chances que nous allions où vous allez. Dans le style que vous aimez.

Pour découvrir tout ce que nous faisons pour rapprocher l'Europe de l'Amérique, consultez votre Agent de Voyages ou British Airways, tél. 778.14.14.

Thomson ou le « mirage américain »

(Suite de la page 29.)

Ainsi, les syndicats de Thomson estiment que la société a les moyens de développer son propre mini-32 bits et que des études ont été menées dans ce sens dans les laboratoires de Grenoble.

En admettant que ce projet ne présente pas toutes les garanties de succès, on pourrait envisager d'autres solutions : concentrer les forces de recherche-développement de la SEMS et de C.I.I.-H.B. pour étudier un « mini-compatibilité » 32 bits ; faire travailler la SEMS sur des ordinateurs de process, etc. Les hypothèses de travail ne manquent pas, et tout ceci devrait faire l'objet d'une remise à plat.

Néanmoins, précisément ce que va faire, à la demande du président de la République, le gouvernement au cours des prochains mois. M. François Mitterrand déclarait, le vendredi 28 septembre, au SICOB, qu'il lui avait demandé d'engager

un nouveau plan comportant, et « une action » de reconquête du marché intérieur, dans la mini et micro-informatique, au besoin dans le cadre d'accords européens. Comment mener de telles actions sans le groupe Thomson ? Dans l'esprit des pouvoirs publics, celui-ci doit bien évidemment jouer un rôle-clé dans le développement de cette filière électronique, dont on attend beaucoup pour les prochaines années. « Tout ceci va prendre du temps, dira-t-on, et le marché, lui, s'attend pas. » Sans doute. Encore faut-il que le ramède ne soit pas pire que le mal et que les solutions adoptées ne génèrent pas définitivement une situation déjà bien difficile. Or, quelle que puisse être la présentation des faits, on voit mal comment les orientations définies par Thomson C.S.F. en informatique peuvent s'insérer dans les nouveaux objectifs des pouvoirs publics.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

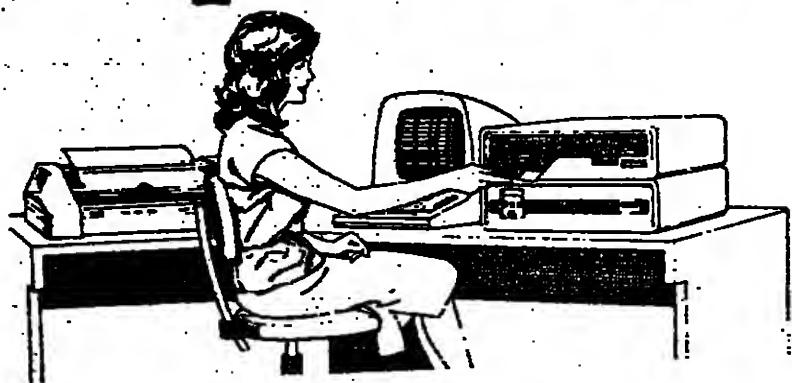
*****IUT D'ORSAY*****

FORMATION CONTINUE DEPARTEMENT INFORMATIQUE

- Préparation au B.T. en 3 ans à temps partiel
 - Stage de programmeur d'application
 - Stages spécialisés
- Renseignements et inscriptions :
IUT D'ORSAY BP 23
91406 ORSAY, CEDEX TEL. (6) 941 00 40

Pour l'avenir de votre entreprise

Zilog présente le réseau local Z-NET : l'informatique au présent et au futur.



Zilog, filiale d'Exxon Computer Systems, présente Z-NET, réseau local évolutif et économique, doté de terminaux intelligents, de périphériques, de logiciels d'exploitation complets permettant de partager entre différents utilisateurs des informations communes.

Commencez simplement...

Tourné vers le bureau du futur, le réseau local Z-NET vous permet, dès aujourd'hui, de commencer simplement et de faire progresser vos applications de gestion, pour l'avenir de votre entreprise.

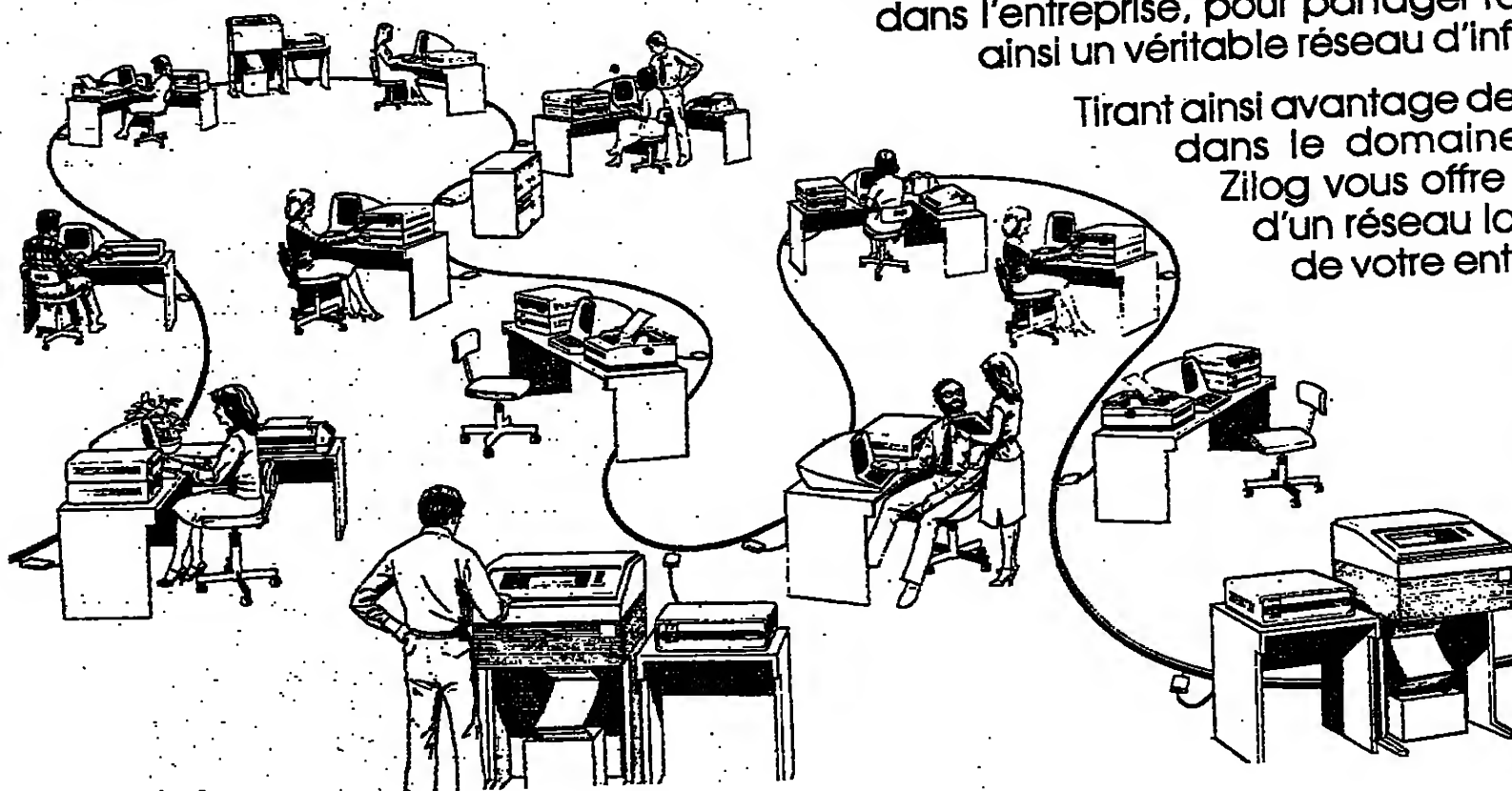


... et évoluez selon vos besoins.

Avec Z-NET, Zilog répond à un double besoin :

- mettre sur chaque bureau un ordinateur autonome qui réalise une application spécifique : comptabilité, traitement de textes, transfert local, saisie de données, et toute application de gestion ;
- permettre à ce même ordinateur de communiquer avec d'autres dans l'entreprise, pour partager ressources, données et créer ainsi un véritable réseau d'informatique distribuée.

Tirant ainsi avantage de sa position de premier plan dans le domaine de la micro-électronique, Zilog vous offre la puissance et la souplesse d'un réseau local pour suivre la croissance de votre entreprise : Z-NET.



Zilog
EXXON COMPUTER SYSTEMS

ZILOG (France) Inc.
Tour Europe Cedex n° 7
92080 PARIS LA DÉFENSE
Tél. (1) 778.14.33 - Télex : 611 445 F

Zilog (U.K.) Limited - Babbage House - King Street - Maidenhead SL6 1DU - Berkshire United Kingdom ; Tel : (0628) 36131 ; Telex : 848 609.

ARTS

La création reprend ses droits

(Suite de la première page.)

Donc, bien que sans beaucoup de bruit, on s'occupe des arts plastiques contemporains en haut lieu. Ce qui est bien normal de la part d'un gouvernement qui a de hautes ambitions culturelles et qui s'est donné pour tâche de favoriser la création. Pourtant cela paraît extraordinaire tant ce secteur-là avait été lâché, oublié, méprisé, négligé, particulièrement ces dernières années (1980, année du patrimoine, la France, ses clochers, son passé), à un moment où précisément il aurait mieux valu s'en occuper, les effets de la crise économique y étant sans doute plus sensibles que dans tous les autres secteurs de la culture. Un exemple significatif : en dix ans, le budget consacré à la création artistique est passé de 10 % à 5 % ou 6 % du budget culturel.

Tout cela devrait changer. Les arts plastiques sont parties des priorités. Ils seraient même inscrits en deuxième position au budget de 1982, après la lecture publique. Ils devraient connaître une augmentation globale de 100 %.

Comment les choses s'organisent-elles, à court terme (le budget de 1982), et vont-elles s'organiser, à plus long terme ? L'objectif de décentralisation commande réflexions et décisions, et plusieurs idées commencent à se dessiner. Celle notamment d'intervenir en dehors de la création elle-même, c'est-à-dire en favorisant les conditions de la création. Plutôt que d'intervenir après, en achetant des œuvres ou en distribuant quelques œuvres comme on l'a souvent fait pour « aider » ponctuellement des artistes « nécessiteux », l'autorité d'aujourd'hui de pouvoir envisager autre chose, les crédits ne le permettant pas, il s'agitrait, par exemple, de multiplier les subventions pour l'achat de matériel (du synthétiseur au four de potier), colporté ou non, dans un même esprit, pour éponger le manque d'ateliers, ou envisagerait un système de subventions pour les artistes, qui s'installeraient dans d'anciennes usines, dans des boutiques d'artisans, dans des « lots ».

Cela n'empêcherait pas pour autant le budget du Fonds national d'achat d'œuvres d'art contemporain d'être triplé (il n'a pas bougé depuis sept ans) ; il passerait de 3,5 millions à 9 ou 10 millions, ni la création de fonds régionaux d'achats pour lesquels un dégrèvement d'un crédit de 30 millions de francs.

D'autres mesures prévues au budget de 82 concernent la décentralisation : une prise en charge beaucoup plus importante des écoles d'art (la part de l'Etat passerait en moyenne de 4 % à 25 %), ainsi que celle des musées contrôlés qui s'occupent d'art contemporain (ils ne sont qu'une dizaine) ; enfin la création de postes de conseillers artistiques régionaux sur vingt-deux régions, trois conseillers artistiques seulement sont actuellement rémunérés à plein temps, les dix-neuf autres sont pratiquement bénévoles. A l'évidence, au ministère, on veut bien donner de l'argent, mais à condition d'avoir un contrôle sur l'emploi qui en sera fait, quitte à se trouver en désaccord sur ce point avec notamment des artistes inscrits au P.S.

Finalement, ce qui est en train de se faire à court terme va dans le

sens de ce qui a été souhaité maintes fois dans un passé plus ou moins récent, enregistré dans différents Livres blancs, et resté vœux pieux. Que cela puisse dès maintenant utilement stimuler la création, c'est certain. Mais pour relancer tout le secteur des arts plastiques et redonner à l'artiste la place à laquelle il a droit dans la société, il faudra faire sacrément preuve d'invention.

La mission Troche

Quantité de questions sont en suspens : comment développer la commande publique, qui actuellement prend la forme presque exclusive du 1 % des constructions scolaires ? Faut-il revoir la procédure du 1 % actuellement en passe d'être vraiment appliquée à toutes les constructions publiques ? Trouver d'autres types de commandes ?

Autre problème : celui de l'enseignement des arts plastiques et de l'histoire de l'art, entièrement à repenser, globalement, depuis la maternelle jusqu'à la formation des artistes, si l'on veut réussir à faire sortir l'art du ghetto de spécialistes dans lequel il est enfermé.

Quant à la décentralisation, qui ne sera faite que pour le jour où un artiste ne sera pas obligé de monter à Paris pour se faire reconnaître, elle implique aussi un dialogue avec le secteur privé. Malgré une évolution, depuis dix ans, de la situation, l'ensemble des critères économiques et culturels de conservation sont encore à Paris. Il y a un long chemin à parcourir pour faire en sorte que les activités régionales puissent être une addition qualitative au plan national, et pas la même chose avec des conséquences au plan international. Il faudra casser bien des habitudes et redoubler les efforts. En arts plastiques, la décentralisation n'est pas du tout engagée comme elle l'est pour l'école en ce qui concerne le théâtre ou la musique.

C'est à cette tâche d'analyse des données, de recherches de solutions, que vont s'atteler les groupes de travail autour de la mission-commission Troche. Ces groupes de travail seront pour trois d'entre eux très techniques : l'un sera chargé de l'enseignement — quel sera le bilan de la réforme des écoles d'art ; faudra-t-il, et comment, réorienter ? — le second devra travailler à la mise en relation de l'art avec le public notamment par les médias, principalement la télévision, essentielle pour la formation et l'information — actuellement nulle ou presque (sauf un magazine d'actualités des arts plastiques n'existe comme dans les autres secteurs, livre, théâtre, cinéma). La troisième groupe de travail étudiera le marché de l'art, les circuits internationaux et doit envisager diverses mesures d'incitation fiscale pour le mécénat d'entreprise, revoir le statut des fondations, préparer des modalités de contrats pour la création de galeries d'art et d'exposition, voir des possibilités d'élargissement des dations, trouver des aménagements qui situeraient l'œuvre d'art comme bien culturel dans la perspective de l'impôt sur le capital et la fortune qui provoque actuellement une forte hémorragie d'œuvres d'art hors des frontières.

On ne peut évidemment préjuger de ce qui sortira de ce travail auquel vont participer ou participer déjà des personnalités appartenant à

toutes les parties concernées : artistes, marchands, conservateurs, enseignants, collectionneurs, critiques, mais l'ambition, l'immodestie avec laquelle on envisage à question des arts plastiques est telle que cela pourrait réellement déboucher sur des solutions intéressantes pour une fois, on dispose des moyens d'une politique culturelle tout en ayant conscience de la nécessité de trouver la bonne voie, entre le danger des dogmatismes et de la bureaucratie, d'un côté, et la spéculation, de l'autre.

Quelle structure sera mise en place pour réaliser cette nouvelle politique ? Pour le moment rien ne semble vraiment défini, mais il semble que l'on s'achemine vers la création d'une direction des arts plastiques. Coordonnerait-elle les différents services actuellement regroupés dans la délégation à la création, aux métiers d'art, aux manufactures, à la tête de laquelle M. Claude Molard, conseiller technique auprès de M. Lang pour l'étude du budget, a été nommé par intérim en remplacement de M. Tournier ?

Qui décidera ?

Quelles instances présideront aux décisions et aux choix qu'il faudra bien faire, car le budget même singulièrement augmenté, ne sera pas inépuisable. Quelles formes de création va-t-on inciter ?

On peut penser que différentes « sensibilités » auront la possibilité de s'exprimer, et c'est tant mieux. Cependant, pour conclure ce panorama optimiste, permettons-nous un conseil : faire très attention de ne pas prendre les vessies pour des lanternes, et encore une fois de ne pas faire l'amalgame entre métier et création (certains indices donnent à penser que c'est de l'ordre du possible. Et de ne jamais perdre de vue la fonction « subversive » de l'art (bien au-delà du « contenu », évidemment) au profit d'aimables décorations. Il y a de notre réputation — qui n'est pas brillante — au plan international.

GENEVIEVE BREERETTE.

CINÉMA

Témoignages ibériques et latino-américains à Biarritz

Un film noir, un film rose, et d'autres gris

Pour la troisième fois, le Festival du film ibérique et latino-américain s'est déroulé à Biarritz, du 22 au 27 septembre. Rappelons que son propos est d'aider à mieux faire connaître des cinématographies qui trop souvent ne trouvent de débouchés commerciaux qu'à l'intérieur de leurs frontières nationales.

Au programme, de cette année, seize films représentant douze pays dont sept d'Amérique latine. Une sélection d'une qualité moyenne honorable, plus homogène peut-être que celle des années précédentes, à laquelle manquaient pourtant des révélations comparables à la *Ultima Cena* (grand prix de 1979) ou à la *Clusia Cremata* (grand prix de 1980). Beaucoup de films « bien faits », mais qui, à une ou deux exceptions près, laissent une impression de grisaille, de déjà vu, ou, au mieux, d'écriture de conformisme, même lorsqu'ils traitaient des sujets brûlants ou se paraient d'audaces formelles.

« Au fond », nous disait Hervé Soto, réalisateur chilien qui travaille maintenant en France, ce festival reflète assez bien l'état du cinéma en Amérique latine. Bridés par une censure politique parfois très stricte (ou par la simple autocensure), nos cinéastes ont perdu ce génie novateur, créateur, qui permit l'exploration du cinéma brésilien dans les années 60 et, toutes proportions gardées, celle du cinéma chilien en 1970. Regardant vers l'Europe, dont l'influence chez nous reste considérable, ils sont quelque peu à la traîne d'audaces européennes lui-même en crise ».

Pixote est un film cauchemardesque où tout est laidure, misère, corruption, désespoir, où l'enfance elle-même n'est que souillure et l'amour dérisoire. Il a pour héros un gosse de dix ans qui, ramassé dans une rue et expédié dans un « centre de rééducation », découvre l'homosexualité, la drogue, les sévices imposés aux jeunes pensionnaires par leurs aînés, la haine sanguinaire des policiers, la lâcheté des gardes-chiourme. Plus tard, évadé du centre, *Pixote* participe à des hold-up organisés en compagnie d'une prostituée. Jusqu'au jour où, face à un client récalcitrant, il se saisit d'un revolver et tire, comme un fou.

Même s'il arrive que le récit s'enlève dans la fange, même si trop de scènes l'alourdissent, on ne peut rester indifférent au choc qu'il provoque. C'est un témoignage sans appel que les jurés ont couronné.

Aux antipodes de cette violence et de cette cruauté se situe *Molado Power*, de Alfonso Arau, qui décrit la vie difficile (et l'indéfectible « solidarité ») des Mexicains venus clandestinement chercher du travail aux Etats-Unis. Ici la gravité du problème abordé se dissout (sans jamais totalement disparaître) dans un climat de fête populaire, de chansons et de danses, de grosses blagues et d'aventures picaresques. En mettant le rire au service de la réflexion, Alfonso Arau a fait mouche. Et remporté, outre son « grand prix », un vif succès public.

Les atouts de Pilar Miró

C'est à la réalisatrice espagnole Pilar Miró qu'est allé pour son film, *Gary Cooper, qui êtes aux cieux*, le Prix spécial du jury. Un thème attachant (à la veille d'une très grave opération chirurgicale, une jeune femme règle avec courage et détermination les difficultés professionnelles et sentimentales). Une comédienne exceptionnelle (*Mercedes*

Sampietro). Une mise en scène qui a de la force. Bref de sérieux atouts et, en dépit de quelques faux pas dans la seconde moitié du récit, un beau portrait de femme.

L'humour noir a trouvé place au palmarès (mention spéciale) grâce au film portoricain de Jacobo Morales, *Et Dieu les créa*. Cinq sketches inégaux, mais toujours caustiques, qui explorent un petit monde composé de bourgeois hypocrites, de prélat affairistes, d'amants piégés, d'époux volages. Quant au film argentin de Paul de la Torre, *Un enterrement* (deuxième mention spéciale), c'est un douloureux chant d'amour et de haine, de « machisme » et de vengeance, qui frise le mélodrame, rythmé par d'admirables tangos.

Que dire des autres films ? Certains retenaient l'attention par leurs qualités poétiques (*La Mer du temps perdu*, de Solveig Hoggstad) ou l'originalité de leur sujet (*Le Pouvoir des ténèbres*, de l'Argentine Mario Sabato, d'après un livre de son père, Ernesto Sabato, métaphore ambiguë, mais terriblement confuse, tournant autour des pouvoirs du Mal). La grande ombre de Bunuel passait sur la *Maison du paradis*, du Vénézuélien Santiago San Miguel, sorte de bricolage encombré de fantasmes, pâle imitation de l'âge d'or du cinéma, et sur les *Survivants* du Cubain Tomas Gutierrez Alca (l'auteur de la *Ultima Cena*), qui, après un brillant départ, se perd dans les sables d'un symbolisme fastidieux. Enfin, déception majeure : *Marie de mon cœur*, film écrit par Gabriel Garcia Marquez, mais qui semble avoir complètement échappé au contrôle du Mexicain Jaime Humberto Hermosillo.

C'est par une coproduction franco-espagnole, *Peco l'infatigable*, que s'est ouverte la manifestation. Pour arrondir ses fins de mois, un vitrier marseillais vend ses « services » aux jeunes femmes qui ambitionnent de devenir nautiques. Conté à la Boccace, dont Didier Haudepin s'efforce d'exploiter la truculence sans glisser dans la vulgarité. Signalons également l'hommage rendu par le Festival à Glauber Rocha, récemment disparu, et la projection hors compétition d'un film inédit de Carlos Saura, *Stress* (ses, res, 1968), que nous verrons prochainement à Paris.

Et, pour terminer, déplorons avec Guy Braucourt, délégué général du Festival, que le travail d'exploration et d'information accompli à Biarritz soit si mal relayé par les distributeurs. Il est pour le moins surprenant que des œuvres comme la *Ultima Cena* ou la *Clusia Cremata* n'aient pas trouvé de sorties en France. C'est pourtant moins de lauriers que de spectateurs curieux de leurs cultures et attentifs à leurs problèmes que les cinéastes du monde ibérique et latino-américain ont besoin. Or ces spectateurs « potentiels » existent, il n'y avait qu'à voir la foule qui, du matin au soir, se pressait aux portes du casino de Biarritz pour s'en convaincre.

JEAN DE BARONCELLI.

Œuvres collectives et droits d'auteurs

Conflit d'artistes corses avec la SACEM

Les locaux de la délégation régionale de la SACEM (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique) sont occupés depuis le 21 septembre par les auteurs, compositeurs et interprètes corses groupés au sein d'un collectif. Ils mettent en cause certains principes de répartition des droits, et le conflit s'étant étendu du fait de l'insuffisance des locaux, les occupants ont révisé que la SACEM avait, en l'espace de dix ans, perdu sur l'île plus de 11 millions de francs, soit 2,5 millions au titre du répertoire exclusivité corses. « La répartition des droits se fait très mal ou pas du tout », ajoutent-ils. Il s'agit d'une entreprise typiquement coloniale. « La somme qui, selon eux, leur revient atteint 3,5 millions de francs. Or il semble que la SACEM la conserve du fait qu'elle entre dans la catégorie des « irrégularités ». En effet, pour effectuer le versement des droits d'auteurs, la SACEM applique la règle d'écriture, c'est-à-dire l'authenticité de l'œuvre, par une partition manuscrite. « Les chansons traditionnelles ne peuvent être traduites en une partition musicale ni être considérées comme des improvisations », réplique le collectif.

En fait, c'est le renouveau culturel corse, qui s'est fait pour la première fois, depuis une dizaine d'années grâce à la naissance de plusieurs groupes et à leur succès, qui pose le problème sous un angle nouveau. Le Comité nationaliste d'Ajaccio situe ainsi le débat : « La culture corse étant avant tout œuvre collective, la notion d'auteur propriétaire de son œuvre est inacceptable. A partir du moment où la création s'échappe par un circuit commercial et où des sommes importantes sont perçues, il est normal que les producteurs en reçoivent une juste part. La spécificité corse doit donc être reconnue. »

Le collectif a demandé au ministre de la culture une commission d'enquête sur le fonctionnement de la SACEM et aux usagers insulaires la suspension des paiements.

PAUL SILVANI.

PRESSE

La crise du « Times »

M. MURDOCH MENACE DE FERMER LE JOURNAL « SI LE TRAVAIL NE REPREND PAS NORMALEMENT ».

Pour la seconde journée consécutive, le « Times » n'a pas paru ce mardi 29 septembre. Le plaqet de grève du syndicat des ouvriers du Livre (N.G.A.), continuait, en effet, lundi 28, de bloquer l'accès des locaux du quotidien.

M. Robert Murdoch, propriétaire du groupe de presse, a renouvelé, pour la semaine dernière, la menace de fermeture, « si le travail ne reprend pas normalement ». Il a précisé que la direction de *Times Newspaper Limited* fera connaître, mercredi 30 septembre, sa décision à ce sujet.

Réuni lundi 28, après-midi, le conseil d'administration du groupe a accepté d'ajourner sa décision de suspendre le paiement des salaires du « Times ». Une réunion du comité inter-syndical des industries de l'imprimerie devra avoir lieu ce mardi après-midi 29 septembre.

Grève à la Société générale de presse. Un mouvement de grève a été déclenché, dans la nuit de lundi à mardi, parmi les personnels de la Société générale de presse, empêchant mardi 29 septembre, la parution de tous les titres : la *Correspondance de la presse*, le *Bulletin quotidien*, l'*Index*, la *Correspondance économique*. Des articles de travail partiels s'étaient déjà produits la semaine dernière, entraînant des retards dans l'heure de sortie de ces titres.

LISEZ

Le Monde des PHILATÉLISTES

GAP WAGRAM
CONCESSIONNAIRE
25, RUE CARDINET - 75017 PARIS
267.31.00
210, AVENUE JEAN LOLLIVE (N. 3)
93500 PANTIN - 840.40.64

USA
SUPER APEX
NEW YORK
2.190 F.
Tarif aller/retour
vol régulier
14190 jours
réservations : au plus tard
21 jours avant le départ.
Ce n'est pas le seul tarif
intéressant :
• tarif « Jeunes » 12/29 ans
valable 1 an 2160 F.
• tarif « Affaires » 1193 jours 3420 F.
au départ de Luxembourg
Renseignements et réservations
votre agent de voyages ou
ICELANDAIR
32, rue du 4 septembre
75002 Paris - tél. : 7425226

AMERICAN CIRCUS
PRÉSENTE SON
FORMIDABLE SPECTACLE
AU
CIRQUE D'HIVER
Du 29 Sept. au 1^{er} Novembre
Mardi 21 h
Mercredi 15 h - 21 h
Vendredi 21 h
Samedi 15 h - 21 h
Dimanche 14 h - 17 h
Location : CIRQUE D'HIVER
Tél. : 700-12-25
et toutes agences

NOTES

Jazz

Koko Taylor ou le blues au féminin

Il y a peu de femmes dans le monde du blues d'après guerre : le rythme blues est passé par là. Koko Taylor, elle, le crée et le porte sans le compromettre, avec une brutalité dans la conviction qui surprend. Au point qu'on a pu lui reprocher son manque de subtilité, mais le charme du blues est justement dans ce manque.

Koko Taylor est née en 1933, un 28 septembre, à Memphis (Tennessee). Elle a fait du blues la seule affaire de sa vie. Elle a fréquenté tous les grands chanteurs.

M. Raymond Duffaut, actuel directeur du Théâtre municipal d'Avignon, a été nommé directeur artistique des Chorégies d'Orange, le 29 septembre, pour une durée de trois ans, en remplacement de M. Bonjean et Darnel. Ces derniers, ainsi que l'administratrice, Mme Marie-Claire Yabana, ont assigné M. Max Ferri, président de l'Association des chorégraphes, devant le conseil des prud'hommes de Paris pour rupture abusive de leur contrat. M. Raymond Duffaut est le fils de M. Henri Duffaut, maire (P.S.) d'Avignon. Le programme 1982 des Chorégies comportera un cycle Verdi, dont le « Requiem », « La Force du Destin », avec Montserrat Caballé, et « Nabucco », avec Ruggero Raimondi.

Moddy Waters comme B.B. King, Howlin' Wolf et Willie Dixon. Avec son saxophone Robert Taylor, elle s'est établie à Chicago en 1955, où l'on pouvait l'entendre, souvent accompagnée par Buddy Guy et Junior Wells. On n'a pas vu Koko Taylor en Europe depuis le début des années 70. Son sens aigu de la scène, sa voix autoritaire dont elle étire les effets (en particulier le « growl »), font de sa façon sage de raconter la vie des femmes un épisode très moderne du blues le plus classique.

FRANCIS MARMANDE.

* Paris : Elise-Moimartre, à 20 h, ce mardi 29 septembre ; Angoulême (le 30 septembre) ; Valenciennes (le 2 octobre).

Photo

Sandi Fellman et Rena Small

Sandi Fellman et Rena Small ont eu comme tâche de travailler en couleur, sur le corps de la femme, en luttant à travers diverses matières, soies, plumes, tondres drapés. Fellman, avec une préférence pour les pieds, les chaussons, les tatouages ; Rena Small, avec un sens du superbe malsain (un bas est rayé, une jambe disparaît, il y a quelques centimètres de poils incalculables). Dans les deux cas, ce sont les cadrages qui font la photo, en attirant l'œil sur des détails saugrenus ou voluptueux. — E.G.

* Créteil, 44, rue Quincampoix, Paris-4^e, jusqu'au 10 octobre.

SPECTACLES

LE MONDE — Mercredi 30 septembre 1981 — Page 25

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES
CARREMI, Palais des Sports (828-40-50), 20 h. 15.
UNE FEMME, Cartoucherie, Ateliers du Chaudron (328-91-04), 20 h. 30.
LE DIVAN, La Bruyère (874-10-50), 21 h. 30.
RENT, Théâtre de Paris (238-20-20), 20 h. 30.
DOUVEY, DE GOOD, Petit Casino (278-35-50), 21 h.
MEDIE, Odéon (325-10-32), 20 h. 30.
LE NOUVEAU, Ateliers (800-40-50), 21 h.
LE JARDIN D'EPONINE, Comédie des Champs-Élysées (723-20-24), 20 h. 30.
MADRID, Michodière (742-50-20), 20 h. 30.
FRANZ, GIN, Théâtre de la Ville (371-11-34), 20 h. 30.
PRINCESSE BARAKA, Arts-Hébertot (387-23-20), 20 h. 45.
LA FAUSSE SUZANNE, Cité internationale universitaire (589-57-57), 20 h. 30.
JACQUES ET SON MARI, Mathurins (285-50-50), 20 h. 30.

Les salles subventionnées et municipales

Comédie - Française (236-10-20), 20 h. 30 : La Locandiera.
Petit-Odeon (325-70-20), 18 h. 30 : Tu es bien fait de venir, Paul.
TEP (707-50-00), 20 h. 15 : La Jette.
2001, l'odyssée de l'espace (films).
Théâtre musical de Paris (281-15-33), 20 h. 30 : La Vie parisienne.
Carre, Silvia Bonfanti (521-25-34), 20 h. 30 : L'innocence d'un roi.
21 h. 15 : Jean-Paul Hubert.

Les autres salles

Antoine (207-71-71), 20 h. 30 : Po-tin.
Antoine-Théâtre (207-34-31), 20 h. 30 : Les Bonnes.
Athénée (743-57-27), 21 h. 15 : Faisons un rêve.
Bouffes-Parisiens (204-50-24), 21 h. 15 : Diable d'homme.
Centre, culture de Belgique (271-25-15), 20 h. 45 : Le Journal d'une femme de chambre.
Comédie, Calmarin (279-49-31), 21 h. 15 : Revue d'été à l'Élysée.
Comédie de Paris (281-00-15), 20 h. 15 : Les Femmes de Paris.
Prémi, Société, 21 h. 30 : Boris Soudan.
Edmond-Rostand (743-57-40), 20 h. 30 : Debureau.
Espace-Gaîté (337-55-00), 20 h. 30 : D. Lavanant : 21 h. 45 : On continue à Papillon Fantôme.
Espace-Musart (210-10-15), 20 h. 15 : 51 50 grimpes à l'arbre, rapporté d'un voyage.
Frontine (371-74-40), 20 h. 30 : Les Trois Femmes.
Gaîté - Montparnasse (323-15-15), 20 h. 15 : Elle voit des nains partout : 22 h. 15 : Anatole.
Richelieu (328-35-50), 20 h. 15 : La Cantatrice chauve : 21 h. 30 : La Locandiera.
Lucernaire (542-37-50), Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Yerma : 21 h. 30 : Douce : 22 h. 15 : Louise la pétroleuse - Théâtre rouge : 20 h. 15 : Les Amis : 22 h. 15 : Jacques ou la soumission.
18 h. 30 : Partons français.
Madellène (285-07-00), 20 h. 45 : Arsenic et vieilles dentelles.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées)

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 29 septembre

Les cafés-théâtres
An, Sec Ste (256-23-35), 20 h. 30 : H. de la Jeunesse : 21 h. 30 : Woody Polles : 22 h. 15 : le Vampire de Barbauld.
Bianca - Manteaux (887-17-84), 20 h. 15 : Arché : 22 h. 30 : Les deux bulles dans l'océan : 21 h. 30 : Attachez vos ceintures : 22 h. 30 : Pili et Rik.
Café d'été (222-11-02), 20 h. 30 : Tinea, voilà deux boudins : 21 h. 45 : Furielle : 22 h. 30 : A. Alder.
Café de la gare (278-32-51), 20 h. 30 : Marianne Sargent : 22 h. 30 : Qu'est-ce qu'il y a derrière ?
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince.
Fanal (222-01-17), 20 h. 15 : F. Blanche : 20 h. 30 : Trois Filles d'Ève.
Petit-Casino (278-36-50), 22 h. 15 : Les Colombes.
Point-Virgule (278-57-05), 20 h. 30 : J. Charly : 21 h. 30 : Les Dames de Rochecourt : 22 h. 45 : Du ruyon sur les blinis.
Théâtre de Dix-Huit (806-07-48), 20 h. 30 : Florence Brunold : 21 h. 30 : Il en est de la police.
Tremplin de Paris (258-65-25), 20 h. 15 : Trente centimètres à l'ombre.
Vieille Grille (707-40-03), 20 h. 30 : G. Blanchard : 22 h. 15 : J.-M. Blanche.
Les music-halls
Fontaine (874-74-40), 22 h. 15 : Olympe.
Lucernaire (544-71-34), 22 h. 15 : R. B. S.
Olympia (742-25-49), 21 h. 15 : Charles Dumont.
Palais des Congrès (759-25-85), 21 h. 15 : Julio Iglesias.
Palais des Glaces (807-49-05), 20 h. 30 : Les Femmes de Paris.
Paradise (261-44-16), 20 h. 45 : Alex Mébaye.
Grande Terrasse (743-64-05), 20 h. 30 : Saltimbanque.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

FESTIVAL VIA NOVA
 Le 5 : Intégrale QUATUORS DE MOZART
 Sol. CH. LARUE
 Flûte
REACH
 « Festival et Concerts »
 présente Pierre
 RACH SCHUBERT
 BERLIOZ
 (Symphonie Fantastique)

Michel PORTAL
 clarinète
V. NARA, soprano
B. PASQUIER, mezzo
G. FREMY, piano
J. DI DONATO
 clarinète basse
 « Artistes de la chambre »
 MOZART, SCHUBERT,
 SCHUMANN, WEBER, LISZT

LES VIRTUOSES FRANÇAIS
 Dir. : James MOREAU
 Sol. : Gérard POULET
 Hervé LE FLOCH
 Harpe, Réc. Rossi, Turin, Britto

VIA NOVA
 Intégrale Quatuors
BRAHMS
 Orch. du Conservatoire de Paris
 Dir. : PIERRE
STOLL
 avec Masako NAKAI, piano
 et Fusako KONDO, sopr.
 1^{er} Grand Prix au Concours International de Rio 1981
 F. GIOVANNETTI (1^{er} viol.)
 C. FRANK, BEETHOVEN

MAISON DU DANEMARK
 142, Champs-Élysées (8^e) - 2^e étage - Métro Étoile
Exposition - Diaporama
UN JOUR AVEC UN HANDICAPÉ
 Tous les jours, de 12 h. à 19 h. Dimanche et fêtes de 12 h. à 19 h.
 Du 17 septembre au 4 octobre, entrée libre, accessible aux handicapés.

LA BRUYERE
MICHELLE LUCCIONI
ROGER PIERRE

Les chansonniers

Carreau de la République (278-44-55), 20 h. 30 : Sept ans de ballade, Bye Bye, Deux-Ades (608-10-25), 21 h. : C'est pas tout rose.

Les comédies musicales

Renaissance (208-21-75), 20 h. 45 : Dédé.

Les concerts

Lucernaire, 18 h. 45 : N. Nosawa, E. Kolyev (Mozart, Franck, Ravel) : 21 h. : P. Morand, P. Baudet-Gouy (Mozart).
Théâtre de Paris, 20 h. 30 : Maitre Shyza, musique classique de l'Inde du Nord.
Salle Gaveau, 21 h. : Ph. Bianconi (Schubert, Brahms, Schumann).
Saint-Chapelle, 21 h. : Les Calchis, Ensemble vocal de la Collège-Saint-Cloud (Missa Criollo).
Hôtel de Gortière, 21 h. : Ensemble des professeurs du Conservatoire de Saint-Sébastien, 21 h. : Orchestre et Chœur P. Kuentz, N. Ypes (Vivaldi, Corelli, Gluck).

Jazz, pop, rock, folk

Bains Douches (887-34-40), 20 h. 30 : Dédé Mode.
Captain Video (255-58-00), 20 h. 30 : Kim Larsen.
Casem, 21 h. : La Bouchette (205-65-05), 21 h. : M. Sauri Jazz Fanfare.
Chapelle des Lombards (387-24-34), 21 h. : J.-L. Chénier, 21 h. : Donato, P. Jeanneau, Ph. Mété.
Chapelle des Lombards (387-24-34), 21 h. : Los Rijos del Rey.
Chapelle des Lombards (387-24-34), 21 h. : J.-L. Debattiste Groupe.
Chapelle des Lombards (387-24-34), 21 h. : Boto et Novos Tempos.
Chapelle des Lombards (387-24-34), 21 h. : D. Humair, F. Jeanneau, E. Texier.
Chapelle des Lombards (387-24-34), 21 h. : Koko Taylor and Her Blues Machine.
Chapelle des Lombards (387-24-34), 21 h. : Lolita.
Chapelle des Lombards (387-24-34), 21 h. : S. Lucy.
Chapelle des Lombards (387-24-34), 21 h. : New Morning (523-51-41), 21 h. : Asahi et Fontaine.
Chapelle des Lombards (387-24-34), 21 h. : Petit Journal (325-25-55), 21 h. : New Orleans sept warriors.
Chapelle des Lombards (387-24-34), 21 h. : Petit Opportun (238-01-30), 21 h. : Bettina.
Chapelle des Lombards (387-24-34), 21 h. : Slow Club (233-84-30), 21 h. : Irakli Swing Orchestra.

Festivals

FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE
 Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Orchestre et ballet de l'Opéra national de Hongrie, dir. A. Kordoli.
DE MUSIQUE DE CHAMBRE
 (250-31-54)
 Edlie Saint-Roch, 20 h. 30 : Orchestre S. Thomas, chorale Victoria d'Argenteuil, chef des chœurs : M. Flouquet (Mozart).
FESTIVAL DE MONTMARTRE
 (255-97-02)
 Centre d'art, soirée, 20 h. 30 : Prévert Jacques, Breton André.
FESTIVAL D'AUTOMNE
 (258-12-07)
 Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe, 20 h. 30 : Premier Amour.
 Théâtre du Rond-Point, 20 h. 30 : Oh les beaux jours.

CENTRE CULTUREL CANADIEN
 5, z. de Constantin (6^e) - 551-35-72
 Métro Invalides
JEUDI 1^{er} OCTOBRE, 20 h. 30
RÉCITAL DE CLAVECIN
MIREILLE LAGACÉ
 interprète des œuvres de COUPERIN, ROISMORTIER et BACH
 Entrée libre

CONCERTS
 Radio France

MUSIQUES SACRÉES
BACH
 Maureen FORRESTER
 NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
 Dir. : André JOHO

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
 RADIO FRANCE
 Grand Auditorium
 Mardi 5 octobre
 8 h. 30, 20 h. 30.

MUSIQUE DE CHAMBRE
SEXTUOR A CORDES DE L'ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
BRAHMS
 FORMATION DE CHAMBRE DU NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
 Dir. : Vassil KAZANJEV
 A. DESLOGES, J. ROUREUX
 A. BELLEGA, J. BERTHEUX
 J.-M. Tréhard
 Y. TAVERA - A. TANSMAN
 V. KIRKOROVITZKY
 Loc. : RADIO FRANCE et agences

PIANO ****
SALLE PLEYEL
 2 CONCERTS
 31 oct-1^{er} nov. 20 h. 30
LONDON SYMPHONY ORCHESTRA
 CLAUDIO
ABBADO
 MOZART - BEETHOVEN
 Loc. 543-58-73

KORTCHMA
 Un des plus anciens et authentiques restaurants Russes de Paris
REOUVERTURE
 LE 29 SEPTEMBRE
 Dîner - Souper - Ambiance Russe et Française avec
BOULOU et ELIOS
 4, villa Guebena (Plage Pigalle)
 Réa. 264-18-52

ORCHESTRE DE MONTPELLIER
 (Langue - Roussillon)
 Directeur : Louis BERTHOLOM
 L'effectif de l'orchestre étant porté à 50 musiciens
AVIS DE CONCOURS
 2 violons soliste et co-soliste (1^{re} catégorie)
 1 violon (2^e catégorie)
 3 violons (3^e catégorie)
 1 alto solo (1^{re} catégorie)
 1 alto (3^e catégorie)
 2 violoncelles soliste et co-soliste (1^{re} catégorie)
 1 violoncelle (2^e catégorie)
 1 contrebasse (2^e catégorie)
 1 cor co-soliste (1^{re} catégorie)
 1 cor (2^e catégorie)
 Date clôture : 30 OCTOBRE 81
 Renseignements et inscriptions : Régie de l'Orchestre Municipal, 34000 MONTPELLIER

PALAIS DES CONGRÈS
 PORTE MAILLOT - PARIS
 L'Opéra National de Belgique - Théâtre Royal de la Monnaie
 Directeur : Gérard Mortier
 présente
ballet du xx siècle
 de
Maurice BEJART
 Directeur artistique : Jorge DONN
 du 12 au 17 oct. à 20 h 30 - 18 oct. à 17 h 30
EROS THANATOS
 spectacle de Maurice Béjart
 du 20 au 24 octobre à 20 h 30
LIGHT
 musique de Vivaldi
 chorégraphie de Maurice Béjart
 SPECTACLES ALAP et SPECTACLES LUMBROSO en accord avec Michel RAINIER
 Organisation artistique internationale
 • LOCATION à la salle de 12 h 30 à 19 h
 • PAR TELEPHONE au 758.21.34 de 12 h 30 à 19 h
 • TOUTE AGENCES :
 RENSEIGNEMENTS 758.22.56

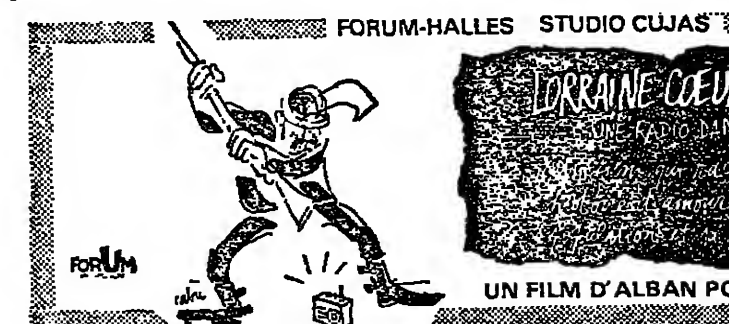
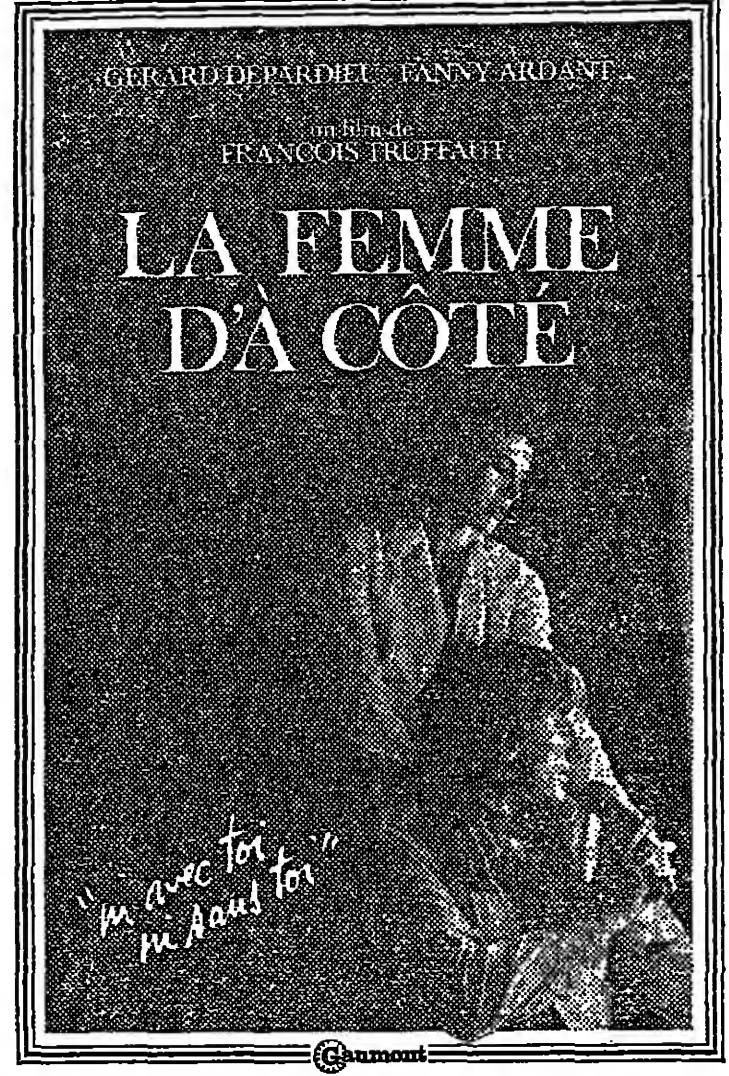
10^e FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
INDE DU SUD
 30 septembre - 3 octobre
 Salle Favart-Opéra-Comique
Kathakali
 du Kerala Kalamandalam
 6-31 octobre
 Chapelle de la Sorbonne
Musique Carnatique et Danse
 en collaboration avec l'Association Française d'Action Artistique, l'Office National Indien de Tourisme, ICCR, AIR FRANCE.
THÉÂTRE
ACTUALITÉ DE BECKETT
 26 septembre - 31 octobre
 Théâtre Gérard Philipe
 Saint-Denis
Premier Amour
 mise en scène Christian Colin
 coproduction Théâtre Gérard Philipe
 29 septembre - 4 octobre
 Théâtre du Rond-Point
Oh Les Beaux Jours
 mise en scène Roger Bliz
 production Renaud-Barrault
 2 octobre - 7 novembre
 Théâtre de la Tempête/
 Cartoucherie
Textes pour rien
 mise en scène Jean-Claude Fall
 5-11 octobre
 Centre Georges Pompidou
Krupp's Last Tape
 (La dernière bande)
 mise en scène Samuel Beckett
 production San Quentin Drama Workshop
 coproduction Centre Georges Pompidou
 6-11 octobre
 Théâtre du Rond-Point
Le Dépeupleur
Come and Go
 (Va et Vient)
 mise en scène Lee Breuer
 production des Mabou Mines
 en collaboration avec le Théâtre du Rond-Point
 6-31 octobre
 Théâtre de Gennevilliers
Café-Amérique
 spectacle de Richard Foreman
 coproduction Gennevilliers - Ecole de Strasbourg - Onatological-Hysteric Theater
 7-11 octobre
 Opéra-Comique
Kabuki
 Troupe Ichikawa Ennosuke III
 sous le patronage du Ministère des Relations Extérieures
 et de l'Ambassade du Japon
 avec le concours de la Fondation du Japon et des Spectacles Lumbroso
 en collaboration avec l'Association Française d'Action Artistique
 location-enseignements aux théâtres (sauf Chapelle de la Sorbonne)
 Fnac - Montparnasse
 tél. 222.98.41

MERCREDI



MERCREDI

CONCORDE PATHÉ - U.G.C. BIARRITZ - HAUTEFEUILLE PATHÉ
ST-GERMAIN STUDIO - GAUMONT RICHELIEU - FRANCAIS PATHÉ
GAUMONT MALLIS - BROADWAY - MONTMARTRE 83
GAUMONT CONVENTION - PAGODE - FAUVETTE - NATION
CLICHY PATHÉ - 14-JUILLET BEAUGRENELLE - PATHÉ Belle-Epine
PATHÉ Champigny - GAUMONT Évy - GAUMONT Ouest
CYRANO Versailles - ARGENTEUIL - ARTEL Rosny
TRICYCLE Asnières - AVIATIC Le Bourget - ULIS Orsay
BUXY Bussy-Saint-Antoine - 4 TEMPS la Défense - 3 VINCENNES
PARINOR Aulnay - DOMINO Mantes - CERGY Pontoise - C2L St-Germain



SPECTACLES

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinématèque

CHAILLOT (794-24-24)
15 h : Vingt ans de cinéma (1957-1977) : les Hommes en blanc, de R. Habb : 15 h : Films d'auteurs et films rares : Qui a tué tante Baa, de C. Harrington : 21 h : Maria Karmitz, dix ans de solitude : Pous à d'aller, de M. Bellocchio, S. Agosti, S. Petraglia et S. Rulli.
BEAUBOURG (278-35-57)
Relache.

Les exclusivités

AINES (Fr.), Quintette, 3 (653-79-23) : La Pagode, 7 (12-12-13)
ALLEMAGNE NERE BLAFARDE (AIL v.o.), Marais, 6 (778-47-89)
L'AMANT DE LADY CHATTERLEY (Fr.-Ang.), 7 (778-47-89) : Normandie, 6 (899-42-18) : V.I. : U.G.C. Opéra, 2 (248-66-44) : Montparnasse, 6 (222-57-57)
L'ANNÉE DES TREIZE LUNES (AIL v.o.), 14 Juillet-Paradise, 6 (328-58-00)
L'ANNÉE PROCHAIN SI TOUT VA BIEN (Fr.), U.G.C. Opéra, 2 (321-50-22) : U.G.C. Odéon, 6 (323-71-88) : Biarritz, 6 (753-99-23) : Clichy, 6 (248-66-44) : Montparnasse, 14 (327-52-37)
LES ANNEES LUMIERE (Gub.), 6 (328-58-00)
L'ARME L'ŒIL (A.), v.o. : Paramount Odéon, 6 (323-71-88) : V.I. : Paramount Opéra, 6 (323-71-88) : Paramount Montparnasse, 14 (327-52-37)
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A.), v.o. : Saint-Germain, 6 (323-71-88) : U.G.C. Opéra, 2 (321-50-22) : Georges V, 6 (323-71-88) : Montparnasse, 14 (327-52-37) : Biarritz, 6 (753-99-23) : Clichy, 6 (248-66-44) : Montparnasse, 14 (327-52-37)
LA BIBLE NE FAIT PAS LE MOINE (A.), v.o. : Saint-Michel, 6 (323-71-88) : Parisiens, 14 (323-71-88) : V.I. : Impérial, 2 (712-72-32) : Montparnasse, 14 (327-52-37) : Saint-Lazare, Pasquet, 6 (327-52-37)
BEAUFORT (Fr.), 7 (778-47-89) : Forum, 1 (327-52-37) : Marivaux, 6 (323-71-88) : Studio Alpha, 6 (323-71-88) : Studio C, 6 (323-71-88) : Paramount Opéra, 6 (323-71-88) : Monte-Carlo, 6 (742-56-33) : Publicis Champs-Élysées, 6 (742-56-33) : Paramount Opéra, 6 (742-56-33) : Paramount Bastille, 13 (343-79-17) : Paramount Galaxie, 13 (343-79-17) : Paramount Odéon, 6 (323-71-88) : Parisiens, 14 (323-71-88) : Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) : Passy, 10 (228-62-34) : Paramount Maitre, 17 (758-24-24) : Paramount Montmartre, 18 (606-34-25)
LA CHASSE SAUVAGE DU ROI STAKH (Sov. v.o.), Cosmos, 6 (544-28-80)
LE CHOIX DES TITANS (A.), v.o. : Cin'Ac Italiana, 2 (298-80-27)
LE CHOIX DES ARMES (Fr.), 7 (778-47-89) : Forum, 1 (327-52-37) : Marivaux, 6 (323-71-88) : Studio Alpha, 6 (323-71-88) : Studio C, 6 (323-71-88) : Paramount Opéra, 6 (323-71-88) : Monte-Carlo, 6 (742-56-33) : Publicis Champs-Élysées, 6 (742-56-33) : Paramount Opéra, 6 (742-56-33) : Paramount Bastille, 13 (343-79-17) : Paramount Galaxie, 13 (343-79-17) : Paramount Odéon, 6 (323-71-88) : Parisiens, 14 (323-71-88) : Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) : Passy, 10 (228-62-34) : Paramount Maitre, 17 (758-24-24) : Paramount Montmartre, 18 (606-34-25)
LE DERNIER METRO (Fr.) : Elysees-Lincoln, 6 (339-35-14)
DIA (Fr.), 7 (778-47-89) : Marivaux, 6 (323-71-88) : Studio Alpha, 6 (323-71-88) : Studio C, 6 (323-71-88) : Paramount Opéra, 6 (323-71-88) : Monte-Carlo, 6 (742-56-33) : Publicis Champs-Élysées, 6 (742-56-33) : Paramount Opéra, 6 (742-56-33) : Paramount Bastille, 13 (343-79-17) : Paramount Galaxie, 13 (343-79-17) : Paramount Odéon, 6 (323-71-88) : Parisiens, 14 (323-71-88) : Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) : Passy, 10 (228-62-34) : Paramount Maitre, 17 (758-24-24) : Paramount Montmartre, 18 (606-34-25)
ELEPHANT MAN (A.), v.o. : Ciné-Club, 6 (323-71-88) : Elysees-Lincoln, 6 (339-35-14) : Parisiens, 14 (323-71-88) : Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) : Passy, 10 (228-62-34) : Paramount Maitre, 17 (758-24-24) : Paramount Montmartre, 18 (606-34-25)
EXCALIBUR (A.), v.o. : Elysees-Lincoln, 6 (339-35-14) : Parisiens, 14 (323-71-88) : Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) : Passy, 10 (228-62-34) : Paramount Maitre, 17 (758-24-24) : Paramount Montmartre, 18 (606-34-25)
EXCALIBUR (A.), v.o. : Elysees-Lincoln, 6 (339-35-14) : Parisiens, 14 (323-71-88) : Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) : Passy, 10 (228-62-34) : Paramount Maitre, 17 (758-24-24) : Paramount Montmartre, 18 (606-34-25)

cinémas

LA PORTE DU PARADIS (A., v.o.)
(*) : Movies, 1 (320-43-99)
POUR LA PEAU D'UN FLIC (Fr.)
(*) : Gaumont - les Halles, 1 (297-48-70) : Rex, 2 (328-58-00)
U.G.C. Opéra, 2 (321-50-22) : Bre-
tagne, 6 (222-57-57) : Normand-
ie, 6 (328-58-00) : Heider, 6 (770-11-24) : U.G.C. - Gare de
Lyon, 12 (343-01-59) : U.G.C. -
Gobelins, 13 (328-22-44) : Mistral,
14 (328-22-44) : Convention St-
Charles, 15 (579-33-00) : Magic
Convention, 15 (579-33-00) : Mu-
ral, 16 (321-50-22) : Paramount-
Maitre, 17 (758-24-24) : Clichy-
Pathé, 18 (322-46-01) : Secrétan,
19 (328-71-37)
REGARDS ET SOURIRES (Angl.,
v.o.) : 14-Juillet-Paradise, 6 (328-58-00) : Racine, 6 (323-71-88)
U.G.C. - Montparnasse, 14 (327-52-37)
Biarritz, 6 (753-99-23) : 14-Juillet-
Bastille, 14 (327-52-37)
REINCARNATION (A.), v.o. : (**) :
Maxiville, 6 (770-72-88)
REPORTERS (Fr.) : St-André-des-
Bains, 6 (328-58-00)
LE SALON DE MUSIQUE (Ind.,
v.o.) : 14-Juillet-Paradise, 6 (328-58-00)
TAIS-TOI QUAND TU PARLES (Fr.,
v.o.) : Richelieu, 6 (323-71-88)
Lyon, 12 (343-01-59) : U.G.C. - Gare de
Lyon, 12 (343-01-59) : Pasquet,
6 (323-71-88) : Miramar, 14 (323-
71-88) : Magic Convention, 15 (579-
33-00) : Clichy - Pathé, 18 (322-46-01)
SECRETAN, 19 (328-71-37)
TRES ROSE (A., v.o.) : Sonaparc,
6 (323-71-88)
TRES IS ELVIS (A., v.o.) : Impérial,
6 (712-72-32) : Olympia-Bellevue, 6 (561-10-30)
TROIS FRERES (Il., v.o.) : Studio
de la Harpe, 6 (324-34-39)
UN AMOUR INFINI (A., v.o.) :
St-Germain Studio, 6 (323-71-88)
Gaumont Champs-Élysées (323-
71-88) : (V.I.) : Montparnasse-83
(561-10-30) : Franklin, 6 (770-
33-88)
UN FILS POUR L'ÉTÉ (A., v.o.) :
Studio-24, 18 (606-34-25) : h. spéc.
UNE MEILLEURE FILLE (Fr.-Angl.,
v.o.) : Studio-24, 18 (606-34-25)
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) :
Paramount-Odéon, 6 (323-71-88)
U.G.C. - Montparnasse, 14 (327-52-37)
U.G.C. - Marivaux, 6 (323-71-88)
14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (579-
33-00) : U.G.C. - Opéra, 2 (321-50-22)
VIENTS CHEZ MOI L'AMOUR CHEZ
Moi (Fr.) : Berlioz, 2 (742-56-33)
Y A-T-IL UN PILOTE DANS
L'AVION? (A., v.o.) : Paramount-
Maitre, 17 (758-24-24) : Elysees-
Point-Show, 6 (323-71-88)
LES grandes reprises :
L'AGE D'OR (Fr.) : Studio des Un-
des, 6 (324-34-39)
AMERICA, AMERICA (A., v.o.) :
Tombola, 6 (323-71-88)
LES AMOUREUX D'UNE BLONDE (Ch.,
v.o.) : 14-Juillet-Bastille, 14 (327-52-37)
AUTANT EN EMPORTE LE VENT
(A., v.o.) : Elysees Point-Show, 6 (323-71-88)
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) :
Lyon, 12 (343-01-59)
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) :
v.o.) : Parisiens, 14 (323-71-88)
CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL
(A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6 (323-71-88)
CERTAINS L'AMOUR CHAUD (A., v.o.) :
v.o.) : Champollion, 6 (324-34-39)
LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ À REBOL
(Il., v.o.) : Studio de l'Étoile, 17 (758-24-24)
CINEMA PAS MORT, MISTER GO-
DARD (A., v.o.) : Videostone, 6 (323-71-88)

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Épée-de-
Bour, 6 (323-71-88)
LE DERNIER NABAB (A., v.o.) :
Ranelagh, 18 (228-64-44), E. sp.
DOLBY DIGITAL DE L'ESPACE (A.,
v.o.) : Luxembourg, 6 (553-97-77)
L'ÉPIQUE (A., v.o.) : S. Hausmann, 6 (770-
33-88)
LES DIX COMMANDEMENTS (A.,
v.o.) : 14-Juillet-Paradise, 6 (328-58-00)
LA DOLCE VITA (A., v.o.) :
Hautefeuille, 6 (323-71-88) : Olym-
pie-Bellevue, 14 (323-71-88)
DONA FLOR ET SES DEUX MARIS
10 (Bré., v.o.) : Denier, 17 (321-
50-22)
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) :
Ranelagh, 18 (228-64-44)
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) :
Studio Logos, 6 (324-34-39)
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vi-
deostone, 6 (323-71-88)
LA GRANDE BOUFFE (A., v.o.) :
U.G.C. - Odéon, 6 (323-71-88)
U.G.C. - Bellevue, 6 (323-71-88)
REINCARNATION (A., v.o.) : Action
Etoile, 6 (323-71-88)
LES INDOMPTABLES (A., v.o.) :
Olympie-Bellevue, 14 (323-71-88)
Olympie, 6 (322-71-37) : Olym-
pie-Bellevue, 14 (323-71-88)
JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.) :
Parisiens, 14 (323-71-88) : Rens
à Film, 17 (323-71-88)
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) :
La Banque de l'Image, 6 (328-
58-00)
KASHIMA PARADISE (Fr.-Jap.,
v.o.) : Saint-Sébastien, 6 (324-34-39)
LAST THING MAN (A., v.o.) :
U.G.C. - Danton, 6 (323-71-88)
LOVE (A., v.o.) : Vendeuvre,
6 (742-56-33) : Saint-Germain-Vil-
lage, 6 (323-71-88)
MA FEMME EST UNE SODOMITE
(A., v.o.) : Nordmann, 6 (323-
71-88)
MEDES (Il., v.o.) : Palais Crois-
Naves, 12 (343-01-59) : h. sp.
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) :
Capit, 6 (323-71-88)
MONSIEUR ARKADIN (A., v.o.) :
Olympie, 6 (322-71-37)
LES MONSTRES (Il., v.o.) : Studio
Médina, 6 (323-71-88) : Publicis
Maitre, 17 (758-24-24) : v.i.
Max-Lindor, 6 (323-71-88)
Paramount-Galaxie, 13 (343-79-17)
Paramount-Montparnasse, 14 (327-52-37)
Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25)
MONTY PYTHON (SACRE GRAL) :
LA VIE DE BRIAN (Angl., v.o.) :
Olympie, 6 (322-71-37)
ORANGE MECANIQUE (Angl., v.o.) :
(**) : Luxembourg, 6 (553-97-77)
Rokoda, 6 (323-71-88) : Marivaux,
6 (323-71-88) : v.i. : Capit, 6 (323-
71-88)
LE PARRAIN (1 et 2) (A., v.o.) :
Olympie-Bellevue, 14 (323-71-88)
POUR LA PEAU D'UN FLIC (Fr.,
v.o.) : Marivaux, 6 (323-71-88)
LES PORTES DE LA NUIT (Fr.) :
Lyon, 12 (343-01-59)
SAO OU LES 123 JOURNÉES DE
SODOMITE (Il., v.o.) : (**) : Olym-
pie-Bellevue, 14 (323-71-88)
LA SCANDALUEUSE DE BERLIN (A.,
v.o.) : Action-Charlotten, 6 (323-
71-88) : Max-Maison, 17 (320-
43-99)
SCARFACE (A., v.o.) : Movies, 1 (320-43-99)
SI D'ENFERMÉMENT COMME (A.,
v.o.) : Royale - Disney, 6 (323-
71-88) : Francine, 6 (770-33-88)
Napoleon, 17 (320-43-99)
TAXI DRIVER (A., v.o.) : Opéra-
Napoléon, 6 (323-71-88)
TENDRE EST LA NUIT (A., v.o.) :
Ranelagh, 18 (228-64-44), E. sp.
TEX AVENTURIER (A., v.o.) :
Olympie, 6 (322-71-37)
LA TERRASSE (Il., v.o.) : Den-
ier, 17 (321-50-22)
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) :
Nordmann, 6 (323-71-88)
LE TROISIÈME HOMME (A., v.o.) :
Studio Logos, 6 (324-34-39)
LES VACANCES DE MONSIEUR
HULOT (Fr.) : Champollion, 6 (324-34-39)
LES VALENTINES (Fr.) : Mont-
parnasse, 14 (327-52-37)
VIVA ZAPATA (A., v.o.) : A-Bazin,
13 (327-52-37)
WEST SIDE STORY (A., v.o.) :
Olympie-Bellevue, 14 (323-71-88)
Studio 24, 18 (606-34-25)
YAKUSA (Jap., v.o.) : Studio Saint-
Gervais, 6 (324-34-39)
LES TRUUS DE LAURA MARS (A.,
v.o.) : (**) : Clichy-Palace, 6 (324-34-39)

LES FILMS NOUVEAUX

A NOUS LA VICTOIRE, film
américain de John Ford.
- V.o. : U.G.C. Danton, 6
(323-71-88) : Normandie, 6
(328-58-00) : Magic-Conv-
ention, 15 (579-33-00) : U.G.C.
Bex, 2 (328-58-00) : U.G.C.
Opéra, 2 (321-50-22) : Biarritz,
6 (753-99-23) : Miramar, 14 (323-
71-88) : U.G.C. Gobelins, 13 (328-22-44)
(328-22-44) : Mural, 16 (321-50-22)
99-75)
BELLES BLONDES ET BRON-
ZÉES, film français de Max
Fécul, 6 (323-71-88)
(323-71-88) : Ermitage, 6 (328-58-00)
(323-71-88) : Caméo, 6 (248-66-44)
(323-71-88) : U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59)
(323-71-88) : U.G.C. Gobelins, 13 (328-22-44)
(323-71-88) : Montparnasse, 14 (327-52-37)
(323-71-88) : Mistral, 14 (328-22-44)
(323-71-88) : Convention Saint-
Charles, 15 (579-33-00) : Pa-
ramount-Montmartre, 18 (606-34-25)
(323-71-88) : Secrétan, 19 (328-71-37)
GARDE A VUE, film français de
Claude Miller : Gaumont-
Bastille, 13 (343-79-17) : Bar-
bès, 2 (328-58-00) : Richelieu, 6 (323-71-88)
(323-71-88) : Quinette, 6 (653-79-23)
(323-71-88) : U.G.C. - Bellevue, 14 (323-71-88)
(323-71-88) : France-Silvane, 6 (323-71-88)
(323-71-88) : Fauvette, 13 (328-22-44)
(323-71-88) : Gaumont-Sud, 14 (327-52-37)
(323-71-88) : Montparnasse, 14 (327-52-37)
(323-71-88) : Parisiens, 14 (323-71-88)
(323-71-88) : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (579-33-00)
(323-71-88) : Victor-Hugo, 15 (579-33-00)
(323-71-88) : Wepler, 16 (322-46-01)
(323-71-88) : Gaumont-Gambetta, 30 (636-10-96)
LORRAINE CŒUR D'ACIER, film français de Jean Serres
et Alban Poirier : Forum, 1 (327-52-37) : Studio Cujas, 6 (324-34-39)
PUTAIN D'HISTOIRE D'AMOUR, film français de Gilles Béhat :
Impérial, 2 (712-72-32) : Gaumont-Hall, 1 (297-48-70)
(327-52-37) : Quinette, 6 (653-79-23)
(327-52-37) : Montparnasse, 14 (327-52-37)
(327-52-37) : Saint-Lazare, 6 (327-52-37)
(327-52-37) : Na-
tion, 6 (343-04-57) : Gaumont-Convention, 15 (579-33-00)
(327-52-37) : Image, 19 (322-46-01)
LA VIE CONTINUE, film fran-
çais de Claude Mura :
Rex, 2 (328-58-00) : U.G.C. Odéon, 6 (323-71-88) : Biar-
ritz, 6 (753-99-23) : Caméo, 6 (248-66-44)
(323-71-88) : U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59)
(323-71-88) : U.G.C. Gobelins, 13 (328-22-44)
(323-71-88) : Gaumont-Sud, 14 (327-52-37)
(323-71-88) : Magic-Convention, 15 (579-33-00)
(323-71-88) : Bientvenue-Montparnasse, 15 (579-33-00)
(323-71-88) : Mural, 16 (321-50-22)
(323-71-88) : Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25)

THEATRE DE BOULOGNE BILLANCOURT
60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (METRO MARCEL SEMBAT)

EVELYNE BUYLE
PIERRE SANTINI JEAN DAVY
ALINE BERTRAND FRANCOISE MARIE
ROGER SOUZA RENE HAVARD

Thérèse Raquin

RAYMOND ROULEAU

EMILE ZOLA
adapté par HUBERT MONLOUP
scénario de ROGER JOUAN

LES TRUUS DE LAURA MARS (A., v.o.) : (**) : Clichy-Palace, 6 (324-34-39)

ANNONCES CLASSEES			ANNONCES ENCADREES		
OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.T.C.	OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70	DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	48,00	56,45	IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45	AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	48,00	56,45	AGENDA	31,00	36,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64			



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Engineering offshore pétrolier.

Nous nous développons très rapidement dans l'offshore pétrolier et nous élargissons nos domaines d'intervention ainsi que la gamme de nos prestations par la création d'une branche Engineering indépendante. Le know how d'une société étant celui des hommes qui la composent, nous avons constitué une équipe dynamique et compétente de haut niveau technologique que nous voulons compléter par :

- un ingénieur construction navale (Réf. ICN)
 - Formation ENSTA ou équivalent.
 - Expérience : 5 ans de chantier naval ou société de classification.
 - ANGLAIS courant impératif.
- un ingénieur piping mechanical (Réf. IPM)
 - Formation AM, ECP ou équivalent.
 - Expérience : 5 ans en études et/ou supervision d'installations pétrolières onshore et offshore.
 - ANGLAIS courant impératif.
- des chefs de groupe et projeteurs (Réf. CGP)
 - Spécialités : structures, piping mechanical, électricité.
 - Expérience indispensable en installations pétrolières onshore et offshore.
 - ANGLAIS souhaité.



Si vous correspondez à l'un de ces profils, écrivez-nous rapidement à :
BOUYGUES OFFSHORE - Service Personnel - La Boursière
92357 LE PLESSIS-ROBINSON CEDEX

INTERCOMP

Première Société de Consultants en Ingénierie Pétrolière
recherche pour son bureau de LONDRES :

- A) INGÉNIEURS DE RÉSERVOIRS
- B) INGÉNIEURS DE PIPELINES
- C) MANAGER DE PIPELINE ENGINEERING

Descriptions des tâches :

- A) - Etudes conventionnelles de gisements.
- Application de techniques de pointe de simulation.
- Récupération assistée (miscible, thermique, chimique).
- B/C) - Dessin et opération de systèmes de transport des fluides dans les pipelines.
- Utilisation de modèles permanents et transitoires.

Profil :

- Diplômés Grande Ecole et/ou ENSPM.
- Anglais courant.
- 3 ans minimum avec société pétrolière ou consultants.
- Goût du marketing et des relations humaines.
- Expérience récente des techniques de simulation dans les domaines ci-dessus souhaitée.

Salaire :

- Excellent, nombreux avantages.

Ecrire avec C.V. à : M. Francis J. CASSE
Manager of International Reservoir Engineering

33, Regent Street
LONDON SW 1Y 4LY



recherche pour son programme de formation
destiné aux opérateurs d'une usine d'ammoniac en Algérie :

Coordonnateur de Formation

Salaire £ 25 000 + selon expérience

- Ingénieur ou spécialiste de la formation, diplômé d'université.
- Une expérience de la Formation Professionnelle d'au moins dix ans est exigée, dont trois ans au niveau de Chef de la Formation. Cette expérience, acquise de préférence dans l'industrie chimique/pétrochimique, devra être orientée essentiellement sur la formation d'opérateurs de production.
- La connaissance du procédé de fabrication d'ammoniac est souhaitée, appuyée par un temps consacré à la formation d'opérateurs d'unités semblables.

Anglais indispensable.

3 Spécialistes de la Formation Technique

Salaire £ 22 000 + selon expérience

- Formation d'ingénieur ou B.T.S.
- Connaissance du procédé de fabrication d'ammoniac, et aussi, pour l'un des postes, connaissance de l'instrumentation.
- Une expérience opérationnelle d'au moins cinq ans, obtenue au sein d'unités industrielles similaires, ainsi que trois ans de pratique de la formation professionnelle.
- Anglais indispensable.

Logement de famille assuré, ainsi que d'autres primes et avantages.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé, précisant clairement vos qualifications en fonction de nos exigences, à :
M. P.A. Lockyer, Pullman Kellogg Plant Services Algeria Inc., M.W. Kellogg Ltd.
Stadium Way, WEMBLEY, Middlesex HA 9 0EE, England.

BATTELLE
CENTRES DE RECHERCHE DE GENEVE
désire engager pour son GROUPE INFORMATIQUE

chefs de projets en informatique

Spécialisés dans les domaines suivants :

- Gestion de centres informatiques
- Organisation administrative
- Bases de données
- Informatique technique incluant la CFAO, le graphique et les calculs mécaniques

Les candidats doivent pouvoir justifier d'une formation supérieure et d'une expérience professionnelle de plusieurs années dans les domaines susmentionnés.

Les postes sont basés à Genève mais des missions d'assistance de durée limitée hors de Suisse sont à prévoir.

Langues : français et anglais courants, allemand souhaité.

Les personnes intéressées sont priées de faire offre avec curriculum vitae, photographie et prétentions de salaire. Au Chef du personnel, BATTELLE
7, route de Urie, CH-1227 CAROUGE / GENEVE.

Le développement de nos activités à l'Etranger constitue un des moteurs de notre expansion. Il nous amène à recruter deux cadres comptables de haut niveau :

Un chef de service comptable pour assurer la liaison entre le siège et nos chantiers.

Outre les responsabilités habituelles (suivi comptable, déclarations fiscales et de sécurité sociale, paie et trésorerie), il a une double mission. La première, auprès de nos différents chantiers internationaux, consiste à mettre en place les hommes et les procédures comptables et à animer les équipes locales. La seconde est d'assurer les indispensables liaisons entre chantiers étrangers et services comptables et financiers du siège. En outre, il est garant de la fiabilité de l'ensemble des résultats comptables.

Vous avez une formation DESC ou équivalent et vous êtes disponible pour les très nombreux déplacements de courte durée à l'Etranger que ce poste implique. (Réf. CSC)

Un chef comptable pour nos chantiers en Arabie Saoudite.

Sous la responsabilité du Directeur Financier Arabie, il dirige la comptabilité générale, assure la sortie des documents analytiques, établit les déclarations fiscales et sociales, gère la trésorerie et supervise la paie.

Ce poste est basé à RIYADH.

(Réf. CCR)

Les candidats à ces deux postes auront une expérience professionnelle de plusieurs années, de préférence dans le secteur du BTP, avec utilisation de l'informatique. La connaissance de l'Anglais est indispensable.

BOUYGUES

Merci d'adresser votre candidature, en rappelant la référence du poste choisi à :
M. Desruelles - Direction du Personnel - BOUYGUES
B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX

Un homme de valeur à sa place chez Bouygues.

U.S.A. FILIALE COMMERCIALE D'UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS recherche :

son RESPONSABLE DE LA GESTION DES STOCKS

Ce poste peut convenir à un jeune diplômé D.U.T. TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION ou formation équivalente, intéressé par responsabilités de gestion au sein d'une petite équipe commerciale dynamique.

Il sera chargé :

- de la définition des niveaux de stocks,
- du contrôle des procédures de gestion,
- de l'évolution de l'organisation en place.

Des connaissances statistiques et en traitement informatique sont nécessaires. Anglais parlé courant.

Formation complémentaire assurée en France.

Lieu de travail : proche NEW YORK.
Contrat U.S.A. d'un an renouvelable.
Nécessité libéré O.M.

Ecrire avec CV détaillé + photo à :
SNR Service Emploi
Réf. U.S.A. BP 17
1, rue des Usines
74010 ANNECY Cedex

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publi- cité » ou d'une agence.

Importante société
recherche pour mission longue durée
France d'OUTRE MER

ingénieur diplômé télécom

responsable d'une équipe de techniciens (30 à 40 personnes).

Techniques mises en œuvre :

- Radio télécommunication
- Auto com.
- Réseaux câbles
- Faisceaux hertziens
- Courants porteurs
- MIC
- Hyperfréquences
- Liaisons grandes distances

35 ans minimum. Bonne expérience dans les domaines précités. Anglais technique souhaité. Autorité naturelle. Très grande rigueur. Bon gestionnaire.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 6657 à Média System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

552 من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DARTY

**ASSISTANT
CONTROLEUR
DE GESTION**

Le cadre-recherché sera rattaché au directeur administratif et financier de la société DARTY ALSACE LORRAINE.

L'essentiel de la fonction concernera les budgets : préparation, suivi, analyse des écarts, etc...

Ce poste devrait intéresser particulièrement un(e) jeune cadre diplômé(e) de l'enseignement supérieur : H.E.C., ESSEC, SUP de CO, ou équivalent qui sera allié à la rigueur du gestionnaire, le dynamisme et le réalisme nécessaires dans une société de distribution.

Une première expérience professionnelle de un à deux ans serait appréciée.

Ecrire à : Monsieur Francis PRECHEUR - Société DARTY
Route Nationale 57 - 57160 MOULINS LES METZ.

Le terrain, rien de tel pour décoller.

Vous êtes ambitieux. Vous voulez gagner 80.000 F par an dès votre entrée dans la vie active ou 100.000 F + avec quelques années d'expérience.

Le terrain ne vous fait pas peur, bien au contraire; vous désirez vous donner à fond dans un métier d'avenir vous permettant de mettre en valeur vos qualités de décisionnaire autonome.

Vous êtes le **RESPONSABLE COMMERCIAL** que nous recherchons : 23 ans minimum.
Formation commerciale supérieure : HEC, ESC, EDHEC, etc... universitaire : Sciences Economiques, Ingénieur AM, ISA, etc...

- Qualités essentielles pour réussir :
- enthousiasme et combativité.
 - sens commercial très développé.
 - goût des responsabilités.
 - aptitudes à diriger et animer du personnel.
 - vous êtes travailleur et disponible.

Noireclent, une importante chaîne d'hypermarchés française, a des postes à pourvoir à ORLÈANS et à BORDEAUX magasins où vous bénéficierez au départ de votre carrière d'une solide formation.

Situation évolutive en rapport avec vos résultats.

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. détaillé, en indiquant la région qui vous intéresse à : **TÉLÉFORMATION B.P. 101 - 59016 LILLE CEDEX.** Discretion et réponse assurées.

HASLER Frères S.A. RHONE-ALPES

filiale d'un groupe suisse spécialisé dans la construction d'installations industrielles de pesage, dosage automatiques et de régulation de process, recherche

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

pour prendre la responsabilité, en grande autonomie, de projets de conception et développement de logiciels :

- mise au point du cahier des charges,
- développement des logiciels,
- conception du système,
- assistance à la mise en service.

Le poste sera confié à un jeune ingénieur électronicien (INPG, Centrale, INSA, ICP ou équivalent), possédant une première expérience en automatique et microinformatique. L'anglais est un atout important.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 638 M, à notre conseil,

ALGOE 9 bis route de Champagne
69130 ECULLY
MEMBRE DE SYNTHEC

Important constructeur matériel Rasure région touristique de l'est, forte position exportatrice recherche

INGENIEUR TEXTILE TECHNICO-COMMERC.

Mission :
Projet d'installation et de développement, après formation, négociations avec clientèle France et étranger.

Ce poste pourrait convenir soit à un ingénieur textile débutant, soit à un technicien supérieur capable avec pratique fibres longues.

Anglais efficace, parlé + écrit indispensable.

Logement facilité.

Adresser C.V. détaillé sous référence 954, à :

SELETEC
CONSEIL
67008 STRASBOURG CEDEX.



elf aquitaine

recherche pour sa DIRECTION EXPLORATION PRODUCTION dans la fonction approvisionnement

UN INGENIEUR MECANICIEN

ARTS et METIERS, INSA ... ayant acquis une bonne connaissance des matériels et équipements électriques et hydrauliques (moteurs, compresseurs, pompes, groupes ...) et ayant une connaissance générale des matériels et équipements mis en œuvre pour la recherche et l'exploitation pétrolière, pour lui confier la responsabilité de la mise au point de la codification nomenclature des équipements commandés, du contrôle des listes de pièces de rechange, de l'organisation des magasins pour la gestion et le stockage des matériels.

Ce poste implique de nombreux déplacements dans nos filiales à l'étranger. Il peut déboucher sur un poste de Responsable Approvisionnement au siège ou dans une filiale.

L'anglais est indispensable

Envoyer C.V. et prétentions sous no 09649 à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement 26, avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64018 PAU Cedex.



emplois internationaux emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

TARANCO INTERNATIONAL SA
Société Française de Commerce Internationale recherche pour sa

DIVISION SCIENTIFIQUE et MEDICALE

ingénieurs d'affaires

pour le PROCHE-ORIENT

De formation supérieure, ils auront une expérience commerciale confirmée, acquise de préférence dans le domaine de l'exportation de biens d'équipement.

Ces postes basés à Paris impliquant de fréquents déplacements (50 % du temps) et une maîtrise TOTALE de la langue anglaise.

Dynamisme, diplomatie, initiative et sens des responsabilités sont nécessaires.

Vous adresserez votre candidature sous référence 5744 (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à :

Organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUIN TRANS.

Important groupe français d'agro industrie tropicale recherche pour

AFRIQUE NOIRE

cadre comptable et financier haut niveau

pour créer le service comptabilité d'une implantation nouvelle, organiser sa mise en place et assurer le suivi comptable et financier.

EXPERIENCE AFRICAINE NECESSAIRE.

Ce poste pourrait convenir à un jeune candidat pouvant justifier d'une expérience minimale de 5 ans dans une fonction similaire.

Adresser CV, photo à No 9.692 CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

STE CONSEIL EN ENERGIE à location nationale recherche pour la région NORD - PAS-DE-CALAIS avec résidence à LILLE

INGENIEUR (E.C.P. A. M. - E.S.E.)

ayant une connaissance complète des problèmes énergétiques du secteur résidentiel et tertiaire.

- Age : 30 ans environ.
- Solide formation thermicien.
- Goût de l'initiative.
- Aptitude au travail en équipe.

Adr. C.V., photo et prêt. à SCETECAL, 4, place Roussier-Dauby, 75015 PARIS.

NOUS CHERCHONS UN RESPONSABLE P.M.E. 100 km Ouest Paris offre à diplômé E.E.C. un poste Cadre largement autonome

RESPONSABLE COMMERCIAL ET ACHATS

Evolution possible vers DIRECTION A.E. à efficacité personnelle. Expérience solide indispensable. GRANDE DISTRIBUTION ET GROSSESTE 100/120.000 F + forte participation aux résultats. Ecrire LAPOSTOLLE, rue Lemaître, 27000 EVREUX.

NICE Côte d'Azur importante société transports recherche collaborateur qualifié ayant expériences dans importation/exportation des produits d'art. Ecrire HAVAS, B.P. 348, 06072 NICE Cedex sous référence 088.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ située 100 km TOULOUSE recherche

pour son développement **JEUNE COMPTABLE** dynamique B.T.S. comptabilité + D.E.C.G. notions informatiques acquises.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions n° E. 8.488 HAVAS, 3 rue de la République, TOULOUSE CEDEX.

TITN PROVENCE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEUR INFORMATIQUE Recherche

PLUSIEURS INGENIEURS LOGICIELS

Grande Ecole, diplômés à 5 ans d'expérience pour développement de systèmes temps réels sur mini et micro ordinateurs. Lieu de travail : Provence-Côte d'Azur. Envoyer C.V., photo et prétentions à TITN Provence, 7, rue Louis-Armand, 13763 LES MILLES Cedex.

Centre Informatique Marseille Equipe CII HB DPS 7/48 (GOS/7051) 9031 + 4341 (GOS/7051) recherche :

CHEF D'EXPLOITATION

Ingénieur système - Chef de salle - Gestionnaire de réseau - Chef de projet - Analyses - Expérience T.P. indispensable. Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions avant le 7 octobre 1981 date de clôture. Description assurée. Ecr. s/m 7.123 Le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

M.J.C. ST-MICHEL BIDE, 10, rue de NORMANDIE CHALONS-SUR-MARNE recherche animateur (trice) temps complet Adjoint direct. Ecr. s/m 7.140 Le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

UNIVERSITÉ BESANÇON

RESPONSABLE QUALITÉ

Objectif : Former des cadres ou futurs cadres capables d'assurer l'organisation, l'animation et la gestion d'un service de qualité.

Durée : Formation longue (du 26 octobre 1981 au 11 juillet 1982), comprenant 10 semaines de stage en entreprise.

Public : Expérience d'encadrement au sein d'une fonction production ou niveau D.U.T., B.T.S., D.P.C.T., C.N.A.M., dans les filières électronique, mécanique, électro-technique.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION :

IUF INSTITUT UNIVERSITAIRE DE FORMATION CONTINUE

Faculté des Sciences, route de Gray, 25030 BESANÇON Cedex. Tél. (81) 50-32-66.

ORGANISME D'ETUDES, PRESTATAIRE DE SERVICES DE COLLECTIVITES LOCALES recherche

chargé de mission INFORMATIQUE et ORGANISATION

5 ans d'expérience Créatif, pragmatique, sens des relations avec élus locaux.

Résidence région Rhône-Alpes.

Adresser c.v. sous réf. 8119 à AXIAL Publicité 27, rue Talbot 75009 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE recherche pour son Antenne Régionale Nord - Pas de Calais implantée à DOUAI

UN INGENIEUR MECANICIEN

30 ans minimum

Adjoint au délégué régional, il sera chargé de relations avec :

- les écoles et universités
- les organismes professionnels
- les entreprises de mécanique de la région.

Le titulaire du poste devra avoir plusieurs années d'expérience industrielle acquise de préférence dans le domaine des méthodes, de l'usinage ou de la chaudronnerie.

Connaissances en matériaux appréciées.

Cet ingénieur devra également posséder des qualités de contact.

Déplacements fréquents.

Adresser C.V., photo et prêt. ss No 9796 CONTESSÉ & Cie 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

dumez

recherche le

CHEF COMPTABLE

de sa Filiale en **ANGOLA**

Le candidat est de formation DECS ou Ecole de Commerce, il parle le portugais ou à défaut l'espagnol.

Il a une expérience d'au moins 5 ans acquise dans une entreprise de B.T.P.

Le poste est basé à LUANDA

Le déplacement peut s'effectuer après période probatoire en famille.

Envoyer C.V. et prétentions à DUMEZ Service des Relations Humaines 345, avenue Georges Clemenceau 92022 NANTERRE Cedex.

Dans le cadre de ses nouveaux travaux en **AFRIQUE DU NORD**

FOUGEROLLE

recherche

des ingénieurs travaux génie civil

De formation TP ou équivalent, et ayant 2 à 3 années d'expérience sur chantiers, ils se verront confier, dans un premier temps, des responsabilités d'encadrement sur des chantiers d'importance moyenne.

La connaissance de l'anglais est un avantage.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo récente et prétentions, sous référence F 092 à :

FOUGEROLLE - service du recrutement
3, Avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY VILLACOUBLAY

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de pages.



emploi régional emploi régional emploi régional emploi régional

P.L.C. Groupe cartonier offre pour son unité située CENTRE OUEST poste de :

DIRECTEUR COMMERCIAL

Il dépend du Directeur d'Etablissement, il définit et fait appliquer la politique commerciale à moyen terme : objectifs, budgets, etc... Il anime la force de vente, est responsable des résultats, de l'administratif des ventes, de la publicité, des études : 12 à 15 personnes. Son activité s'exerce principalement sur le grand Sud-Ouest et Paris.

Une expérience de direction et animation réussie est demandée, la connaissance de la transformation du carton ondulé sera appréciée (produits traditionnels et emballages élaborés : micro cannelure, PLV, displays, impressions offset, etc...).

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions à : M. A. GARRET, 11, rue Mauvoisin 44200 NANTES

Filiale d'une importante Société Américaine, leader de notre profession, nous développons nos activités industrielles et commerciales en France et à l'Etranger. Nos racines se trouvent dans le NORD, où notre Siège Social rassemble les différents spécialistes qui offrent aux hommes de terrain les méthodes et moyens indispensables à leur efficacité. Vous pouvez être l'un d'eux, et bénéficier ainsi d'une intéressante opportunité de carrière.

gestion des ressources financières

180.000 F

Ce cadre de niveau supérieur est chargé d'assurer aux meilleures conditions de coût nos sources de financement, d'optimiser nos circuits internes de trésorerie, et d'animer et contrôler notre politique de crédit à la clientèle. Formation supérieure financière et comptable. Expérience de 5 à 10 ans dans la fonction de "Crédit Manager" ou de "Trésurier". Maîtrise des relations bancaires. (Réf. GR)

études informatiques

120.000 F

Un nouveau CHEF DE PROJET vient renforcer notre département Informatique. Il s'intégrera à l'équipe qui assure la conception, le développement et l'amélioration des applications nécessaires à la gestion des différentes activités de l'Entreprise (Production - Commercial - Logistique - etc...).

Notre équipement ? Un IBM 4341 et un important réseau de télétraitement. Etudes supérieures (MAGE - Ecole de Gestion - Ecole d'Ingénieur).

Les candidats intéressés sont priés de faire parvenir leur lettre de candidature + C.V., en indiquant la référence du poste choisi, sur l'enveloppe à :

organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

C.C.I. de DIEPPE
recherche

UN CONSEILLER EN GESTION INDUSTRIELLE

Il aura pour mission d'assurer la promotion des P.M.I. de la région et notamment :

- de détecter et d'analyser leurs besoins et d'y apporter après diagnostic des solutions
- de favoriser leur implantation sur de nouveaux marchés au plan national et international
- d'aider les créateurs d'entreprises.

Ce poste pourrait convenir à un candidat de formation supérieure technique accompagnée de réelles notions de gestion et de marketing ayant quelques années d'expérience acquise de préférence en entreprise industrielle et disposant de qualités d'organisation, d'esprit d'initiative et d'un excellent contact humain.

Connaissance de l'Anglais nécessaire. Rémunération à débattre.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 683 as

CEFAGI 87 - 89 Avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16

Société de PROTECTION JURIDIQUE, dans le cadre de son expansion, crée à PARIS son AGENCE et en cherche son futur Directeur

DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

avec une formation de base de Droit, il aura une dominante commerciale pour intervenir sur le marché en expansion de produits modernes concernant la protection de l'individu et de la petite entreprise. Poste largement autonome pour un candidat souhaitant des responsabilités polyvalentes dans une structure à échelle humaine.

Ecrire au CABINET GATIER - 32 rue Barême 69010 LYON - sous référence 700.

Cabinet Gatier

Côte Atlantique

Ingénieur grande école

Centrale, A.M., ENSI (Grenoble, Toulouse...)

Un très bon technicien, doublé d'un excellent gestionnaire

Groupe industriel français, 220 millions de C.A., nous recherchons, pour notre Département INGENIERIE - conception et réalisation de machines-transfert, robots, vendus en France et à l'Etranger - un ingénieur mécanicien/électro-mécanicien, ayant de bonnes connaissances en électronique. Il devra justifier d'une expérience minimum de 5 ans - production, méthodes, - acquise dans une société industrielle, gérée de façon moderne.

Rattaché au P.D.G., il sera assisté d'ingénieurs, de techniciens et de professionnels de très bon niveau dont il devra animer et coordonner les activités. Il sera responsable du B.E. et de l'atelier de montage, de la sous-traitance et des achats.

Ces fonctions ne peuvent convenir qu'à un ingénieur d'une très bonne qualification technique, très organisé ayant un solide bon sens.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous référence 71583/M à R. VERDET, 5644-CEGOS, TOUR CHENONCEAUX 204, Rond Point du Port de Sévres, 92518 BOULOGNE CEDEX

CEGOS Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis

Depuis 7 ans notre Société FASSON FRANCE fabrique des AUTO-ADHESIFS à CHAMP-SUR-DRAC (près GRENOBLE) et réalise un C.A. de 180 millions.

Parvenir à ce point de développement de la fonction, NOUS RECHERCHONS UN RESPONSABLE DU

PROCESS ENGINEERING

De formation INGENIEUR, le titulaire du poste aura une expérience industrielle d'au moins 3 ans de préférence dans la technologie de l'enduction.

Il travaillera sur des projets plutôt à moyen terme et aura à créer, pour des machines travaillant en non-stop, les procédures de fabrication en fonction des spécifications du produit.

Les contacts fréquents avec d'autres sites du groupe imposent une parfaite maîtrise de l'anglais.

Ecrire avec C.V. détaillé à : FASSON FRANCE, Service du Personnel, Z.I. de CHAMP-SUR-DRAC, 38360 JARRIE.

DIRECTEUR COMMERCIAL

Une ancienne et importante société d'exploitation forestière et de sciage, spécialisée dans le bois de chêne et dotée d'installations modernes et rationnelles, recherche son nouveau collaborateur.

Travaillant en parfaite harmonie avec le P.D.G. de la Société, il aura pour principales actions : la promotion et la vente des produits de l'entreprise (bois sur plots, fûts et zivés, débit sur liste) sur le marché français, principalement la moitié est du pays et sur le marché étranger, particulièrement R.F.A. et Suisse, ainsi que des produits finis du négoce, achetés en France et à l'étranger, et vendus sur les mêmes marchés. Analyse constante et en profondeur des marchés du bois (français et mondiaux); recherche d'une meilleure pénétration de la Société sur tous les marchés prospectés, afin d'assurer une rentabilité optimale. Il sera de formation technique ou commerciale supérieure : Ecole Supérieure du Bois, H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C... Son expérience professionnelle, quelle que soit la formation d'école, portera sur une connaissance approfondie des métiers du bois acquise au sein de l'industrie, du négoce du bois ou du marché du meuble. La rémunération est importante et en rapport avec l'expérience acquise et la fonction. La connaissance de la langue allemande est impérative. Le candidat choisi pourra continuer, s'il le souhaite, de résider dans sa région.

Adresser C.V. + photo sous réf. 71080 A

SEGE Jean WEGBECHER 11, allée de la Robertine 67000 STRASBOURG

DÜSSELDORF - LONDRES - MADRID - PARIS

Une importante société française spécialisée dans la fabrication de matériel aéronautique, recherche pour sa filiale région CENTRE un

ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

Pour lui confier :

- la gestion administrative du personnel (paye, études statistiques...);
- les relations avec les organismes sociaux et les administrations;
- la mise en place et le suivi des actions de formation;
- un rôle d'information interne et de participation aux réunions avec les partenaires sociaux.

Ce poste, qui devrait à terme évoluer vers une prise en charge de l'ensemble de la fonction, s'adresse à un candidat de formation supérieure, ayant acquis une première expérience dans un service du personnel.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 72526 à Solange MONTEIL.

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.
Conseils en ressources humaines depuis 1959

Société Européenne de Propulsion

Etablissement de Vernon, recherche un

INGENIEUR CHEF DE GROUPE

(A & M, ICAM, équivalent...)

Il lui sera confié la Direction du Groupe Inspection Montage (40 personnes) et les responsabilités suivantes :

méthodes et préparation :
conception et développement des outillages et méthodes de mesures nécessaires au contrôle du montage des organes, des moteurs et des ensembles propulsifs d'ARLANE.

inspection :
contrôle du montage en usine des organes, moteurs et ensembles propulsifs à VERNON, contrôle des interventions sur le site d'intégration en Métropole et en Guyane.

recette :
préparation de la documentation nécessaire et présentation en recette au client.

Nous donnerons la préférence à un candidat ayant au minimum 5 années d'expérience en milieu industriel.

Adresser lettre de candidature manuscrite, accompagnée d'un cv détaillé sous réf. 291 M à S.E.P. Service du Personnel - BP 802 - 27207 VERNON.

GROUPE S.I.P.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

dans le cadre du développement de son Département SYSTEM-ASSIST, spécialisé dans le conseil et l'assistance à l'exploitation des matériels et logiciels IBM, recherche un :

Spécialiste Système IBM / DOS / VSE / VTAM / CICS

- Capable de créer et de gérer l'entente SYSTEM-ASSIST pour la région Nord de la France, au sein de notre filiale SGE NORD.
- Solide expérience de la mise en place et de la maintenance des systèmes précités. Connaissances VM appréciées.
- Formation supérieure (DUT, MAGE, etc...).
- Expérience 5 ans minimum.
- Poste fixe à Lille.
- Prise en charge du déplacement en province si nécessaire.

Envoyer CV sous référence FP2/SYSTEM-ASSIST-1M 12, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

Notre groupe leader mondial du contrôle et de l'inspection des matières premières à l'importation et à l'exportation recrute pour son agence de LAVERA spécialisée dans le contrôle des produits pétroliers et pétrochimiques un

ASSISTANT AU CHEF D'AGENCE

Il assistera le responsable de l'agence dans les problèmes techniques, commerciaux et administratifs et contribuera par ailleurs à l'unification des procédures de contrôle ainsi qu'à l'étude des problèmes techniques liés aux activités de développement et de diversification au niveau national.

Le candidat idéal est un ingénieur physico-chimiste qui a une expérience de 2 ans dans le domaine pétrochimique, l'ingéniering ou la production, ou qui, débutant, a effectué des stages appropriés dans ce domaine. Il a en outre de très bonnes notions d'anglais. Ce poste débouche à 2 ou 3 ans sur une carrière internationale et les candidats doivent être intéressés par cette possibilité d'expatriation.

Ecrire avec CV et prétentions sous N° 8049 PARFRANCE Annonces 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
livrant des usines et installations dans le monde entier et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français - recherche pour son Etablissement de ST CHAMOND (Loire)

INGENIEUR CONTRÔLE FABRICATIONS

DIPLOME GRANDE ECOLE

Sous l'autorité du Responsable du Département CONTRÔLE-QUALITE, le candidat assurera :

- le contrôle auprès des sous-traitants, des matériels en cours de fabrication
- la supervision d'une équipe d'inspecteurs
- la mise en vigueur de méthodes de travail indispensables au fonctionnement de son service.

Ce poste nouvellement créé conviendra à un homme qui a les capacités et la volonté de développer un nouveau service et dont l'expérience s'appuie sur plusieurs années d'usine dans un service fabrications.

Anglais parlé indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions à : n° 10010 CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

5521 من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mercredi 30 septembre 1981 - Page 31

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

COMPTABLES
QUAL. HOMMES ou Femmes.
Expérience COMPTABLE.
Ecr. avec C.V. et prétentions.
N° 34, r. de Lille, Paris 9.

INTERNATIONAL
MONEY BROKER
based in Paris seeks

DEALER

International currency
deposits
- fluent french/english
- experienced
- Solid experience international
money/commodity markets.

Send C.V. to n° 10.243
Comptable-Public, 20, av. de
l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.
who will forward.

TECHNO-CIAUX
avec expérience informatique
pour vente locale

Centre International
Traitement Informatique

Antenne Bures Charente
228-14-55 + / 200-24-52 +

ETABLISSEMENT PUBLIC
recherche

ATTACHE (E) DE PRESSE
spécialisé (a) dans relations avec
la presse politique.
Tél. : 650-32-12 poste 571.

ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche

COLLABORATEUR

Pour opérations de courtage sur
marché monétaire international.

- Niveau universitaire.
- Anglaise courant E.O.G.E.

- Expérience bancaire ou de
négoce international souhaitée.

Envoyer C.V., photo à n° 10.157
Comptable-Public, 20, av. de
l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

EI

LE GROUPE DE L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE

Cette importante Entreprise (8.000 P. - C.A. 2 Milliards) à vocation nationale se caractérise, d'une part par sa forte implantation régionale : 5 Directions Régionales - 46 centres de travaux, d'autre part, par la diversité et la complémentarité de ses domaines d'intervention : Génie Civil, travaux électriques, équipements électroniques et micro-informatiques, bâtiment. Elle recherche :

POUR SES ACTIVITES ELECTRICITE ET GENIE CIVIL :

jeunes ingénieurs

ils se verront confier d'une manière progressive, des responsabilités qui leur permettront, selon les résultats obtenus d'évoluer à terme vers des postes de haut niveau dans l'Entreprise. Postes à pourvoir sur l'ensemble du territoire Français. (Ref. 951)

CENTRALE - TP - A ET M - INSA OU EQUIVALENT

POUR SON DEPARTEMENT EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES ET MICRO INFORMATIQUES :

ingénieur électronicien confirmé

pour assurer la conception, la réalisation et l'intégration de systèmes électroniques et micro-informatiques industriels (secteur tertiaire). Par sa formation d'ingénieur et son expérience, il aura acquis une très bonne connaissance du matériel (conception, adaptation, interface...) et la maîtrise du logiciel multitâches temps réel. (Ref. 939)

MATERIEL ET LOGICIEL

B.T.S. - D.U.T. électronicien

ayant une bonne connaissance des circuits intégrés et du logiciel multitâches temps réel, pour participer à l'étude des systèmes et au suivi des installations sur le site (mise en service, maintenance). (Ref. 940)

MICRO INFORMATIQUE

COCA

CONDUITES et CANALISATIONS est une filiale de l'Entreprise Industrielle spécialisée dans l'adduction d'eau, l'assainissement et la construction de stations d'épuration. Sa direction régionale de Paris et Nord-Ouest recherche

ingénieur d'affaires

pour lui confier la responsabilité d'une zone géographique : prospection commerciale, suivi technique de prospects, gestion de réalisation, direction d'une équipe de conducteurs de travaux. Age : au minimum de 30 ans, de formation supérieure (ingénieur ou équivalent) et possédant une première expérience réussie de l'Entreprise acquise si possible dans la conduite de travaux. (Ref. 950)

MC

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, en précisant bien la référence choisie sur l'enveloppe au :
Cabinet Jean-Claude MAURICE - Conseil en Gestion du Personnel - 397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

COMITE ETABLISSEMENT

recherche

ANIMATEUR (TRICE)

ORGANISATEUR (TRICE)

ENFANCE

Formation souhaitée : CAPASE

+ BAFO ou DEFA + BAFO.

Quelques années d'expérience

professionnelle dans le domaine

de l'éducation souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions

sous n° 7.122 le Monde Pub.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SYPRIM S.A.

recherche pour sa division

MANUTENTION SPECIFIQUE

en plein développement

INGENIEUR GRANDE ECOLE

ELECTROTECHNIQUE

(Spécialité ou formation

équivalente en Faculté)

Informatique - Automatique -

Logiciel.

Pourrait à terme prendre

la direction du service.

Anglais aigé.

Ecr. s/n° 7.133 le Monde Pub.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INGEN. ELECTRICIENS

postes ingénieurs d'affaires

domaine automobile industrielle,

contrat 1 an.

Tél. pour R.V. 200-33-77.

Société d'Informatique LABELS

PROMATT - SOCIÉTÉ IT

recrute, libre rapidement

COLLABORATEURS

COMMERCIAUX D'AGENCE

EXPERIENCE INDISPENSABLE

EN PERSONNEL.

TEMPORAIRE - 264-68-06 +.

LABO RECHERCHES

UNIVERSITAIRE ORSAY

recrute

Poste 1 B C.N.R.S.

INGENIEUR

diplômé I.E.S.I.E.

E.F.R.E.L. E.P.P.

Quelques années de pratique en

micro-onde.

Ecrire avec C.V. M. Brunet,

ACCELERATEUR LINEAIRE

88r. 200, 91405 ORSAY.

MODULE INFORMATIQUE

INGENIEURS

GRANDES ECOLES

Maîtrise d'inform., D.U.T.

Informaticien, électronique.

Débuteur ou confirmé pour

travaux sur logiciel de base,

systèmes temps réel, traitement

de données, microprocesseurs.

Une expérience sur SOLAR

F.D.P. 11 mrs 6 ans appréciée.

Env. candidature avec date

de disponibilité à :

MODULE INFORMATIQUE

197, Bureau de la Culture,

92123 SAINT-CLLOUD.

Tél. : 602-96-97.

On recherche pour poste 3 A

C.N.R.S.

INFORMATION

(Niveau maîtrise, DEA, Ecole)

Traitement données, programmation

et création logiciel sur HP 1000.

Env. C.V. à Direction Institut

d'Automatique.

98 bis, bd Arago, 75014 PARIS.

STE MULTINATIONALE

recherche

CHEF DE VENTES

formation : universitaire ou école

de commerce. Age 30 ans.

Expérience 5 ans marketing et

administration des ventes ou

logistique commerciale.

Rémunération selon expérience.

Envoyer C.V. + photo sous n°

2859 à SWEETS, S.P. 269,

75424 PARIS Cedex 08,

qui transmettra.

Bibliothèque Sciences

Sociales, recherche

BIBLIOTHECAIRE

Maîtrise Sciences 500

ou équivalent à D.S.B.,

C.A.R.B. ou équivalent

Tél. 260-39-80, N° Locsin.

ANALYSTES-

PROGRAMMEURS

2-3 ans d'expérience.

COROL - D.L. - CICS

ECHO INFORMATIQUE

80, bd Sébastopol, 75003 Paris.

Tél. : 272-59-28.

Caisse Retraite Cadres Paris

recherche

CHEF DE SERVICE

SOCIAL

Age minimum : 35 ans.

Sévéres références exigées.

Envoyer C.V. et photo à :

JOBEL, n° 2032/8,

5, rue Alexandre-Dumas,

75011 Paris, qui transmettra.

Société industrielle région

parisienne, composants passifs

recherche

en vue d'assurer son expansion

à l'étranger

LE RESPONSABLE

DE SON SERVICE

DOCUMENTATION

le poste comprendrait

à un cadre technique

ou ingénieur.

Anglais et allemand

indispensables.

Env. lettre manuscrite + C.V.

s/n° 4139 à P.A.U.P. 88, rue de

l'Arche, 75008 PARIS.

Import. Sés de DISTRIBUTION

de CHALEUR recherche

INGENIEUR

pour exploitation, entretien et

éventuellement travaux neufs

sur réseaux. Formation Arts et

Métiers ou équivalent. 1^{er} expér.

souhaitée. Lieu de travail et

domicile région Paris.

Ingénieurs d'entreprise ou

ingénieurs mécaniciens peuvent

également faire offre de candida-

ture. Env. lettre et C.V. en

rapportant la réf. 353 à O.S.P.

Service B. 7, rue Sainte-Arme,

75001 PARIS, qui transmettra.

S.A. D.H.L.M. recherche

COLLABORATEUR

ADMINISTRATIF

SERVICE CONSTRUCTION

formation supérieure, niveau

licence, expérience 5 ans Société

d'H.L.M. souhaitée.

Env. C.V. et photo à :

LA DEMOURE FAMILIALE

251, bd Péreire, 75017 PARIS.



emplois régionaux

emplois régionaux

SBM

Direction recherche et développement

PME basée à Dijon, SBM n'en est pas moins leader mondial dans sa spécialité (fabrication d'appareils de chauffage à gaz) et compte plusieurs filiales à l'étranger.

Elle propose aujourd'hui à un jeune ingénieur généraliste (30 ans ou un peu plus), de créer sa Direction Recherche et Développement.

Centrale, A et M ou équivalent, sous l'autorité directe du PDG, vous êtes un véritable maître d'œuvre, prêt à prendre la responsabilité de la conception de divers projets : nouveaux produits, évolution de ceux existants, nouvelles applications... réalisés par votre R.E.

Votre expérience industrielle (de préférence secteur gaz ou électricité) ainsi que vos qualités de novateur et de communication vous ont préparé à assumer ce poste-clé.

Rémunération : 180 000 F +.

Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite et photo sous réf. 81168 M à

Selecrom 225, rue du fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

directeur de division

200.000 F à débattre
500 personnes à gérer et à animer

Poste important offert par un groupe français du secteur grande distribution, CA 700 MF - effectif : 1500 personnes.

Dépendant du Directeur des Usines, gestionnaire, organisateur, meneur d'hommes, le titulaire du poste devra disposer d'une formation supérieure d'INGENIEUR et d'une expérience de Direction opérationnelle d'une unité importante (unité industrielle ou administrative, V.P.C., exploitation, etc.) et des connaissances de l'outil informatique.

Lieu de travail : grande ville universitaire 2 h de Paris.

Discreté absolue garantie par le Cabinet chargé de ce recrutement.

Envoyer C.V., photo, salaire actuel sous réf. 4734-M à L.C.A. qui transmettra.

L.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

KONI FRANCE
FABRIQUE D'AMORTISSEURS
siège et usine à Villeneuve-Loubet (ALPES-MARITIMES)
recrute un

ASSISTANT COMPTROLLER

Le candidat jeune, dynamique, parlant anglais couramment, est très familiarisé avec la comptabilité américaine.

Il sera spécialement chargé :

- DU BUDGETING - DE L'E.D.P.
- DU REPORTING - DU COST ACCOUNTING

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

M. DAVAL KONI FRANCE
B.P. 14 - 06021 NICE CEDEX



LA CAISSE REGIONALE DU CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA DORDOGNE

recherche

UN PROGRAMMEUR SYSTEME

- Titulaire d'un D.U.T. INFORMATIQUE (ou équivalent) ;

- Connaissant G.A.P. et G.C.O.S. 3 ;

- Maîtrisant le COBOL, lisant l'anglais technique et ayant une expérience de 2 à 3 ans.

Sous la direction du Responsable Système, collaborera à la mise en place et au suivi des logiciels système, participe à la création et au développement de produits spécifiques, apporte aide et concours aux serv. Exploitation et Etudes.

Les candid. (hommes ou femmes) seront adressées avec C.V., photo et prétent. à : C.R.C.A.M. de la Dordogne Service Personnel - B.P. 208 - 24101 BERGÈRE CEDEX.

IMPORTANT ETABLISSEMENT BANCAIRE

dans le cadre de son développement désire s'attacher

plusieurs collaborateurs confirmés pour le poste :

ATTACHE COMMERCIAL-EXPLOITANT

CLASSE III - IV

Sous l'autorité du Directeur d'Agence, ces hommes de terrain, de personnalité affirmée, dynamiques et consciencieux auront à cœur d'entretenir et de développer une clientèle diversifiée.

Les postes à pourvoir sont situés dans les villes suivantes :

• BESANCON • BOURGES • DIJON • LILLE • BORDEAUX • NANTES

Ils exigent une expérience commerciale réussie au sein d'une Banque pendant au moins 3 années.

La mobilité ultérieure est une obligation, en particulier pour une possibilité de progression de carrière.

Prière d'adresser curriculum-vitae, photo et prétentions, n° 35.809,

PUBLICITE ROGER BLEY

101, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

AMIENS PORTE ENCORE LE TMOIGNAGE

DES BATISSEURS DU XIIIe SIECLE...

Les ouvrages que vous construisez défieront - ils le temps de la même manière ?

Bâtiment, Génie Civil, Ouvrages d'art, Travaux Industriels : nous associons désormais à l'esprit des compagnons les techniques modernes de construction, gestion, marketing.

Jeune ingénieur travaux

(PONTS, CENTRALE, AM, ETP,...)

Vous serez, après une période d'initiation et de formation, totalement responsable d'un chantier : suivi technique, gestion économique, animation des équipes.

Votre horizon ne se limitera pas aux plateaux de Picardie : le groupe auquel nous appartenons est implanté dans le monde entier. Vous y trouverez donc un large éventail de possibilités de carrière, tant en France qu'à l'étranger.

Si vous voulez débiter avec nous, adressez votre candidature sous référence 4143 à noscriptes - 48 rue St Ferdinand - 75017 PARIS, qui nous la transmettra.

INGENIEUR

OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA
PROP. COMM. CAPITAUX

71,00 93,50
21,00 24,70
48,00 56,46
48,00 56,45
48,00 56,45
140,00 164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES
OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA

40,00 47,04
12,00 14,10
31,00 36,45
31,00 36,45
31,00 36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

NIELSEN

Pratiquez le marketing dynamique

Nous sommes le premier organisme français d'Etudes de Marché (650 personnes). Notre compétence, nos méthodes ainsi que la mise en place de produits nouveaux liés à des technologies nouvelles nous conduisent à prévoir un important développement du chiffre d'affaires.

Nous recherchons plusieurs hommes ou femmes capables d'atteindre avec nous ces objectifs et leur proposer des postes de Conseil en Marketing. Un diplôme d'une Grande Ecole Commerciale ou Scientifique complété par une première expérience dans le domaine du marketing grande consommation sera un atout. Nous nous attacherons aux qualités humaines : goût du conseil, disponibilités aux

problèmes des interlocuteurs, autonomie, sens de l'initiative et dynamique dans la recherche de nouveaux clients.

Au sein d'une équipe jeune, ils seront responsables de leur clientèle. Ils prendront en charge l'exploitation d'études de marché-Panels de distributeurs, Etudes AD-HOC.

Ils analyseront les résultats, présenteront des recommandations, définiront des études spécifiques et négocieront les budgets.

Nous assurons une importante formation complémentaire et pluridisciplinaire pour leur permettre de réussir.

Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Les candidatures sont à adresser accompagnées

d'une photo à Monsieur PILLOY
A.C. NIELSEN Company
28 boulevard de Grenelle 75015 PARIS



JEUNE INGENIEUR EN ORGANISATION INDUSTRIELLE

Votre diplôme d'ingénieur (AM, INSA, HEL...) en poche, vous avez acquis un complément de formation économique (IAE, ISEG...) puis vous avez commencé une brillante carrière d'organisateur (2-3 ans) soit en Cabinet, soit dans une entreprise industrielle. Votre première expérience a fait de vous un bon analyste des flux matières, un spécialiste des moyens de maintenance et un très bon utilisateur de l'informatique.

A 27-28 ans vous souhaitez, avant de prendre en charge une fonction opérationnelle, participer pleinement au développement d'un vaste projet de réimplantation industrielle. Nous avons entrepris de réorganiser notre magasin de pièces détachées (100.000 références, 6.000 lignes de commandes quotidiennes, plus de 100 personnes).

Directement rattaché au chef du magasin, vous prendrez en charge les méthodes et l'organisation des circuits d'approvisionnement.

C'est à vous que nous confierons l'organisation des flux matières, les projets d'implantation, l'analyse de rentabilité des investissements et l'amélioration de la productivité.

Pleinement responsable des études, vous devrez participer à la mise en œuvre de ce que vous aurez conçu. Vous travaillerez donc en liaison avec l'ensemble des services du centre d'activité.

Une bonne pratique de l'anglais (que nous vous aiderons - si nécessaire - à perfectionner) est un atout important.

Important groupe industriel multinational vous aurez chez nous, de larges perspectives de carrière tant en France qu'à l'étranger.

Pour votre première étape nous vous proposons de nous rejoindre en proche banlieue sud.

Merci de nous présenter vos objectifs et votre expérience professionnelle sous référence 4144 à :

roq carrières - 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE
AERONAUTIQUE
au Sud Ouest de la Région Parisienne
recherche

INGENIEUR D'ATELIER

ARTS ET METIERS
Ayant quelques années d'expérience dans le domaine aéronautique.

Envoyer CV, lettre manuscrite
sous réf. 8.297 CONTEXTE PUBLICITE
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra

Spécialiste analyse numérique appliquée à la mécanique et l'hydraulique

Dans un domaine de pointe
des essais effectués en vraie grandeur nous amènent à rechercher

INGENIEUR OU UNIVERSITAIRE

Il a 5 ans d'expérience dans les domaines de la dynamique des structures et de l'interaction fluide-structure.

- Dans un premier temps, il qualifiera et entretiendra des programmes de calcul existants.

- Dans un second temps, il sera amené, dans un climat de collaboration INTERNATIONALE, à développer et à qualifier une seconde génération de codes en s'appuyant sur une équipe de calcul chargée ensuite d'appliquer ces outils à la conception industrielle.

Ecrire avec CV, lettre manuscrite et photo sous référence 6540 à roq carrières 48 rue St Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra.

SOCIETE DE CONSEIL
EN INFORMATIQUE
recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures
- celtibataires, dégoles des obligations militaires
- libres, rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE
UNE CARRIERE dans :

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidat, avec CV détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à No 8459 Conterse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

DIRECTION DU SERVICE DU PERSONNEL d'une entreprise de Bâtiment et T.P. (2500 collaborateurs)

Nous sommes une Entreprise de Bâtiment et de Travaux Publics et nous souhaitons vous confier la Direction du Service du Personnel qui assure l'administration, la paye, et la gestion courante de nos 2500 collaborateurs travaillant en France et à l'Etranger.

Ce poste conviendrait :

- soit à une personne de formation supérieure possédant 5 ans d'expérience d'un des aspects au moins de la fonction dans le secteur BTP,
- soit à un Responsable administratif de Grand Chantier, autodidacte, ayant une longue expérience de la profession du BTP.

Connaissance de l'Anglais souhaitée.

Merci d'adresser photo et C.V. détaillé comportant l'expérience professionnelle, les délais de disponibilité, le salaire actuel et prétentions à No 10214, CONTEXTE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Lire en page 7

Les offres d'emplois d'Ordis :

- Responsable informatique
- Responsable IBM 34
- Responsable système
- Ingénieur télématique
- Ingénieur time sharing
- Ingénieur système
- Analystes fonctionnel
- Correspondant informatique

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

Un ensemble industriel de plus de 2 000 personnes, premier fabricant français de machines à laver et sèche-linge, filiale THOMSON-BRANDT, crée à LYON

DIPLOMES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

deux jeunes candidats type HEC, ESSEC, SUP de CO désireux d'être formés par des missions opérationnelles diverses auprès de Chefs de Services responsables. L'un sur des problèmes de logistique (flux des approvisionnements, par exemple), l'autre sur des problèmes de personnel (communication à l'intérieur de l'entreprise, par exemple). Ils seront affectés ensuite à un poste de plus grandes responsabilités au sein du groupe à dimension internationale.

Ecrire au Cabinet Gatier
32 rue Barème 69006 Lyon,
sous référence 690.

Cabinet Gatier

BANQUE QUARTIER MONTMARTRE recherche

ANALYSTE DE CREDIT CLASSE V

Pour étude des risques, relations avec la clientèle et correspondants, réalisation et suivi des crédits. Profil recherché : exploitant bancaire ayant l'expérience de la gestion d'un portefeuille PME-PMI, financement à court terme.

Adresser CV, phot., sal. actuel et prêt. s/réf. 8312 à LTP 31 Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02

Faites vos premières armes dans une direction du personnel

Vous avez un diplôme d'Enseignement Supérieur, valorisé éventuellement par une formation complémentaire en matière de Gestion du Personnel (ENCS ou CFFOP...).

Et, surtout, vous avez décidé d'orienter votre carrière vers les Relations Humaines.

Nous vous proposons dans ce cas de rejoindre notre Direction du Personnel et d'y faire vos preuves.

Qui sommes-nous ? Un organisme bancaire renommé (2.000 personnes, 185 Agences à PARIS et en ILE-DE-FRANCE). Une grande banque qui a le souci d'investir - aussi - dans les hommes de qualité.

Ce poste est basé au siège à PARIS et votre rémunération de départ sera de l'ordre de 75.000 F/an.

Nous aimerions vous rencontrer, vite, et vous remercions d'adresser votre candidature détaillée, sous référence 8285 à roq carrières - 48, rue Saint-Ferdinand - 75017 PARIS, qui transmettra.

TELECOMMUNICATIONS
RADIOELECTRIQUES
ET TELEPHONIQUES

recherche

Pour son Département TELEINFORMATIQUE :

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

POSITION I ou II

Intéressé par des études de pointe dans le domaine du traitement du signal et de la conception de systèmes à micro-processeurs basé sur les technologies les plus avancées.

Pour son Département PROJETS, SYSTEMES, INSTALLATIONS :

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

DEBUTANT

Pour la réalisation de systèmes de télécommunication embarqués marins.

Déplacements à l'étranger

Anglais indispensable.

Pour les Laboratoires RADIOCOMMUNICATIONS :

INGENIEURS ELECTRONICIENS

DEBUTANTS

Pour des études avancées en radiocommunication, radar, guidage laser.

Adresser C.V. à T.R.T.
5, avenue Réaumur - 92350 LE PLESSIS ROBINSON

annonce parlée*

Piloter, ordonnancer et organiser la fabrication

diversifiés et en petites séries dans le domaine de la production de matériels de haute technologie destinés à l'évaluation et à la mise en production de gisements pétroliers. Telle est la mission pour laquelle nous recherchons un

ingénieur généraliste

diplômé de l'E.N.S.A.M. par exemple et ayant nécessairement le sens de l'organisation, la capacité de négocier à haut niveau et quelques années d'expérience industrielle, et éventuellement de bonnes connaissances des matériels pétroliers. Filiale d'un groupe de tout premier plan à l'échelle internationale, notre société connaît une croissance importante et nous sommes en mesure de vous proposer de maintenir continue dans l'avenir une position à la hauteur de votre potentiel : poste basé en proche banlieue Sud.

* Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez le 763.11.15, référence 1131

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

سكننا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue

etap

Ingénieurs grande école X, ECP, Mines, ENSTA, AM

référence SE 169 AM



CIMENTS LAFARGE FRANCE
(3 300 personnes, 2,7 milliards de CA) filiale du groupe **Lafarge Coppée** (27 000 personnes) souhaite intégrer des Jeunes Ingénieurs Grande Ecole (X, ECP, Mines, ENSTA, AM).

La société, désireuse de maintenir sa compétitivité par le développement du potentiel humain et technique de ses unités (une vingtaine en France) propose une première expérience en production.

Rattachés aux Directeurs d'Unité et s'intégrant dans des équipes d'encadrement réduites, ces jeunes ingénieurs sont d'abord familiarisés avec l'usine par la prise en charge de problèmes concrets (études, organisation, réalisation de projets) et peuvent ensuite exercer des responsabilités d'encadrement dans d'autres unités ou être orientés vers d'autres domaines : recherche, ingénierie, gestion (mobilité géographique nécessaire).

Compte tenu de la vocation industrielle des CIMENTS LAFARGE, la réussite en production constitue une voie privilégiée pour un développement de carrière dans la société ou le groupe.

Directeur de succursale

référence EL 160 CM

UN GROUPE FRANÇAIS DU SECTEUR TERTIAIRE, leader incontesté et en progression constante, recherche un Directeur de Succursale pour son unité importante, effectif 100 personnes, Ingénieur, école de commerce ou équivalent, ayant une expérience de 5 à 10 ans impliquant vente et animation de personnel.

Il assumera des responsabilités de développement commercial, maintenance de matériels, gestion, direction de personnel.

Poste Paris Nord. Ordre de grandeur de rémunération : 150 000 F

Deuxième monte automobile chef des ventes

référence VH 172 AM

UNE SOCIÉTÉ COMMERCIALE PERFORMANTE ET À TAILLE HUMAINE (100 personnes) filiale d'un des premiers groupes mondiaux dans son secteur d'activité, recherche son Chef des Ventes.

Directement rattaché au Directeur Général, il sera chargé d'animer une équipe de ventes étendue qui commercialise une importante gamme de pièces détachées automobiles auprès d'un réseau de distributeurs solidement implanté sur toute la France.

Ce poste conviendrait à un candidat ESC, ingénieur ou niveau équivalent, ayant 8 à 10 ans d'expérience commerciale impliquant l'animation d'équipes de vente et témoignant d'excellentes qualités de dynamisme et de contact. Parfaite connaissance de l'anglais indispensable.

Lieu de travail : Nanterre.

Jeune Directeur Commercial

référence RI 177 AM

FIRME FRANÇAISE FABRICATION ET DISTRIBUTION GRAINES SEMENCES ET PRODUITS POUR ANIMAUX FAMILIERS, marques connues et appréciées, recherche un Directeur Commercial, capable de concevoir et animer politique de distribution d'une entreprise disposant d'une solide renommée et de moyens extrêmement modernes de production et de gestion.

Situation intéressante et avenir pour jeune ESC, ESSEC ou diplôme équivalent, 32 ans minimum, ayant acquis une très bonne pratique des techniques modernes de grande distribution, connaissant bien chaînes achats grandes surfaces et capable de former et diriger réseau France et export.

Lieu de travail : banlieue Sud de Paris.

Cadre commercial responsable régional

référence DJ 178 AM

FILIALE SANITAIRE DU GROUPE Lafarge-Coppée, bien implantée sur son marché par un réseau de distributeurs, propose un poste de Cadre Commercial devant évoluer, à court terme, vers une fonction de Responsable Régional (animation d'une équipe commerciale).

Le candidat recherché aura une formation supérieure (ESC ou niveau équivalent) 7 ans d'expérience minimum dans la négociation et l'animation des ventes, une pratique des réseaux de distribution serait appréciée.

LA MÊME SOCIÉTÉ souhaite intégrer des Jeunes Diplômés ESC, quelques années d'expérience (éventuellement débutants) motivés par la vente. Après une participation à des activités de promotion des ventes et d'assistance, un secteur de clientèle leur sera confié (Paris, éventuellement province). Des opportunités de carrière existent pour des jeunes diplômés attirés par des fonctions commerciales de terrain.

Ces postes sont basés à Paris. Ecrire en précisant la référence.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue

etap

ECP, MINES, AM... un organisateur pour une équipe de direction

référence XJ 173 CM

UNE DES PREMIÈRES MUTUELLES FRANÇAISES D'ASSURANCES recherche pour l'associer à la direction d'une de ses nouvelles filiales en forte expansion, un Jeune Organisateur haut potentiel.

En étroite collaboration avec le marketing, la gestion et l'informatique (IBM), il participera au développement des activités actuelles et au lancement des produits nouveaux en étant plus spécialement chargé :

- d'étudier et de mettre en place des procédures nouvelles,
- d'optimiser les procédures existantes et les systèmes de contrôle internes.

Reelle opportunité de carrière et évolution possible au niveau du groupe pour un ingénieur disposant d'environ 3 ans d'expérience acquise au sein d'un groupe du secteur tertiaire de préférence banque - assurances - VPC... ou cabinet spécialisé.

Lieu de travail : Paris.

Directeur des opérations

référence HT 160 AM

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL, mondialement connu dans le domaine des biens d'équipement pour champs pétrolifères, recherche son Directeur des Opérations.

Rattaché au Directeur Général, il sera chargé d'animer :

- une équipe d'ingénieurs d'affaires chargés des projets et de la réalisation des contrats,
- le bureau d'études,
- le service achats.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, ayant de bonnes connaissances en génie chimique (pétrole ou pétrochimie) et ayant déjà exercé la responsabilité de Directeur de projets et d'animation d'équipes de cadres, de préférence au sein d'un engineering. Parfaite connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Paris. Ordre de grandeur de rémunération : 220 000 F

Ingénieur de process

référence RI 161 AM

LA MÊME SOCIÉTÉ recherche un Ingénieur de Process, qui pourrait être un débutant, diplômé d'une grande école avec spécialisation génie chimique. Parfaite connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Paris.

Ecrire en précisant la référence.

Responsable d'un service méthodes-préparation

référence VK 174 AM

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (300 millions de CA) filiale d'un des premiers groupes français, actives de mécanique fine, hydraulique, électronique, clientèle défense, aéronautique, propose trois postes dans son usine principale (700 personnes) :

• **Responsable d'un service méthodes-préparation.**

La fabrication concerne des équipements complexes en petite et moyenne série : la fonction méthodes essentielle dans ce type d'activité implique l'animation d'une trentaine de personnes chargées de toute la préparation des fabrications (gamme, "standard", études d'outillage et d'investissements).

Le poste nécessite une solide pratique de la fonction acquise dans une industrie mécanique (usinage et montage) et conviendrait à un candidat ingénieur AM ou équivalent, dix ans d'expérience ou autodidacte très confirmé et solidement formé sur le plan technique. Une connaissance opérationnelle de l'anglais est nécessaire.

• **Responsable d'un service méthodes-prix de revient.**

Cette fonction impliquant à la fois des responsabilités techniques et de gestion, concerne le suivi des équipements en cours de production :

- devis d'équipement défini par la direction technique,
- suivi des équipements : prix de revient réel, prévision, analyse d'écart,
- animation d'une équipe de 5 ou 6 cadres et techniciens.

Poste destiné à ingénieur méthodes expérimenté, ayant une formation complémentaire en gestion (IAE, comptabilité industrielle). Anglais souhaité.

Responsable d'un service méthodes-prix de revient

référence ZL 175 AM

• **Responsable d'achats confirmé.**

A partir des spécifications établies par les services techniques, il sera chargé de la recherche des fournisseurs, des négociations d'achat de pièces, composants ou sous-ensembles destinés à la fabrication. Le poste implique l'encadrement d'une quinzaine de personnes.

Cette fonction est destinée de préférence à un ingénieur diplômé ayant une expérience confirmée des achats techniques (une dizaine d'années), la pratique de la gestion informatisée et de l'anglais (lu, écrit, parlé).

Postes : petite ville région Normandie.

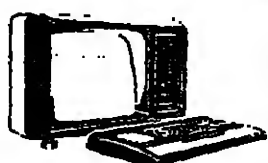
Ecrire en précisant la référence.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

TRANSAC 4kate

LEADER DE LA PERI INFORMATIQUE FRANÇAISE



recrute pour renforcer sa Direction Technique un responsable qualification des logiciels

INGENIEUR GRANDES ECOLES le candidat aura une solide expérience en logiciels dont plusieurs années en qualification. Nous lui confierons la mise en place et l'organisation de cette activité (définition des procédures et des moyens, constitution de l'équipe qualification...).

L'ingénieur retenu aura outre des connaissances techniques approfondies, des capacités d'encadrement et le goût des relations.

Nous offrons une rémunération très motivante pour un candidat de valeur.

Lieu de travail : MASSY (91) S. RÉR.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) à Michel BERNET-ROLLENDÉ

TRANSAC ALCADEL

91680 BRUYERES-LE-CHATEL.

BANQUE PRIVEE PARIS recherche

Cadres Bancaires moyens et supérieurs

pour renforcer ses secteurs :

- clientèle particulière,
- gestion de fortune.

Envoyer CV et lettre manuscrite sous réf. 9286 à

L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris

Cedex 02 - qui transmettra



La Société Mutuelle d'Assurance du Bâtiment et des Travaux Publics

1 700 personnes - Paris 15ème - fortement décentralisée recherche pour sa Direction Informatique

matériel IBM 303X travaillant sous MVS - IMS.

réseau national décentralisé, 200 terminaux prévus fin 1981

un chef de projet

Dans le cadre d'un bureau d'études de 50 personnes, il lui sera confié des projets variés demandant une compétence particulière dans la conception de solutions informatiques et la réalisation d'applications de gestion.

Pour ce poste il est nécessaire d'avoir une formation supérieure : ingénieur ou maîtrise informatique 5 ans environ d'expérience.

Veuillez écrire sous réf. 6619 à

INTERCARRIÈRES

3 rue du Helder 75009 Paris

LE GROUPE DES BANQUES POPULAIRES

comprend :

- 38 banques coopératives régionales autonomes,
- 3 organismes centraux, 2 banques populaires spécialisées.

Dans le cadre de sa mission légale, l'organisme fédéral, la CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES offre à de

Jeunes diplômés (ées) de grandes écoles

(commerciales ou d'ingénieurs, ou formation équivalente) des postes

d'auditeurs de gestion

Ils auront pour mission de porter un diagnostic sur les divers aspects de la gestion bancaire : sécurité, rentabilité, développement, perspectives.

Après quelques années d'audit technique (comptabilité, finances, crédits, organisation...), ils accéderont, en cas de réussite, aux fonctions de CHEF DE MISSION.

Cette carrière peut conduire à l'exercice d'importantes responsabilités au sein du Groupe.

Les missions d'audit au siège des établissements sont d'une durée de 3 à 4 mois (deux, trois missions par an).

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum - vitae détaillé avec photo et numéro de téléphone si possible, sont à adresser sous référence M3 à M. CASTETS.

Banque Populaire

131, avenue de Wagram - 75847 PARIS CEDEX 17

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

directeur de département

SPORTSWEAR FEMININ

250.000 F +

Filiale d'un groupe industriel de l'habillement, fabricant du PAP féminin traditionnel, nous avons affirmé notre identité au travers d'une ligne de produits sportswear, "style et haut de gamme", destinée à une clientèle de jeunes femmes, distribuée par un réseau de boutiques. Notre outil de production est diversifié : usines du groupe et sous-traitants à l'étranger (maille et confection). Grâce à notre image de marque et nos bonnes relations avec la presse, nous avons beaucoup de publicité rédactionnelle - autrement dit nous sommes bien partis et abordons maintenant la 2^e phase de notre développement avec un taux de progression très élevé. Il nous faut à la fois un homme produit, capable d'orienter les collections, un Directeur des Ventes pour animer et contrôler une équipe de 7 représentants en France et des agents à l'exportation, un gestionnaire pour conduire notre expansion avec rigueur. Si celui-ci connaissait le sportswear féminin, nous gagnerions beaucoup de temps. La résidence est PARIS. Des voyages sont à prévoir. L'anglais est indispensable. (Réf. 11081 M)

chef de projet packaging

Nous sommes l'un des premiers Groupes français de distribution de Produits Agro-Alimentaires. L'évolution de la demande de notre clientèle ainsi que l'innovation technologique nécessitent une adaptation permanente de la présentation de nos produits. C'est pourquoi nous créons au sein de notre Direction de la Distribution, Physique le poste de Responsable du Conditionnement, chargé de : la conception des projets dans les domaines de l'évolution des conditionnements et de la mise en marché de produits nouveaux ; la réalisation de ces projets par l'adaptation des techniques de production de nos unités existantes ou à créer. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur attiré par une fonction Chef de Projet, alliant la rigueur de la méthode au sens des relations commerciales. Ce poste est à pourvoir à PARIS, mais implique de fréquents déplacements de courte durée en Province et à l'Etranger. (Réf. 10281 M)

SONY ENTREPRISES

Au sein de SONY FRANCE, la division "Entreprises" commercialise une gamme complète de matériels vidéo professionnels (caméras, magnétoscopes, téléprojecteurs, etc...), systèmes complets de communication, information et formation, destinés à des entreprises et des administrations. Le développement rapide des ventes nous conduit à recruter deux nouveaux collaborateurs :

cadre commercial

Responsable du marché grandes administrations et entreprises publiques. Il a pour mission le développement de nos ventes sur ce marché, ce qui nécessite un important travail de prospection, l'identification des décideurs, une bonne évaluation des besoins des utilisateurs, la conception de systèmes adaptés à ces besoins, un excellent suivi de l'après-vente en liaison avec les techniciens. Ce poste mène des contacts à niveau élevé. Il est principalement basé à PARIS. (Réf. 10881 M)

cadre commercial

Responsable de l'animation de notre réseau de distributeurs professionnels sur une partie du territoire. Il s'agit pour ce collaborateur d'informer le réseau de l'évolution des produits, de lui apporter une assistance technique et commerciale dans les affaires complexes, et de suivre leur performance. Le poste est basé à PARIS, mais nécessite des déplacements fréquents en province. (Réf. 10981 M)

Ces deux collaborateurs doivent posséder 3 à 4 ans d'expérience de la vente de biens d'équipement dans les administrations ou les entreprises (informatique, bureautique, reprographie, par exemple). La connaissance des matériels vidéo professionnels ou de l'électronique serait bien sûr un "plus".

Si l'une de ces propositions vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier, en précisant la référence du poste choisi, à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

HF
ETABLISSEMENT FINANCIER
 de dimension internationale recherche un jeune
Organisateur informaticien

qui sera chargé :

- de coordonner la conception, l'exécution et la mise en place de plusieurs projets informatiques importants,
 - d'assurer l'assistance technique et le suivi de l'exécution de plans et budgets informatiques du département correspondant.
- Le candidat recherché doit avoir une formation supérieure scientifique ou commerciale et une expérience de deux ans minimum de la conduite de projets informatiques de gestion et posséder déjà une certaine maîtrise de l'évaluation des problèmes techniques. Une connaissance des problèmes comptables est souhaitée.
- Les personnes intéressées sont invitées à nous envoyer un C.V. détaillé avec une photo, en précisant leur salaire actuel, sous la référence : SA 191.

CARRIERES SERVICES Groupe CCF
 12, rue de la Paix - 75002 PARIS
 Conseils en recrutement

UAP
JEUNES DIPLOMES
HEC ESSEC ESCP

Votre disponibilité géographique ainsi que votre sens des relations humaines sont les atouts majeurs qui pourront vous ouvrir à l'avenir, compte tenu de votre fort potentiel, l'accès à des fonctions de hautes responsabilités au sein de notre Groupe.

A l'issue d'une formation approfondie et polyvalente, nous vous donnerons les moyens de prouver vos capacités dans un 1^{er} poste opérationnel, en assurant le recrutement, l'animation et l'assistance de notre réseau d'agents généraux.

Mademoiselle MALLET vous remercie de prendre contact par téléphone au 774.27.11.

Elle vous renseignera plus avant et répondra à vos questions. Vous pouvez également écrire, avec CV et salaire souhaité au Service de l'EMPLOI - Tour ASSUR - 34^e étage Fleuve - Cedex 14 - 92083 PARIS LA DÉFENSE.

Jeune PME ambitieuse
 et en forte expansion

recherche son futur

**SECRETAIRE
 GENERAL**

- Dépendant directement du Président, il assurera le bon développement des fonctions Financière, Informatique, Administrative, Juridique, Fiscale et Personnel.
- Diplômé de l'enseignement Economique Supérieur, il possède une expérience professionnelle d'au moins 5 ans. (Il sait par exemple établir le bilan.)
- Lieu de travail : Mame la Vallée (77).

Merci d'adresser votre CV détaillé avec photo et prétentions sous référence 3165 à INTER PA - BP 508 - 75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra. Réponse garantie - Discretion assurée.

SOCIETE DE SERVICES ET DE CONSEILS
 EN INFORMATIQUE
 (550 personnes, 130 M.F. de C.A.,
 30 % expansion par an)

recherche pour prendre la responsabilité de son.

CONTROLE DE GESTION

(plan, budget, reporting groupe),

COLLABORATEUR

Possédant 5 ans expérience minimum.

FORMATION :
 - ESSEC, SUP de CO, maîtrise de sciences de gestion et connaissance informatique.

LIEU DE TRAVAIL :
 - région parisienne.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 1404
 PUBLICITES REUNIES
 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

INFORMATIENS
Paris-Sud

2 ans d'expérience minimum

Chargés de la mise en place de logiciels graphiques inter-actifs sur divers ordinateurs et du développement de connexions nouvelles (Handlers).

Connaissances Mitra, Mini - 6 et PDP 11 recherchées

Lieu de travail : MONTROUGE.



Ecrire sous référence MC 40 à
 J.F. SILVESTRE - Sintra-Alcatel
 41, rue Perrier 92120 MONTROUGE
 en indiquant votre niveau de rémunération

CONSULTANTS

Dans le cadre du développement de ses activités de conseil en organisation et en gestion, un des grands cabinets internationaux d'audit recherche des consultants. Ils seront intégrés dans une équipe en forte croissance, intervenant dans les disciplines suivantes :

- * planification et modélisation financière,
- * comptabilité analytique et budgétaire,
- * informatique et bureautique,
- * études économiques et industrielles,
- * audit des organisations.

Agés d'environ 25 ans, les candidats devront justifier d'une formation supérieure (grande école de commerce ou d'ingénieurs), de préférence complétée par un MBA. Ils seront parfaitement bilingues français/anglais et s'exprimeront clairement de manière écrite et orale. Une première expérience professionnelle serait appréciée.

Les postes proposés offrent :

- * la possibilité d'acquérir une expérience diversifiée au sein d'une équipe dynamique,
- * un travail stimulant dans plusieurs pays européens,
- * un salaire compétitif et des opportunités de promotion rapide.

Les candidats intéressés enverront leur curriculum vitae,
 sous référence 21912 à :
 JIGU S.A., 27, rue de Rome, 75008 Paris, qui transmettra.
 discrétion totale assurée.

Société française présente
 dans 15 pays, leader sur son
 marché - les encres d'impre-
 merie - recherche, pour son
 exploitation française, un


**chef
 de laboratoire**

Sa mission consistera à diriger une équipe d'environ 10 personnes, chargée du développement de produits nouveaux, du contrôle qualitatif de la production et de l'assistance technique à la clientèle.

Le candidat retenu devra :

- avoir 30 ans minimum,
 - être diplômé d'une Ecole Nationale Supérieure de Chimie ou équivalent,
 - posséder une première expérience dans un métier proche de nos produits (peintures, vernis, matières plastiques...),
 - avoir le goût de la recherche appliquée.
- Une période de formation étant prévue tant en France que dans nos implantations à l'Etranger, une bonne connaissance de l'Anglais sera un atout supplémentaire. Basé initialement près de PONTAISE, le poste sera déplacé près de COMPIEGNE en 1983 où sera regroupé l'ensemble de nos activités françaises.

Nous vous remercions à l'avance de transmettre votre lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. et d'une photo à :
 Nicole OUTIN - 15, rue Marcel Renault - 75017 PARIS,
 qui assurera les premiers contacts avec toute la discrétion souhaitée.

Important Bureau d'Etudes Bâtiment
 pour son département
MARCHES ETRANGERS
 recherche

**Ingénieur Electricité
 Responsable d'études**

Au sein de l'équipe chargée de la préparation des marchés Corps d'Etat Techniques et dans sa spécialité, le cadre que nous recrutons assurera :

- mise à prix
- variantes techniques
- préparation et négociations des contrats de sous-traitance
- suivi, exécution des travaux.

Ce poste requiert une parfaite maîtrise des techniques d'équipement électrique acquise de préférence en entreprise.

Des déplacements de courte durée en France et à l'étranger sont à prévoir. La pratique de l'Anglais serait un atout.

Ecrire en adressant C.V. détaillé et prétentions de salaire à No 18062
 COFAP - 40, rue de Chabrol - 75010 Paris - qui transmettra.

150

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mercredi 30 septembre 1981 - Page 35

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



l'un des premiers
GROUPES PAPETIERS FRANÇAIS
recherche pour son
USINE située en SEINE & MARNE
(à 80 km de Paris), un

jeune ingénieur production

Dans le cadre d'une usine ayant bénéficié d'investissements importants, il sera chargé d'assister le Responsable de la phase APPRETS-FINITIONS-EXPEDITIONS. Outre des responsabilités d'animation et de commandement, il se verra confier des missions d'organisation, d'amélioration de la productivité et de créations techniques, (électromécanique, électronique, lasers, informatique...).

Ce poste conviendrait à une jeune **INGÉNIEUR CENTRALE** A & M, ESME, INSA..., possédant 2 à 3 ans d'expérience (ou DEBUTANT) et motivé à jouer un rôle très moteur au sein d'une équipe de CADRES jeunes et créatifs. MAISON de fonction agréable assurée.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2259 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.



BOTTIN

dans le cadre du développement de son
département Produits informatiques
recherche

3 jeunes ingénieurs technico-commerciaux

Ils devront prospecter et vendre des services tels que : locations d'adresses, mailing, gestion de fichiers, gestion d'abonnés, composition programmée, télématique... auprès d'une clientèle de haut niveau : Direction Générale, Direction du Marketing.

Ce poste conviendrait à des CADRES COMMERCIAUX ayant de 3 à 5 ans d'expérience dans la vente de Services Informatiques. La rémunération est composée d'un fixe et d'un système d'intéressement très valorisant.

Les dossiers de candidatures (curriculum-vitae + photo) - sous réf. 2262 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.



**LABORATOIRES
DELALANDE**

recherchent un

chef de ventes export

Il assurera l'entière responsabilité de la gestion commerciale d'un secteur géographique correspondant à la moitié de la zone export de la Société : marketing - animation des délégués technico-commerciaux ou des agents - suivi des problèmes d'administration des Ventes et de Logistique - contacts personnels avec les clients les plus importants.

Ce poste conviendrait à un **DIPLÔME ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE**, 30 ans minimum, ayant acquis par une expérience de terrain une bonne connaissance des circuits commerciaux à l'exportation.

Il implique une grande disponibilité pour les voyages et une **PARFAITE PRATIQUE** de la langue anglaise. La connaissance de l'Espagnol serait appréciée.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2258 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.



GÉNÉRALE SUCRIÈRE

7 établissements en France, 3,7 milliards de C.A.

dans le souci d'étendre son service

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

souhaite intégrer

2 ingénieurs grande école

option Génie Chimique ou

D.E.A. orienté vers la Chimie Industrielle.

Les trois premières années seront consacrées à des recherches spécifiques à l'industrie sucrière et conduiront à l'obtention d'un diplôme d'Ingénieur Docteur ; le cadre de travail sera le laboratoire de l'ENSIC de Nancy.

Ces Ingénieurs seront ensuite appelés à développer des recherches et à intervenir de manière fonctionnelle près des unités de production.

L'orientation ultérieure sera fonction des goûts et aptitudes de chacun.

Les objectifs poursuivis et le style d'intervention préviennent, hors le goût évident pour la recherche et le désir d'approfondir ses connaissances, l'aptitude aux contacts et la capacité de traduire les recherches dans le concret.

La connaissance de l'anglais et de l'allemand est souhaitable.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous réf. 2067-M) seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. j. ourlin

CONSEILS DE DIRECTION
47, rue Alsace-Lorraine
92100 ANTOY



**LA CHEMISE
LACOSTE**

recherche une

juriste

confirmée

Elle aura la responsabilité des formalités intéressant la vie juridique de la Société (Assemblées Générales etc.) ainsi que de nombreux problèmes de PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (enregistrement de MARQUES, lutte contre les contrefaçteurs) en collaboration étroite avec les Conseils extérieurs de l'entreprise.

Ce poste conviendrait à **LICENCIÉE en DROIT**, ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle acquise soit dans une entreprise industrielle ou commerciale, soit dans un cabinet d'avocats. Elle devra posséder l'ANGLAIS PARFAITEMENT.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2265 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

dans le cadre du développement de son Département SYSTEM-ASSIST, spécialisé dans le conseil et l'assistance à l'exploitation des matériels et des logiciels IBM, recherche des :

Ingénieurs Système

IBM/DOS - MVS - TSO - VTAM - CICS - IMS
expérimentés (5 ans minimum)

Le haut niveau technique des interventions et la variété des missions à réaliser demandent des capacités réelles d'adaptation et de maîtrise des problèmes rencontrés.

De solides expériences dans les domaines suivants sont particulièrement appréciées :

- suivi et contrôle des performances ;
- gestion de réseau ;
- automatisation d'exploitation.

Formation supérieure (DUT, MIAIG).

Assurance de formation permanente aux techniques de pointe.

Postes à pourvoir à Paris - Déplacements possible en France.

Adresser votre CV sous réf. FPI/SYSTEM-ASSIST-IM
12, avenue Van-Whitcomb - 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT

DEPARTEMENT INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIELLE
Le développement de notre marché et notre évolution ouvrent des perspectives à

INGENIEURS

ENSAE - ENST - ESE - ENSEEHT - UNIVERSITAIRES...
débutants ou confirmés

Ils participeront à d'importants projets dans les domaines suivants :

- Gestion industrielle, recherche opérationnelle, analyse numérique
- Avionique, automatismes, contrôle de processus industriels
- CAO, logiciel de base, micro-informatique
- Réseaux, reconnaissance de formes

Adresser votre C.V. sous la référence ISI M9 à Eric BOUDON.



Ordina

10, rue Auber - 75009 Paris.

Entreprise d'ingénierie - 4800 personnes - La Défense - recherche

ADJOINT AU CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Il assistera le Chef des Services Comptables dans l'ensemble de ses tâches, tout en ayant la responsabilité directe de plusieurs unités opérationnelles regroupant 20 personnes environ.

Il participera à des missions de contrôle et d'organisation dans les services centraux et les unités décentralisées.

Il lui sera confié, en outre, la création et la responsabilité d'un département Comptabilité Analytique (10 personnes).

DECs, Ecole de Gestion, 5 ans d'expérience au moins en comptabilité générale et analytique dans une société de mécanique ou de construction navale d'envergure nous semblent indispensables pour tenir ce poste. Anglais souhaité.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 72523 M à HAVAS CONTACT - 156 boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

Discretion absolue garantie.

HAVAS CONTACT

INFORMATIQUE ET ENRICHISSEMENT DES TÂCHES

Dans le cadre de la refonte complète de ses principaux traitements administratifs, une grande banque dynamique recherche des **Organisateurs pour renforcer sa Direction « Organisation et Informatique »**.

Nous recrutons pour cela des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (Écoles d'Ingénieurs, grandes écoles de commerce et de gestion ou universitaires de niveau équivalent) ayant une première expérience de développement de projets informatiques et plus attirés par le côté humain que technique.

Ces postes s'adressent donc à des cadres capables non seulement de rédiger le cahier des charges des applications informatiques, mais aussi et surtout de concevoir de nouvelles organisations, d'y adapter et former les équipes en place et les amener à prendre en charge directement leurs activités.

Une candidature, accompagnée d'un CV et d'une photo est à adresser sous réf. 72522/LM à



ETHNOS Conseil en recrutement
Membre de syndicat informatique
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

FILIALE

des plus grandes banques françaises
recrute

2 INGÉNIEURS COMMERCIAUX

1°) INGÉNIEUR DÉBUTANT.

Formation supérieure scientifique ou commerciale.

Connaissances informatiques souhaitées. Réf. 45.

2°) INGÉNIEUR

Ayant 2 ans d'expérience, formation supérieure scientifique ou commerciale. Expérience vente de services (S.S.C.I.) notamment en temps réel. Réf. 46.

Pour commercialiser un ensemble de produits financiers (bases de données Software d'application).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions en indiquant la référence du poste choisi à :
n° 2.520 LEGRAND, 98, rue de la Victoire, 75009 PARIS, qui transmettra.

CABINET CONSEIL FISCAL

Clientèle française et internationale
recherche

fiscalistes confirmés

• 2 à 5 ans d'expérience • bonne connaissance de l'ANGLAIS.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence 5723 à :

OR organisation et publicité

Filiale d'un très important groupe international recherche

Ingénieur technico-commercial

Électronicien ou électrotechnicien, ayant 3 ou 4 ans d'expérience industrielle, chargé de commercialiser :

A L'EXPORTATION,

des biens d'équipement destinés à des chaînes automatisées. Connaissance Anglais indispensable. Italien ou Espagnol souhaité. Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 6565 à rscg carrières - 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS.

HAVAS CONTACT

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAL	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	la ligne	la ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

Karl Süss-France

Equipements destinés aux fabricants de semi-conducteurs, engage immédiatement :

Technicien ou Ingénieur de Maintenance

CONNAISSANCES INDISPENSABLES :

- mécanique de précision
- électronique (logique TTL)
- anglais lu et parlé

CONNAISSANCES SOUHAITEES :

- microprocesseurs
- allemand (parlé)

Stages de perfectionnement en RFA (2 fois 2 mois)
Déplacements fréquents en Région Parisienne et dans toute la France.

Lieu de travail : WISSOUS (91).
Domicile souhaité : Région Parisienne SUD.

Envoyer photo, CV et rémunération actuelle, à :
KARL SUSS FRANCE - Madame HENNEQUIN
5, rue Dolmier - 91320 WISSOUS
Téléphone : (6) 950-11-50.

Paris - Nous sommes une importante société (900 personnes, 1 milliard de CA), filiale d'un grand groupe, exerçant une activité de services : la vente d'espaces et la réalisation d'insertions publicitaires. Dans le cadre d'une réorganisation programmée et préparée de longue date, notre direction technique (250 personnes) souhaite intégrer deux cadres de formation supérieure et à fort potentiel dans son équipe de direction (en remplacement des titulaires appelés à d'autres fonctions) en tant que :

CHEF DE DIVISION

Vous avez obligatoirement une formation supérieure et une bonne dizaine d'années d'expérience acquise dans l'industrie à des postes de responsabilité hiérarchique... par exemple comme patron d'un important service (à gros effectif) de gestion complexe de commandes impliquant un traitement de masse avec l'utilisation permanente d'une informatique évoluant vers les techniques les plus modernes de production et de gestion. Vous prendrez la direction de nos équipes gérant chacun les flux et la réalisation des insertions publicitaires (représentant une valeur annuelle de 100 M). Vous assurerez avec leur concours dans un contexte d'enrichissement des tâches, le respect des délais, la qualité, la productivité. Votre mission prioritaire sera de poursuivre et d'améliorer la restructuration en cours en vous appuyant sur votre sens de l'organisation et de la gestion, sur une délégation effective auprès de votre encadrement, appuyant sur vos qualités relationnelles pour encadrer, motiver, former le personnel de votre division. Vous trouverez dans ce contexte, après réussite et après avoir fait la preuve de votre valeur, de réelles possibilités d'évolution.

Ecrire sous réf. 5526 M

CHEF DES SERVICES RELATIONS INFORMATIQUES

Vous avez une formation supérieure si possible technique, en tout état de cause orientée vers l'organisation et l'informatique. Vous avez acquis une expérience professionnelle de 5 à 6 ans dans l'informatique et vous souhaitez maintenant faire une carrière opérationnelle en liaison de celle-ci. Rattaché au directeur technique, vous dirigerez une équipe d'une vingtaine de personnes déjà encadrée de responsables compétents et dont l'activité est tournée vers la saisie et la transmission de données. Confronté à un contexte d'interface entre les utilisateurs et des structures informatiques internes et externes complexes, vous aurez à effectuer les diagnostics d'incidents, proposer des modifications au système existant, participer à l'étude d'un nouveau système d'information en cours d'élaboration et au développement de la télématique. Vous trouverez à l'intérieur de notre société des possibilités d'évolution pour peu que vous en ayez la volonté et les compétences.

Ecrire sous réf. 5525 M

Importante Société de Distribution Alimentaire recherche

Contrôleur de Gestion Adjoint

Il sera chargé :

- du suivi et de l'analyse des tableaux de bord
- de la mise en place de systèmes et procédures informatiques permettant un meilleur contrôle des résultats
- de missions d'études ponctuelles concernant la gestion financière et l'organisation administrative.

Il devra posséder :

- une formation supérieure, type Sup. de Co. (option Finances)
- de sérieuses connaissances en Informatique
- une grande rapidité d'assimilation et un esprit de synthèse.

Lieu de travail : Paris.
Envoyer CV + photo + prétentions sous référence 8314 à

LTP 31 Bd Senna Nouvelle 75063 Paris cedex 02 - qui transmettra

AEG-TELEFUNKEN France

Métro PORTE SAINT OUEN recherche

analyste-programmeur

ayant plusieurs années d'expérience

Connaissance télétraitement DTS - CII - HB 64.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
AEG-TELEFUNKEN France
Service du Personnel
6, Bd du Général Leclerc 92115 CLICHY

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION

38, RUE DE LISBONNE - 75008 PARIS
TELEPHONE : 563-03-10

MEMBRE DE SYNTec

Importante Société Industrielle dont le siège social est situé à Neuilly-sur-Seine, nous recherchons un

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Intégré à l'équipe de Direction, il animera l'ensemble de son service (15 personnes), analysera les méthodes et les moyens utilisés et participera activement à leurs évolutions. Diplômé (DEC, Expertise Comptable), son expérience devra faire qu'il soit très rapidement opérationnel et sa personnalité devra lui permettre de s'intégrer facilement dans une structure au sein de laquelle la facilité de communication a pu être efficacement préservée.

La rémunération de départ, négociable en fonction de la personnalité, de l'expérience et du potentiel du candidat, peut être considérée comme très satisfaisante et les évolutions possibles comme particulièrement motivantes.

Merci d'adresser à notre Conseil votre dossier de candidature sous la réf. H 1377 à :
H 1377
18, Champ-Duquesne 75008 PARIS
Tél. 723.75.20

Avec lui, nous vous garantissons une discrétion absolue.

roussel uclaf

recherche pour son DEPARTEMENT EXPORTATION PHARMACEUTIQUE

UN CHEF DE SECTEUR

Basé à Paris, ce poste s'adresse à un jeune cadre de formation supérieure ayant une bonne connaissance des questions commerciales et désireux d'exercer des responsabilités opérationnelles dans un contexte international.

Il assurera la direction et l'animation des structures locales ; à ce titre, il sera responsable de l'établissement des budgets et de la réalisation des objectifs de son secteur géographique.

Chargé de la coordination entre les services centraux et les responsables locaux, il aura à effectuer de nombreux déplacements dans sa zone.

Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 3484/S à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

INGENIEURS ELECTRONICIENS DE HAUT NIVEAU

spécialisés dans la vente d'instrumentation de mesure

Filiale d'un grand groupe international, nous sommes l'un des leaders du secteur électronique.

Notre fort développement s'explique par notre très bonne image de marque, la qualité de nos produits et la valeur de nos collaborateurs.

Notre succès nous amène à créer plusieurs postes d'INGENIEURS COMMERCIAUX de haut niveau technique ayant une expérience réussie de la vente dans le domaine de l'instrumentation électronique de mesure (télécommunications, VHF, UHF, hyperfréquence, numérique et analogique...). Agissant avec une large autonomie, ils se verront confier la responsabilité de marchés importants, bénéficieront d'une rémunération fixe élevée + commission, d'avantages sociaux avancés et de possibilités d'évolution de carrière à court terme vers des postes à haute responsabilité à PARIS ou en Province.

Voiture de fonction et intéressement aux résultats de la Société.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV complet, photo et prétentions sous référence D621 M à

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

PMI REGION PONTOISE

recherche

CHEF COMPTABLE

pour supervision comptabilité générale et réalisation comptabilité analytique et reporting américain.

Connaissances et techniques comptabilité Anglo-Saxonne exigées.

Adresser C.V. à : J.P.F.
BP 434
95005 CERGY-PONTOISE CEDEX

directeur général, à Lyon

Filiale d'un groupe européen de premier plan, nous fabriquons (en moyennes séries) et vendons des biens d'équipements industriels.

Ingénieur mécanicien de talent, vous êtes aujourd'hui directeur d'une usine ou directeur général d'une PME.

Nous vous proposons de devenir le patron de notre filiale installée à Lyon ; votre mission, dans un premier temps est essentiellement technique et consiste à réorganiser notre production, en fonction du marché et à étudier les investissements nécessaires. Ensuite, vous prenez, néanmoins, en charge la direction de l'ensemble des services. Bien sûr, vous parlez l'anglais ou l'allemand.

Notre consultant, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 698 LM).

chef du département comptabilité et informatique

Une entreprise française de services techniques (10 centres régionaux d'exploitation, 1200 p., 850 MF) vous propose de rejoindre son siège parisien.

Vous dirigez les services comptables (25 p.) et animez le petit service informatique (3 p.) équipé d'un PDP 11/44. Vous établissez bilans et CE, préparez et contrôlez le budget ainsi que les plans de trésorerie et de financement soumis au DAF. Enfin, vous orientez la politique informatique.

Vous disposez d'une solide formation, Sup' de Co + DECS par exemple, avez acquis en 5 ans minimum une bonne pratique financière et comptable et avez l'expérience de l'utilisation de l'outil informatique.

Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4046 LM).

ALEXANDRE TIC SA
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

MEMBRE DE SYNTec

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

recherche

INGÉNIEURS

ou diplôme équivalent (maîtrise...)

- sortant école
- célibataires, dégages des obligations militaires.
- libras rapidement.

DÉSIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIÈRE dans L'INFORMATIQUE

dans le cadre d'un contrat de travail avec stage de formation rémunéré.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à :
n° 9.476, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmet.

GROUPE I.B.G.

recherche

3 JEUNES CADRES

2 ans d'expérience

Fortement motivés par la formation et l'animation

Fréquents déplacements :

- 1) L'un ayant de solides compétences en gestion comptable et financière et intéressé par l'informatique.
- 2) Les autres, de formation psycho-sociologique.

Envoyer C.V. et prétentions à :

I.B.G. 14, place de France - LES FLANADES - 95200 SARCELLES.
Réponses rapides assurées.

Etudes Marketing H/F

150.000 F an +

Nous sommes un des leaders de la grande consommation et nous recherchons 2 Responsables Etudes (homme ou femme) pour 2 de nos directions marketing. Les personnes retenues disposeront d'une bonne expérience acquise, si possible, dans le domaine des produits de grande consommation en entreprise ou en société d'études. Cette expérience doit couvrir aussi bien les études qualitatives que quantitatives. Ces deux postes permettront à des professionnels de la fonction de donner la pleine mesure de leurs capacités dans le domaine des études au sein d'un groupe pratiquant un marketing de pointe.

Un poste est à pourvoir à Paris, un autre en Bretagne Est.

Envoyez votre CV sous réf. M 943 CK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

UN RESPONSABLE DE SECTEUR en Région Parisienne

Profil : ce poste conviendrait à un homme de 30-40 ans, diplômé d'une école de commerce ou de niveau universitaire. Véritable professionnel de la vente en produits ou services de grande qualité, il maîtrise parfaitement l'art de convaincre des interlocuteurs de haut niveau. Mission : sa tâche principale sera de négocier nos interventions auprès des entreprises industrielles et commerciales de la région. Il aura également un rôle important de relations publiques auprès de prescripteurs très divers. Sa rémunération sera étroitement liée aux résultats obtenus, mais ne pourra être inférieure à 100.000 F après la période de formation que nous lui assurons.

Envoyer candidature et CV sous réf. M082 à ICAR, 1, rue Rabelais, 75008 PARIS.

Ingenieur qualite

REPOSER APPROVOUVER

ESTIMATION DEVENIR 2/1000

هكذا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mercredi 30 septembre 1981 - Page 37

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes un important Groupe de B.T.P. (C.A. 4 milliards) dont la moitié de l'activité s'exerce déjà à l'étranger.

Notre service

RECRUTEMENT

recherche un jeune cadre qui prendra en charge les recherches de techniciens et agents de maîtrise, tant pour la France que l'Etranger, ce qui implique, outre la recherche par annonces, des contacts avec les écoles, les organismes professionnels, les confrères, etc.

Nous pensons qu'une formation de base en sciences humaines, en psychologie du travail, complétée par une première expérience du recrutement en industrie (ou dans les B.T.P.) est nécessaire, ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais parlé.

POSTE A PARIS

Envoyer CV, photo et rémunération actuelle sous référence 3084 à :
PIERRE LICHOU S.A.
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02
qui transmettra votre dossier.

Jeunes informaticiens



Diplômés de l'enseignement supérieur

Compagnie Européenne de Gestion et d'Informatique - Tymshare, filiale du Crédit Lyonnais et de Tymshare (U.S.A.); leader dans son domaine.

Vous voulez saisir l'opportunité :

- de collaborer à la mise en place d'APPLICATIONS DE GESTION pour de grandes entreprises nationales et internationales (nos clients);
- de prendre rapidement la responsabilité de développements: analyse, programmation, tests, documentation, formation;
- de vous intégrer à une équipe jeune et sympathique, travaillant dans un contexte international;
- d'évoluer ultérieurement vers d'autres postes techniques ou commerciaux.

Vous souhaitez acquérir une expérience enrichissante en utilisant :

- notre réseau mondial de télétraitement comportant plus de 50 gros systèmes interconnectés;
- nos systèmes de gestion de bases de données de type relationnel, réseau, ...;
- notre approche des techniques les plus avancées en Finances, Marketing, Personnel, Production.

Vous voulez exploiter au mieux :

- votre «Savoir Faire» en analyse et programmation;
- votre efficacité et votre esprit méthodique;
- votre connaissance de l'anglais.

Alors, nous vous proposons de rejoindre notre :

GROUPE SOFTWARE D'APPLICATIONS

La formation spécifique à nos systèmes et produits sera assurée dans nos bureaux de Saint-Cloud. Nous vous remercions d'adresser votre C.V. (+ photo) sous référence 930 à :
Serge BOULLE - CEGI-TYMSHARE - 106, Bureaux de la Colline-de-Saint-Cloud - 92213 SAINT-CLOUD

Société de Services PARIS recrute

UN INGÉNIEUR

de formation supérieure
IUT, MIAGE, GRANDES ÉCOLES
pouvant justifier de 2 à 3 ans d'expérience
en informatique, au moins
pour devenir :

CHEF D'EXPLOITATION

d'un centre de calcul en pleine extension offrant des services de gestion en temps réel par télétraitement.

Envoyer C.V. avec prétentions sous n° 9680
à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

FIDUCIAIRE

EXPERTISE COMPTABLE

recherche à Paris

AUDITEUR INFORMATIQUE

intéressé par expertise comptable

Ayant :

- diplôme commercial sup. ou maîtrise de gestion,
- D.E.C.S. complet ou en cours,
- expérience pratique informatique 2 ans mini.

Pour missions informatiques (audit et études de conception) et de révision.

Adresser C.V., manuscrit et prétentions sous n° 7.134
le Monde Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.



Ingénieur qualité

ILE DE FRANCE

Le Groupe SOCOTEC (2.300 personnes en France et dans le monde) s'est acquis par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations une très grande notoriété dans les milieux de l'Industrie et du Bâtiment.

Dans le cadre du développement de nos activités liées à l'organisation et à la gestion de la qualité, nous sommes amenés à vous proposer un poste d'Ingénieur qualité. Ingénieur de formation (E.C.P. - E.N.S.A.M. - E.N.S.M. - I.N.S.A...) vous avez acquis par plus de 5 années d'activité professionnelle, une bonne maîtrise des problèmes de gestion industrielle et de production dans le secteur des industries mécaniques. Une première expérience en organisation de la qualité serait un atout supplémentaire. Après une période de formation à notre métier et à nos méthodes, vous serez appelé à participer au développement de nos activités en région Ile de France. Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature sous réf. 81.18 à P. CANDES - SOCOTEC - 3, avenue du Centre - 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX.

RESPONSABLE DES APPROVISIONNEMENTS

Dépendant directement du responsable de la logistique, il aura à diriger un service de 15 personnes et à gérer les approvisionnements d'environ 100.000 références.

Ce professionnel de la fonction approvisionnement aura une formation technique supérieure et une solide expérience dans la branche est indispensable (minimum 5 ans). La connaissance de l'anglais sera appréciée.

Merci de nous faire parvenir votre résumé de carrière sous No 9480, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANT ETABLISSEMENT PARISIEN DU SECTEUR TERTIAIRE

recherche

PSYCHOLOGUE INDUSTRIEL

Formation exigée :

- Maîtrise + DESS de Psychologie industrielle.

Expérience professionnelle :

- 2 ou 3 ans dans une fonction "RECRUTEMENT" toutes catégories.

Envoyer C.V., photo et prétentions à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS sous référence 38538.

Entreprise Industrielle dans un domaine technologique très avancé recherche pour son département

ESTIMATION DEVIS

2 INGENIEURS

Vous possédez :

- Une formation Ingénieur
- Une première expérience professionnelle acquise dans des Engineering ou Entreprises fournissant des usines clés en main.

Nous vous proposons de devenir un expert en ESTIMATION DES COUTS D'ACHATS de matériels ou de marchés de travaux, en particulier dans le domaine ELECTRICITE - CONTRÔLE - COMMANDE en France ou à l'Etranger.

Ces postes impliquent de nombreux contacts avec divers secteurs de l'entreprise (commercial, projet, études...) et avec les fournisseurs.

La pratique de l'Anglais est indispensable.

Merci d'envoyer sous réf. 6560 à nos collègues 48 rue St Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra.

SNCF OFFRE

117 emplois

dans ses bureaux d'études

Options «électrotechnique - électronique» (56 emplois)
et «génie civil» (61 emplois)

Recrutement par concours des 4 et 5 novembre

OUVERTS AUX JEUNES GENS

Franciens, nés entre le 1er novembre 1953 et le 30 novembre 1963.

Titulaires d'un baccalauréat C, D, E, F2 à F4, F9, F10 et possédant des connaissances techniques équivalentes au BTS ou au DUT de l'option postale ou titulaires de l'un de ces BTS ou DUT.

Rémunération brute annuelle de début :

66 000 F environ

Carrière intéressante, emploi stable.

Avantages sociaux.

Ecrivez à la Direction Régionale S.N.C.F.

(Division du Personnel) dont l'adresse vous sera communiquée dans toutes les gares.

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS LE 5 OCTOBRE



GIXI

ingénierie informatique

Le Département
INGÉNIEURIE DE SYSTÈMES
DE GESTION

recherche

ingénieurs

Débutants ou
1 à 2 ans expérience
Grande École ou Université

pour
la réalisation de systèmes interactifs
sur mini et grands ordinateurs

Adresser C.V. détaillé et photo à :

GIXI - Ingénierie Informatique
Département ISG
Z.A. ORSAY COURTABŒUF
avenue de la Bâtisse
B.P. 110
91944 LES ULIS CEDEX



THOMSON-BRANDT

ARMEMENTS
recrute dès à présent

DIPLOMES (EES)

GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS OU DE L'UNIVERSITÉ

(au moins doctorat 3ème cycle)

pour calcul scientifique
en FORTRAN et/ou PASCAL
avec moyens très importants.

Excellente formation générale en Physique et Mécanique.

Expérience appréciée dans l'un des domaines :
chocs, probabilités, C.A.O. en mécanique.

Nationalité française exigée.

Ecrire à M. PERRIN, Service du Personnel,
52, Champs Élysées 75008 PARIS.

CHARGEURS REUNIS

INDUSTRIE

dans le cadre de la politique de développement de sa filiale

Spontex

offre à de JEUNES DIPLOMÉS les postes suivants :

CHARGE D'ÉTUDE - ventes France MF

- Relevant directement du Directeur des Ventes France, il sera chargé, dans un premier temps de la définition et de la mise en place de la politique merchandising de la société et participera à son animation sur le terrain.
- Il est diplômé d'une Grande École Commerciale (HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent).
- Une bonne maîtrise de l'anglais est souhaitable.
- Le poste est à pourvoir à PARIS. Nombreux déplacements en France.

RESPONSABLE EXPORT - zone Afrique Moyen Orient

- Relevant directement du Responsable Export, il sera chargé de rechercher, animer et contrôler les distributeurs de la marque dans la zone géographique.
- Il est diplômé d'une Grande École Commerciale (HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent) option affaires internationales.
- Une maîtrise parfaite de l'anglais est indispensable.
- L'arabe est souhaitable.
- Le poste est à pourvoir à PARIS. Nombreux déplacements dans la zone géographique.

INGÉNIEUR RECHERCHE PRODUITS - généraliste MF

- Relevant directement du Directeur de la Recherche, il sera chargé de mettre au point les produits correspondant à des besoins identifiés lorsque les projets et études nécessitent des recherches technologiques et la mise en œuvre de moyens «mécaniques».
- Il est diplômé d'une Grande École d'Ingénieurs (Centrale AM ou équivalent) option chimie ou génie chimique souhaitée.
- Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.
- Le poste est à pourvoir à BEAUVAIS (OISE)

INGÉNIEUR RECHERCHE PRODUITS - chimiste MF

- Relevant directement du Directeur de la Recherche, il sera chargé de mettre au point les produits correspondant à des besoins identifiés lorsque les projets et études nécessitent une étape laboratoire importante où l'aspect «chimie» est prépondérant.
- Il est titulaire d'un doctorat de 3e cycle (ou équivalent) orienté vers la chimie des polymères, macro-molécules, catalyse.
- Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.
- Le poste est à pourvoir à BEAUVAIS (Oise)

Envoyer CV détaillé + photo en précisant la rémunération souhaitée à :

SPONTEX
Direction du Personnel
24 rue des Jeuneurs - 75002 PARIS



MF

ETABLISSEMENT FINANCIER

de dimension internationale recherche un :

Coordinateur time-sharing

qui sera chargé :

- de la mise en place des moyens time-sharing dans les différents départements,
- de la coordination de tous les projets et des procédures liés à l'utilisation du time-sharing,
- de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat recherché doit avoir :

- une formation supérieure (minimum : D.U.T.)
- au minimum trois ans d'expérience de la réalisation de systèmes informatiques impliquant l'utilisation de langage scientifique ;
- de bonnes connaissances mathématiques,
- le goût des contacts humains.

Les personnes intéressées sont invitées à nous envoyer un C.V. détaillé avec une photo, en précisant leur salaire actuel, sous la référence : SA 192.

CARRIÈRES SÉRIÉES
19 rue de la Paix - 75002 PARIS

Groupe CES
Conseils
en recrutement

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SVP Information Carrière Grandes Ecoles

"SPÉCIAL JEUNES"

annonces parées*
763.11.15

entreprises	postes à pourvoir	lieux	expériences	langues	formations	réf.
THOMSON-CSF TELEPHONE	INGENIEURS DES VENTES	Paris, Orléans, Bordeaux	Débutants à 2 ans Vente syst. électro- niques, informatiq.		ESC, ENI	138A2
MOBIL OIL FRANÇAISE	INGENIEURS DE RAFFINERIE	Seine-Maritime, Hérault, Etranger 81/82	Débutants à 3 ans	Anglais	X, ECP, Mines, ENSAM	144A1
INTEL	INGENIEUR formation clients	Rungis (91)	1 à 3 ans connex. systèmes exploit. temps réel	Anglais	Ingénieurs Informatique Electronique	101B1
COFLEXIP	INGENIEURS D'AFFAIRES	Paris, Etranger	2 à 3 ans ingénierie ou pétrolier	Anglais	Ecole d'ingénieurs	109A5
IBM FRANCE	INGENIEUR installat. industrielles	Banlieue Sud (91) Immédiat	Débutant et +		Grande Ecole d'ingénieurs	140B4
SEP	INGENIEUR études et essais	Vernon (27)	Débutant ou +		Grande Ecole d'ingénieurs	153E7
THOMSON-CSF SIMULATEURS	INGENIEURS modélisation systèmes simulation	Trappes, Cergy Immédiat	Domaine aéronautique	Anglais, Russe apprécié	Grande Ecole d'ingénieurs Informatique	122E7
THOMSON-CSF SIMULATEURS	INGENIEURS réalisations logiciel temps réel	Trappes, Cergy Immédiat	Débutants et +	Anglais lu	Grande Ecole d'ingénieurs	122E8
THOMSON-CSF SIMULATEURS	INGENIEUR PROJET informatique electronique	Trappes (78) Immédiat	3 ans informatique temps réel	Anglais courant	Grande Ecole d'ingénieurs opt. informatique	122E9
FLOPETROL	INGENIEURS champs pétroliers	Monde entier	Débutants formation assurée	Anglais	Grande Ecole d'ingénieurs	110A3
CGA ALCATEL	INGENIEUR INFORMATICIEN	Brétigny (91)	Débutant ou +	Anglais souhaité	Grande Ecole informatique industrielle	128A9
CGA ALCATEL	INGENIEURS ETUDES	Brétigny (91)	Débutants	Anglais souhaité	Grande Ecole d'ingénieurs	128B1
BOUYGUES BAT. ETRANGER	INGENIEURS TRAVAUX	Afrique, Moyen-Orient	Débutants à 2 ans	Anglais	Grande Ecole d'ingénieurs	120F7
HEWLETT- PACKARD	INGENIEURS COMMERCIAUX informatique	Région parisienne, Lyon	Débutants à quelques années d'expérience	Anglais souhaité	Ingénieurs électroniciens ou informaticiens	106A4
HEWLETT- PACKARD	INGENIEURS COMMERCIAUX "Systèmes de gestion"	Région parisienne, Lyon, Rennes, Nantes	Débutants à 3 ans	Anglais souhaité	Ecoles de Commerce et de Gestion	106A5
SERETE INGENIERIE	JEUNES INGENIEURS	Paris	Débutants à 3 ans toutes disciplines	Anglais souhaité	Grande Ecole d'ingénieurs	125A6
THOMSON- BRANDT	JEUNES INGENIEURS Etude et Production	Nord, Normandie, Rhône-Alpes	Débutants		Ecole d'ingénieurs	136C2
THOMSON- BRANDT	JEUNES CONTROL GESTION Fonction personnel	Nord, Normandie, Rhône-Alpes	Débutants		ESC ou Sciences Politiques	136C3
DOWELL SCHLUMBERGER	INGENIEURS CHANTIERS	Monde entier	Débutants à 3 ans	Anglais	Ecole d'ingénieurs généralistes	147A4
SODETEG	INGENIEURS chargés d'affaires- exportation	Le Plessis- Robinson (92) Immédiat	2 ans minimum	Anglais	Grande Ecole d'ingénieurs	157A9
EFCS	INGENIEUR DE TEST	Grenoble	Débutant + tests de circuits	Anglais	Electronique	132B6

* Avant de faire acte de candidature prenez connaissance par téléphone des descriptifs détaillés des offres qui vous intéressent. Ils ont été conçus pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et votre rencontre avec l'entreprise s'en trouvera accélérée. Appelez 763.11.15 en rappelant la référence.

SVP Information Carrière
7, rue de Logelbach 75017 Paris.

CONSEIL ET APPLICATIONS
Prestations de services de haut niveau pour
les réseaux de Télécommunications
Dans le cadre du développement sans cesse croissant de ses
projets de haute technicité, le Département Conseil et Applica-
tions de CONTROL DATA FRANCE recherche des

INGENIEURS TELECOM Grandes Ecoles

Vous êtes débutant ou vous avez 2 à 3 ans d'expérience.
Vous avez de bonnes connaissances en réseaux de télécom-
munications, en architecture de réseaux ou plus généralement
en téléinformatique.

Nous vous proposons une activité autant technique que com-
merciale car vous interviendrez pour l'assistance auprès des
clients, le conseil pour la mise en place de réseaux Telecom.
Vous avez la volonté de participer au développement d'un
secteur de pointe.

Vous êtes disponible et vous maîtrisez l'anglais.
Proposez votre candidature à Monsieur Gary - CONTROL
DATA - Service du Recrutement - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS
CEDEX 12.



UNE GAMME COMPLETE DE SYSTEMES
ET DE SERVICES INFORMATIQUES

Cadres Comptables

Une importante banque (Paris 2ème) recherche des CADRES pour renforcer le ser-
vice comptable de ses sociétés financières (S.C.P.I., S.C.I., S.I.C.A.V., F.C.P., etc.).
Le candidat, âgé de 30 ans minimum, possédant le D.E.C.S. (ou équivalent), ainsi
que de solides connaissances comptables et fiscales. Il justifiera de plusieurs années
d'expérience dans une activité similaire. Il devra être capable de prendre rapide-
ment des responsabilités.

Adresser CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 864 LM



(Réponse et discrétion assurées)

OPÉRATION
2000 INFORMATIQUES
Renseignements
sur emploi et formations
Centre International de
Traitement Informatique
206-24-63 / 238-14-55 +

BANQUE CRÉDIT
MOYEN ET LONG TERME A
VOCATION INTERNATIONALE
Quartier OPERA
recherche

ADJOINT (E)
CHEF COMPTABLE
Expérience bancaire niveau
D.E.C.S. ou équivalent.
Connaissances comptabilité
anglo-saxonne requises.
Envoyer C.V., prétentions
s/n° 7989 FRANCOP, 17, rue
de la Banque 75002 Paris.

FILIALE PARISIENNE DU GROUPE SAE UN DES LEADERS DU B.T.P.

Nous recherchons pour notre
BUREAU D'ETUDES A PARIS

INGENIEURS DEBUTANTS

Diplômés d'une grande école (P. et C., ECP,
ESTP, ...).
Ils désirent débuter leurs carrières en se per-
fectionnant dans le domaine technique.
Ils posséderont une bonne maîtrise de l'anglais et
si possible une formation complémentaire type
CHEBAF, M.Sc., ...

Leur évolution de carrière peut se concevoir au
sein du bureau d'études sur des projets en France
et à l'étranger, mais aussi au sein du groupe SAE
au plan international dans les services travaux,
commerciaux, ou gestion, s'ils manifestent les
qualités et les compétences nécessaires.

Les candidats intéressés nous adressent leurs
dossiers de candidature à

Tour Ambroise
204 Rue du Pont de St Denis
92250 BOULOGNE



1^{er} FABRICANT FRANÇAIS DE
ROULEMENTS A AIGUILLES
FILIALE GROUPE EUROPEEN PUISSANT
rech. pour 92 - RUEIL-MALMAISON

Responsable du SERVICE « VENTE » (marketing industriel)

En position fonctionnelle auprès du D.C., point de
contrôle, d'interprétation et de diffusion d'informa-
tions vers les Soes Commerciales, concernant les prix
de ventes, les marges, l'estimation des différents mar-
chés, les objectifs de ventes, les moyens de promo-
tion, ...

POSTE « STAFF » mais
d'esprit très commercial et « MARKETING »
ÉVOLUTION IMPORTANTE
POUR ÉLÉMENT DE VALEUR

INDISPENSABLE
Formation Supérieure GRANDE ÉCOLE
EXPÉRIENCE (4.5 ans min.)
FONCTIONS SIMILAIRES
EN COMPOSANTS TECHNIQUES
ALLEMAND et ANGLAIS fluides

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite.
C.V. détaillé, rémunération et photo s/n° 4730 à

sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

QUARTZ ÉLECTRONIQUE
Filiale d'un important
groupe industriel
recherche pour ASNIERES

**UN INGENIEUR
ELECTRONICIEN**

- Ayant 3 à 5 ans d'expérience, il est intéressé
par l'étude et le développement de nouveaux
produits piézoélectriques.

- Une bonne connaissance des circuits logiques
est indispensable.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à :
Mme Fétiveau - Quartz Electronique
1, rue d'Anjou - BP 215 - 92602 ASNIERES

**CADRE
COMPTABLE**

Paris-Est F 100 000 +

Est recherché par une société française implantée à
l'étranger (17 filiales) C.A. : F 2 Milliards dans les
biens de consommation.

Il sera principalement chargé de la consolidation
et des travaux préliminaires, et de la mise à jour des
différentes procédures et systèmes nécessaires. Il
lui sera également confié des missions ponctuelles
dans le cadre de la Direction financière et comptable.

Ce poste conviendrait à un candidat titulaire du
DECs ou l'équivalent, pratiquant l'anglais, ayant
déjà acquis une expérience au sein d'un service
comptable jusqu'à l'établissement du bilan.

Une formation aux techniques de la consolida-
tion est envisagée.

Adresser dossier de candi-
dature : lettre manuscrite,
curriculum vitae, photo
(ret.) s/n° 22.405-M
à CIA Recrutement 11 Av.
Delcassé - 75008 Paris.

L'INSTITUT NATIONAL
DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE
PARIS
recherche

**Ingénieurs ou Universitaires
Diplômés**

pour examen des demandes de brevets d'inven-
tion comportant étude et traduction de docu-
ments anglais et allemands.

SPECIALISTES DEMANDÉES :

- Mécanique générale
- Fondée
- Travail des métaux
- Transporteurs
- Automobile
- Transmissions mécaniques
- Régulation
- Moteurs à combustion
- Moteurs à injection
- Servocommandes
- Electronique
- Télécommunications
- Semi-conducteurs

Bonne expérience professionnelle appréciée.
Adresser demande et C.V. à :
I.N.P.I. (Recrutement)
26 bis, rue de Léningrad - 75009 Paris.

correspondant
informatique - organisation
120 000 +

Succursale d'un important groupe d'Assu-
rances, nous recherchons un candidat pos-
sédant une solide formation orientée vers
l'organisation administrative (IESTO par ex.)
et/ou l'informatique de gestion, ainsi qu'une
bonne pratique de l'analyse fonctionnelle. Il
sera chargé d'analyser des circuits de travail,
de concevoir et de mettre en place des pro-
cédures en liaison directe avec les utili-
sateurs et l'informatique. Il sera intégré au sein
de notre secteur Assurances Transports
maritimes.

Veuillez adresser CV et prétentions sous
n° 9 768 à Contesse Publicité, 20, avenue de
l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui trans-
mettra.

Centre de Calcul A.P.L. avancé
recherche
pour son bureau d'Etudes

INGENIEUR
Diplômé Grandes Ecoles
Haut niveau

Grande capacité de travail
2 000 H
pour développement projet
informatique d'envergure.
Salaire en conséquence.

Envoyer C.V. à n° 9633, Contesse Publicité,
20, avenue de l'Opéra, 75009 Paris Cedex 01.

CGA
Alcatel
Compagnie
Générale
d'Automatisme

recherche

**TECHNICIEN
niveau IV**

Réf. 031

Pour l'étude, l'intégration et la mise en
service de matériels électroniques de mesure
d'automatisme et de calcul pour l'industrie
du forage à terre ou en mer.

Des déplacements de courte durée sont à
prévoir en France et à l'étranger.

Une expérience de 4 à 5 ans en automatisme
et instrumentation est exigée.

Nous vous remercions d'adresser CV manus-
crit, photo et prétentions en précisant la
référence du poste à la Direction du Personnel
BP 57 - Le Plessis Pâté
91220 BRETIGNY S/ORGE.

Le Monde

régions

Rhône-Alpes

PAYS D'ADOPTION

En Ardèche

La paix avec les Bataves

De notre correspondant

Aubenas. — L'Ardèche du Sud semble devoir s'accoutumer de la présence d'un complexe touristique hollandais de plus de huit cents lits. La convention relative à la création et à l'intégration du centre touristique et socio-culturel Château de Rouret, sur le territoire de la commune de Grospièrres, vient d'être signée entre cette commune de l'Ardèche du Sud et la société filiale de la caisse de retraite hollandaise qui regroupe un nombre important de petits et moyens salariés, en majorité des employés.

Cet accord marque sans doute la fin de l'époque agitée que l'Ardèche a connue pendant les années 70. Les touristes hollandais valorisent alors le ras-le-bol de jeunes agriculteurs, d'écologistes, de certains marginaux désireux de s'opposer aux multiples nuisances d'un tourisme de masse sans cesse plus envahissant.

La construction du complexe du Rouret à partir de 1974 devint le symbole de la « colonisation hollandaise », et par extension d'un pays qui risque d'être réduit à néant, selon la formule choc, que le « bronze-cul de l'Europe ». Les « NL go home ! » sur les murs et les poteaux indicateurs, et des incidents minimes, mais inquiétants, se multiplièrent jusqu'en 1978. Aujourd'hui, le temps a passé. Les défenseurs d'une Ardèche laroucheuse préservée des méfaits de l'« occupation touristique » se sont tus. Les bagues estivales défilent sur le Sud du pays : les Hollandais circulent sans aucun problème, et le complexe du Rouret ne suscite plus d'hostilité ; mieux même, il ne cesse de s'agrandir.

Sur 82 hectares, il offre à la région, à l'Hexagone et à l'Europe, des séjours d'été, des week-ends, des possibilités exceptionnelles pour les séminaires.

Sa capacité de huit cent cinquante lits est répartie dans un hôtel ultra moderne et des bungalows groupés en hameau. Un château du dix-huitième siècle a été restauré ainsi que son parc. On trouve dans ce vaste ensemble un restaurant gastronomique, une discothèque, un bowling, des salles de réunions, une salle de cinéma, des courts de tennis, une piscine chauffée, un mini-golf, des terrains de jeux, un plan d'eau de 2 000 mètres carrés, un ranch.

Sont en projet notamment une « annexe » de cent trente lits et une salle polyvalente de 720 mètres carrés au sol.

La convention qui lie désormais la commune ardéchoise et la tutelle hollandaise représente en quelque sorte le contrat de leur mariage de raison. Elle a pour but d'accroître les échanges entre la population locale et les estivants, ainsi que de faire se sentir « d'avoir le développement et le symbole de la commune et du complexe touristique de préserver les intérêts de l'une et l'autre des parties ».

Cet accord est exemplaire, a souligné M. Durand, sous-préfet de Largentière, car sur la base de dispositions librement négociées relatives à la voirie, aux équipements publics, aux programmes de construction, les deux partenaires sont allés très loin dans l'information réciproque, dans le partage des responsabilités et dans la solution des éventuels litiges.

Ainsi donc, pour le meilleur et non pour le pire — que l'on espère définitivement écarté — l'Ardèche du Sud espère désormais des retombées économiques d'une entreprise qui réalise annuellement plus de cinquante-cinq mille nuitées et emploie plus de cent personnes en période estivale.

MAURICE LEBESQUE.

A Oyonnax

Les travailleurs étrangers rejetés par la crise... et par la ville

De notre correspondante

BOURG-EN-BRESSE. — Licenciements, chômage, réduction des offres d'emploi : la sonnette d'alarme est tirée. Les chignonnais économiques s'agitent. Oyonnax, cité des plastiques, ville de l'industrie par excellence, exemple assez exceptionnel d'expansion industrielle, semble à son tour touchée par la crise. Première victime : le producteur de lunettes. L'Isa II regroupait les « trois P » de la lunetterie jurassienne (Plastique, Pilets, Pithon). Pilets a fermé ses portes en 1979 ; chez Pithon, cent trois salariés sont actuellement en cours de licenciement. Seul Plastinax (une centaine de salariés) continue ses activités. Tel est l'exemple le plus marquant d'une crise déjà ancienne qui frappe la lunetterie oyonnaxienne.

Une disparition liée à la chute des exportations (la lunetterie oyonnaxienne exporte 50 % de sa production) dont 80 % vers les États-Unis. L'Asie du Sud-Est produit aujourd'hui avec des prix de revient infiniment plus bas, des lunettes de soleil et autres produits de « bas de gamme » optiques qui ont fait la fortune des industriels d'Oyonnax. La production, depuis deux ans au moins, se maintient à un niveau faible. La baisse des exportations et un marché intérieur peu soutenu ont eu raison d'Isa et de quelques autres. Seul survit, le secteur « haut de gamme » (lunettes adaptées à un marché intérieur exigeant sur la qualité).

Sur ces bases, l'Isa, pour poursuivre ce qui lui reste d'activité, a obtenu du gouvernement, au début de l'été, des subventions. « Depuis, souligne un responsable C.G.T., pas de nouvelles de ces subventions. Un plan de restructuration établi par un cabinet avait permis au groupe d'obtenir cet argent. Nous n'avons jamais pu avoir communication du dossier et nous ne savons pas où est passé cet argent. »

Mais la mono-industrie du plastique à Oyonnax ne produit pas que des lunettes, puisqu'elle est la joncture ne représentant que 10 % environ de la production de la ville. Oyonnax sort des presses de Gullac, Grofillex, Couvert et Manducher des articles ménagers, des fleurs artificielles en passant par les jouets et les pièces industrielles. Produites pour l'automobile surtout (les tableaux de bord des voitures, par exemple), ces dernières vivent au rythme de l'automobile persistante du marché automobile. « Les conséquences, ici, des hausses du prix du pétrole sont doubles, souligne M. Sibola, secrétaire général de la Chambre syndicale du plastique. Les prix de revient de nos matières premières, dérivées directes du pétrole, augmentent de façon considérable, et nous sommes touchés en aval. Le marché de l'automobile fléchit, et nous sommes atteints en amont. » Un rictus plus que double pour la ville jurassienne, puisque les industries métallurgiques (moules, presses à injecter) produisant sur place les matériaux subissent les contre-coups. Moulistes et autres soudeurs sont touchés.

Huit mille étrangers

Les conséquences de cette baisse d'activité, nul ici ne se risque à les mesurer exactement. Oyonnax, mal placée par rapport aux métropoles industrielles et aux grandes voies de communication, a hérité de son histoire une structure sociale bien particulière. Oyonnax compte vingt-cinq mille habitants, dont huit mille étrangers, et près d'un quart de sa population active est constituée de patrons de l'industrie et du commerce. Des chiffres qui traduisent à la fois l'ampleur de l'artisanat et l'importance du sous-prolétariat. Conséquence de la rareté de main-d'œuvre dans le bassin d'emploi, l'artisanat repart, cet automne, après une très mauvaise période.

Depuis quelques semaines, les carnets de commandes retrouvent leur volume de croisière, sans augmentation importante, certes, mais sans baisse non plus par rapport à l'an dernier.

Une stagnation en forme d'espoir dans une ville où il est impossible de mesurer les contre-coups d'une crise prolongée. Que faire des immigrés si les presses disparaissent ? Nombre d'entre eux, au chômage, sont mal tolérés, mal supportés par une population saturée qui refuse désormais de les intégrer. Mais que deviendra la ville si elle se vide de ces travailleurs qui ont été et sont, malgré tout, les clés de sa prospérité ?

Un désarroi que les résultats décevants des dernières élections traduisent. Les Oyonnaxiens, rejetant avec force le maire, conseiller général, communiste, élu en 1977, Guy Chavanne, et refusant du même coup les options de gauche, ont voté « combatif ». Chirac, lui, est arrivé en tête au premier tour de la présidentielle suivi, dans l'ordre, de Giscard d'Estaing, Mitterrand et Marchais. Une option confirmée aux législatives, où Charles Millon est arrivé largement en tête sur la ville. La peur, ici, est devenue maître du jeu.

COLETTE DOMINIQUE.

Bretagne

INAUGURANT LA FOIRE DE LORIENT

« L'essentiel de l'emploi est entre les mains de l'entreprise privée »

déclare M. Defferre

De notre correspondant

Lorient. — Inaugurant, le 26 septembre, la foire-exposition de Lorient, qui pour sa vingtième édition, acquiert, pour la première fois, une dimension internationale, M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, s'est adressé aux chefs d'entreprise en la personne de M. Laudren, président de la chambre de commerce et d'industrie du Morbihan.

Le ministre a déclaré : « Nous sommes particulièrement conscients du rôle joué par les chefs d'entreprise, pour combattre le chômage, il ne suffit pas de mesures administratives. Il faut que les chefs d'entreprise soient suffisamment conscients du présent et de l'avenir. L'essentiel de l'emploi est entre les mains de l'entreprise privée. »

« Les Bretons sont sensibles à tout ce qui peut leur permettre de mieux manifester leur différence, a dit par ailleurs le maire de Lorient, et député socialiste, M. Jean-Yves Le Drian. Sans remettre en cause l'ensemble du découpage régional, j'attire votre attention sur le symbole et la cohérence que représente pour les Bretons le rattachement de

la Loire-Atlantique à la Bretagne. C'est une question qui mérite un intérêt tout particulier de votre part dans l'œuvre de décentralisation vigoureuse que vous avez entreprise. »

M. Defferre a très fermement répondu que c'était là un débat qui avait sa place au sein du gouvernement et à l'Assemblée nationale, et qu'il était indispensable qu'un membre du gouvernement puisse seul répondre à une question aussi délicate.

M. Defferre a précisé ses idées en matière de décentralisation. « Vous serez les maîtres chez vous ; vous pourrez décider vite ; vous économiserez beaucoup d'argent et vous aurez le sens des responsabilités. Ainsi vous pourrez développer tous les aspects de votre économie, de votre langue, de votre culture, de votre folklore. »

Pas question toutefois d'un statut particulier pour la Bretagne. Seuls la Corse et les DOM-TOM bénéficient d'une place à part, mais dans un même cadre juridique, rien n'empêchera la Bretagne de développer plus que d'autres régions ses aspects culturels, sa langue, y compris l'enseignement de celle-ci.

JEAN-YVES MANACH.

Alsace

Il y a trois siècles, la ville de Strasbourg devenait française

De notre correspondant

Strasbourg. — Il y aura trois siècles, le 30 septembre, que Strasbourg devint française. L'ancienne ville libre d'empire avait vécu. Ses plénipotentiaires venaient de signer devant Louis XIV la capitulation qui, rétablissant le royaume de France, le jour même, le 30 septembre 1681, les troupes du général de Monclar en prirent possession. Les bourgeois s'étaient enfermés dans leurs maisons, portes et fenêtres closes — relate la chronique.

La commémoration de ce tricentenaire n'a pas donné lieu aux fastes et aux manifestations qui marquèrent, en 1948, celle des traités de Westphalie par lesquels l'Alsace devint française. Retraite aux flambeaux, spectacles de danses folkloriques et feu d'artifice en musique tirée depuis la terrasse panoramique du pont-barrage Vauban, ont caractérisé, samedi 26 septembre, le souvenir de l'événement pour l'homme de la rue.

A l'hôtel de ville, une exposition, « Strasbourg, ville libre royale », retraçait, grâce aux documents et aux pièces provenant

des musées municipaux, les étapes de l'intégration de l'ancienne république urbaine au royaume de Louis XIV, intégration qui permit un nouveau développement économique et culturel dont l'apogée se situait un siècle plus tard.

Lors de son inauguration, le maire de la ville, M. P. Pflimlin (C.D.S.), a rappelé que la capitulation avait sauvé l'essentiel : maintien de la liberté religieuse dans cette cité de la protestantisme, alors que l'édit de Nantes était aboli dans le reste du royaume ; maintien des institutions administratives et juridiques qui garantissent à la ville une relative autonomie interne jusqu'à la Révolution.

Un film documentaire sur la ville libre royale, qui passera dans les circuits commerciaux, a été projeté en avant-première au Palais de la musique et des congrès. On a pu regretter qu'il n'ait pas été diffusé par FR 3-Alsace, au moment même où les chaînes allemandes diffusaient la version satirique de l'événement vu par un réalisateur alsacien.

JEAN-CLAUDE HAHN.

FAITS ET PROJETS

L'ECONOMIE MIXTE ET LA DÉCENTRALISATION

Deux secrétaires d'Etat ont représenté le gouvernement au congrès des sociétés d'économie mixte (SEM), réuni du 23 au 25 septembre à Nancy. M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, chargé des DOM-TOM, a précisé que « les responsabilités entre la société et la collectivité seraient nettement précisées ». « Aux élus, le pouvoir de décision dans le cadre des orientations prises par le pouvoir politique ; à la société, le pouvoir d'exécution et de gestion », a déclaré M. Emmanuelli, en rappe-

lant que les collectivités locales représentaient en 1981 un budget de 220 milliards de francs et plus de six cent mille personnes, tandis que les six cent cinquante sociétés d'économie mixte employaient environ dix mille personnes. M. Maurice Ligot, maire U.D.F. de Cholet et président de la fédération des SEM, a précisé que celles-ci attendent du gouvernement « des mesures urgentes d'accompagnement juridique et financier ainsi qu'un élargissement de leur champ d'action, sans attendre la publication des décrets d'application de la loi sur les compétences en 1983 ». M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, assistait au début des travaux du congrès.

GROGNE DES CHEMINOTS DE BELFORT.

(De notre correspondant)

Belfort. — Les deux cent dix-sept salariés du dépôt de la gare de Belfort se sont mis en grève dimanche soir 27 septembre. Ils occupent depuis lors un poste de signalisation et bloquent les trains de voyageurs pendant plusieurs heures. Lundi soir, les agents du service d'exploitation — moins de deux cents personnes — se sont mis en grève également. Les cheminots veulent obtenir des garanties sur l'avenir de la gare de Belfort. Celle-ci dépend en effet de la région de Strasbourg, regroupement géographique de plus en plus mal accepté (la capitale franc-comtoise est, elle, rattachée à Dijon).

Depuis un an, affirment les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et autonome, aucune embauche n'a été effectuée à Belfort. C'est, selon eux, le résultat d'une volonté de « démanteler » le dépôt au profit de celui de Strasbourg et de la gare de triage de Mulhouse.

CORRESPONDANCE

Les difficultés d'Air France

M. François Eudin, chef du service de l'information à Air France, nous écrit :

Les difficultés auxquelles Air France est confrontée — comme la quasi-totalité de ses concurrents — ne proviennent pas d'un plafonnement du trafic mais d'une augmentation insuffisante des recettes face à des coûts en développement rapide du fait notamment de la hausse du dollar. La désorganisation du transport aérien international, provoquée notamment par la politique de déréglementation du gouvernement américain a créé une situation de surcapacité et de surenchère tarifaire sur les marchés entraînant une augmentation insuffisante de la recette unitaire. C'est ainsi que, malgré de bons résultats globaux de trafic (soulignés par le Monde le 31 juillet de l'ex), l'augmentation des recettes d'Air France demeure inférieure à celle des dépenses en 1981, phénomène entraînant une dégradation de l'économie de l'exploitation.

Le « nouveau service européen » devrait contribuer à l'amélioration de l'économie de l'exploitation d'Air France sur l'Europe. Grâce à une forte augmentation du trafic (+ 70 %) et des économies réalisées sur les coûts d'exploitation, le bilan du « nouveau service européen » devrait être largement positif.

A BOBIGNY, LES WAUQUIER CHASSÉS DE LEUR BOULANGERIE

Le vieux Bobigny (Seine-Saint-Denis) est mort. Buildings et tours ont pris la place des petits pavillons, des baraquas sans grâce et sans confort. Le passé a définitivement disparu dans la matinée du lundi 28 septembre.

Fort de son bon droit et de multiples décisions de justice qui lui étaient favorables, la municipalité présidée par M. Georges Valbon, président communiste du conseil général, a fait expulser une famille de boulangers, les Wauquier, qui refusait de quitter son pavillon, lequel, depuis 1904, abrite la Boulangerie de la mairie. Un déclinement pour les quatre enfants, âgés de cinquante-trois à soixante ans, qui, comme leur père, continuaient à cuire les fournées dans un four au feu de bois ; surtout pour leur mère (quatre-vingt-dix ans), qui est née ici. Attachée à leur passé, ils ont refusé toutes les propositions de réinstallation que la mairie leur a faites. Pour eux, Bobigny restait toujours le bourg rural du début du siècle.

Ils étaient les derniers à s'accrocher à ce passé révolu. La ville a submergé le village. La rénovation urbaine était indispensable. Elle va pouvoir s'achever.

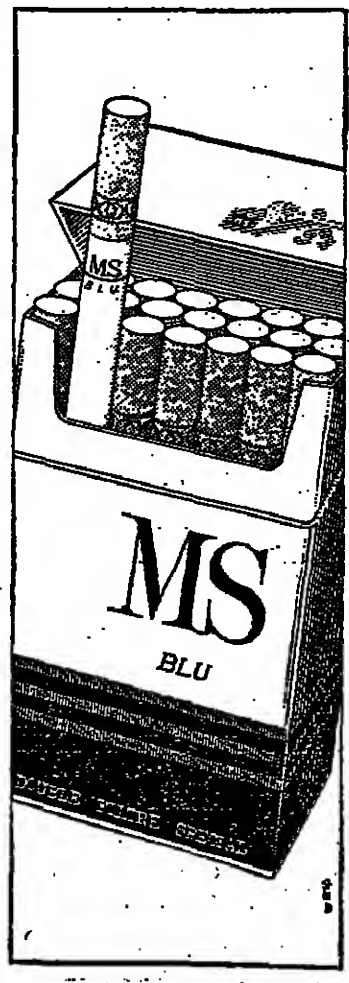
2^e Congrès de la vente et du marketing industriels

le jeudi 5 novembre 1981 de 8 h 15 à 19 h
à l'hôtel Meridien de la Porte Maillot à Paris.

organisé par

BERNARD JULIET CONSEILS et LUSINE

Secrétariat du Congrès
171, avenue Napoleon-Bonaparte - 92500 Neuilly-Malmaison
Tél. : 749.35.50



Halte au Vol

1 serrure à 5 points
BRICARD - PICARD ou IZIS
+ 1 blindage acier 15/10°
+ 4 goudons d'acier anti-dégondage

Offre exceptionnelle (limitée)
au lieu de 2.250 F

2.150 F TTC
Pose et dépt. compris

POSE PARIS-BANLIEUE

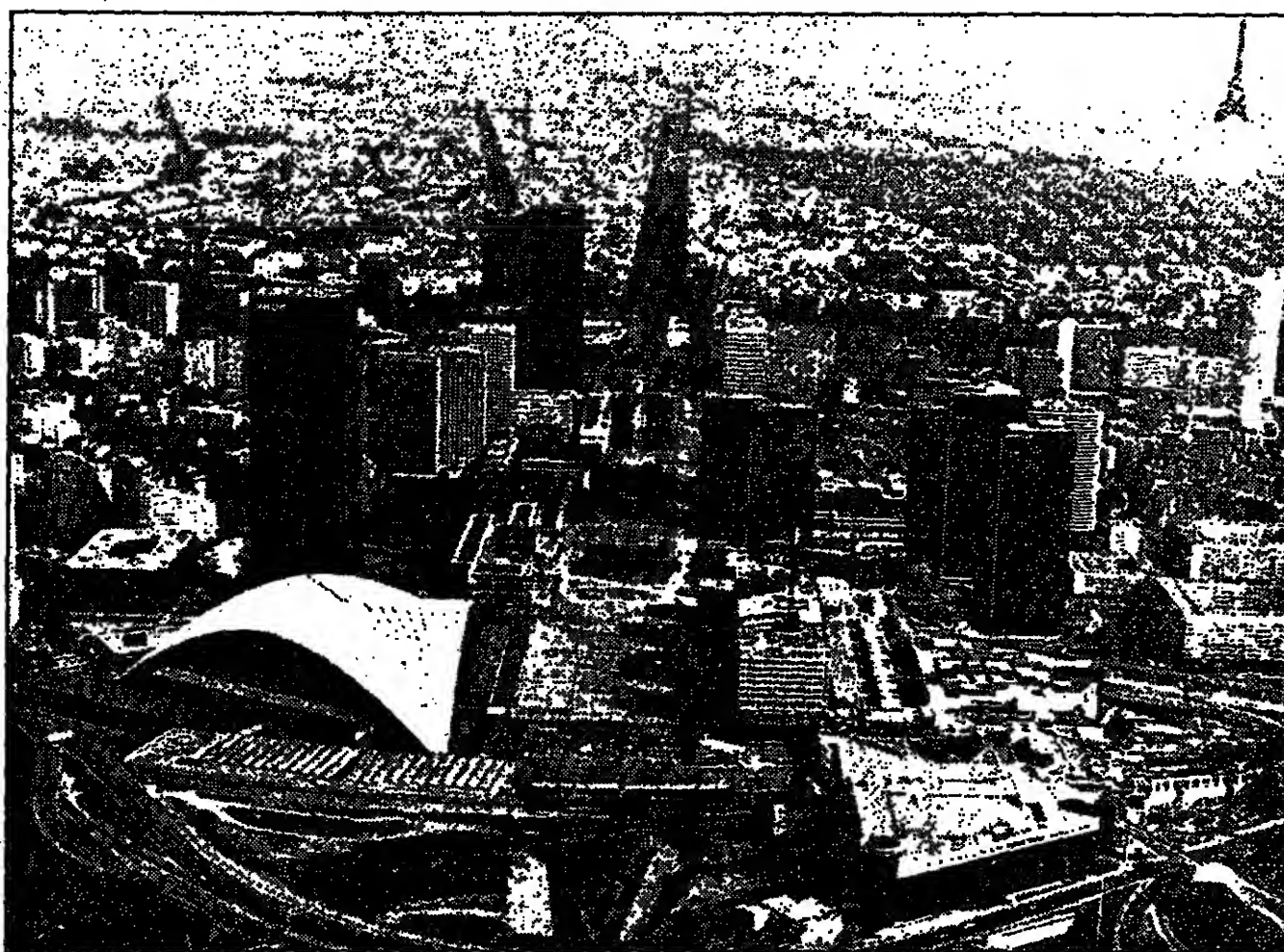
Société PARIS PROTECTION

55, av. de la Motte-Picquet
75015 PARIS
Tél. 568.65.20
206.35.12

CREDIT GRATUIT en 3 versements

LA DÉFENSE

Symbole du dynamisme économique français.



La Défense, 11 septembre 1981.

Pour certains, La Défense est une sculpture qui griffe de verre et d'acier le ciel de Paris.

Pour d'autres, c'est la Babel de notre temps, le Monument du XX^e siècle. Mais pour tous ceux qui viennent la visiter, et parfois du bout du monde, La Défense est un étonnement et un exemple. Ça, c'est le mythe. Déjà légende avant même que l'œuvre ne soit parachevée. Mais il y a plus important, plus essentiel.

La réalité de La Défense. Elle est tout autre.

La Défense vit. C'est un cœur qui pulse au rythme des entreprises, des commerces, des hommes et des femmes qui y travaillent ou qui l'habitent.

La Défense c'est un navire de course armé pour relever le défi économique du temps présent et pour traverser

avec succès les années 80, les années fortes, dures et technologiques.

Chaque année, au fil de son développement, La Défense a attiré les entreprises les plus dynamiques. C'est aujourd'hui un grand Forum des affaires où se rencontrent les grandes sociétés et les décisionnaires du monde entier.

D'année en année, La Défense a permis la création de plus en plus d'emplois.

C'est cette réalité-là qui compte et non pas le mythe. Et Sari se sent honorée d'avoir participé à ce succès.

Il reste encore à terminer La Défense et ce sera bientôt fait. C'est la France d'hier qui a rêvé et inventé La Défense et ce sera l'honneur de la France d'aujourd'hui de mener à terme une telle œuvre.

Sari aura participé à l'implantation des sociétés suivantes :

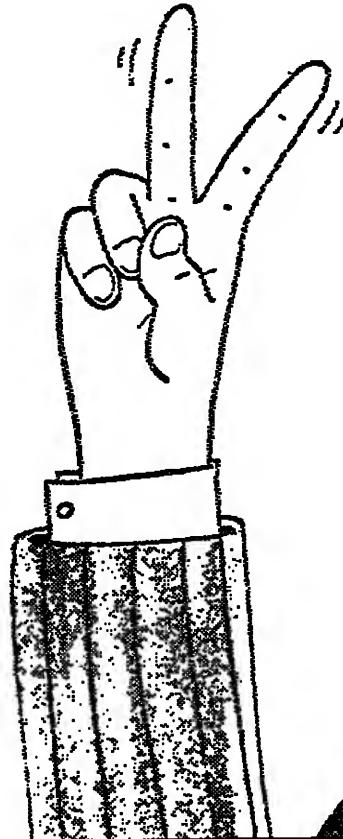
- ATO CHIMIE et C & A 12 000 m², livraison juin 1980 • Rhône-Poulenc 23 000 m², livraison 1^{er} septembre 1981.
- Siège Saint-Gobain 44 000 m², livraison octobre 1981 • BPCE 2 160 m², livraison 3^e trimestre 1981 • Smith Kline and French 5 830 m², livraison 3^e trimestre 1981.
- United Technologies 2 400 m², livraison 4^e trimestre 1981 • CIC 700 m², livraison 3^e trimestre 1981 • Esso-Chimie 5 000 m², livraison 1982.
- BNP 1 200 m², livraison 4^e trimestre 1981 • IBM-Europe 65 000 m², livraison mi-1983 • Préservatrice Foncière 27 200 m², livraison 4^e trimestre 1984.

Et Sari planifie pour les 3 prochaines années 7 immeubles de 4 000 à 55 000 m².

SARI S

Société d'Administration et de Réalisations d'Investissements
32, avenue d'Éna, 75783 Paris Cedex 16
Téléphone : 720.14.15

Vittel. Au restaurant, parlons peu, parlons bien.



Pour commander une Vittel, vous n'avez qu'à faire signe.

Du samedi 26 septembre
au samedi 3 octobre 1981

Semaine de la
Cravate et du Mouchoir
Cravate soit doublée 34 F. Les trois 96 F
Mouchoir coton, initiale brodée main,
les six 50 F

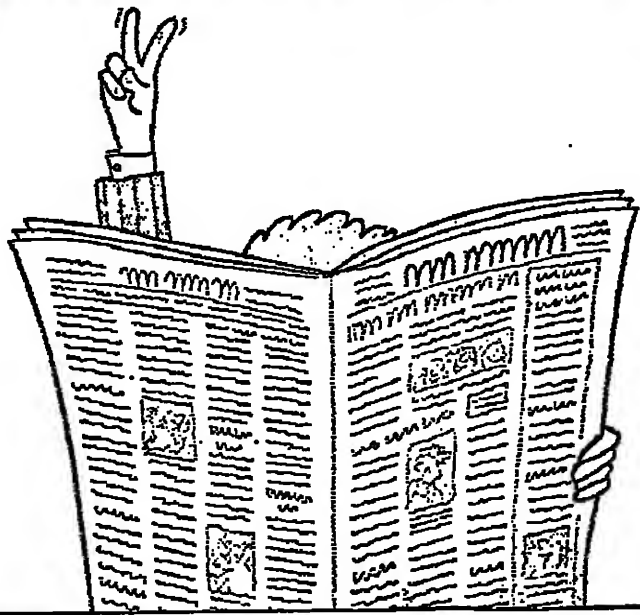
MADELIOS
Place de la Madeleine, Paris
Pour ceux qui savent choisir

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

25 % DE RÉDUCTION
(25 % par jour, leçon et tous les repas,
hôtel ou famille tout compris)
Si vous restez 90 jours ou plus pour des leçons intensives dans notre
hôtel (comportant 100 chambres) au bord de la mer ou avec
une famille. Ecrivez pour notre brochure et feuille d'inscription. A :

REGENCY SCHOOL OF ENGLISH
Ramsgate on-Sea Kent England Tel. 043-51212
ou à Mme Bouillon, 4, rue de la Persévérance - EAUBONNE - 95.
Tél. (3) 562-5633 (soirée).
PAS DE LIMITE D'ÂGE - PAS DE SÉJOUR MINIMUM
(Cours de 2 semaines ou périodes plus longues)
London 100 km - Calais 40 minutes

Avec Vittel, plus besoin de parler
pour se faire entendre.



Pour commander une Vittel, vous n'avez qu'à faire signe.

EQUIPEMENT

POINT DE VUE

DEUX grands débats sur la vie humaine au Parlement et dans l'opinion : sur la peine de mort et sur la sécurité routière. L'enjeu de l'un est limité en fait à l'abolition d'un essai tous les deux ans. L'autre concerne la mort de 14 000 innocents chaque année — un vétéran comme Rambouillet — et la mutilation de 340 000 autres. Or, paradoxalement, les médias et la classe politique polarisent sur le premier problème toute leur éloquence et leur sensibilité, sans garder aucune réserve d'émotion pour le second.

Pourtant nous pourrions, si nous le voulions, arracher à la mort tous les ans plusieurs milliers de Français en adoptant la politique de sécurité routière de la Suède, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis ou du Japon. Le taux de mortalité routière y est en effet la moitié de celui de la France parce que les vitesses autorisées y sont beaucoup plus basses.

C'est la vitesse, en effet, qui est la cause principale des accidents et surtout de leur gravité : car la violence du choc, selon les lois de la physique, est proportionnelle au carré de la vitesse.

Toutes les expériences françaises et étrangères l'ont démontré spectaculairement : abaisser la vitesse maximale, c'est réduire fortement l'hécatombe ; l'élever, c'est augmenter tragiquement le sang versé.

En juillet 1973, l'institution d'une limite de vitesse à 100 km/heure sur les routes diminue de 800 morts et de 14 000 blessés le bilan du second semestre de 1973 par rapport à la même période de 1972. La limitation de vitesse à 120 km/heure sur nos autoroutes en décembre 1973 a réduit de moitié les tués et les blessés jusqu'en mars 1974, où Georges Pompidou, en relevant cette limite, déclencha à nouveau une augmentation importante de

CORRESPONDANCE

LES ÉCOLOGISTES
ET LE T.G.V.

M. Jean-Claude Delor, président de la Fédération des usagers des transports, nous écrit : A propos de la déclaration faite par le Mouvement d'écologie politique sur le train à grande vitesse (le Monde du 24 septembre), je souhaiterais préciser qu'il n'est pas possible de laisser croire que les écologistes sont opposés au T.G.V.

Même s'il est vrai que la recherche de la vitesse n'est pas une fin en soi, il est évident que le T.G.V. — contrairement à ce que dit le Mouvement d'écologie politique — concurrencera très activement, parce qu'il est rapide, l'avion et la route ; autrement dit, les modes de déplacement qui gaspillent le plus d'énergie, causent les nuisances les plus graves et, dans le cas de la route, sont les plus dangereux.

Les défenseurs de l'environnement ne peuvent donc que se féliciter de la mise en service du T.G.V. Paris-Lyon et de la décision gouvernementale de lancer de nouvelles lignes à grande vitesse, notamment le T.G.V. atlantique.

Sauver des vies pour «changer la vie»

par PHILIPPE SAINT-MARC (*)

nombre des victimes. Et pourquoi sur les autoroutes américaines y a-t-il, par kilomètre parcouru, un tiers de moins de tués que sur les nôtres ? Parce que la vitesse autorisée y est de 90 km/heure au lieu de 130 km/heure en France.

Il faudrait qu'enfin s'ouvre l'un des plus vifs débats de l'humanité française : introduisons-nous enfin dans notre pays les limitations de vitesse suédoises, anglaises, américaines ou japonaises qui arracheraient chaque année 7 000 Français innocents à la mort ?

Va-t-on aussi enfin réprimer dissuasivement ces attentats inexcusables contre la personne humaine commis par tant de chauffards ? Car, aujourd'hui, tuer en automobile est moins sévèrement puni que voler une automobile.

Sans doute certains démagogues essaient-ils de faire remplacer cette répression, pourtant déjà si sévère, par une éducation du conducteur dès l'école maternelle. C'est oublier que les accidents les plus graves ne sont pas dus à une ignorance technique mais à une imprudence criminelle, commise dans le plus profond mépris de la vie humaine :

toncer dans le brouillard, doubler sans visibilité, « brûler » un feu rouge ou un « stop », rouler en état d'ivresse ou à vitesse excessive...

Remise en cause de la limitation

Comment ne pas s'alarmer des récents propos de M. Fiterman faisant pressager un grave recul de la politique actuelle de la « sécurité routière » par la remise en cause de la limitation de vitesse qui en est la clé ? La diversification des maxima de vitesse selon les routes, les véhicules (et pourquoi pas les conducteurs ?) serait telle que le contrôle par les forces de police en deviendrait pratiquement impossible.

Comment ne pas s'indigner aussi des assauts lancés par le lobby de la moto contre les nouvelles règles d'octroi des permis, instituées en mars 1980 pour protéger leurs jeunes usagers et qui ont permis de réduire de 22 % les tués et les blessés parmi les conducteurs de deux-roues à moteur pendant les

(*) Secrétaire général du CNAUSP (Comité national d'action pour la sécurité des usagers de la route), 31, rue d'Enghien, Paris 75010.

sept premiers mois de 1981 par rapport à la même période de 1979 ?

De tous les grands fléaux modernes, l'accident de la route est le plus redouté — comme le montrait une récente enquête de la SOFRES — très avant le cancer, les agressions ou les accidents du travail.

Nous voici à l'heure de vérité : c'est dans le débat sur la sécurité routière, bien plus que dans celui de la peine de mort, que nous verrons les vrais défenseurs de la vie. Depuis neuf ans, grâce à l'action continue et inlassable d'hommes aussi différents que MM. Chaban-Delmas, Messmer et Giscard d'Estaing, s'est progressivement mise en place une politique de sécurité routière qui — par rapport à 1972 — a réduit de 4 000 le nombre annuel des tués sur nos routes et dans nos rues et de 50 000 celui des blessés, alors que la circulation triple.

M. Mitterrand va-t-il inaugurer son septennat et M. Fiterman sa présence au ministère des transports par le démantèlement de ces règles protectrices qui ont épargné tant de sang ? Ou vont-ils au contraire, par un nouveau pas en avant dans la lutte contre la mort routière, changer profondément la vie de la France en y sauvant massivement des vies ?

ENVIRONNEMENT

UN COLLOQUE A ARC-ET-SÉNANS

Le solaire ne doit pas être une «énergie gadget»

De notre correspondant

la politique énergétique par la mise en place d'agences régionales de l'énergie, à l'exemple de ce qui a été fait en Provence-Côte d'Azur sous l'autorité de M. Gaston Defferre.

Au cours de ces états généraux du solaire, des propositions très concrètes ont été formulées sur les mesures d'incitation à prendre en faveur des constructeurs, des installateurs et des usagers du solaire, la formation des techniciens et des architectes, la création d'emplois d'utilité collective, bref, l'intendance. Mais l'essentiel reste l'appel lancé par les participants à une prise de

conscience à « tous les échelons du corps national ».

Cet appel vise notamment les élus, qui ont désormais à arracher au « conservatisme d'un quartier d'experts » pour les amener à prendre un parti sur les énergies renouvelables, sans trop se préoccuper de chiffres. Car si c'est d'un pari qu'il s'agit, c'est bien aussi d'un pari qu'est né le parti pris du nucléaire. Mais, a-t-il été souligné à Arc-et-Sénans, les risques ne sont pas comparables. Et puis, il n'y a aucune chance de gagner le gros lot si on ne prend pas au moins un billet à la loterie. Prendre un billet, en l'occurrence, c'est faire preuve de volonté politique.

CLAUDE FABERT.

BIBLIOGRAPHIE

LES COMMUNISTES ET L'ENJEU RÉGIONAL

Les Editions Sociales viennent de faire paraître un livre écrit par deux intellectuels et militants communistes, intitulé *L'enjeu régional*, qui vient très à propos préciser les analyses et les propositions du P.C. au moment où s'ouvre, dans les hémicycles parlementaires et dans le pays, un débat sur la décentralisation qui n'est pas près de s'achever.

Les auteurs du livre — MM. Jean Giard, maire adjoint de Grenoble, et Jacques Scheibling, agrégé de géographie, chargé au comité central du P.C. des questions de l'aménagement du territoire — plaident pour une démarche anticonstitutionnelle, analysant depuis 1980 — les rapports entre jacobinisme et démocratie, démontrent les mécanismes qui, selon eux, ont conduit à étouffer les cultures et les langues régionales et insistent longuement sur le « grand chambardement » du territoire, fruit des politiques passées.

« La politique d'aménagement du territoire en système capitaliste est une forme de l'intervention de l'Etat qui prétend agir sur l'organisation de l'espace. Or celle-ci n'est que le produit de mécanismes et de décisions économiques. Dès lors, l'action propre sur le territoire ne peut être que marginale. Elle se définit en termes d'accompagnement-corrrection des politiques économiques qui, elles, ont des effets territoriaux déterminants. »

A la question de savoir si des comités d'intérêts peuvent naître entre une région dotée de pouvoirs nouveaux et d'une légitimité retrouvée et l'Etat, MM. Giard et Scheibling répondent clairement :

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Favret, directeur de la publication, Claude Fabert.

Imprimé par le Monde à Paris-IX.
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 57-432.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75221 PARIS - CEDEX 13
G.L.F. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
226 F 427 F 528 F 629 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
466 F 537 F 638 F 739 F

ÉTRANGER
(par messageries)
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
226 F 427 F 528 F 629 F

IL - SUISSE, TUNISIE
326 F 627 F 828 F 1 129 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (travaux) voudront
bien joindre ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse
doivent être accompagnés de
la dernière bande d'envoi.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger vos lettres en français
ou en anglais.

!MONNAIES

L'assemblée générale annuelle du Fonds monétaire international

**Chaque franc donné au titre de l'aide
doit servir les intérêts nationaux**
déclare M. Jean-Pierre Cot

De notre envoyé spécial

Washington. — Si j'osais sur un certain nombre, la presse de Washington fait état d'une façon simpliste, du ralliement pur et simple de tous les grands pays industrialisés aux thèses des pays en développement, au profit du F.M.I. et de la Banque mondiale et conditions plus strictes pour leur concours), M. Jean-Pierre Cot, ministre désigné des Affaires étrangères, a déclaré que la coopération et le développement, à mis les points sur les s. t. s.

À l'occasion d'une conférence de presse qu'il a donnée lundi 28 septembre au Center for International Politics, M. Bergi a précisé le position de la France devant les journalistes américains : « *Chaque francophone au titre de l'Etat doit servir l'intérêt de son pays, mais il est tout à fait impossible de connaître l'opinion publique française de poursuivre l'effort consenti. La France met au point une stratégie, elle utilise les aides de caractère bilatéral, qui sont plus efficaces, à la fois du point de vue du poids politique et du point de vue du pays bénéficiaire.* »

Le ministre a précisé que la méfiance à l'égard des procédures multilatérales visait non pas la Banque mondiale mais les pays du Bloc. « *La Banque mondiale n'a rien à nous proposer. Elle n'y aura pas, de notre part, a-t-il ajouté, d'initiative en faveur des*

et les pays du tiers-monde », a précisé, dans la conférence de presse, le président du comité, M. Manuel Ulloa Elias, premier ministre et ministre de l'économie et des Finances du Pérou.

1) Les pays participants se sont mis d'accord pour considérer le rapport préparé par l'expérience de la Banque mondiale sur la distinction de M. Bergi : « *développement accéléré en Afrique au sud du Sahara, ordre du jour pour l'Afrique* », comme l'initiative de base d'un effort accru en faveur de cette région (les deux tiers du continent), menacée de voir le revenu par tête passer de 100 à 50 dollars dans les cinq prochaines années. Bien que ce chiffre ne figure pas dans le communiqué, il est entendu que la Banque mondiale consacrerait 50 % environ de leurs opérations à des programmes intéressant ces régions.

conclusions du rapport Brandt. Si l'on veut en tirer quelque chose, c'est de définir une stratégie du développement est désignée sous le nom de « conditionnalité », alors, nous ne pouvons que constater, en outre, en encore dit que, « dans la mesure où nous pensons que l'aide sur les réformes économiques, financières (il appuya sur ce dernier adjectif), nous sommes prêts à l'accorder », nous sommes par l'administration américaine. A. Mais

Le ministre a pareillement critiqué — sur un ton très modéré — les recommandations d'ordonner le renforcement des institutions, notamment l'opportunité pour les pays concernés, de dévaluer leurs monnaies, de dévaluer leurs monnaies, il s'est abstenu de s'en prendre à la doctrine libérale qui sous-tend le rapport. Ce qu'il avait fait la semaine dernière à Paris devant les ministres des finances des pays de la zone

l'accord ne porte pas nécessairement sur le contenu des réformes en question. *Le droit de*

transposer les méthodes de la politique économique de M. Reagan aux pays du tiers-monde, alors, nous estimons qu'elle ne garantirait pas la succès.

Mardi, lors de l'ouverture officielle de la conférence annuelle du FMI, le président Reagan a repris pour sa part l'argumentation américaine. « Lorsqu'une

2) L'avenir de l'Association internationale de développement, filiale de la Banque mondiale, spécialisée dans des prêts à cinquante ans ne portant pas intérêt, continue à susciter l'inquiétude.

On redoute que les Etats-Unis entraînent des pleds pour apporter leur contribution (27 % au total) au cours des deux prochaines

Toute future contribution américaine au Fonds monétaire mondial, sera donc examinée à la lumière des restrictions budgétaires décidées par le gouvernement américain. Ce point a été déjà conclu le président Reagan, que la plus importante contribution qu'un pays puisse apporter au développement d'un autre, n'est autre que de mener une saine poli-

Politique économique sur le plan intérieur.

Autocritique

Certes, les travaux préparatoires de la session du Fao ont montré que de part et d'autre, on se déclare convaincu que, pour réussir, les pays en voie de développement doivent commencer par s'aider eux-mêmes. Cette remarque de bon sens rejoint l'autocritique, désormais de mise parmi les économistes du tiers-monde, qui considère comme *témeloire* leur dernier rapport sur le développement, autocritique à laquelle se livre aussi un certain nombre de pays économiquement en retard.

Il n'empêche que la recherche du fameux consensus a conduit les Européens et notamment les Français à mettre une sourdine à plusieurs de leurs réserves, sans

développer les sources d'énergie. L'administration Reagan s'oppose à cette création.

Terminons en affirmant que M. Cot, dans sa conférence de presse, a déclaré à *titre personnel* qu'il ne voyait pas comment on pourrait « sortir de la crise sans pratiquer un haut degré de responsabilité ». La question n'est pas de savoir, selon lui, si le protectionnisme, notamment vis-à-vis des pays du tiers-monde, est la solution à la question affirmative. La question est de savoir si le mouvement sera ou non organisé, c'est-à-dire négocié ou imposé. C'est l'accord des textiles multilatères. Il l'a qualifié de *moyen de légitime défense*.

PAUL FABRA.

RECOURS DU DOLLAR

Après avoir poursuivi, lundi 23 septembre 1981, sa remontée sur les

FINANCE DES DEVISES

S. E.-U.	5.840	5.8110	+ 75	+ 125	+ 105	+ 160	— 130	— 20
S. can.	4.550	5.210	+ 100	+ 100	+ 100	+ 100	+ 140	+ 60
Van. (100) ..	3.585	2.394	+ 210	+ 255	+ 400	+ 450	+1050	+1140
D.M.	2.390	2.3950	+ 125	+ 135	+ 240	+ 270	+ 590	+ 600
Florida	2.174	2.150	+ 85	+ 120	+ 175	+ 245	+ 420	+ 480
F.S. (100) ...	14.6150	14.6150	—1285	— 320	—2100	—1650	—2900	—3210
F.S.	2.610	2.6210	+ 125	+ 30	+ 310	+ 350	+ 750	+ 800
A. C.	4.7125	4.7240	— 690	— 830	—1250	—1125	—2075	—2725
.....	9.9125	9.9230	+ 210	+ 250	+ 350	+ 410	+ 350	+ 330

TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M.	11 3/4	12 1/8	13 1/4	12 7/8	11 13/16	12 3/16	12 1/8	12 1/8
S. E.-U.	11 3/4	4 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	12 3/16	12 3/16	12 1/8
Florida	11 3/4	13 3/8	12 5/8	13 7/8	13 1/8	12 1/2	12 3/4	13 1/2
F.S. (100) ...	12 3/4	16 1/4	27	38	23	27	20	23
.....	100	100	100	100	100	100	100	100
L. (1000) ...	N.C.	N.C.	32 3/4	35 1/4	31 3/4	31 1/4	29 1/4	32 1/2
.....	14 7/8	15 1/2	16 1/4	15 3/8	15 7/8	16 1/2	16	16 1/2
S. France 195	25	25	25	25	25	25	25	25

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises. Les cours qui étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

S. E.-U.	5.840	5.8110	+ 75	+ 125	+ 105	+ 160	— 130	— 20
S. can.	4.550	5.210	+ 100	+ 100	+ 100	+ 100	+ 140	+ 60
Van. (100) ..	3.585	2.394	+ 210	+ 255	+ 400	+ 450	+1050	+1140
D.M.	2.390	2.3950	+ 125	+ 135	+ 240	+ 270	+ 590	+ 600
Florida	2.174	2.150	+ 85	+ 120	+ 175	+ 245	+ 420	+ 480
F.S. (100) ...	14.6150	14.6150	—1285	— 320	—2100	—1650	—2900	—3210
F.S.	2.610	2.6210	+ 125	+ 30	+ 310	+ 350	+ 750	+ 800
A. C.	4.7125	4.7240	— 690	— 830	—1250	—1125	—2075	—2725
.....	9.9125	9.9230	+ 210	+ 250	+ 350	+ 410	+ 350	+ 330

TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M.	11 3/4	12 1/8	13 1/4	12 7/8	11 13/16	12 3/16	12 1/8	12 1/8
S. E.-U.	11 3/4	4 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	12 3/16	12 3/16	12 1/8
Florida	11 3/4	13 3/8	12 5/8	13 7/8	13 1/8	12 1/2	12 3/4	13 1/2
F.S. (100) ...	12 3/4	16 1/4	27	38	23	27	20	23
.....	100	100	100	100	100	100	100	100
L. (1000) ...	N.C.	N.C.	32 3/4	35 1/4	31 3/4	31 1/4	29 1/4	32 1/2
.....	14 7/8	15 1/2	16 1/4	15 3/8	15 7/8	16 1/2	16	16 1/2
S. France 195	25	25	25	25	25	25	25	25

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises, tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Copies Couleurs
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL
75012 PARIS - 347.21.32

LANCEL
CONSEIL
Listes de Mariage
PLACE DE L'OPÉRA - PARIS - TÉL. 742.37.29.

On se déchaîne.

du 26 septembre au 17 octobre 1981
CREDIT GRATUIT 6 MOIS
sur toute la hi-fi et le son
+ **PRIX SPECIAUX**
sur une sélection d'articles.

CHAÎNE CONTINENTAL
EDISON 25 WATTS
ampli, platine disques,
2 enceintes,
Options
tuner, 550 F
platine cassettes,
meuble, 1 120 F
230 F

CHAÎNE PHILIPS 30 WATTS
ampli, platine disques,
2 enceintes,
Options
tuner, 760 F
platine cassettes,
meuble, 1 060 F
480 F

CHAÎNE BRANDT 40 WATTS
ampli, platine disques,
2 enceintes,
Options
tuner, 890 F
platine cassettes,
meuble, 1 390 F
490 F

CHAÎNE PATHÉ-MARCONI
50 WATTS
ampli, platine disques,
2 enceintes,
Options
tuner, 1 670 F
platine cassettes,
meuble, 1 750 F
390 F

CHAÎNE KENWOOD 30 WATTS
l'ensemble complet: ampli, platine disques,
platine cassettes, tuner,
2 enceintes, meuble, 4 990 F

CHAÎNE TENSAT 60 WATTS
l'ensemble complet:
ampli, platine disques,
platine cassettes, tuner,
2 enceintes, meuble, 5 690 F



Nous rendons la vie un peu plus facile!

*A partir de 1.500 F d'achat, 20% comptant, après acceptation du dossier Crédit Cofinoga/BHV. A l'exception des services.

RIVOLI/PARLY 2/ MONTLÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE ÉPINE/ROSNY 2/CRETEIL

ÉNERGIE

La préparation du débat

(Suite de la première page.)

Les économies d'énergie vont ainsi devenir l'axe central de la politique du nouveau septennat. Ou plus exactement « la maîtrise des consommations ». Comme le dit le rapport Hugon (1), « dans la situation où se trouve la France, pour satisfaire ses besoins en matières premières énergétiques et minérales, il est clair que la maîtrise des consommations est le premier moyen, le plus efficace, pour desservir les contraintes ». Si l'on considère les objectifs à l'horizon 1990 — mais cette date n'est qu'un passage — ce rapport table sur des économies de 33,2 millions de tonnes équivalent pétrole (M.T.E.P.) dans une hypothèse de croissance économique forte (8 % par an) qui dégagerait une consommation globale de 232 M.T.E.P. et de 33,7 M.T.E.P.

Trois fois plus d'investissements

Mais les socialistes disposent, outre la volonté politique, d'armes que leurs prédécesseurs n'avaient pas : une politique du logement plus ambitieuse et une philosophie plus interventionniste.

L'habitat est sans conteste le « gisement » d'économie le plus prometteur. La relance, déjà amorcée, de la construction permettra donc une pénétration plus rapide de normes d'isolation renforcées.

Le précédent pouvoir avait décidé de promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie sans contraindre. D'où, des campagnes de publicité (l'anti-gaspi, exemple), dont l'efficacité à moyen terme n'était pas assurée. Plus naturellement interventionniste, le nouveau gouvernement ne se trouvera pas en contradiction avec sa propre philosophie lorsqu'il s'agira d'obliger les industriels, les propriétaires à agir.

Mais la réussite de « la maîtrise des consommations » serait impossible sans une volonté politique, qui se traduira par des investissements importants. La France a consacré aux économies d'énergie 11,5 milliards de francs en 1980. L'objectif visé par le rapport Hugon se situe « en moyenne annuelle sur la décennie 1981-1990 à un niveau trois à quatre fois supérieur, soit entre 36 et 50 milliards de francs selon la croissance. La création d'une Caisse nationale des économies d'énergie pour mobiliser l'épargne, une taxe sur l'électricité ou sur l'essence — encore elle — pour bonifier les intérêts des concours de l'Etat sont suggérés. Mais il faudra que le débat précise les modes de financement si l'on ne veut pas que la réalité économique ne s'éloigne des objectifs politiques.

en croissance faible (2,5 % par an) avec une consommation de 208 M.T.E.P. Des chiffres à rapprocher des 36 M.T.E.P. après le plan Glazard pour une consommation de 242 M.T.E.P. avec un taux de croissance économique de 3,5 % par an.

Les difficultés ne sont pas minces pour promouvoir une telle politique. Dans le secteur résidentiel, les loyers actuels de l'argent sont un obstacle absolu comme le sont, à un moindre degré, l'insuffisance d'information, d'outil de diagnostic, de personnel spécialisé ou encore la divergence d'intérêt entre propriétaires et locataires. Dans le secteur industriel d'ajoute, en outre, le fait que l'arbitrage de l'entrepreneur entre un investissement productif et un investissement économique en énergie sera toujours rendu en faveur du premier.

court et le long terme. Comme telles, elles comportent donc un risque non négligeable d'échec. « A court terme, la maîtrise des consommations exige un effort collectif pour agir sur les besoins, précise le rapport Hugon, alors que les moyens d'action dans le domaine de l'offre restent éparpillés le plus souvent de façon beaucoup plus centralisée. » Ainsi se trouve affirmée l'irréversible tentation des responsables d'agir d'abord sur ce qui est sûr, à savoir la production nationale d'énergie centralisée. En France, on le sait, il ne peut guère s'agir que du charbon et du nucléaire.

Voilà longtemps que les socialistes réclament la relance d'une production charbonnière, sur le déclin depuis plus de vingt ans. Et au début de l'année encore, ils fixaient à 30 millions de tonnes l'objectif pour 1990. Les travaux préparatoires à la rédaction de la politique énergétique sont plus prudents et parlent seulement de « développement optimal ». Nos « ressources charbonnières restent limitées par rapport à nos besoins globaux en énergie que par rapport à celles des grands pays charbonniers ».

Nucléaire et charbon

Une commission de six experts, dont trois étrangers (un Américain, un Allemand de R.F.A. et un Britannique), vient d'ailleurs de remettre aux pouvoirs publics une estimation des réserves de la France. Dans le Nord, « les perspectives d'une prolongation de l'activité du bassin au-delà des 24 millions de tonnes, planifiées par la mise en évidence de réserves nouvelles, paraissent très limitées ». Dans les exploitations souterraines du Massif central, « les limites physiques sont le plus souvent atteintes ».

En France, les 10 millions de tonnes de réserves dans les champs actuels pourront épuiser une quarantaine de millions de tonnes dans le champ ouest reconnu (...). On peut donc dire que c'est en Lorraine que se trouve la plus grande partie du charbon français à exploiter, à reconnaître ou à découvrir, « puisqu'on peut espérer récupérer dans des conditions économiques voisines des conditions actuelles 270 millions de tonnes de réserves sélectionnées » : à quoi s'ajoutent une partie des réserves situées au-delà de 1980 et le remplacement des tranches déclassées « réclameront inévitablement l'engagement de nouvelles centrales ». Or l'alternance des phases d'arrêt total — reprises — avancé un chiffre de 250 millions de tonnes, éventuellement une partie des tonnages immobilisés dans les sols (2).

fait du nucléaire, le bilan prévoit une croissance des besoins en charbon des centrales de 26 millions de tonnes aujourd'hui à 14 millions de tonnes en 1990. Une contradiction qu'il faudra bien trancher.

On en revient donc à l'atome. Le nucléaire, selon les travaux préparatoires, est « une ressource d'énergie possédant des avantages considérables qui peuvent en faire l'un des atouts majeurs de la France dans les vingt années à venir pour son développement en énergie ». Il s'agit en effet « du moyen de production dont on peut espérer qu'il sera le moins coûteux ». En outre, « mis en œuvre rationnellement, l'électricité peut conduire à une amélioration des conditions de travail et de l'impact sur l'environnement des activités industrielles ».

La poursuite du programme nucléaire suppose certes la maîtrise dans les vingt années à venir de la sécurité individuelle et collective, la gestion des déchets et du mode de société induit. Mais le développement des phases d'arrêt total — reprises — avancé un chiffre de 250 millions de tonnes, éventuellement une partie des tonnages immobilisés dans les sols (2).

UN BILAN DES RÉPARTITIONS PAR ÉNERGIES

	1973		1981		Rapport Hugon				Programme Glazard (1)			
	M.T.E.P.	%	M.T.E.P.	%	Croiss. faible	Croiss. forte	M.T.E.P.	%	M.T.E.P.	%	M.T.E.P.	%
Charbon	38,5	17,1	33,5	17,7	31,5	15,3	31,5	13,1	33	14	28	11,5
Pétrole	117,3	55,8	93,9	49,3	66,2	32,1	74,0	31,9	98	22	98	33
Gas	15,0	6,4	24,6	12,6	21,3	10,5	31,9	13,4	42	17	37	15,5
Hydraulique	9,8*	4,5	13,8*	7,1	14,5*	7,1	14,5*	6,2	16*	6	16*	6
Energies nouvelles	2,5	1,1	3,4	1,7	3,4	1,7	3,4	1,4	5	2	5	2
Nucléaire	5,1	2,3	18,8	9,6	57,5	27,9	62,9	26,7	73	30	73	30
TOTAL	224,2	100,0	185,0	100,0	204,9	100,0	222,9	100,0	242	100	242	100

(*) Avec l'hydraulique de l'année pour 1973 et 1981 et une hydraulique moyenne pour 1990.
(1) Pour un taux de croissance de 3,5 % par an, les deux scénarios correspondant à une plus ou moins grande dépendance pétrolière.

Quant à la « gaséification souterraine », la commission estime que les retombées pratiques « sont lointaines » pour les prendre en considération, d'autant qu'« il est malheureusement très probable que ces champs se situent dans des zones où les couches régulières comme celles de la Lorraine que dans des gisements hachés comme ceux du Nord ».

Mais la commission le rappelle : « Le principe d'une prime à la production nationale doit être maintenu, maintenant pour garantir la continuité de la production ». Le rapport Hugon recommande donc de fixer le montant de la prime au charbon national à 2,60 par tonne soit une augmentation de 30 % par rapport à 1981.

La relance du charbon, outre son coût pour la collectivité, risque de se heurter, comme pour les économies, au choix des consommateurs : « La difficulté de la conversion au charbon est essentiellement dans la dispersion des acteurs concernés, et les problèmes de financement qu'ils rencontrent ».

La consommation de charbon par l'I.R.P. est donc un impératif majeur dans le débat parlementaire sur le développement de la filière charbon en France, alors que, du

en aucun cas être comparables à celles d'un suréquipement. Autant d'arguments qui amènent les rapporteurs à proposer l'engagement de trois « tranches » (réacteurs de 1 300 millions de francs) par an au lieu de 5 auparavant pour 1982 et 1983.

Malgré les infichissements proposés, le rapport Hugon — qui devrait être largement suivi par le gouvernement — n'en comporte pas moins une logique purement économique. « Le coût doit rester un critère essentiel » et les prix au consommateur doivent refléter les prix de revient de chaque énergie, ce qui suppose une tarification tenant compte des coûts marginaux et des coûts de développement.

Les parlementaires socialistes acceptent-ils cette logique qui amène à poursuivre un programme nucléaire au-delà des vœux qu'ils ont toujours exprimés ? A défaut de modifier la société par l'évolution de la production d'énergie, une autre ville, d'autres transports, etc., ils pourront, il est vrai, changer les relations entre gouvernements et gouvernés. Le choix des procédures au niveau régional et local pourrait ainsi jouer un rôle déterminant dans le débat parlementaire comme sur l'avenir du programme énergétique.

BRUNO DETHOMAS.

Prochain article :

OBTENIR L'ADHESION DE LA POPULATION

ESPACE SERVICE

centrale d'achat d'espace transparente

En matière d'achat d'espace publicitaire, que demandent les clients d'une Centrale ?

- bénéficier de l'intégralité des négociations,
 - savoir exactement ce que leur coûte la Centrale,
 - être conseillés avec objectivité, donc en toute indépendance.
- Espace Service vous donne raison et vous offre le « Contrat Transparence ».
- Nous vous faisons bénéficier des négociations privilégiées dont profitent déjà nos clients.
- Vous savez exactement combien nous vous coûtons : voici nos honoraires fixes non cumulables, pré-déterminés annuellement sur le montant facturé hors taxes :
- de 5 MF : 5 %
 - de 5 MF à 7,5 MF : 3,5 %
 - de 7,5 MF à 10 MF : 2,5 %
 - de 10 MF : 1 %
- Ce mode de rémunération vous garantit notre objectivité vis-à-vis des médias puisque tout vous est rétro-cédé : (ristournes, remises, dégressifs d'importance d'ordre, commissions, surcommissions, abattements, espaces et temps gracieux, avantages de toute nature, etc.).
- Transparence et absence totale

« d'évasion financière » sont contrôlées par un Audit de grand renom qui vous tient personnellement informé du résultat de sa mission. Tout ceci est expliqué en détail dans notre « Contrat Transparence ». Demandez-le nous vite !

Téléphonez au 501.67.51 pour recevoir la visite de Jean-Claude Janet ou Louis-Robert de Montfalcon. Ou — si vous voulez rester incognito — appelez le 501.27.32, notre répondeur vous dira tout... sans vous poser aucune question.

Jean-Claude Janet
Président-Directeur Général

Espace Service - 53, avenue Victor Hugo 75116 Paris. Tél. 501.67.51.

ÉNERGIE

Nucléaire LA REPRISE DES TRAVAUX DE LA CENTRALE DE GOLFECH EST RÉCLAMÉE PAR DES ÉLUS LOCAUX

À la fin septembre, 60 % des élus des communes concernées par le label « Grand Chantier » avaient signé une motion pour que soit poursuivie la construction de la centrale électronucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne), « gelée » le 30 juillet par le conseil des ministres. C'est quarante élus municipaux et cantonaux sur les deux cent vingt que comptent les communes intéressées par ce chantier, affirme un communiqué du comité de défense des intérêts de Golfech. Ils ont demandé la reprise des travaux.

Un sondage réalisé par la Soctas auprès de quatre cent dix communes, dans une zone de 30 kilomètres autour de Golfech — à la demande de ce même comité — montre que 61 % des personnes interrogées sont favorables au « gel » et que, après ce temps de réflexion, 45 % (contre 36 %) souhaitent l'achèvement de la construction de la centrale.

● Selon Chérif Yassini, président commercial de l'OPPEP disparaitra avant la fin de 1982. Le ministre saoudien a précisé, le 28 septembre à Londres, que d'ici à 1988 les prix du pétrole ne devaient pas dépasser le rythme de l'inflation et pourraient même être réduits en temps réel. Il a ajouté que son pays n'était pas prêt à accepter ce qu'il avait refusé à deux reprises cette année, une hausse des prix saoudiens de plus de deux dollars, mais il a admis l'espoir d'une renégociation des prix de l'OPPEP avant la fin de 1981. — (A.F.P.)

● RECTIFICATIF. — Dans l'interview du président du MUK Marketing Board, Sir Stephen Roberts (le Monde du 23 septembre), il fallait lire, à deux reprises, « barres » (de confiserie) au lieu de « barres » (de pétrole) et non pas comme imprimé par erreur, « barres ».

M. MAUROY : certains banquiers se sont conduits comme s'ils appartenaient à un « parti d'émigrés »

La commission spéciale chargée d'examiner, à l'Assemblée nationale, le projet de loi sur les nationalisations a entendu M. Pierre Mauroy, lundi 28 septembre. Le premier ministre a rappelé qu'en soumettant ce texte au Parlement le gouvernement entend manifester sa volonté de réaliser « une véritable transformation de la société », de « maîtriser l'économie mais non pas l'étatisme », et de créer « un secteur d'expérimentation sociale ».

Le choix des groupes industriels nationalisables remonte à 1972, a-t-il dit. En ce qui concerne les banques, il s'agit, dans son esprit, d'en revenir à l'organisation du crédit voulue par le général de Gaulle en 1945. À ce propos, le premier ministre a souligné que, si les travaux relatifs aux groupes industriels se sont déroulés dans la plus parfaite dignité — les dirigeants de ces sociétés n'exprimant, selon lui, que des soucis « parfaitement légitimes » quant au maintien de la cohérence de leurs groupes, — certains dirigeants du secteur bancaire se sont livrés à une « exécrable guérilla » contre le gouvernement. Cette attitude, a-t-il ajouté, est d'autant plus choquante que ces banques étaient nationalisées depuis longtemps et la réforme de 1945 avait été appliquée.

Ces banquiers, qui sont souvent d'anciens serviteurs de l'État, se sont conduits, selon lui, comme s'ils appartenaient à un « parti d'émigrés », nationalisant « le choix de la majorité des Français et la légitimité du gouvernement de la République ». Des banquiers, conscients de la signification de leur signature, évitent d'intervenir directement dans le débat politique, a poursuivi M. Mauroy. Mais que d'autres n'hésitent pas à mettre leur signature et même leur photographie dans des pages achetées aux journaux, c'est là, estime le premier ministre, une attitude répréhensible du point de vue du civisme, « quelles que soient par ailleurs les divergences d'opinions, parfaitement compréhensibles ».

Le parti socialiste a défini sa position à l'égard du projet de loi sur les nationalisations lundi 28 septembre, à l'occasion d'une conférence de presse. M. Michel Charrot, secrétaire national, rapporteur de la commission spéciale de l'Assemblée nationale chargée de l'étude du texte, a pu ainsi constater que « l'essentiel du programme de nationalisation du P.S. est devenu ainsi réalisé dès le début de la législature. Reste à gagner, poursuit-il, la bataille de l'emploi, qui passe notamment par la réussite des nationalisations ».

AFFAIRES

LE P.S. SOUHAITE LA CRÉATION DE SECTIONS POLITIQUES DANS LES ENTREPRISES NATIONALISÉES

Le P.S. souhaite la création de sections politiques dans les entreprises nationalisées : tel est le principal résultat des travaux de la commission nationale « entreprises » du parti, dont rend compte le bulletin interne du P.S., le Point et la Rose.

Les responsables du secteur « entreprises » demandent, en outre, le renforcement des moyens de formation et d'information du personnel « tant politiques qu'économiques ou techniques ». Ils insistent que « les informations essentielles sur le développement économique » des entreprises nationalisées ne doivent pas demeurer « le privilège d'une minorité de technocrates ».

Le P.S. préconise également la création de conseils d'unité et d'atelier. Il demande que les travailleurs qui participent à la gestion de ces entreprises ne soient plus désignés par les syndicats, mais élus sur des listes « programmées » ouvertes, dont les options porteraient, par exemple, sur le contenu du prochain contrat Etat-entreprises.

L'INDEMNISATION DES ACTIONNAIRES

Dans notre tableau relatif à la base d'indemnisation destinée aux actionnaires de sociétés nationalisées (le Monde daté 27-28 septembre 1981), il convenait de lire dans la colonne « Indemnisation totale » : B.N.P. 480 F (au lieu de 563), Société générale 330 F (au lieu de 440), Suez 327 F (au lieu de 318), et C.G.E. 334 F (au lieu de 338). D'autre part, le dernier cours coté avant la suspension est naturellement celui du 8 septembre 1981.

ÉTRANGER

États-Unis

LE DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE A PRESQUE QUADRUPLE EN AOÛT

Washington (A.F.P. Agence). — Le déficit de la balance commerciale américaine a presque quadruplé en août, pour atteindre 5,5 milliards de dollars. Il s'agit du plus important déséquilibre mensuel enregistré depuis février 1980 (5,96 milliards). Le solde négatif avait été de 1,45 milliard en juillet et de 1,83 milliard en août 1980.

L'aggravation du déficit a été attribuée par le département du Commerce à la hausse du dollar, qui a contribué à une sensible augmentation (+ 19 %) en valeur des importations, s'établissant sur la base C.A.F. à 24,7 milliards de dollars. Selon le département, la baisse du coût unitaire des achats en dollars a entraîné une augmentation importante du volume de biens importés. La hausse de la monnaie américaine a également handicapé les exportations, qui ont diminué de 1,1 %, s'inscrivant à 19,1 milliards.

L'accroissement de la facture des importations est également dû à une augmentation (+ 24,9 %) en volume des importations pétrolières. Celles-ci ont atteint en août 6,5 millions de barils-jour, contre 5,1 millions en juillet, ce qui représente en valeur 8,78 milliards de dollars (+ 22 %). Les achats d'autres produits ont, eux, augmenté de 16 % environ.

Pour les huit premiers mois de 1981, le déficit commercial a représenté 26,15 milliards de dollars, contre 27,25 milliards, de janvier à août 1980. Il avait atteint 38,38 milliards pour toute l'année dernière.

Union soviétique

LE DÉFICIT DES ÉCHANGES AVEC L'OUEST A PLUS QUE DOUBLÉ EN UN AN

Moscou (Reuters). — Le déficit de la balance commerciale soviétique à l'égard de l'Ouest a plus que doublé durant les six premiers mois de 1981, s'établissant à 2,61 milliards de roubles (3,65 milliards de dollars) contre 1,03 milliard de janvier à juin 1980. Les importations de P.M.S.S. ont atteint 9,55 milliards de roubles et les exportations 7,34 milliards. Pour toute l'année 1980, un excédent de 141 millions avait été enregistré, les achats ayant représenté 15,72 milliards et les ventes 15,88 milliards de roubles. (Ces statistiques ont été publiées par le mensuel « Vneshebytorg »).

Avis financiers des sociétés

LE PRÉSIDENT DE LA B.N.P. AU BRÉSIL

M. Calvet, Président de la BANQUE NATIONALE DE PARIS, accompagné d'une délégation de la Banque, s'est rendu au Brésil du 20 au 28 septembre et a séjourné à Brasilia, Rio de Janeiro et São Paulo.

Compte tenu de la maladie inopinée du Président de la République, Son Excellence M. Figueiredo, M. Calvet n'a pas été reçu en audience comme il était prévu mais a eu des entretiens avec différents responsables du rang le plus élevé du gouvernement brésilien ou de l'administration et notamment :

- M. Delfino Netto, ministre d'Etat chargé du ministère du plan ;
- M. Galveas, ministre des finances ;
- M. Chagas Freitas, gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro ;
- M. Maluf, gouverneur de l'Etat de São Paulo ;
- M. Wey, président par intérim de la Banque Centrale du Brésil.

Des entretiens ont eu lieu aussi avec les plus importants responsables des milieux de la banque et des affaires.

Au cours de ces divers entretiens, le rôle que la B.N.P. joue depuis longtemps, et notamment par l'intermédiaire de ses deux bureaux de représentation à Rio de Janeiro et São Paulo, dans la mise en œuvre et le financement des contrats d'affaires entre les deux pays a été reconnu et la volonté de la B.N.P. d'accroître ses efforts pour développer l'exportation par l'industrie française de biens d'équipement de diverses natures a été affirmée par M. Calvet. Des discussions techniques et précises ont eu lieu avec les instances brésiliennes spécialisées pour permettre d'offrir les meilleures chances à notre industrie à propos des projets actuellement en cours de discussion.

En outre, M. Calvet a participé aux diverses manifestations qui ont eu lieu à l'occasion de la récente prise de participation de 45 % de la B.N.P. dans le capital du Groupe du Banco Citade de São Paulo installé dans plusieurs Etats du Brésil et dont le dynamisme et les possibilités de développement se trouvent renforcés par l'existence de la nouvelle association de cette banque brésilienne avec la B.N.P.

La Banque Nationale de Paris a pu ainsi clairement démontrer l'intérêt qu'elle attache à sa présence renforcée dans la grande République du Brésil, dont les perspectives de développement sont presque illimitées tant au niveau de la participation bancaire que du meilleur soutien qu'elle souhaite encore apporter au renforcement des relations économiques et financières entre les deux pays.

Banque de Neufils,
Schlumberger, Mallet

La Banque de Neufils, Schlumberger, Mallet a signé, avec Albark Albandi Albandi, membre du conseil d'administration de la Banque Nationale de Paris, une convention cadre de crédit à court terme financée par l'exportation d'équipements et de services français vers l'Arabie Saoudite.

Albark Albandi Albandi a été créé en 1977, en association entre des partenaires privés saoudiens et A.B.N.-Bank, dont la présence dans ce pays remonte à plus de cinquante ans. Elle dispose aujourd'hui d'un réseau d'agences installées à Djeddah, Médine, Riyad, Houta, Alchobar, Dammam, et Jubail, et qui peuvent aider les sociétés françaises à développer leurs exportations et leurs activités en Arabie Saoudite.

SLIVAFRANCE Société Lyonnaise d'Investissement en Valeurs Françaises. SICAV

EXERCICE 1980-1981

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société s'est réunie le 25 septembre 1981 sous la Présidence de Monsieur EUGÈNE BOURQUET-AUBERTOT. Elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1981.

Les revenus distribuables s'élèvent à 28 889 713,23 F. L'assemblée a décidé d'attribuer, à compter du 24 septembre 1981, un revenu global de 19,34 F, composé d'un dividende net de 16,20 F et d'un impôt déjà payé au Trésor (Crédit d'impôt) de 3,14 F.

- les produits de l'emprunt 4,50 % 1973, les lots et primes de remboursement d'obligations françaises pour un montant de 0,72 F. Ces revenus sont exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et donnent droit, pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés, à un crédit d'impôt de 0,10 F ;
- les produits des obligations françaises non indexées à concurrence de 6,74 F assorties d'un crédit d'impôt de 0,51 F ;
- les revenus de l'emprunt 8,80 % 1977 qui bénéficient d'un abattement complémentaire de 1 000 F pour un montant de 0,73 F ;
- les produits des actions françaises pour un montant de 5,33 F (avoir fiscal de 2,57 F) ;
- les autres produits pour un montant de 3,28 F assorties d'un crédit d'impôt de 0,06 F.

Comme les années précédentes, le montant du dividende pourra être révisé si les actions de la Société, en franchise totale de droit d'entrée, pendant un délai de trois mois à compter de la date de mise en distribution.

Au cours de son allocation, le Président a notamment souligné que la valeur liquidative de SLIVAFRANCE s'était accrue de 15,3 % depuis le 30 juin. De ce fait, le cours de l'action n'atteint plus qu'un recul de 3,1 % par rapport au 31 décembre 1980, (à titre de comparaison, l'indice CAC a baissé de 16,2 % et l'indice Cl des valeurs à revenu fixe, de 11 % depuis cette date).

En ce qui concerne l'évolution à moyen terme du titre, le Président a rappelé qu'un capital investi fin 1971 s'est valorisé de 77 % en francs courants. En incluant les dividendes excessifs, cette progression s'établit à 132,9 %.

Un ordinateur Wang, c'est toujours de la grande mesure.

Qu'il s'agisse de votre premier ordinateur ou que vous passiez à la taille au-dessus, vous n'avez pas à vous contenter d'un modèle général. C'est hors de question chez Wang.

Des petits ordinateurs de gestion série 2200, à notre famille de gros ordinateurs VS, tout système Wang est taillé sur mesure — en matériel et en logiciel — pour remplir très exactement le rôle qu'il est appelé à jouer dans votre entreprise. De la simple tenue des livres au traitement de données à grande échelle.

Et quel que soit le système Wang avec lequel vous démarrez, l'extension de votre système se fera dans des conditions aussi aisées qu'économiques, du plus petit au plus gros modèle de la gamme. Sans compter qu'une compatibilité totale à l'intérieur de chacune des familles de

PETITS ORDINATEURS

Notre famille de petits ordinateurs d'affaires s'étend du modèle 2200 VLP monoprise au 2201 VLP multiprise, multiprogrammable.

ORDINATEURS MOYENS

Notre famille modulaire d'ordinateurs interactifs VS à mémoire virtuelle est programmable sans difficulté et est capable de remplir des rôles en télématique.

GROS ORDINATEURS

Notre VS100 est un gros ordinateur qui comporte les caractéristiques de l'architecture de la famille VS. Il peut recevoir 256 périphériques.

produits protège votre investissement en logiciel. Ainsi, au lieu de vous contenter d'un ordinateur de conception, appelez Wang. Et choisissez un ordinateur qui vous aille parfaitement.

Wang-France, Tour Gallieni 1, 78/80 avenue Gallieni, 93170 Bagnolet, France. Tél.: (01)360.22.11.

Vos systèmes sur mesure m'intéressent. Je voudrais en savoir plus.

Nom: _____
 Titre: _____
 Société: _____
 Adresse: _____
 Téléphone: _____
 Envoyez à: Wang-France, Tour Gallieni 1, 78/80 avenue Gallieni, 93170 Bagnolet, France.

WANG

ÉTRANGER

A Singapour

L'ambassade de France sert de relais pour les petites et moyennes entreprises

Afin d'encourager les petites et moyennes entreprises à exporter, le service commercial de l'ambassade de France à Singapour a décidé de créer une structure de « relais de présence permanente ».

Singapour. — La présence de la France est honorablement assurée sur le marché de Singapour. Pour l'étoffer, pourquoi ne pas jouer à fond la carte des petites et moyennes entreprises ? Mais pareille aventure exige de ceux qui la tentent une présence de tous les instants sur place, car la concurrence y est féroce.

Avoir sur le terrain, pour soi tout seul, un agent à temps complet, aucune P.M.E. n'est en mesure d'en supporter les frais : le coût total d'un expatrié à Singapour est de l'ordre de 600 000 francs par an. Pour couvrir un tel investissement, il serait nécessaire de réaliser, presque d'un

De notre envoyé spécial

trée de jeu, un chiffre d'affaires annuel d'au moins 4 millions de francs. S'adresser à des sociétés de commerce international, généralement anglo-saxonnes ? Leur rente de situation ne les incite guère à courir après ce genre de clients. Traiter avec des importateurs chinois ? Ils sont trop impatientes de « faire de l'argent » pour compter avec le temps.

La solution serait-elle donc d'assurer à distance le suivi des opérations. Dans le contexte local, surtout si l'on a l'ambition d'introduire sur le marché des produits qui ont un nom à se faire — autres donc que les produits de luxe traditionnels comme les vins et les parfums, par exemple, — il est nécessaire de prévoir quatre ou cinq voyages par an, dont le coût unitaire n'est pas inférieur à 25 000 F. Encore n'est-on pas assuré du succès de l'entreprise, car le diction « Loin des yeux, loin du cœur » se vérifie à Singapour plus qu'ailleurs. Faute de mieux, les P.M.E. sont donc condamnées à « monter des coups » sans lendemain.

Aussi l'idée est-elle venue au service commercial de l'ambassade de France de favoriser la création de « relais de présence permanente ». L'objectif est d'encourager plusieurs P.M.E. à partager le temps — et donc le coût — d'un expatrié. Cet agent aura pour tâche d'animer et de contrôler constamment et rigoureusement le réseau local de ventes

de ses clients, moyennant le versement d'honoraires ou de commissions.

Pour ce faire, cinq jeunes Français, frais émoulus d'écoles de commerce, ont été sélectionnés au terme d'un stage organisé cet été à Singapour. Au préalable, le service commercial avait lancé une campagne d'information auprès de six cent cinquante P.M.E. Les renseignements qu'il a recueillis lui ont permis d'élaborer une banque de données. Ayant choisi les entreprises qui lui paraissaient le mieux à même de jouer le jeu, il leur a présenté son idée de « présence permanente ».

Aux cinq jeunes de la défense. Ainsi, Angelina Nguyen et Vichit Ith ont-ils choisi d'explorer les secteurs de la chaussure, du prêt-à-porter, de la maroquinerie, du matériel de bureau. Ils ont déjà pris langue avec les importateurs locaux, se sont donné une raison sociale pour avoir pignon sur rue, puis ont pris le chemin de la France pour y « chasser » les clients, en toute connaissance de cause. « Nous avons répertorié une trentaine d'entreprises, et nous voudrions en représenter dix », disent-ils. Sauront-ils convaincre leurs interlocuteurs que la partie n'est pas perdue sur un marché réputé difficile ?

« Les hommes d'affaires singapouriens devraient s'inspirer de cette leçon, écrit récemment le Business Times, et se montrer tout aussi, sinon plus, entrepreneurs et imaginatifs que leurs collègues français. »

JACQUES DE BARRIN.

SATISFACTION A NEW-DELHI

Le rapport annuel de la Banque mondiale fait état d'un redressement de la situation économique en Inde

New-Delhi. — « La Banque mondiale relève les progrès accomplis par l'Inde. » « L'économie indienne en meilleur état. » « Reprise de l'économie indienne. » « Le P.N.B. s'est accru de 8 %. » Autant de titres qui s'étaient récemment à la « une » des quotidiens indiens. De quoi réjouir enfin le premier ministre, Mme Gandhi, qui déplorait qu'un grand nombre de journaux locaux, suivant en cela le mauvais exemple des organes d'information internationaux (« pour eux, avait-elle déclaré, les mauvaises

nouvelles sont de bonnes nouvelles et ces dernières ne méritent pas d'être rapportées »), s'ingénient à propager une vue sombre de leur pays. L'Inde a voulu cependant que la bonne nouvelle ne figure qu'en page 4 du National Herald, organe qui reflète souvent les vues du pouvoir (à la politique duquel il attribue au demeurant, dès le lendemain, ce « faux résultat ») et que ce dernier, tout comme le Patriot, quotidien proche du P.C.I., titre sur la problème posé à l'Inde par sa balance des paiements.

De notre correspondant

étaient également constatés dans le secteur de la production charbonnière (114 millions de tonnes) et de l'activité portuaire.

Quelques points noirs

La Banque relève toutefois un certain nombre de points noirs : les transports ferroviaires et la production d'énergie électrique, incapables de faire face à la demande ; le taux d'inflation annuel — 16 % — et, bien entendu, la balance des paiements. A une augmentation des importations supérieure à 3 % — due essentiellement à la hausse des prix des produits pétroliers (2) et des engrais — s'est ajoutée la chute de la production pétrolière nationale en raison de l'agitation politique qui a paralysé l'activité des gisements et des raffineries de l'Assam (3).

Reste qu'en dépit de problèmes structurels persistants — faible revenu par habitant — 190 dollars — et niveau élevé de pauvreté, goulots d'étranglement dus à une infrastructure économique déficiente, production insuffisante d'huiles alimentaires, d'engrais, de ciment et d'acier, croissance démographique élevée (4) —, l'économie indienne, estime le rapport, est aujourd'hui substantiellement plus vigoureuse qu'il y a cinq ans et par conséquent, plus apte à affronter les conséquences d'un environnement international difficile.

S'interrogeant, pour terminer, sur l'avenir de l'économie indienne, la Banque exprime un certain optimisme. La base industrielle et agricole, constate-t-elle, s'est considérablement élargie et diversifiée. Les importations de céréales ont été graduellement supprimées (5) tandis que d'importantes stocks étaient constitués. Les taux des investissements bruts et de l'épargne ont enregistré des hausses impressionnantes : environ 22 % du P.N.B. Enfin, le pays dispose d'appréciables réserves de devises étrangères et la dette nationale (21,2 milliards de dollars) se situe à un niveau très bas, le service de la dette, par rapport aux exportations annuelles, s'établissant à 9,5 % en 1979.

Une contradiction

Le rapport de la Banque précise qu'en 1981 l'Inde a reçu de cet organisme des prêts s'élevant à 1 711 millions de dollars, dont 1 281 provenant de l'Association internationale pour le développe-

ment (I.D.A.), pour le financement de treize projets de développement, en majorité dans le secteur agricole, où l'effort a surtout porté sur l'irrigation. Parmi les projets financés, le rapport cite l'augmentation de la production du gisement pétrolier « offshore » de Bombay-High (6), la construction d'une usine d'engrais, l'expansion du réseau des télécommunications, un second projet de développement urbain à Madras et la construction et la réfection de la voie rurale.

Un tableau qui permet à l'Hindustan Times de souligner combien l'Inde demeure dépendante de l'extérieur pour le financement de ses investissements et de relever, par conséquent, la contradiction qui existe entre, d'une part, le rôle croissant joué par la Banque mondiale dans l'économie indienne et, d'autre part, la volonté de ce pays d'être indépendant et de pouvoir subvenir à ses propres besoins.

Quant au Times of India, qui accueille le rapport de la Banque mondiale avec un « optimisme mesuré », il constate que depuis 1978-1979 le pays a enregistré un léger déclin de son revenu par habitant. De plus, si les pluies ne sont pas au rendez-vous dans les trois prochaines semaines, les stocks alimentaires existants pourraient presque être épuisés d'ici le mois d'avril prochain. « Le message délivré par la Banque mondiale, estime ce quotidien, est que l'avenir économique du pays ne repose pas dans les mains des producteurs de pétrole ou des nations développées mais dans celles de ses dirigeants. »

PATRICK FRANCES.

- (1) Un problème qui justifie notamment la décision du gouvernement indien de solliciter du F.M.I. un prêt de 50 milliards de roupies (100 roupies valent 64,95 francs).
- (2) Les trois quarts des recettes des exportations sont consacrées au paiement de la facture pétrolière.
- (3) En 1980, la production s'est élevée à 9,2 millions de tonnes, contre 9,2 millions de tonnes en 1979. L'Assam ayant enregistré un déficit de 4 millions de tonnes sur une production normale de 5,3 millions de tonnes.
- (4) Le taux de croissance démographique a été de 2,3 % en 1979-1980.
- (5) Pour la première fois depuis quatre ans, l'Inde a décidé, en juillet dernier, d'importer du blé — la presse a cité le chiffre de 1,5 million de tonnes — des Etats-Unis pour maintenir les prix et lutter contre la spéculation.
- (6) Une entreprise à laquelle sera également associée la Compagnie française des pétroles, qui vient de renouveler son contrat d'assistance technique. L'objectif étant de porter la production de ce gisement de 7,9 millions de tonnes à 20 millions en 1985.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

Avec le TGV, en 4H15*, les Parisiens peuvent aller au cœur de Genève pour 194F.**

Paris-Genève. Réservation incluse.

Prix normal		Bénéficiaires des réductions couple, famille, vermeil	
1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
287 F**	194 F**	148 F**	101 F**



Pour gagner du temps sur le temps. SNCF

* Meilleur temps de parcours au service d'été 1981-82, 3 h 40 en 1983.
** Prix au 1981. Un supplément est perçu pour les TGV circulant aux heures de pointe. Renseignements dans les gares et les agences de voyages.

ODOUL AGENT GÉNÉRAL
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

Le Monde DE L'ÉDUCATION
ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS : LA CRISE
classiques linguistique orthographe grammaire expression littéraire
Les stages d'informatique
Les devoirs à la maison
INFOS PRATIQUES Les jeunes et la moto

سكنا من الاجل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

29 septembre 1981
Net redressement des valeurs françaises et étrangères

Wall Street n'a finalement pas subi le « lundi noir » que d'aucuns redoutaient, et l'amélioration constatée mardi matin sur la plupart des places internationales s'est étendue à la Bourse de Paris où l'indice de clôture a gagné 2,3 % sur les 3,6 % perdus la veille.

La reprise est manifeste au fil de la cote et on relève des écarts à la hausse atteignant 12 % pour Cressat-Lotz, 8 % pour C.F.P., 6 % à 7 % pour Chiers-Châtillon, Générale Fonderie, Saurier, Moulineux.

Les étrangers ne sont pas en reste après leur vir reculé de lundi, réminiscent d'ailleurs le gain de 16 %, Dome Mines 14 %, Norsk Hydro 13 % et American Express 11 % environ, compte tenu d'un encadrement jugé plus favorable.

Beaucoup plus sporadiques, les replis perdent également en ampleur, seuls ceux de Kléber et de Talci de Luxemant méritant d'être signalés (- 4 % environ).

Sur le marché de l'or, le métal fin a sensiblement progressé pour atteindre 432,50 dollars l'once au « fixing » de Londres, contre 427,50 dollars la veille. A 93,85 F, le lingot suit la même orientation, s'ajustant à 1 855 F d'un jour à l'autre, tandis que le napoléon régresse de 4,80 F, à 936 F.

Sans grand changement sur la veille, la devise-titre est négociée à 7,16/7,19 F, tandis que le « billet vert » régresse de 2 % environ pour s'établir à 5,5075 F, les opérateurs se montrant surtout sensibles à l'incertitude perceptible sur les places boursières après la tempête de ces derniers jours.

NEW-YORK

Pas de « lundi noir »

Enfin, c'est là un point important pour Wall Street, même si le marché américain donne souvent le la, l'environnement des bourses internationales s'est singulièrement dégradé au cours des derniers jours, notamment à Londres et à Francfort, et les opérateurs new-yorkais sont tout à fait calmes à ce stade compte de leurs prévisions, qui, il faut bien le reconnaître, ne sont pas tout à fait étrangères au pronostic formulé par ce spécialiste des places financières que reste M. Joe Granville.

Très frêles de déclarations souvent frisant, celui qu'on a baptisé pendant un peu trop vite « le gamin de Wall Street » prévoyait la semaine dernière, à l'occasion d'une tournée européenne, une chute spectaculaire des cours qui devrait faire tomber New-York au niveau 600 à 700 en termes d'indices Dow Jones.

Cependant, on ne peut pas prédire avec certitude les mouvements à venir, à celui qui avait accompagné la recommandation qu'il avait déjà faite à Wall Street le 7 janvier dernier lorsqu'il avait incité les petits porteurs à « tout vendre ».

Dans la bonne vieille Angleterre, ce décalage pour nous que cela a été content de déclarer un spécialiste, notant que les hausses l'ont tout de même emporté au cours de cette séance de lundi par 312 points 658 replis, tandis que 327 titres restaient inchangés.

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	28 1/8	28 1/8
A.T.T.	56 7/8	56 7/8
Bell	23 1/4	23 1/4
Boeing	51 1/4	51 1/4
Chrysler	37 3/8	37 3/8
General Electric	33 1/8	33 1/8
IBM	19 1/4	19 1/4
Johnson & Johnson	42 1/8	42 1/8
McDonald	17 3/4	17 3/4
Merck	40 1/8	40 1/8
Philips	25 1/4	25 1/4
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	18 1/2	18 1/2
Westinghouse	25 3/8	25 3/8
Xerox	24 1/2	24 1/2

INDICES QUOTIDIENS	INDICE	Différence
Indice Cote 100	25 sept. 25 sept.	
Indice Cote 100	25 sept. 25 sept.	
Indice Cote 100	25 sept. 25 sept.	
Indice Cote 100	25 sept. 25 sept.	
Indice Cote 100	25 sept. 25 sept.	
Indice Cote 100	25 sept. 25 sept.	
Indice Cote 100	25 sept. 25 sept.	
Indice Cote 100	25 sept. 25 sept.	
Indice Cote 100	25 sept. 25 sept.	
Indice Cote 100	25 sept. 25 sept.	

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Orde Lyonnais	221 40	221 40	Marine	480	480	Étrangers		
Orde Lyonnais	221 40	221 40	Marine	480	480	Étrangers		
Orde Lyonnais	221 40	221 40	Marine	480	480	Étrangers		
Orde Lyonnais	221 40	221 40	Marine	480	480	Étrangers		
Orde Lyonnais	221 40	221 40	Marine	480	480	Étrangers		
Orde Lyonnais	221 40	221 40	Marine	480	480	Étrangers		
Orde Lyonnais	221 40	221 40	Marine	480	480	Étrangers		
Orde Lyonnais	221 40	221 40	Marine	480	480	Étrangers		
Orde Lyonnais	221 40	221 40	Marine	480	480	Étrangers		
Orde Lyonnais	221 40	221 40	Marine	480	480	Étrangers		

BOURSE DE PARIS 29 SEPTEMBRE COMPTANT

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
4 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
5 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
6 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
7 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
8 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
9 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
10 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
11 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8

BOURSE DE PARIS 29 SEPTEMBRE COMPTANT

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
4 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
5 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
6 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
7 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
8 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
9 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
10 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
11 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours d'après-midi.

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
4 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
5 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
6 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
7 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
8 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
9 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
10 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8
11 %	28 30	28 30	Alcoa	28 1/8	28 1/8	Alcoa	28 1/8	28 1/8

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS	COURS
MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS	COURS
MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS	COURS
MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS	COURS
MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS	COURS

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

267	Canada (100 p.)	251	107	France (100 p.)	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	23
-----	-----------------	-----	-----	-----------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----

DOUL
arde-m
EIN
NSEIGNEMENT
NU FRANÇAIS
LA CRISE

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDRES**
2. ÉNERGIE : « Questions d'un non-scientifique non engagé », par André Tiano ; « Apprendre à gérer la planète », par Claude Allègre ; « Réconcilier les Français et leur industrie », par Michel Guillot.
- ÉTRANGER**
3. DIPLOMATIE
3. PROCHE-ORIENT
- 3-4. AMÉRIQUES
4. AFRIQUE
6. EUROPE
- POLOGNE : au congrès de Solidarité, un vieux militant fait l'éloge du socialisme dans la liberté.
- POLITIQUE**
8. Les journées parlementaires du R.F.P.
9. « Tension en Nouvelle-Calédonie », par Alain Rollat.
10. Les travaux du Sénat.
11. DOSSIER : la peine de mort dans le monde.
- SOCIÉTÉ**
12. SPORTS
13. « Les enfants de l'aide sociale », par Nicolas Beau.
14. ÉDUCATION : la peste de Reims.
17. SCIENCES : un nouveau souffle pour la recherche doléenne.
- DÉFENSE
- LE MONDE
DE LA MÉDECINE**
- 15-16. LES ENTRETIENS DE BICHAT.
- SUPPLÉMENT
SICOB**
19. Les premiers pas de Téléfil.
20. « Des fibres optiques pour des messages de toutes natures », par Robert Veil.
21. « Le rôle des satellites dans les réseaux de communication », par Lionel Fleury.
22. Le projet de banque de données macro-économiques rencontre des difficultés.
- CULTURE**
24. CINÉMA : témoignages ibériques et latino-américains à Biarritz.
- RÉGIONS**
40. RHONE-ALPES : pays d'adoption.
- EQUIPEMENT**
42. CIRCULATION : « Sauver des vies pour changer la vie », point de vue, par Philippe de Saint-Marc.
- ÉCONOMIE**
43. CONJONCTURE : le rapport de la commission Bloch-Lainé.
44. ÉNERGIE
45. AFFAIRES
46. ÉTRANGER.

**RADIO-TELEVISION (27)
INFORMATIONS
SERVICES (18)**

La mode : Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.

Annouces classées (28 à 39) ; Carnet (27) ; Programmes spectacles (25-28) ; Bourse (47).

Demain
Le Monde
publiera :

- IDEES : Pologne (A. Fontaine, S. Gajewski, J. Madan).
- ARTS ET SPECTACLES : dossier King Vidor.
- ECHOS : le Championnat du monde (J. Savagetti).

Sensationnel...
le DERNIER braun
"2000 UNIVERSAL"
SECTEUR ET ACCUS
SANS FIL

et tous les RASCOMS électriques

EN VENTE CHEZ
les spécialistes depuis 1938
DIDER-NEVEUR
REPARATIONS IMMÉDIATES
Pièces détachées - Accessoires
Service après-vente soigné
38, rue MARBEUF - Tél. : 225.61.70
Soc. 20, rue de la Paix, PARIS-8^e - 7^e

« Ouvrez le lundi à 9h - samedi 9h - 19h »

A B C D E F G

VERS UNE MAJORATION DES COTISATIONS

Mme Questiaux envisage diverses hypothèses de ressources supplémentaires pour combler le « trou » de la Sécurité sociale

Mme Questiaux, ministre de la solidarité nationale, a présenté, lundi 28 septembre, aux représentants des syndicats et du patronat, onze possibilités pour remédier, à court et à moyen terme, au déséquilibre financier du régime général des salariés (maladie - vieillesse - famille). Des décisions devant être prises assez rapidement, comme l'a indiqué le ministre, chaque syndicat fera connaître, dans les trois semaines qui viennent, sa position au cours d'entretiens bilatéraux.

Décidée à donner la priorité à la concertation pour aboutir à une réforme complète de la Sécurité sociale et à respecter ainsi le « mandat politique » qu'elle a reçu, Mme Questiaux a dû, à court terme, proposer des mesures de ressources supplémentaires. Il faut d'ici à 1982 trouver environ 30 milliards de francs (7 pour 1981 et sans doute 23 pour 1982). Dans les hypothèses soumises à la réflexion des syndicats — et non remises à la presse — se trouvent des ressources classiques : déplafonnement des cotisations (un point déplafonné rapporte 24 milliards de francs) ; majoration exceptionnelle d'un point des cotisations (près de 13 milliards de francs) ; doublement des taxes assurance-automobile (1 milliard de francs) ; accroissement des taxes sur l'alcool (100 millions de francs environ) et sur le tabac (100 millions de francs aussi) ; récupération des dettes patronales, vente du patrimoine des caisses, etc.

Mme Questiaux a cependant indiqué que, pour 1981, la trésorerie de la Sécurité sociale, pour être assurée par des mesures techniques, notamment par un emprunt auprès de la Caisse des dépôts. Cela permettrait d'attendre la fin de l'année pour fixer les majorations de recettes, c'est-à-dire en grande partie des cotisations, étant entendu qu'à moyen terme des réformes plus profondes seront mises en place : les syndicats sont, par exemple, consultés sur une réforme de l'assiette des cotisations.

Les fonctionnaires C.G.T., C.F.D.T. et C.G.C. n'approuvent pas l'accord salarial pour 1981

Force ouvrière, la FEN, la C.F.T.C. et les autonomes ont signé, ce mardi 29 septembre, le « relevé de conclusions » établi, à l'issue des négociations salariales dans la fonction publique, pour la fin de l'année 1981. La C.G.T., la C.F.D.T. et la C.G.C. n'ont pas donné leur paraphe.

En revanche, la C.G.T., ainsi que P.O., la FEN, la C.F.T.C. et les autonomes, a ratifié un second texte, intitulé « relevé des engagements de négociations », qui porte notamment, pour 1982, sur un nouveau mode de revalorisation des traitements, sur les créations d'emplois, sur l'amélioration de l'action sociale dans la fonction publique et sur l'extension des droits syndicaux et des libertés. La C.F.D.T. et la C.G.C. n'ont pas non plus, pour des raisons différentes, signé ce deuxième texte.

Quatre fédérations de fonctionnaires sur sept ont donc estimé que les négociations salariales 1981 ont été positives. Elles se soldent, au 1^{er} octobre, par une majoration du traitement de base de 4,30 % (ajoutée aux 6,50 % accordés depuis le début de l'année), sauf pour la part du salaire supérieure à l'indice 810 (12 650 F mensuels bruts), par l'octroi d'une prime exceptionnelle allant de 800 F (jusqu'à l'indice 320) à 1 500 F (jusqu'à l'indice 344) et permettant de revaloriser des bas salaires, par l'intégration d'un point de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension et par une clause de garantie du pouvoir d'achat applicable au 1^{er} novembre, si la hausse des prix était, en septembre, égale ou supérieure à 1,5 %. Un réajustement du salaire de base aura, de toute façon, lieu au 1^{er} janvier 1982.

« Continuité » de la politique contractuelle estime P.O., qui fait remarquer que le gouvernement aurait pu adopter une attitude plus dirigiste ; « Co m p r o m i s a c c e p t a b l e », pour la FEN : réserves de la C.F.T.C. sur l'octroi d'une prime unique et sur la revalorisation « différenciée » à partir de l'indice 810 : ce sont les mêmes organisations syndicales qu'en 1980 — sauf la C.G.C. — qui ont donné leur aval pour 1981. Paul-Henri s'en étonne ? En fait, si le pouvoir a changé, la politique salariale dans la fonction publique a été conservée jusqu'à la fin de l'année, car il n'était matériellement pas possible, souligne-t-on au ministère de la fonction publique et des réformes administratives, de la fois d'accorder plus et de bouleverser les méthodes de calcul en peu de temps. L'attitude des uns et des autres apparaît donc logique : comme en

« Les prix à la consommation en R.F.A. ont augmenté de 0,5 % durant le mois de septembre, selon les premières estimations de l'Office fédéral des statistiques. En douze mois, par rapport à septembre 1980, le taux d'inflation est de 6,6 % (qui serait le chiffre le plus élevé depuis octobre 1974). Le coût de la vie s'était accru de 0,3 % en août, 0,4 % en juillet et 0,5 % en juin. L'indice définitif de septembre sera publié dans une dizaine de jours. — (A.F.P.)

MICHEL CASTAING.

Le projet de budget des P.T.T.

- Contribution à l'effort de solidarité nationale (3,2 milliards)
- Subvention de l'État pour l'acheminement des journaux (1 milliard)

Après la publication, par l'hebdomadaire *Le Point*, d'informations sur le budget des P.T.T., on confirme, dans l'entourage de M. Louis Mèzard, que le conseil des ministres du 30 septembre devrait prendre des décisions autorisant une ponction de 3,2 milliards de francs sur les excédents d'exploitation des télécommunications. Cette somme doit être utilisée pour alimenter les recettes du budget général de l'État.

On ajoute que ce prélèvement sur le budget annexe des P.T.T. ne pourrait être fait qu'à titre exceptionnel afin de contribuer à l'effort général de solidarité nationale. Mais on ajoute que ce prélèvement s'il est décidé par le gouvernement et confirmé par le Parlement — ne devrait, en tout cas, pas mettre en cause le programme d'équipement des télécommunications en 1982 qui s'élève au moins à 27,2 milliards de francs.

Toutefois, l'Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications (A.F.U.T.T.) craint qu'une telle mesure « n'entraîne un ralentissement de l'effort de développe-

Reçu à l'Élysée

LE PREMIER MINISTRE DE MALTE SOUHAITE OBTENIR DES GARANTIES DE LA NEUTRALITÉ DE L'ÎLE

Arrivé lundi 28 septembre, en fin de premier ministre de Malte, doit être reçu ce mardi après-midi à l'Élysée par M. Mitterrand, en présence de M. Chevesson, ministre des relations extérieures. Cet entretien, qui a lieu à la demande du chef du gouvernement de Malte, devait porter sur le statut de neutralité que M. Dom Mintoff veut voir reconnaître à son île. Les nouvelles garanties, assorties d'une aide économique, qu'il souhaite obtenir des puissances européennes.

M. Chevesson, ministre des relations extérieures, a présidé le 8 et 9 octobre à l'invitation du ministre des affaires étrangères

6 Dicteurs à prix japonais chez Duriez

SANTO : l'efficacité faible, sans doute. Dictionnaire poche (voiture, voyage, chez soi, nuit...). Avec Cassettes Standard 645 F. Avec Mini-Cassettes 665 F. Pour P.-D.G., commandé micro, faisant lecture. Cassettes Standard 2 442 F. à Mini-Cassettes 2 189 F. à Lecteur seul, commandé pied : à Cassettes Standard : 1 790 F. à Mini-Cassettes : 1 510 F. à 23 % inclues. Chez Duriez, 132, bd Saint-Germain. Métro Odéon. Satisfait sous 8 jours ou remboursé.

DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (français, allemand, italien, espagnol, russe, grec), quel que soit leur âge ou leur niveau, ont le droit de demander leur qualification par une formation en langues, délivrée dans la vie professionnelle. Cette formation peut être contrôlée par un des diplômes suivants :

- Diplôme de Commerce étranger, comprenant l'indispensable pour tous les emplois du commerce et des échanges économiques ;
- D.T.S. Traducteur Commercial, attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ;
- Université de Cambridge (anglais), carrières de l'information, de l'édition, du tourisme, de l'hôtellerie, etc.

Examinez chaque année dans les principales villes de France. Etudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profitent de cette opportunité pour améliorer leur compétence. Documentation gratuite sur la préparation et les débouchés de ces diplômes sur demande à Langues et Affaires, Serv. 2.611.35, rue Collonge, 92383 Paris-Levallois, tél. : 278-81-88 ou 278-74-41. (Est. privé à distance.)

ORIANA MARCHIONNI RESTE EN PRISON

La mise en liberté d'Oriana Marchionni, l'une des inculpées de Condam-sur-Isère, qui fait la grève de la faim depuis le 31 août et a été placée sous perfusion la semaine dernière, a été refusée, lundi 28 septembre, par M. Jean-François Bancel, juge d'instruction à Valenciennes. L'avis du parquet était conforme à la décision prise par M. Bancel ; le parquet estimait que l'état de santé de Mme Marchionni n'était pas incompatible avec sa détention et qu'en outre elle était étrangère et sans domicile fixe.

Les avocats des inculpées de cette affaire, dont certaines sont en grève de la faim depuis le 22 août, ont réuni, lundi, une conférence de presse. Y assistaient, outre une dizaine d'avocats, des personnalités parmi lesquelles M. Jean-Pierre Worms, député (P.S.) de Seine-et-Marne, et Mme Marguerite Bouchard. Tous ont réitéré l'appel à la libération de la loi d'amnistie aux décrets de Condam-sur-Isère.

« Une condamnation à mort par contumace... Le cour d'assises du Bas-Rhin a condamné à la peine de mort, lundi 28 septembre, M. Jean-Michel Martz, qui était jugé par contumace pour une tentative d'assassinat. Selon l'article 632 du code de procédure pénale, la cour ne peut prononcer de circonstances atténuantes lors d'un jugement par contumace, et l'article 302 du code pénal prévoit que « tout coupable d'assassinat, de participation à l'assassinat ou de tentative de mort ». La cour d'assises pouvait condamner à mort ou renvoyer le procès jusqu'à ce que le projet sur la peine de mort soit voté au Parlement.

Le numéro de « Monde » daté 29 septembre 1981 a été tiré à 596 321 exemplaires.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un maître tailleur

**COSTUMES
MESURE**
A partir de 1.250 F
3.000 tissus
Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle

**Boutique Femme
TAILLEURS et MANTEAUX
SUR MESURE**
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
21, r. d'Alsace, Paris, Opéra
Tél. : 742-70-61
du lundi au samedi,
de 10 h à 18 h.

jusqu'au 7 octobre
promotion d'avant saison

NICOLL
COSTUME 1320 F

mesure industrielle
avec gilet 1490 F

La tradition anglaise du vêtement
à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

Piano center

- Location à partir de 200 F par mois
- Location-vente par Piano-Bail
- Garantie de reprise par contrat (pour tous pianos de moins de 18 000 F), dès le 25^e mois après votre achat, nous nous engageons à racheter ce piano au prix facturé, déduction faite des frais d'une location.

PIANOS :
Paris-Ouest : 71, rue de la Paix
92250 LA GARENNE
242.26.50 / 782.75.67

PIANOS, ORGUES, SYNTHÉTISERS :
Paris-Est : 122/124, rue de Paris
93100 MONTREUIL
857.63.38

Paris-Sud : Rue Hélène Boucher
91 / 78530 BUC (Versailles)
956.06.22

EMERAUDE & OR

VENEZ VOIR CES MERVEILLEUSES PETITES BAGUES
QUI ONT DE BELLES COULEURS : DE 2000 A 20000 F.
9, RD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPERA - 266.55.38

JACQUES TOUR
VOTRE AMI JOAILLER